

Remerciements à

Commission européenne - Fonds AMIF-ISF
Toutes les communes qui ont partagé leurs pratiques

Rédaction

Direction Sécurité locale intégrale, SPF Intérieur

Alar Mehry
Argiolas Fanny
Belokopytov Victoria
Durieux Bo
Cartiaux Estelle
Feremans Julie
Geerts Ulrike
Hadri Rabbeha
Nève Astrid
Ravaglia Sofie

Coordination

Direction Sécurité locale intégrale, SPF Intérieur
Murengerantwari Sylvie

**Prévention des processus de radicalisation pouvant mener à la violence :
Guide des initiatives et outils locaux à destination des acteurs de terrain**

SPF Intérieur – Direction générale Sécurité et Prévention
Direction Sécurité locale intégrale
2018

SOMMAIRE

Préface

La prévention de la radicalisation violente: contexte

- A. Plan R
- B. Les actions

La prévention de la radicalisation: classification de initiatives locales

- A. Prévention primaire
- B. Prévention secondaire
- C. Prévention tertiaire

Prévention primaire

- 1. Anderlecht: Forum théâtre: pièce sur la thématique de la radicalisation 17
- 2. Anderlecht: Tables-ronde citoyennes sur le vivre-ensemble et la multi culturalité 19
- 3. Anderlecht: Projet "Diversité convictionnelle et philosophique" 21
- 4. Ath: Campagne « Les bâtisseurs de liens » 23
- 5. Braine-le-compte : Campagne de sensibilisation « Rencontrons de tolérance » 27
- 6. Charleroi : Conseil consultatif de Cultes et de la Laïcité 33
- 7. Châtelet: Mise en place d'une cellule de facilitation interculturelle 35
- 8. Colfontaine/Quaregnon: Plateforme "PAVEE" 39
- 9. Framaries: Projet "Pour et par tous, avec nos différences" 45
- 10. Herstal /Oupeye : Campagne de terrain « Et demain, tous ensemble dans notre quartier 48
- 11. Huy : Projet « Et si j'apprenais à connaître mon voisin » 50
- 12. Liège : Activités de sensibilisation 53
- 13. Louvain : Soirée témoignages: "Quel impact le terrorisme a sur nos vies?" 59
- 14. Malines: Espace socio-artistique H30 60
- 15. Middenkempem: Projet "Guide" 62
- 16. Molenbeek-Saint-Jean: Enquête de terrain sur le vécu des citoyens via l'European Institute of Peace (EIP) 68
- 17. Molenbeek-Saint-Jean: Projet "See something – Say something" Rutgers University 70
- 18. Viroinval: Projet "Les maisons du vivre ensemble" 72
- 19. Wanze : Projet « Mieux vivre ensemble la multiculturalité et prévention du radicalisme 76
- 20. Zele : Projet « Balance » 84

Prévention secondaire

- 1. Andenne : Projet « Diversité, identité, harmonie » 89
- 2. Anvers : Brochure à destination des parents sur le thème de la radicalisation 96
- 3. Anvers: Formation à destination des membres des mosquées et des associations socioculturelles 98
- 4. Bruxelles-ville, Schaerbeek: Capsules vidéo : Récits de vie "Histoire en héritage" 100
- 5. Bruxelles-ville: Formations interculturelle 103
- 6. Bruxelles-ville: Projet "Perceptions et identités" 109
- 7. Bruxelles-ville : Projet « Ecopol » 112
- 8. Bruxelles-ville : Formation « Lutte contre la polarisation » 118
- 9. Bruxelles-ville : Projet « Toute Voile Dehors » 121
- 10. Charleroi : Rencontres supra-locales: "Prévention de la radicalisation violente: échange de bons procédés" 125
- 11. Charleroi: Journée d'étude "Prévention de la radicalisation violente au niveau local" 127
- 12. Colfontaine/Quaregnon: Groups de parole 129
- 13. Colfontaine/Quaregnon: Cycle de formations 133
- 14. Courtrai: Formation Ceapire 138
- 15. Dison: Projet d'éducation aux médias avec l'écoles "Vivre ensemble en dehors tout extrémisme" 140
- 16. Evere: Projet "Schola ULB" 142
- 17. Gand: Projet "Ensemble pour un climat positif" 144

SOMMAIRE

18. Genk: Dialogue sur la résilience	162
19. Liège: Représentation de la pièce de théâtre "Nadia" dans les écoles	164
20. Liège: Formations	168
21. Liège: "TORU": outils vidéo pour aborder les thèmes de l'extrémisme et de la tolérance	176
22. Louvain: Suivi de la formation COPPRA Light	179
23. Louvain: Projection du film "Layla M."	181
24. Louvain: Projet Internations "Casablanca"	184
25. Louvain: Project Bounce: suivi de la formation BOUNCE-UP par les travailleurs de Première ligne	187
26. Maaseik: Formation "Uit de Marge"	190
27. Maaseik: Dispositif à destination des jeunes	192
28. Maaseik: Projet "Opboksen"	195
29. Menin: Projets socio-éducatifs	197
30. Molenbeek-Saint-Jean: Espaces de paroles avec Mourad Benchallali	199
31. Molenbeek-Saint-Jean: Groupe sinter-écoles	201
32. Namur: Séminaire concernant la prévention du processus de radicalisation violente	203
33. Namur: Diagnostic local	206
34. Saint-Gilles: Elaboration d'un diagnostic partagé	209
35. Schaerbeek: Projet « Rien à faire, Rien à perdre »	213
36. Schaerbeek : Projet de sensibilisation des jeunes à la situation des réfugiés syriens et à l'engagement citoyen	219
37. Verviers: Formations/informations destinées aux professionnels et au tout public	221
38. Verviers: Création d'un outil pédagogique sur l'éducation aux médias destiné aux jeunes	224
39. Verviers: Encadrement d'un projet de mini-foot par Terrain d'aventure de Hodiment	226
40. Verviers: Représentations de la pièce "Lettres à Nour"	228
41. Verviers: Projet "Marocado"	230
42. Visé: Travail de rue avec les jeunes de Cheratte/Visé – Project "Etnie Go et ne sois pas Nigaud	232
Prévention tertiaire	239
1. Alost: Projet "ABC"	240
2. Anvers: Radix Tool Antwerpen (RTA)	244
3. Anvers: Projet "Houvast" bij Touter vzw	247
4. Evere: Plateforme Ressources	251
5. Liège: Projet "PsyRad"	253
6. Liège: CSIL – Concertation Intersectorielle de prévention	255
7. Molenbeek-Saint-Jean: Intervention psychosociale/accompagnement des familles	257
8. Molenbeek-Saint-Jean: Projets de valorisation de l'identité positive	259
9. Saint-Gilles: Cartographie des extrêmes et des domiciliations	261
10. Saint-Gilles: CSIL	264
11. Schaerbeek: Organisation de "Mothers School"	268
12. Verviers: Diagnostic local	270
13. Verviers: Service d'accompagnement des familles et de l'entourage en matière de radicalisme	272
14. Vilvorde: Projet pilote visant des personnes majeurs « à risque »	274

Préface

La préservation de l'Etat de droit démocratique et la sécurité de nos concitoyens constituent des priorités absolues du Gouvernement. Aujourd'hui, notre démocratie est toutefois mise à mal par la menace grandissante de la radicalisation violente. L'Accord de gouvernement fédéral vise à élaborer une approche intégrale dans le cadre de la lutte contre la radicalisation violente. Le Gouvernement entend fournir aux autorités locales les instruments nécessaires pour remplir convenablement leur rôle.

Pour lutter contre la radicalisation, les réponses répressives sont nécessaires mais ne suffisent pas. Il est également nécessaire d'agir de façon préventive afin de s'attaquer aux causes profondes de ce processus et de renforcer la résilience des individus exposés au risque de radicalisation.

Par leur proximité avec les citoyens, les autorités locales ont une position stratégique pour mettre ces actions préventives en œuvre et mobiliser l'ensemble des acteurs locaux concernés.

C'est dans le cadre du projet européen « Equipe mobile » mené par le SPF Intérieur que la volonté de rédiger un guide des initiatives locales en matière de prévention des processus de radicalisation pouvant mener à la violence, s'est inscrite. En effet, la Belgique regorge d'initiatives intéressantes en la matière. L'équipe mobile a ainsi pu les compiler dans cet ouvrage qui a pour vocation d'« inspirer » l'ensemble des acteurs locaux engagés dans la lutte contre la radicalisation violente.

L'objectif de ce guide est donc de fournir aux professionnels **des exemples d'initiatives et outils** qui, en fonction de leur réalité locale, pourront aider dans le développement d'actions et de projets s'inscrivant dans une approche préventive des processus de radicalisation pouvant mener à la violence. Les initiatives répertoriées dans ce guide se situent à tous les niveaux de la prévention: à savoir la prévention primaire, secondaire et tertiaire. Elles s'inscrivent dans un continuum de prévention, lequel commence auprès de la population en général, se soucie des individus vulnérables et termine sa course avec les individus en voie de radicalisation violente (ou déjà radicalisés).

Ce guide contient pas moins d'une septantaine d'initiatives, mais je suis sûr qu'il en existe encore de nombreuses qui n'ont pas pu être répertoriées dans cet ouvrage. C'est pour cette raison que j'invite toutes les collectivités locales qui auraient développé des projets intéressants en matière de prévention des processus de radicalisation pouvant mener à la violence, à prendre contact avec l'équipe mobile: mob.team@ibz.fgov.be qui procédera à une actualisation électronique régulière du présent guide.

Pour conclure, je souhaite remercier toutes les communes qui, par l'envoi de leurs initiatives, ont permis à cet ouvrage de voir le jour.

Jan JAMBON
Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur

La prévention de la radicalisation violente : contexte

Avant toute chose, il est utile de rappeler que la menace terroriste, comme nous pouvons la vivre actuellement, existe depuis longtemps en Belgique. On peut historiquement le mettre en avant avec les menaces émises par le groupe Al-Qaïda actif en Belgique, avec des cellules du Groupe Islamique Armé (GIA) dans les années 1990, avec le soutien apporté par des membres du groupe islamique combattant marocain aux attentats de Madrid en 2004, ou encore, avec la création de Sharia4Belgium en mars 2010 à Anvers¹.

Cependant, il est vrai que ces dernières années, le monde – et la Belgique en particulier – est confronté à une concrétisation de la menace terroriste, qui est principalement déterminée par l'unité externe du groupe Etat islamique qui pilote des personnes susceptibles de commettre des attentats en Europe². Dans ce contexte de menace terroriste, le phénomène de départs de milliers de jeunes européens, dont de nombreux belges, caractérisé par des dynamiques psychologiques et sociales s'inscrivant dans un contexte local et national, avec les attentats de Paris et de Bruxelles, a modifié en profondeur l'approche théorique et préventive d'un phénomène s'étant pourtant déjà exprimé dans nos sociétés, selon d'autres modalités et variables.

Les attentats du 13 novembre 2015 à Paris, l'intervention anti-terroriste réussie à Verviers le 15 janvier 2015 et les attentats du 22 mars 2016 à Zaventem et à la station Maelbeek, ont été suivis d'une démultiplication d'initiatives, sécuritaires et préventives, en la matière, et ont eu pour conséquence une accélération de diverses mesures prises antérieurement ainsi qu'une modernisation et un renforcement de la politique de lutte contre l'extrémisme, la radicalisation violente et le terrorisme³.

La stratégie de lutte contre le terrorisme a pour but de, conjointement, combattre le terrorisme et offrir une meilleure protection possible aux citoyens. Cette stratégie comporte 4 piliers, à savoir, la protection, la poursuite, la réaction et **la prévention**⁴.

Il est à noter, qu'en ce qui concerne la prévention, le niveau local joue un grand rôle, car les phénomènes de « radicalisation », d'extrémisme violent et du terrorisme sont, dans chaque commune belge, déterminés par un contexte local, des variables sociales et psychologiques et des dynamiques groupales⁵.

Dans cette perspective de prévention, s'inscrivant dans un paysage institutionnel et législatif complexe avec divers domaines de compétences attribués à chaque niveau de pouvoir, il s'est récemment avéré nécessaire de développer une approche intégrale et intégrée en matière de radicalisme et d'extrémisme violent. C'est à travers le **Plan Radicalisme - Plan R** - que s'est développée cette stratégie. Retravaillé, ce plan constitue la structure de base de l'approche de la lutte contre la radicalisation⁶.

¹ Troisième rapport de la Commission d'enquête terrorisme, volet « architecture de la sécurité », 15 juin 2017.

² Ibid.

³ Ibid.

⁴ Ibid.

⁵ Ibid.

⁶ Prévention de la radicalisation – Pre-rad.

A. Le Plan R

Le Plan Radicalisme fut mis en œuvre en 2004, sous le nom de « Plan M », il a, en mai 2015, été modifié et ajusté au contexte belge et à la situation nationale. Il est sous la coordination de l’OCAM et ses deux **objectifs** visent la volonté de dresser une carte d’individus et groupements ayant un effet radicalisant sur leur entourage ainsi que de réduire les vecteurs de radicalisation⁷.

Il vise ainsi un renforcement des liens entre les différents niveaux de pouvoir - fédéral, local, communautaire et régional - tout en améliorant le flux d’informations y circulant⁸.

Aussi, à un niveau plus stratégique, le Plan Radicalisme permet de créer une plateforme de concertation tant sur un plan national (via la TFN - Task Force Nationale⁹) que sur un plan local (grâce aux TFL, Task Force Locales¹⁰).

En outre, il permet également de dresser, au sein de cette plateforme de concertation, une cartographie du phénomène de radicalisation ; de trouver un équilibre entre les approches préventives et répressives ; ainsi que de réduire, via diverses actions, l’impact du radicalisme.

Enfin, dans une optique de déploiement le plus complet possible du volet préventif, une connexion structurelle fut prévue au sein du Plan R, avec les Communautés et Régions.

En ce qui concerne l’application de ce Plan, les Régions et Communautés ont mis en œuvre leurs propres plans d’action, qui sont mis en place selon les lignes de base du Plan R¹¹.

B. Les actions - projets de prévention du SPF Intérieur en regard du Plan R

Le gouvernement fédéral a lancé début 2015 une actualisation du « Plan R » (Plan d’Action Radicalisme) afin de lutter contre le radicalisme. Plusieurs acteurs fédéraux, parmi lesquels le SPF Intérieur, et plus particulièrement la Direction générale Sécurité et Prévention (DGSP), sont depuis lors en charge de dossiers « radicalisme » afin de favoriser une approche intégrale et intégrée du phénomène.

C’est dans ce sens qu’ont débuté trois projets de prévention de la radicalisation, financés par l’Union européenne et gérés au sein de la DGSP : les projets **Mobile team, Bounce et Family Support**.

Par ailleurs, la DGSP est également en charge d’aider les communes dans la mise en œuvre des **Cellules de Sécurité intégrales locales** (CSIL-R), c’est-à-dire des plateformes de concertation communales locales, indispensables à la bonne exécution du plan R.

⁷ Troisième rapport de la Commission d’enquête terrorisme, volet « architecture de la sécurité », 15 juin 2017

⁸ Ibid.

⁹ Selon le Troisième rapport de la Commission d’enquête terrorisme, volet « architecture de la sécurité », 15 juin 2017 : Organe stratégique et politique du Plan R, qui relève de l’OCAM et qui a pour responsabilité la gestion générale et le suivi continu du Plan R. La TFN a pour mission principale d’empêcher le basculement de la radicalisation au terrorisme, grâce à la collaboration qu’elle entretient avec divers partenaires et aux groupes de travail qu’elle met sur pied.

¹⁰ Selon le Troisième rapport de la Commission d’enquête terrorisme, volet « architecture de la sécurité », 15 juin 2017 : Plateformes décentralisées où s’échangent les informations relatives à des individus/groupes confrontés à la radicalisation violente, les TFL assurent un appui aux autorités locales et fédérales, sous la direction du DirCo. Son travail repose sur un échange et une discussion d’informations en la matière. Dans l’exécution de ses missions, la TFL tient compte des consignes établies par la TFL.

¹¹ Troisième rapport de la Commission d’enquête terrorisme, volet « architecture de la sécurité », 15 juin 2017

La Direction générale a apporté également un **soutien financier** à de nombreuses villes et communes belges, dont l'**allocation Impulse** octroyée aux 15 villes belges particulièrement confrontées à la problématique de la radicalisation.

Le projet « Mobile Team »

Ce projet, financé par la Commission européenne, s'inscrit dans le cadre d'un **soutien aux villes et communes** dans la mise en œuvre de leur politique de sécurité et de prévention. Il vise à offrir un **appui** aux dites villes et communes en matière de **prévention du radicalisme** en leur offrant une assistance temporaire assurée par des membres d'une équipe multidisciplinaire.

Les membres de l'équipe offrent un soutien lors de la conception d'une politique en matière de prévention, d'approche et de suivi, et lors de la mise au point d'initiatives concrètes. Ce soutien peut s'articuler autour des multiples aspects concernant la prévention de la radicalisation (informations et compréhension du phénomène, initiatives mises en place dans d'autres communes, création d'une CSIL, etc.).

La rédaction du présent guide des initiatives fait partie des objectifs du projet Mobile team.

Contact : mob.team@ibz.fgov.be

Le projet « Bounce »

« Bounce » est un programme de **formation en résilience** pour les jeunes, développé au sein du SPF Intérieur. Les outils amenés au sein de cette formation visent une **prévention contre la radicalisation** centrée sur les jeunes, les parents ainsi que sur les intervenants de première ligne.

Dans cette perspective, **3 outils** ont vu le jour :

1. « Bounce Young » : formation psychophysique de prévention précoce de la radicalisation (violente) pour les jeunes vulnérables à travers le renforcement de leur résilience.
2. « Bounce Along » : programme de conscientisation pour les parents et travailleurs de première ligne.
3. « Bounce Up » : programme 'train-the-trainer' pour les travailleurs de première ligne.

Contact : cpr@ibz.fgov.be

Plus d'infos sur le site web: <https://www.bounce-resilience-tools.eu>.

*Le projet « Family Support »*¹²

Le projet Family Support vise à lutter contre la radicalisation violente en Belgique en soutenant les familles de jeunes qui se radicalisent ou de jeunes 'à risque'.

¹² Site internet Besafe : https://www.besafe.be/sites/besafe.localhost/files/indekijker/besafe43_fr-lr.pdf

C'est un projet qui implique les **familles** - considérées comme un facteur de protection depuis toujours - dans la **lutte contre la radicalisation**. Elles peuvent aider à tous les stades de la radicalisation, allant du soutien à la signalisation précoce, en passant par la participation d'un membre de la famille à des activités extrémistes (violentes), jusqu'à la réintégration et enfin au suivi après retour de zone de guerre.

Concrètement, ce projet vise la réalisation d'un *modèle politique coordonné* qui rassemble les décideurs politiques et les acteurs de terrain au niveau national afin de créer un cadre pour un modèle de soutien familial fondé sur des preuves scientifiques pour la Belgique. Les objectifs concrets du projet sont de mettre en place un réseau national; de réaliser une cartographie des pratiques existantes de soutien aux familles en Belgique; de dispenser une formation aux intervenants de première ligne; de mettre en place une plateforme d'experts; d'élaborer un guide des bonnes pratiques.

Contact : cpr@ibz.fgov.be

Cellule de sécurité intégrale locale en matière de radicalisation, d'extrémisme et de terrorisme (CSIL-R)

Circulaire

La circulaire du 22 mai 2018 relative à l'échange d'informations et au suivi des 'Terrorist Fighters' et des prêcheurs de haine permet aux bourgmestres de mettre en place une plate-forme de concertation locale pour discuter de cas de radicalisation, une Cellule de Sécurité intégrale locale en matière de radicalisme, d'extrémisme et de terrorisme (ci-après CSIL-R). Les CSIL-R sont un outil dans la lutte contre la radicalisation violente dans la mesure où elles détectent rapidement les personnes qui subissent un processus de radicalisation et peuvent élaborer un trajet de suivi correspondant à leurs besoins. La CSIL-R est placée sous la direction du bourgmestre et est composée des services communaux, des représentants de l'ordre et des acteurs sociaux actifs sur le territoire de la ville ou de la commune.

Nouvelle loi CSIL-R

L'objectif de la nouvelle loi est d'œuvrer, par le biais de l'obligation de création d'une CSIL-R au niveau local ou supralocal, à une politique de sécurité nationale cohérente et intégrale grâce à la présence d'une CSIL-R dans chaque commune. Par ailleurs, la loi et la nouvelle circulaire du 22 mai 2018 du ministre de l'Intérieur et du ministre de la Justice relative à l'échange d'informations et au suivi des 'Terrorist Fighters' et des prêcheurs de haine explorent plus en profondeur l'organisation des CSIL-R sous la direction du bourgmestre et la participation ainsi que les responsabilités liées à certaines fonctions, comme à la fonction de fonctionnaire communal qui est chargé de la coordination et à celle de 'l'information officer' dans la police locale. En annexe de la nouvelle circulaire, a été ajoutée une brochure sur les CSIL-R afin d'explicitier les possibilités de composition et d'organisation tant au niveau local que communal. Un accord de coopération entre les différentes Régions est en cours d'élaboration afin de définir et de suggérer le rôle des acteurs sociaux au sein des CSIL-R.

Rôle du SPF Intérieur

En matière de CSIL-R, le SPF Intérieur joue un double rôle ; d'une part, il rassemble toutes les informations disponibles en matière de mise en place de CSIL-R en Belgique. A cet effet, il a réalisé une cartographie nationale qui est publiée sur le site internet de la DG Sécurité et Prévention www.besafe.be. D'autre part, les villes et communes peuvent également faire appel à 'l'Equipe mobile' du SPF Intérieur pour obtenir un soutien dans leurs démarches de lutte contre la radicali-

sation violente, lesquelles incluent notamment la mise en place d'une CSIL-R.

Contact : mob.team@ibz.fgov.be

Soutien financier

Le SPF Intérieur soutient les villes et communes dans le développement d'une politique en matière de lutte contre la radicalisation violente. En 2015, 15 villes pilotes ont reçu un subside unique pour un total de 1.425.000 euros dans le cadre de la prévention de la radicalisation violente. Ce subside, qui a pris fin en 2017, visait à encourager ces villes à mettre en place des projets de prévention susceptibles d'être repris et adoptés par d'autres villes et communes.

Par ailleurs, un subside récurrent de 60 000 euros est alloué à différentes villes et communes en guise de soutien aux actions de lutte contre la radicalisation violente.

Enfin, 109 villes et communes disposent d'un plan stratégique de sécurité et de prévention (PSSP) et bénéficient, par ce biais, d'un soutien financier des autorités fédérales. Ces villes ont la possibilité d'utiliser une partie de ces moyens pour mettre en place des mesures de prévention de la radicalisation violente.

La prévention de la radicalisation violente : classification des initiatives locales

Les initiatives répertoriées dans ce guide se situent également à tous les niveaux de la prévention ; à savoir la prévention primaire, secondaire et tertiaire. Elles s'inscrivent dans un continuum de prévention, lequel commence auprès de la population en général, se soucie des individus vulnérables et termine sa course avec les individus en voie de radicalisation violente (ou déjà radicalisés). Les définitions opérées par le Centre de Prévention de la Radicalisation menant à la violence (CPRMV)¹³ basé au Québec ont été sélectionnées comme fil conducteur.



A. Prévention primaire

Définition

Selon, le CPRPV, la **prévention primaire** cherche à cibler, en amont, les causes et les facteurs généraux (individuels, interpersonnels, communautaires, sociétaux, sociaux) qui pourraient être à la source de dynamiques de radicalisation menant à la violence, quelle qu'en soit la forme. Les actions primaires visent les facteurs sociaux et sociétaux, identifiés comme pouvant être à la source d'une dynamique de radicalisation et de repli sur soi.

L'objectif principal des actions primaires est donc de mettre en œuvre des activités de prévention générale portant sur les facteurs individuels, interpersonnels, communautaires, sociaux ou sociétaux pouvant jouer un rôle dans des dynamiques de radicalisation menant à la violence :

- Activités visant à favoriser l'éducation, l'inclusion sociale, professionnelle politique et économique, ainsi que la participation au vivre-ensemble égalitaire ;
- Outils et pratiques permettant de renforcer l'esprit critique et réflexif ;
- Stratégies de renforcement de l'empathie, de la résilience ;

¹³ <https://info-radical.org/fr/radicalisation/types-de-radicalisation/>

- Dialogues interreligieux ;
- Actions de sensibilisation diverses (racisme, immigration, médias, géopolitique extrémisme, etc.) destinées au tout public ;
- Etc.

Un autre objectif des actions primaires est de faire connaître au grand public le phénomène du processus de radicalisation menant à la violence et faire connaître les ressources disponibles pour y faire face : campagnes de sensibilisation ; ateliers de sensibilisation, approches théoriques du phénomène etc.

Ce guide reprend principalement des initiatives préventives des domaines suivants, à partir du moment où elles s'adressent à un public large et non ciblé:

- Actions de Sensibilisation - Communication
- Projets/Outils Pédagogiques - Educatifs
- Projets préventifs portés sur le vivre ensemble et l'interculturalité
- Plateforme de concertation
- Diagnostic de la situation

Les initiatives locales

- 1.1 **Anderlecht** : Forum théâtre : pièce sur la thématique de la radicalisation
- 1.2 **Anderlecht** : Tables rondes citoyennes sur le Vivre ensemble et la multiculturalité
- 1.3 **Anderlecht** : Projet « Diversité convictionnelle et philosophique »
- 1.4 **Ath** : Campagne « Les bâtisseurs de liens »
- 1.5 **Braine-le-Comte** : Campagne de sensibilisation « Rencontrons la tolérance »
- 1.6 **Charleroi** : Conseil consultatif des Cultes et de la Laïcité
- 1.7 **Châtelet** : Mise en place d'une cellule de médiation interculturelle
- 1.8 **Colfontaine/Quaregnon** : Plateforme pour le Vivre ensemble égalitaire « PAVEE »
- 1.9 **Frameries** : Projet « Pour et par tous, avec nos différences »
- 1.10 **Herstal/Oupeye** : Campagne de terrain « Et demain, tous ensemble dans notre quartier »
- 1.11 **Huy** : Projet « Et si j'apprenais à connaître mon voisin »
- 1.12 **Liège** : Activités de sensibilisation
- 1.13 **Louvain** : Soirée témoignages: "Quel impact le terrorisme a sur nos vies?"
- 1.14 **Malines** : Espace socio-artistique H30
- 1.15 **Middenkempem** : Projet « Guide »
- 1.16 **Molenbeek-Saint-Jean** : Enquête de terrain sur le vécu des citoyens via l'European Institute of Peace (EIP)
- 1.17 **Molenbeek-Saint-Jean** : Projet «See something - Say something», Rutgers University
- 1.18 **Viroinval** : Projet « Les maisons du Vivre ensemble »
- 1.19 **Wanze** : Projet « Mieux vivre ensemble la multiculturalité et prévention du radicalisme »
- 1.20 **Zele** : Projet « Balance »

B. Prévention secondaire

Définition

La prévention secondaire vise à réduire les vulnérabilités et les facteurs de risque dans les groupes ou les milieux identifiés comme « à risque »¹⁴, davantage susceptibles de représenter des terrains potentiels de radicalisation. Elle encourage les actions, les situations et les contextes susceptibles de soutenir favorablement les individus fragilisés.

Les actions secondaires visent ainsi l'intervention auprès des groupes ou des secteurs jugés prioritaires en matière de radicalisation menant à la violence :

- Sensibilisation des milieux scolaires et de la jeunesse ;
- Activités d'engagement communautaire auprès des jeunes ;
- Travail de rue auprès de jeunes identifiés comme « vulnérables » ;
- Projets pédagogiques/éducatifs avec un public cible jeune ;
- Education religieuse qui vise un public spécifique ;
- Ateliers de sensibilisation pour les jeunes ayant pour objet des problématiques telles que : identité et vivre-ensemble - discours haineux - inclusion et diversité des croyances - apprentissage du numérique et des médias sociaux - etc. ;
- Etc.

La formation des intervenants de première ligne ainsi que l'outillage de ces derniers afin de les aider à comprendre, à approcher, à répondre et à prendre en charge le phénomène à travers des actions précises, fait également partie des actions de type secondaire :

- Formations propres aux réalités de chaque secteur et aux possibilités d'action de chaque professionnel ;
- Outils pratiques adaptés pour les intervenants et les professionnels de chaque environnement, sous la forme de guides, fiches, etc.
- Formation des professionnels sur des thématiques transversales pour approcher le phénomène de la manière la plus globale possible ;
- Etc.

L'approche psychosociale individuelle, ainsi que l'offre d'un support familial, chez des jeunes ou des familles se trouvant dans des situations de difficultés ou de vulnérabilité, font également partie de ces actions.

¹⁴ A noter que la détermination du caractère « à risque » de certains groupements ou individus, se fait en fonction de la définition de la radicalisation avec laquelle le milieu qui développe des actions préventives, travaille, et en fonction des études et des constats menés en Belgique sur les individus engagés dans des processus de radicalisation pouvant mener à la violence et sur certaines de leurs caractéristiques sociales.

Ce guide reprend des initiatives des domaines suivants, appliquées à un public cible :

- Actions de Sensibilisation - Communication
- Projets/Outils Pédagogiques - Educatifs
- Formations à destination des professionnels et intervenants de première ligne
- Travail de Rue
- Intervention psychosociale/Support familial

Les initiatives locales

- 2.1 **Andenne** : Projet « Diversité, identité, harmonie »
- 2.2 **Anvers** : Brochure à destination des parents sur le thème de la radicalisation
- 2.3 **Anvers** : Formation à destination des membres des mosquées et des associations socioculturelles
- 2.4 **Bruxelles-Ville** : Capsules vidéo : Récits de vie « Histoire en héritage »
- 2.5 **Bruxelles-Ville** : Formation interculturelle
- 2.6 **Bruxelles-Ville** : Projet « Perceptions et identités »
- 2.7 **Bruxelles-Ville** : Projet « EcoPol »
- 2.8 **Bruxelles-Ville** : Formation « Lutte contre la polarisation » destinée aux médiateurs sociaux
- 2.9 **Bruxelles-Ville** : Projet « Toute voile dehors »
- 2.10 **Charleroi** : Rencontres supra-locales « Prévention de la radicalisation violente : échange de bons procédés »
- 2.11 **Charleroi** : Journée d'étude « Prévention de la radicalisation violente au niveau local »
- 2.12 **Colfontaine/Quaregnon** : Groupes de parole
- 2.13 **Colfontaine/Quaregnon** : Cycle de formations
- 2.14 **Courtrai** : Formation CEAPIRE (Centre d'expertise et d'avis pour la prévention et intervention de radicalisme et extrémisme)
- 2.15 **Dison** : Projet d'éducation aux médias avec les écoles « Vivre ensemble en dehors de toutes formes d'extrémismes »
- 2.16 **Evere** : Projet « Schola ULB »
- 2.17 **Gand** : Projet « Ensemble pour un climat positif »
- 2.18 **Genk** : Dialogue sur la résilience
- 2.19 **Liège** : Représentations de la pièce de théâtre "Nadia" dans les écoles
- 2.20 **Liège** : Formations
- 2.21 **Liège** : "TORU" : Outils vidéo pour aborder les thèmes de l'extrémisme et de la tolérance
- 2.22 **Louvain** : Suivi de la formation COPPRA light
- 2.23 **Louvain** : Projection du film "Layla M."
- 2.24 **Louvain** : Projet international « Casablanca »
- 2.25 **Louvain** : Projet Bounce: suivi de la formation Bounce-Up par les travailleurs de première ligne
- 2.26 **Maaseik** : Formations « Uit de Marge »
- 2.27 **Maaseik** : Dispositif à destination des jeunes

- 2.28 **Maaseik** : Projet « Opboksen »
- 2.29 **Menin** : Projets socio-éducatifs
- 2.30 **Molenbeek-Saint-Jean** : Espaces de paroles avec Mourad Benchellali
- 2.31 **Molenbeek-Saint-Jean** : Groupe inter-écoles
- 2.32 **Namur** : Séminaire concernant la prévention du processus de radicalisation violente
- 2.33 **Namur** : Diagnostic local
- 2.34 **Saint-Gilles** : Elaboration d'un diagnostic partagé
- 2.35 **Schaerbeek** : Projet « Rien à faire, rien à perdre »
- 2.36 **Schaerbeek** : Projet de sensibilisation des jeunes à la situation des réfugiés syriens et à l'engagement citoyen
- 2.37 **Verviers** : Formations/informations destinées aux professionnels et tout public
- 2.38 **Verviers** : Création d'un outil pédagogique sur l'éducation aux médias destiné aux jeunes
- 2.39 **Verviers** : Encadrement projet mini-foot organisé par le Terrain d'Aventure de Hodimont
- 2.40 **Verviers** : Représentations de la pièce « Lettres à Pour »
- 2.41 **Verviers** : Projet « Marocato »
- 2.42 **Visé** : Travail de rue avec les jeunes de Cheratte/Visé - Projet « Ethnie GO et ne sois pas Nigaud »

C. Prévention tertiaire

Définition

Dans le cadre des initiatives locales s'inscrivant dans ce guide, **la prévention tertiaire** cherche à favoriser, chez l'individu, un désengagement de la violence et de l'extrémisme, ou une distanciation par rapport à l'adhésion à un discours ou à des croyances extrémistes. Pour les individus en situation de radicalisation il s'agit principalement de leur prise en charge psychosociale ou communautaire, avec un accompagnement individuel de l'individu et parfois de sa famille, ainsi que le développement de pistes de réinsertion psycho-sociale, pour ce qui est du travail post-judiciaire.

Elle peut également concerner les actions qui visent la structuration d'échange d'informations autour des cas individuels, que ça soit au niveau de la détection de la part des acteurs, mais aussi au niveau des suivis à mettre en place.

Cette approche préventive reprend, dans ce guide, les domaines suivants :

- Diagnostic de la situation
- Plateforme de concertation type CSIL-R
- Intervention Psychosociale/Support familial

Les initiatives locales

- 3.1 **Alost** : Projet « ABC »
- 3.2 **Anvers** : Radicx Tool Antwerpen (RTA)
- 3.3 **Anvers** : Projet « Houvast » avec l'Asbl Touter
- 3.4 **Evere** : Plateforme Ressources
- 3.5 **Liège** : Projet « PsyRad »
- 3.6 **Liège** : CSIL - Concertation Intersectorielle de prévention
- 3.7 **Molenbeek-Saint-Jean** : Intervention psychosociale/accompagnement des familles
- 3.8 **Molenbeek-Saint-Jean** : Projets de valorisation de l'identité positive
- 3.9 **Saint-Gilles** : Cartographie des extrêmes et des domiciliations
- 3.10 **Saint-Gilles** : CSIL
- 3.11 **Schaerbeek** : Organisation de "Mothers School"
- 3.12 **Verviers** : Diagnostic local
- 3.13 **Verviers** : Service d'accompagnement des familles et de l'entourage en matière de radicalisme (SAFER)
- 3.14 **Vilvorde** : Projet pilote visant des personnes majeures « à risque »

Prévention primaire

Forum théâtre : pièce sur la thématique de la radicalisation

Commune : Anderlecht

Organisme : Service de prévention de la ville d'Anderlecht

Région : Bruxelles-Capitale

Domaine : Actions de sensibilisation-communication

Prévention : Primaire

Personne de contact : vbayet@anderlecht.brussels

Contexte dans lequel le projet s'est développé:

Après les événements à Paris et à Bruxelles, un groupe de femmes de "De Vaartkapoen" et "Vormingplus Citizenne" a décidé de mettre sur pied une pièce de théâtre autour de la radicalisation et du racisme afin de briser le silence sur ces questions brûlantes.

Philosophie du projet:

A travers l'organisation de cet événement, c'est une approche citoyenne du phénomène qui est privilégiée.

Sous forme de **théâtre forum**¹ des sujets difficiles comme la pauvreté et la violence intrafamiliale ont déjà été traités d'une manière accessible à tous. En effet, le Théâtre Forum permet au public de proposer des réactions par rapport aux scènes jouées, et même de chercher des fins alternatives aux scènes qui finissent mal. Sur base de cette intelligence collective la scène est rejouée.

La force de ce Théâtre Forum est la capacité de déconstruire les clichés sur la radicalisation, de libérer la parole et de conscientiser le public sur des signes inquiétants.

Description du projet:

Le 4 mai 2017, mise en scènes théâtrales de 4 à 5 situations du quotidien par des actrices non professionnelles (de la communauté musulmane) avec dialogue avec le public (maximum 50 personnes).

Durée : 2h

¹ <http://www.vaartkapoen.be/fr/th%C3%A9%C3%A2tre-forum>

Public cible :

- Professionnels ;
- Citoyens.

Objectif(s) :

- Briser le silence sur la radicalisation et la stigmatisation à l'égard d'une communauté en permettant au public de proposer des réactions par rapport aux scènes jouées (théâtre-action) ;
- Développer la capacité à déconstruire les clichés sur la radicalisation, à libérer la parole et conscientiser le public sur des signes inquiétants.

Partenaire(s) :

- Vaartkapoen ;
- Curo hall ;
- Saliha Ben Ali (Asbl Save Belgium).

Evaluation :

Grande satisfaction du public.

Budget approximatif :

Frais de catering et d'animation : 480€

Tables-rondes citoyennes sur le vivre-ensemble et la multiculturalité

Commune : Anderlecht

Organisme : Service de prévention de la ville d'Anderlecht

Région : Bruxelles-Capitale

Domaine : Plateforme de concertation

Prévention : Primaire

Personne de contact : vbayet@anderlecht.brussels

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Ce projet s'est développé dans le cadre de « La semaine européenne de la Démocratie locale » et de l'exposition « Anderlecht Demain ».

Philosophie du projet :

Développer le vivre ensemble et promouvoir la richesse de la multiculturalité.

Description du projet :

L'activité se déroule sous forme de table-ronde de 10 à 15 personnes.

Étapes :

- Accueil du public ;
- Présentation du programme et clarification de concepts utilisés dans le débat ;
- Démarrage des débats animés par deux personnes (récolteur et facilitateur) ;
- Vote sur des propositions ;
- Transmission aux autorités politiques sous forme de recommandations.

Public cible :

Professionnels et citoyens.

Objectif(s) :

- Donner la parole aux citoyens sur des questions d'actualité liées au vivre ensemble et à la multiculturalité ;
- Réduire l'écart entre le citoyen et l'élu ;
- Développer la démocratie participative.

Partenaire(s) :

- La maison de la Participation ;
- Le COOP ;
- Les élus ;
- Des services communaux (Cohésion sociale) ;
- Le Manguier en Fleurs (apéro interculturel).

Evaluation :

Évaluation en cours.

Budget approximatif :

Coût apéro culturel: 150€

Annexe :

Renseignements pratiques
Inscriptions vivement souhaitées !
Praktische info
Inschrijven is ten zeerste aangeraden

vmarage@anderlecht.brussels
vbayet@anderlecht.brussels

PLUS D'INFOS WWW.ANDERLECHTDEMAIN.BE
MEER INFO WWW.ANDERLECHTMORGEN.BE

Dans le cadre de l'exposition Anderlecht Demain et de la semaine de la Démocratie Locale
In het kader van de tentoonstelling Anderlecht Morgen en de Week van de Lokale Democratie

À l'initiative de Mustapha Akouz, Échevin de la Prévention, avec le soutien du Bourgmestre Eric Tomaz et du Collège échevinal d'Anderlecht.
Op initiatief van Mustapha Akouz, schepen van Preventie, met de steun van burgemeester Eric Tomaz en het schepencollege van Anderlecht.

BRUXELLES-CAPITALE - PAYS DE L'UNION FRANÇAISE - 1050 ANDERLECHT

MIGRATION ET CITOYENNETÉ

Quelle place pour les « nouveaux Anderlechtois » ?

TABLE-RONDE / SAMENKOMST

Welke plaats is er weggelegd voor de "nieuwe anderlechtenaren"?

MIGRATIE EN BURGERSCHAP

JEUDI-DONDERDAG 12/10 - 18:00



COOP
Quai F. Dummerkaal, 23 - 1070 Anderlecht
Maison S. Janssens Steef / B&B Oudenaarde



Projet « Diversité convictionnelle et philosophique »

Commune : Anderlecht

Organisme : Service de prévention de la ville d'Anderlecht

Région : Bruxelles-Capitale

Domaine : Projets préventifs portés sur le vivre ensemble et l'interculturalité

Prévention : Primaire

Personne de contact : vbayet@anderlecht.brussels

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Anciennement appelé « Visite de lieux de culte », ce projet s'est développé dans une approche de prévention primaire du phénomène : permettre aux habitants et actuellement aux élèves de 5^{ème} et 6^{ème} primaire de découvrir les religions monothéistes, les pratiques liées à l'exercice du culte et de dépasser les préjugés et les stéréotypes liés à ces matières.

Philosophie du projet :

Développer le vivre ensemble et promouvoir la richesse de la multiculturalité.

Description du projet :

L'activité se déroule en 6 séances :

1. Organisation du jeu (en classe) « Kroiroupa » ;
2. Visite d'une mosquée, d'un centre bouddhiste ;
3. Visite d'une église catholique et d'une synagogue ;
4. Visite d'une église orthodoxe et du Centre laïque ;
5. Projection d'un reportage « Trois religions » et évaluation de l'activité par les élèves sur base d'un questionnaire ;
6. L'activité se clôture par la remise d'une mallette pédagogique construite par le service prévention.

Pour l'année 2017/2018, 10 classes en bénéficient. L'activité est encore en cours.

Public cible :

Elèves de 5ème et 6ème primaire des écoles établies sur le territoire d'Anderlecht.

Objectif(s) :

- Dépasser les préjugés et développer l'esprit critique ;
- Mettre en avant les valeurs communes entre les différentes religions ;
- Découverte de la laïcité et de l'athéisme ;
- Eduquer les jeunes aux valeurs de tolérance et de vivre ensemble.

Partenaire(s) :

- Les responsables de lieux de culte ;
- Le CCLJ (Centre culturel Laïc Juif) ;
- Les enseignants.

Evaluation :

Évaluation réalisée pour l'année précédente, à disposition.

Budget approximatif :

Coût de la mallette (mallettes, livres, DVD et fiches pédagogiques) : 553,41€

Campagne « Les Bâisseurs de liens »

Commune : Ath

Organisme : PCS

Province : Hainaut

Domaine : Actions de sensibilisation-communication

Prévention : Primaire

Personne de contact : cgodfrin.ajj@ath.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Ce projet s'inscrit au sein de l'appel à projets « amélioration du vivre ensemble et prévention du radicalisme ». Le Gouvernement wallon a dans ce contexte décidé de consacrer annuellement 2 millions d'euros, à partir de 2016, afin de soutenir des projets spécifiques de prévention du radicalisme dans les communes qui mettent en œuvre un PCS, mais qui ne sont pas reconnues dans le cadre de la politique des grandes villes (PGV). Au départ de ses compétences, la volonté du Gouvernement est de favoriser un climat de confiance et d'apporter des réponses durables à la détresse des familles et aux causes de la radicalisation, dans le respect des valeurs fondamentales du vivre ensemble.

Située au cœur d'une région à caractère rural, Ath est une ville de taille moyenne dont la population est fort ancrée dans les traditions et dans le territoire (peu mobile). Depuis ces deux dernières décennies, Ath connaît une ascension démographique importante, essentiellement due à la pression immobilière des grandes villes voisines (Bruxelles, Lille) et à la qualité des services offerts à la population (nœud ferroviaire important, pôle scolaire, hôpital, etc.).

Cette augmentation de la population s'accompagne d'une augmentation du nombre d'habitants d'origine étrangère. Ce qui est une situation assez nouvelle pour la population athoise dont seulement 3,2 % étaient (en 2014) d'origine étrangère, la plaçant bien en dessous des moyennes régionale, provinciale et fédérale. A cette situation s'ajoute l'arrivée de réfugiés syriens, irakiens, etc., (provenant du Centre Tournai Refuge) en recherche d'une intégration, d'une vie meilleure.

Face à ces récentes transformations de la population athoise et à la frilosité d'une part non négligeable de la population, un travail de sensibilisation à l'ouverture à l'autre nous semblait essentiel (lutte contre les préjugés et la xénophobie, mise en évidence des richesses des différentes cultures, etc.).

Philosophie du projet :

L'ensemble des opérateurs culturels (musées, bibliothèque, ludothèque, Action Jeunesse Info, Inforjeunes, académie de musique), jeunesse et du PCS athois se mobilisent pour la mise en place d'un programme d'actions concerté visant à sensibiliser la population à l'ouverture à l'autre, valorisant les différentes cultures présentes à Ath et permettant aux diverses cultures de se rencontrer au travers d'actions communes (faire ensemble).

A ce partenariat s'ajoutent de nombreuses collaborations menées avec des opérateurs sociaux, et par la plateforme accueil migrants.

Description du projet :

La campagne "Les bâtisseurs de liens" est un vaste programme d'actions visant à valoriser la diversité culturelle, encourager la rencontre entre différentes cultures et aborder la crise des migrants.

Les actions proposées s'adressaient à des publics diversifiés (enfants, adultes, personnes précarisées, ados, migrants, réfugiés, etc.) et permettaient d'aborder le sujet via des approches complémentaires. La mise en réseau des partenaires a permis de créer des passerelles entre les activités, ainsi que de donner une plus grande visibilité aux actions menées.

Un important travail a été mené afin de mobiliser les populations d'origines étrangères résidant à Ath en vue de les mettre en contact avec la population d'origine athoise. Plusieurs moments d'échanges (savoir, savoir-faire, expériences, etc.) ont ainsi pu être proposés (volonté d'aller au delà d'une vitrine des cultures). Des actions « sur mesure » ont été mises en place suite à la rencontre avec les populations d'origine étrangère.

Diverses actions ont été menées entre septembre 2016 et juillet 2017 :

- Création du spectacle « **Le Problème** » mettant en lumière le parcours de plusieurs migrants pour inviter les spectateurs à se questionner sur cette triste actualité. Ce spectacle a été interprété par des comédiens issus des troupes de théâtre amateur de la région d'Ath ainsi que par des musiciens réfugiés (« Welcome Refugees ») ;
- Accueil et animation de l'exposition interactive « **N'être quelque part** » qui a permis à 600 élèves scolarisés dans les écoles secondaires de l'entité de découvrir la réalité de certains migrants. Cette exposition avait été conçue par les jeunes de l'institut Saint Charles de Dottignies ;
- Programmation de conférences afin de donner des éclairages sur la crise des migrants (approche philosophique, juridique, etc.) ;
- Programmation de spectacles qui abordent la problématique du radicalisme et de l'identité (« **Lettre à Pour** », « **Sans aile et sans racine** », « **Roda etc.** », « On the road again »). Des échanges étaient proposés à l'issue des représentations ;
- Programmation de films au cinéma l'Écran à propos de l'islamisme et de la radicalisation ;
- Réalisation d'une fresque par des enfants réfugiés et des athois, permettant aux jeunes de s'exprimer sur la migration (fresque valorisée à l'occasion du spectacle « Le problème ») ;
- Mise en place de correspondances (via Blog) entre des jeunes scolarisés à Ath et ailleurs dans le monde (Maroc, États-Unis, Canada, Madagascar, Sénégal, Haïti). Les enfants ont échangé sur leurs habitudes

- alimentaires, la manière dont ils jouent, mangent et font la fête. Cfr le blog : <http://www.dicidela.be> ;
- Organisation de week-ends à la découverte de différentes cultures (Amérique latine et Afrique). Les activités proposées étaient animées par des populations d'origine étrangère habitant à Ath (ateliers cuisine, danse, etc.) ;
 - Fête de la musique dédiée à plusieurs cultures (choix des formations musicales avec des populations d'origine étrangère résidant à Ath) ;
 - Semaine des savoirs à partager. Echange de savoirs et de savoir-faire orientés sur la découverte des cultures. Cette semaine s'est déroulée dans un quartier précarisé qui depuis ces dernières années accueille des migrants ;
 - Village de l'Autre monde à l'occasion du **Festival « Sortilèges Rue et Vous »** lors duquel plusieurs migrants ont fait découvrir différents pans de leur culture aux festivaliers ;
 - Parade de l'Autre monde lors du Festival « **Sortilèges Rue et Vous** ». Plus de 200 enfants ont défilé en rue arborant des costumes et des symboles en lien avec les 5 continents ;
 - Création de chansons à l'occasion du **Festival 0-18** dédié aux droits de l'enfant. 3 classes accueillant des enfants réfugiés ou migrants ont créé une chanson abordant la problématique des droits de l'enfant dans le monde. Ces chansons, réalisées avec la cie Bric et Broc, ont été interprétées devant plus de 500 spectateurs.

Public cible :

Tous les publics sont visés par la campagne au travers des actions développées et mises en place. Les populations d'origines étrangères sont impliquées dans les actions ou sont invitées à y participer.

Les partenaires sociaux sensibilisent les publics les plus « éloignés » de notre culture et parfois les moins ouverts à la découverte de l'autre.

Objectif(s) :

- Développer les valeurs du vivre ensemble égalitaire et de la cohésion sociale ;
- Développer un climat de confiance ;
- Soutenir des publics spécifiques ;
- Valoriser l'appartenance à un territoire ;
- Ouvrir la population athoise sur le monde.

Partenaire(s) :

Le Plan de Cohésion sociale, le CPAS, le service Jeunesse et Cohésion sociale de la ville d'Ath. **Les acteurs culturels** : La bibliothèque, ludothèque, la Maison des géants, l'académie de musique; Info Jeunes Ath, Lire & écrire, Action Jeunesse info, La société d'habitations sociales de l'Habitat du Pays vert; A toi mon toit, le Sapha Le CIEP, Les Femmes Prévoyantes Socialistes; Le collectif citoyen "Athois de bouger".

Evaluation:

Une évaluation du projet est prévue par le pouvoir subsidiant, sur base d'une visite de terrain et d'un rapport d'activités.

Budget approximatif :

Subsides octroyés dans le cadre de l'appel à projet : 10.000€

Frais totaux : 39.360€

Difficulté(s) rencontrée(s) :

- La mobilisation des populations d'origines étrangères. Pouvoir se comprendre au-delà de la barrière de la langue. Les convaincre à échanger des pans de leur culture (les aider à dépasser leur timidité-réserve) ;
- Approche qui demande une très grande disponibilité (assez énergivore) ;
- Difficultés à surmonter des discours racistes, xénophobes ou de repli identitaire. Rien ne sert d'argumenter, de développer un discours rationnel lorsque nous sommes confrontés à des personnes qui sont dans l'émotion, le ressenti (manque de formation – des modules de formation à destination des partenaires sont prévus prochainement en vue de s'outiller).

Avis local :

- Prendre le temps de la rencontre afin de s'assurer de la bonne compréhension de la démarche. S'adapter aux modes de fonctionnement des différentes cultures ;
- Toucher des publics qui ne sont pas déjà sensibilisés à cette problématique. Plusieurs actions ont été pensées afin d'aller à la rencontre de publics, à priori, moins ouverts à la diversité culturelle. Aller là où ils ne s'y attendaient pas, directement dans leur quotidien ;
- L'action menée en milieu scolaire reste un bon moyen pour toucher des publics réfractaires à l'accueil et l'intégration de migrants/réfugiés ;

Campagne de sensibilisation « Rencontrons la tolérance »

Commune : Braine-le-Comte

Organisme : PCS

Province : Hainaut

Domaine : Actions de sensibilisation-communication

Prévention : Primaire

Personne de contact : Valerie.Bucken@7090.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Ce projet s'inscrit au sein de l'appel à projets « amélioration du vivre ensemble et prévention du radicalisme ». Le Gouvernement wallon a dans ce contexte décidé de consacrer annuellement 2 millions d'euros, à partir de 2016, à soutenir des projets spécifiques de prévention du radicalisme dans les communes qui mettent en œuvre un PCS, mais qui ne sont pas reconnues dans le cadre de la politique des grandes villes (PGV). Au départ de ses compétences, la volonté du Gouvernement est de favoriser un climat de confiance et d'apporter des réponses durables à la détresse des familles et aux causes de la radicalisation, dans le respect des valeurs fondamentales du vivre ensemble.

Le Plan de cohésion sociale de la ville de Braine-le-Comte (en charge des actions préventives sur la commune) a réagi à cet appel à projet, dans l'optique de mener une campagne générale de sensibilisation-communication. A l'époque, la réalité locale n'indiquait pas le besoin d'articuler les démarches préventives vers des actions spécifiques au phénomène de la radicalisation, au contraire, le plus important était de mener des actions sociales de prévention primaire agissant sur la cohésion sociale, l'esprit critique, la déconstruction des préjugés etc.

Philosophie du projet :

Cette campagne a été pensée comme une offre au grand public, et à un public plus ciblé, d'actions de sensibilisation autour de thèmes rassembleurs tels que la « tolérance », « le vivre ensemble égalitaire » etc.

Dans une démarche primaire, ces initiatives visent la prévention de phénomènes répandus tels que les visions stéréotypées, l'intolérance, le racisme, et indirectement l'adhésion à une vision radicale pouvant poser problème, etc.

Description du projet :

- Lancement de la campagne par la programmation, sur 3 jours (20, 21 et 23 mars 2017), du **témoignage de Mr. Benchellali**, formateur en insertion professionnelle, ancien détenu français de la prison de Guantanamo, capturé par l'armée américaine au Pakistan et soupçonné d'avoir des liens avec Al-Qaïda. Journées destinées à un public divers (professionnels, élèves, grand public). Le dernier témoignage s'est organisé au centre culturel de Rebecq. Ces témoignages ont rassemblé plus ou moins 300 élèves, 80 professionnels et 80 "tout public". La télévision locale a réalisé un documentaire.
- Le 29 mars 2017, la Commission santé et égalité des chances, a organisé des **rencontres citoyennes**, lors d'une journée contre les préjugés et les amalgames liés au parcours d'intégration des personnes étrangères. Durant cette journée, le film « Samba », avec Omar Sy, était diffusé. La journée citoyenne proposait de présenter le parcours et les démarches des personnes migrantes accueillies chez nous. Le PCS de Braine-le-Comte avait un stand proposé par une Asbl qui s'occupe des cours de français langues étrangères. Les élèves étaient présents, il y avait une table de conversation et des spécialités préparées par ces derniers. Deux jeunes mineurs non-accompagnés (MENA) étaient également présents pour raconter leur trajet depuis l'Afghanistan.
- Exposition « **Souriez aux clichés** » le 25 mai 2017 (initiée par une stagiaire faisant son stage au Plan de cohésion sociale de Braine-le-Comte) qui consiste à photographier des citoyens faisant passer un message de tolérance à l'aide d'affiches sur lesquelles est inscrit un mot. Cette exposition visait à mettre en avant ce que pensaient les brainois de la tolérance. Cette exposition s'est réalisée en collaboration avec la section photo de l'EICB.
- Fin juin, organisation par le centre culturel du festival des fêtes de la musique dans l'arboretum du Bois de la Houssières. L'équipe PCS a décidé de collaborer avec le centre culturel, de sorte à intégrer les MENA dans l'organisation et dans le déroulement de ce festival. L'idée était que le centre d'accueil des MENA tienne un stand qui présenterait le centre (thé, pâtisseries des pays d'origines des jeunes) et proposerait un échange entre les MENA et le public. Finalement cet événement n'a pas pu se réaliser.
- Le 10 septembre 2017, organisation d'un événement littéraire, familial et multiculturel « **Lisons ensemble** ». Cette journée permettait une rencontre avec les auteurs, les poètes, illustrateurs ou dessinateurs pour mettre en avant toute la diversité et la richesse que recèlent les livres présentés.
- En partenariat avec le CERAIC, programmation d'un **théâtre action** « Consultation populaire » proposé par la compagnie Maritime, dans une école d'éducateurs. Ce théâtre action s'adressait à plusieurs publics (jeunes ; professionnels ; grand public). Le théâtre action consiste en la mise en situation des acteurs avec des réactions propres au rôle joué. Dans ce type de théâtre, c'est un professionnel qui encadre le débat après la pièce.
- Projet "**Ruez vers l'Art**", projet artistique et citoyen en collaboration avec le centre culturel (Street Art), qui a développé d'un sous projet sur le thème du vivre ensemble égalitaire et de la multiculturalité.
- Visite début 2018 de l'exposition « **L'islam c'est aussi notre histoire** » à Bruxelles.

Public cible :

Elèves des écoles primaires et secondaires ; professionnels ; intervenants de 1ère ligne ; grand public.

Objectif(s) :

- Objectif global de sensibilisation à des phénomènes sociétaux tels que le racisme, les stéréotypes, la discrimination, la radicalisation, etc. ;
- Intégration de certains groupes tels que les MENA présents sur le territoire communal, pour les impliquer, leur donner un rôle et ainsi les valoriser ;
- Toucher un public assez diversifié, à travers les contacts avec les nombreux partenaires, pour permettre de diffuser cette approche à un maximum de personnes, qui ne sont pas toujours celles à qui on pense.

Partenaire(s) :

CERAIC ; PCS de Rebecq ; Maison de jeunes de Rebecq ; Ecole de photographie de Braine-le-Comte ; Centre d'accueil des MENA ; Compagnie Maritime ; Centre culturel de Braine-le-Comte ; Centre culturel de Rebecq.

Evaluation :

Une évaluation du projet est prévue par le pouvoir subsidiant, sur base d'une visite de terrain et d'un rapport d'activités.

Budget approximatif :

Subsides octroyés dans le cadre de l'appel à projets : 11.450€

Difficulté(s) rencontrée(s) :

Pas de difficulté particulière dans cette campagne.

Avis local :

Très positif. Beau retour de la presse et bonne accroche des écoles.

Annexes :

Les 20-21 et 23 Mars
Témoignage de M. Benchellali

Campagne de sensibilisation
«Rencontrons la tolérance»
au programme : conférences, échanges, débats et spectacles...

Le lancement de cette campagne débute par la venue de Monsieur Mourad Benchellali, aujourd'hui formateur en insertion professionnelle, ancien détenu français du camp de Guantanamo. Capturé par l'armée américaine au Pakistan, il a été soupçonné d'être membre d'Al-Qaïda...

DE
NTURE
Guantanamo, et après...

RENCONTRONS
la tolérance

Cette campagne est menée à l'initiative de la Direction Interdépartementale de la Cohésion sociale.

Editeur Responsable : Olivier Révez, échevin en charge du Plan de Cohésion sociale de la Ville de Braine-le-Comte

VOTRE PROGRAMME

20 MARS : Hôtel de Ville de Braine-le-Comte

Journée réservée aux professionnels (éducateurs, travailleurs sociaux, police de proximité...)

Matin: Témoignage de Mourad Benchellal

Après-midi: Conférence par Monsieur Lamghat, chercheur en diversité culturelle et religieuse (profils et motivations des jeunes qui se radicalisent)

21 MARS : Centre Culturel de Braine-le-Comte

Témoignage de Mourad Benchellal

Journée: destiné aux écoles

20h00: destiné à tout public (Des de bienvenue 19h30)

23 MARS : Centre Culturel de Rebecq

Témoignage de Mourad Benchellal

19h00: destiné à tout public (Des de bienvenue 18h30)

GRATUIT
PLACES LIMITÉES!

RENCONTREONS La tolérance

INFOS et INSCRIPTIONS

Plan de Cohésion sociale
Ville de Braine-le-Comte

VALÉRIE BUCKEN

0498/932 951

valerie.bucken@7090.be

Le dimanche 10 septembre 2017

Dans la continuité de la campagne
Rencontrons la Tolérance, nous proposons
la toute 1^{ère} édition d'un événement littéraire,
familial et multiculturel à Braine-le-Comte
Lisons ensemble.



Avec :

Abdelkarim Belkassem, Daniel Charneux,
Valérie Cohen, Bernard Dupuis, Willy Grimmonprez,
Philippe Leuckx, Malika Madi, Luc Baguet, Alia Cardyn,
Jason Degaz, Johann Dizant, Jean-François Foulon,
Florian Mastroserio, Maria Mencarelli, Nadège Piéron,
Mademoiselle Séraphine, Patricia Zimmerman...

Surprises possibles...

Salle des Mariages à l'Hôtel de Ville de Braine-le-Comte

11h – 16h

ENTRÉE GRATUITE

Le Plan de Cohésion sociale et des citoyens lecteurs et curieux organisent une rencontre des auteurs, poètes, illustrateurs ou dessinateurs pour mettre en avant toute la diversité et la richesse que recèlent les livres.

Les invités de la région présenteront leurs livres, les dédicaceront et participeront à des échanges de paroles.

Animation par Mlle Séraphine

14h30 - 15h30

Inscription souhaitée

Avec la collaboration du Photoclub Brainois



CONTACT

dolophilo@hotmail.com

okapirouge66@gmail.com

Editeur responsable : Olivier Farvaiz, Écrivain en charge du Plan de Cohésion sociale

Lisons Ensemble...

Rencontrons la tolérance



Conseil consultatif des Cultes et de la Laïcité

Commune : Charleroi

Organisme : Service Égalité des Chances de la Ville de Charleroi (SECR)

Province : Hainaut

Domaine : Plateforme de concertation

Prévention : Primaire

Personne de contact : vincent.vagman@charleroi.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Volonté de la part de Madame la Bourgmestre, de développer un Conseil Consultatif des cultes et de la laïcité, dès 2016.

Philosophie du projet :

De manière générale, le Conseil communal crée un conseil consultatif pour l'étude de certaines problématiques communales en y associant des citoyens afin d'éclairer les choix politiques au plan communal. En particulier, il s'agit pour le Conseil Consultatif des Cultes et de la Laïcité de multiplier les conditions d'un vivre-ensemble égalitaire à Charleroi.

Description du projet :

En vue de multiplier les conditions d'un vivre-ensemble égalitaire à Charleroi, il est créé un Conseil Consultatif composé des cultes officiellement reconnus et présents à Charleroi ainsi que du courant philosophique non confessionnel. Ce conseil peut être porteur de propositions d'actions et de réflexions mais il peut aussi remettre un avis consultatif autour de questions et/ou dossiers qui semblent relever de sa sphère de compétence. La gestion interne et le secrétariat de ce nouveau conseil consultatif sont confiés au service Égalité des Chances.

Ce conseil est composé plus précisément du culte catholique, 4 représentants; du culte musulman, 4 représentants; du culte israélite, 2 représentants; du culte orthodoxe, 2 représentants; du culte protestant, 2 représentants; et du centre d'action laïque, 4 représentants.

La raison d'être de ce conseil est sa capacité à produire des avis. Chaque séance plénière débute par une présentation de chaque culte/laïcité. Cette présentation suivie d'un questions-réponses est conçue sur un canevas identique :

- Organisation du culte et tendances internes ;
- Présence à Charleroi (histoire jusqu'à aujourd'hui) ;
- Principaux événements ;
- Points d'attention particuliers à proposer comme sujets d'échanges (en vue de construire des avis).

Public cible :

Cultes officiellement reconnus et présents sur Charleroi ainsi que le courant philosophique non confessionnel : religion catholique, religion musulmane, religion israélite, religion orthodoxe, religion protestante, centre d'action laïque.

Objectif(s) :

- Veiller à promouvoir les valeurs du vivre-ensemble égalitaire des citoyens carolorégiens dans le respect des convictions de chacun ;
- Lutter contre toute forme de discriminations liées aux convictions religieuses et philosophiques ;
- Délibérer par voie d'avis sur toutes les questions d'ordre éthique, social, économiques, sanitaire, culturel, pédagogique, juridique, de sécurité et d'environnement qui, sur le plan communal, les concernent directement ou indirectement ;
- Remettre, à la demande du Collège communal ou d'initiative, un avis consultatif.

Partenaire(s) :

Tous les cultes cités ci-haut.

Evaluation :

Le règlement d'ordre intérieur était à l'ordre du jour de la séance du conseil communal du 4 septembre 2017. Il est trop tôt pour constater l'apport d'un tel projet.

Mise en place d'une cellule de facilitation interculturelle

Commune : Châtelet

Organisme : PCS

Province : Hainaut

Domaine : Projets préventifs portés sur le vivre ensemble et l'interculturalité

Prévention : Primaire

Personne de contact : abdelhakim.bouhekima@chatelet.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Ce projet s'inscrit au sein de l'appel à projets « amélioration du vivre ensemble et prévention du radicalisme ». Le Gouvernement wallon a dans ce contexte décidé de consacrer annuellement 2 millions d'euros, à partir de 2016, à soutenir des projets spécifiques de prévention du radicalisme dans les communes qui mettent en œuvre un PCS, mais qui ne sont pas reconnues dans le cadre de la politique des grandes villes (PGV). Au départ de ses compétences, la volonté du Gouvernement est de favoriser un climat de confiance et d'apporter des réponses durables à la détresse des familles et aux causes de la radicalisation, dans le respect des valeurs fondamentales du vivre ensemble.

Dans le cadre de cet appel à projet et suite à l'émergence de constats locaux relatifs à la problématique du radicalisme (endoctrinement/radicalisation de citoyens, isolement/rupture sociale de certaines personnes ou communautés, retour potentiel de jeunes radicalisés, difficultés de la famille et de l'entourage face au phénomène de radicalisation, difficultés de communication et de compréhension mutuelle entre les personnes de différentes origines culturelles), la mise en place d'une cellule de facilitation interculturelle a été initiée afin de mener une réflexion locale globale, ainsi qu'une réflexion autour des initiatives concertées dans le cadre d'une approche préventive à Châtelet.

Philosophie du projet :

La lutte contre la radicalisation en amont doit impérativement être pensée afin d'amener une réflexion construite et globale autour de la problématique. L'axe sécuritaire étant déjà bien investi à tous les niveaux, il est essentiel d'amener une réelle dimension interculturelle et rassembleuse dans la mise en place de projets ayant pour objectifs l'amélioration du vivre ensemble et la prévention du radicalisme.

Afin d'amener les différentes communautés présentes sur le territoire à participer activement aux différents projets, il est impératif de penser ces actions de manière à mettre en avant des intervenants et des acteurs crédibles et audibles par toutes les composantes culturelles de l'entité.

Il est également essentiel de mettre la communauté musulmane au centre du processus afin de l'impliquer activement et ainsi éviter l'écueil de la stigmatisation. L'émergence d'un contre-discours émanant directement de cette communauté de croyants est incontournable.

La prévention de la radicalisation impliquant toutes les formes de radicalisation, il est important de mettre en avant la lutte contre les discriminations, le racisme et l'islamophobie dans nos projets, ces derniers phénomènes étant en effet déclencheurs de certains processus de radicalisation religieuse.

Description du projet :

Dans le cadre de l'appel à projet du Gouvernement wallon « Amélioration du vivre ensemble et prévention du radicalisme », une cellule de facilitation interculturelle a été mise en place grâce à l'obtention du subside. Un chargé de projet spécifique a donc été engagé en juillet 2017 afin de piloter le dispositif. Il a pour mission d'amener une réflexion et une analyse préalable aux différents projets initiés par la suite.

Un éducateur axé sur le travail de terrain vient compléter la structure afin d'y amener une dimension plus pratique.

Dans un premier temps, les différentes communautés organisées dans l'Entité ainsi que les acteurs associatifs locaux désireux de s'investir dans le projet ont été rencontrés individuellement. Une plate-forme de concertation va être mise en place avec ces différents acteurs afin de faire émerger un diagnostic local partagé de l'interculturalité et ainsi déboucher sur des actions pertinentes, co-construites et co-portées.

Par la suite, l'objectif est de mettre en avant une action par mois dans le cadre de l'amélioration du vivre ensemble et la prévention du radicalisme :

- Possible collaboration avec Amnesty International dans le cadre de l'exposition « Je suis Humain » sur la migration ;
- Séances de sensibilisation en collaboration avec différents partenaires (ex : UNIA) destinées à différents publics (travailleurs sociaux, étudiants, etc.) ;
- Échanges autour d'un « vers » (slam) ;
- Tables rondes ;
- Etc.

Ces différentes actions auront pour finalité d'amener le public à s'intéresser à la problématique et ainsi construire un projet à plus grande visibilité. Il s'agira de relancer l'organisation d'une fête interculturelle dans laquelle les différentes communautés présenteront les spécificités culturelles qui les construisent tout en mettant l'accent sur l'échange afin d'éviter le piège de la fête multiculturelle au détriment de la dimension interculturelle.

Parallèlement et afin d'axer notre travail sur la prévention du radicalisme, un colloque sera organisé afin d'amener une réflexion et l'émergence d'un débat constructif au sein de l'Entité. Les intervenants devront impérativement être crédibles. Toutes les communautés devront se retrouver dans leurs discours. Il serait contre-productif de parler d'islam (afin par exemple d'éclaircir certains concepts souvent mal utilisés dans les médias) sans mettre en avant des intervenants qui ont un discours audibles et reconnus par la première communauté concernée.

Public cible :

Citoyens de l'Entité de Châtelet, travailleurs sociaux.

Objectif(s) :

- Développer les valeurs du vivre-ensemble et de la cohésion sociale ;
- Développer un climat de confiance ;
- Soutenir des publics spécifiques ;
- Valoriser l'appartenance à un territoire ;
- Créer et renforcer les partenariats avec des pôles déjà constitués ou des acteurs existants en matière de prévention du radicalisme.

Ces différents objectifs doivent être atteints par la mise en place de projets qui permettent notamment :

- Le développement chez les jeunes de l'esprit critique (résistance aux tentatives d'endoctrinement) ;
- La création de lieux d'écoute, de soutien aux familles et à la parentalité, de soutien psychologique, de groupes de parole ;
- Le travail sur l'identité d'un quartier et le sentiment d'appartenance ;
- L'accès aux médias et réseaux sociaux ; la création d'outils spécifiques d'éducation et d'insertion (clips musicaux, vidéos, théâtre-action, services itinérants) ;
- La collaboration avec un/des pôles déjà existants en matière de prévention du radicalisme, dans l'optique de privilégier l'action commune d'administrations communales voisines dans un même bassin de vie.

Partenaire(s) :

Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention de la Ville de Châtelet (PSSP), Services communaux, CPAS de Châtelet, AMO Mikado, AMO Visa jeune, Service d'Intégration Sociale (SIS), Logis Châtelettain et Régie des Quartiers, ASBL belgo-turque de Chatelineau, Mosquée et Centre Culturel et Sportif de Diyanet de Chatelineau, Mosquée Ennour, Centre régional d'intégration de Charleroi (CRIC), ASBL El maujone, Formation pour l'Université Ouverte de Charleroi (FUNOC), Amnesty International, Unia et tout partenaire intéressé par la démarche.

Evaluation :

Une évaluation du projet est prévue par le pouvoir subsidiant, sur base d'une visite de terrain et d'un rapport d'activités.

Budget approximatif :

Subsides octroyés dans le cadre de l'appel à projets : 105.000€

Difficulté(s) rencontrée(s) :

Jusqu'en 2014, la fête interculturelle du Maïtissage (organisée par le CPAS) était un succès en termes de fréquentation. Cependant, l'accent interculturel doit être renforcé. La difficulté est là. Il faudra, pour notre projet phare, amener les communautés à échanger dans un premier temps, et surtout à participer ensuite au colloque.

En amont, les actions que nous allons mettre en place devront éveiller l'intérêt du public cible. La thématique de la radicalisation étant complexe et extrêmement sensible à aborder, il faudra trouver les moyens d'amener une réflexion apaisée et sereine.

Par ailleurs, la communauté maghrébine, peu organisée dans l'Entité, est difficilement accessible.

Avis local :

La cellule de facilitation interculturelle est très bien accueillie par les différents travailleurs sociaux et autres organismes actifs dans l'Entité. Les mosquées (Diyane de Chatelineau et mosquée Ennour de Chatelineau) sont également très intéressées par notre domaine d'action. De nombreuses collaborations et partenariats sont donc envisagés.

Dans le cadre des concertations individuelles avec les différents acteurs de la fête interculturelle « Maï'tissage », il semblerait que les communautés présentes sur le territoire soient désireuses de mettre en place un projet qui serait dans la même lignée. Nous avons donc décidé de nous baser sur ce qui existait déjà tout en y apportant la dimension « prévention de la radicalisation » à travers le colloque.

Plateforme pour le vivre ensemble égalitaire « PAVEE »

Communes : Communes de la région Mons-Borinage

Organisme : PAVEE (Plateforme Agir pour un Vivre Ensemble Egalitaire)

Province : Hainaut

Domaine : Plateforme de concertation

Prévention : Primaire

Personne de contact : mohammed.zentar@colfontaine.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Cette plateforme est l'aboutissement d'un processus réflexif engagé en 2015.

De nombreux travailleurs de terrain issus du tissu associatif remarquent depuis plusieurs années des changements dans le comportement de certains jeunes, pourtant familiers des services, parfois depuis leur plus jeune âge. Ces changements questionnent autant les membres de leurs familles que les travailleurs sociaux.

Par exemple : refus de tout contact physique avec les animatrices, mise en avant de leur appartenance religieuse en lieu et place de leur citoyenneté voire de leur propre identité.

De plus, le contexte socio-médiatique ambiant et les événements violents perpétrés au nom de l'islam polluent les débats qui deviennent dès lors difficiles à dépassionner.

Les travailleurs sociaux de l'équipe se sentent démunis, voire dépassés par l'ampleur de la problématique et se questionnent alors sur l'attitude à adopter avec ces jeunes et sur la manière d'aborder les sujets relatifs à la radicalisation.

Les partenaires de la plate-forme se sont mis d'accord sur une charte de partenariat que chaque partenaire a signé.

Les réunions plénières ont lieu tous les mois et permettent d'aborder des questions générales concernant la coordination des actions proposée par la PAVEE.

Philosophie du projet :

Dans le cadre de ce projet de création et de développement d'une plateforme supra locale d'actions pour le "vivre ensemble égalitaire", nous postulons que c'est par un vivre ensemble égalitaire et respectueux des différences que l'on peut parvenir à prévenir toute dérive.

La réflexion et les actions menées ont pour but de se pencher sur les stigmatisations et les discriminations en s'appuyant sur l'expérience de terrain, en sortant d'une dynamique dialectique et conflictuelle, ainsi que d'une approche sécuritaire.

Description du projet :

La Plateforme Agir pour le Vivre Ensemble et l'Égalité réunit des organisations, des associations privées et des institutions publiques de la région Mons-Borinage, dans l'optique de débattre sur la question du vivre ensemble et de déployer un programme d'actions. Elle réunit plusieurs acteurs sous forme de plusieurs groupes de travail :

Groupe 1 - Groupes de parole

Recueil de la parole des jeunes fréquentant les maisons de quartier et les maisons des jeunes de la région Mons-Borinage (voir description fiche "Groupes de parole").

Groupe 2 - Formation - Sensibilisation - Colloque

Organisation de séances de formation/sensibilisation, sur plusieurs cycles, à destination des professionnels mais également de toute personne intéressée (voir description fiche "Cycle de formation").

Groupe 3 - Médias

Développement d'une "toolbox" et création d'un site internet pour pouvoir informer des actions de la PAVEE mais aussi mettre à disposition des travailleurs et des associations des outils préventifs (site web : <https://www.lapavee.com/>).

Groupe 4 - Outils d'animation

Groupe de travail qui élabore des outils d'animation pédagogiques qui vise à travailler le savoir-être pour favoriser le vivre ensemble égalitaire (voir fiche "outils d'animation").

Groupe 5 - Convivialité - actions festives

Organisation d'évènements sur des thèmes portant sur le vivre ensemble égalitaire.

Public cible :

Tout public à partir de 12 ans ainsi que les travailleurs sociaux.

Objectif(s) :

L'objectif principal est de comprendre et prévenir la radicalisation violente en luttant contre les discriminations et en améliorant le « Vivre Ensemble ». Pour ce faire, nous élaborons, organisons et mettons en œuvre avec les institutions partenaires les actions de la PAVEE telles que :

- La démarche de sensibilisation et d'information auprès des bénéficiaires de l'ensemble des partenaires de la PAVEE et des partenaires locaux ;
- La formation continuée et de proximité à l'intention des acteurs locaux qui œuvrent dans le secteur socioculturel. D'une part des partenaires de la PAVEE et d'autre part du partenariat local en tenant compte de leurs besoins et leurs attentes ;
- Le recueil de la parole des habitants de la région sur leur définition et leur vécu du vivre ensemble (principalement les jeunes et les familles). Les contenus de ces recueils viendront alimenter une journée de réflexion-échange entre chercheurs, travailleurs de terrain et grand public sur les thèmes du vivre ensemble et de la citoyenneté.

Partenaire(s) :

CPAS de Quaregnon ; « Picardie Laïque » Asbl ; Centre Interculturel de Mons et du Borinage ; AMO La rencontre ; UNIA - Centre interfédéral pour l'égalité des chances ; PCS de Colfontaine et de Quaregnon ; Police Borraine ; Asbl « le Squad » ; CPMS Dour (Cabinet Colfontaine) ; Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation de Mons-Hainaut ; Service d'Aide à la Jeunesse de Mons ; ASBL « Al Imane » ; Centre d'Information et d'Éducation Populaire ; Ecole du Nursing de Mons ; Plan stratégique de sécurité et prévention de Colfontaine et Quaregnon ; Maison des jeunes La Plateforme ; Asbl « Garance » ; CEJl ; CLPS Mons-Soignies.

Evaluation :

À la suite de chaque action, en réunion plénière, une évaluation qualitative et quantitative est effectuée sur base de nos objectifs qui constituent des indicateurs précieux de réussite. Nous réfléchissons ensuite le cas échéant à comment améliorer nos actions afin qu'elles puissent à l'avenir atteindre nos objectifs.

Difficulté(s) rencontrée(s) :

Nous sommes en questionnement constant quant à l'adéquation entre nos actions et les besoins de notre public cible.

De plus, le dispositif étant devenu imposant au fil de la multiplication des actions menées, l'administration communale a engagé une personne afin d'aider et soutenir le développement du projet.

Avis local :

Les partenaires locaux soutiennent le projet et font notamment la promotion de nos actions. Toutefois, les petites associations n'ont pas toujours le temps nécessaire à l'investissement dans un tel projet.

Annexes :

PROGRAMME D'ACTIONS

- Programmation de la pièce de théâtre «Djihad» à « L'espace Magnum » de Cofortaine. Cette représentation a réuni plus de 1.000 spectateurs.
- Réalisation d'un recueil de parole des jeunes habitants de Cofortaine et de leurs familles afin de les entendre sur leur perception de leur place dans la société d'aujourd'hui. Ce recueil alimentera une journée de réflexion afin d'éclairer les professionnels.
- Organisation d'un colloque sur « le vivre ensemble égalitaire et l'exercice effectif de la citoyenneté » à destination des travailleurs de terrain.
- Mise en place d'un programme de formation à destination des travailleurs de terrain, des enseignants, ... afin de les outiller à la rencontre interculturelle, à une meilleure compréhension de la place du religieux dans la société et de les sensibiliser aux mécanismes qui conduisent des préjugés aux discriminations, en passant par les stéréotypes.
- Actions de sensibilisation dans les quartiers en partenariat avec des structures de proximité (maison de quartier, maison de jeune, AMO ...) afin de favoriser le débat sur le vivre ensemble et d'outiller les habitants pour faire face aux discours de haine et d'exclusion.



PARTENAIRES

CIMB, Aebi Garantie, MO le Squad, Service Prévention/Plan Cohésion Sociale Cofortaine, Service prévention Quaregnon, AMO La rencontre, Picardie Laïque, MJ "La Plateforme", UNIA

PAVEE
 Tél : 065/63.38.86
 Mail : plateformepevee@gmail.com

PAVEE

Avec le soutien de 



Plateforme Agir pour un Vivre Ensemble Egalitaire

Genèse de la Plateforme

La maison de quartier « Le Squad », située au cœur d'un quartier populaire de Cofortaine, mène depuis de nombreuses années un travail social de proximité, principalement adressé aux jeunes du quartier et leurs familles.

Depuis quelques temps, l'équipe constate un changement dans le comportement de certains jeunes, pourtant familiers du lieu depuis leur plus jeune âge : refus de tout contact physique avec les animatrices, mise en avant de leur appartenance religieuse en lieu et place de leur citoyenneté.

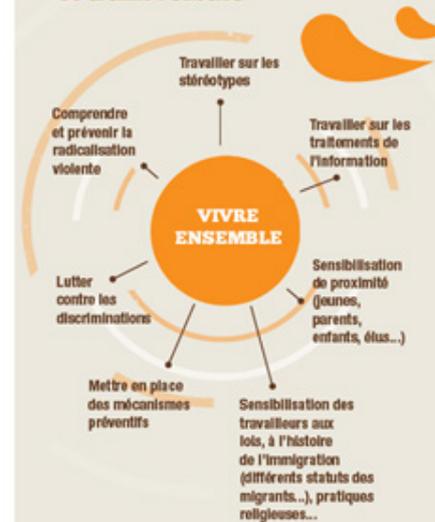
Ces changements échappent autant aux membres de leurs familles qu'aux travailleurs sociaux qui tentent vainement de nouer le dialogue autour de ces questions sensibles.

Le contexte socio-médiatique ambiant et les événements violents récents perpétrés au nom de l'islam font planer sur le spectre du radicalisme sur les débats, qu'il est difficile de dépassionner.

Au départ, c'est bien la crainte de voir de jeunes citoyens s'engager dans cette voie qui a mis en réflexion l'ensemble de l'équipe du « Squad ».

Loin d'emboîter le pas à la réponse sécuritaire et répressive généralement apportée dans cette situation, l'équipe s'est engagée dans un travail de réflexion et a réuni un ensemble d'acteurs de terrain et de chercheurs, dans le but de donner de la hauteur au débat : La question du vivre ensemble égalitaire dans une société traversée par de multiples crises a été identifiée comme point de départ pertinent pour le déploiement d'un programme d'actions.

NOTRE STRATÉGIE : Agir de manière globale et transversale



Espace Magnum à Colfontaine

Djihad

Jeudi 7 mai à 20h00



Une pièce d'Ismaël Saïdi

avec

Ben Hamidou, Reda Chebchoubi, Ismaël Saïdi
Et Shark Carrera

21h30 Rencontre – débat

Entrée gratuite

Réservation obligatoire au 065/63.38.86

Nombre de places limité



Djihad la suite



GÉHENNE

un spectacle d'Ismaël Saldi

Pièce suivie d'un débat à 21h30

Espace Magnum à Colfontaine

Le vendredi 28 avril 2017 à 19h30

Entrée gratuite

Réservation obligatoire au 065/63.35.56 ou 0495/93.73.25



Projet « Pour et par tous, avec nos différences »

Commune : Frameries

Organisme : PCS

Province : Hainaut

Domaine : Projets préventifs portés sur le vivre ensemble et l'interculturalité

Prévention : Primaire

Personne de contact : delabascule.corine@gmail.com

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Ce projet s'inscrit au sein de l'appel à projets « amélioration du vivre ensemble et prévention du radicalisme ». Le Gouvernement wallon a dans ce contexte décidé de consacrer annuellement 2 millions d'euros, à partir de 2016, à soutenir des projets spécifiques de prévention du radicalisme dans les communes qui mettent en œuvre un PCS, mais qui ne sont pas reconnues dans le cadre de la politique des grandes villes (PGV). Au départ de ses compétences, la volonté du Gouvernement est de favoriser un climat de confiance et d'apporter des réponses durables à la détresse des familles et aux causes de la radicalisation, dans le respect des valeurs fondamentales du vivre ensemble.

Un constat a été établi suite à des perquisitions réalisées sur la commune en juillet 2016. Il a été mis en évidence, au travers du travail réalisé au quotidien avec un ensemble de partenaires, qu'aucune initiative locale n'était mise en œuvre et qu'aucun partenaire n'avait de compétences en matière de radicalisation. Il était donc primordial de développer des actions d'une part, en communiquant de manière objective par le biais des agents de terrain formés à la problématique et d'autre part, en impliquant et en responsabilisant les associations de quartiers et les habitants à la co-construction de projets communautaires coopératifs. Répondre à une carence flagrante sur l'absence d'outils de prévention et de pédagogie en rapport avec le phénomène.

Philosophie du projet :

Ce projet se veut avant tout un projet où la participation citoyenne est l'un des éléments fondateurs favorisant l'inclusion sociale du public, l'écoute ainsi que le maillage.

Le renforcement des liens entre les générations et les différentes cultures ne pourra s'établir que sur la mise en œuvre d'un projet pour le bien-être et l'utilité de tous.

Description du projet :

Le projet « pour et par tous avec nos différences » est un projet de participation citoyenne développé au sein de quartiers sélectionnés.

- Mise en place de rencontres citoyennes en vue de recueillir des problématiques spécifiques liées au phénomène de la radicalisation ;
- Création d'un groupe par le biais de la participation citoyenne pour le développement d'une dynamique collective;
- Définition et construction du projet sur le principe de brainstorming ;
- Planification du projet par l'ensemble du groupe: évaluation, définition des objectifs réalisables et mesurables, définition des rôles de chacun ;
- Élaboration du plan d'actions avec les jeunes, familles, habitants des quartiers et travailleurs sociaux pour la création d'outils pédagogiques et de sensibilisation.

Public cible :

Toute personne qui souhaite s'impliquer dans la construction et la co-construction d'un projet ayant comme finalité la réalisation d'outils pédagogiques et de prévention. Tout en étant attentif à ce que le groupe ait une dimension intergénérationnelle ainsi qu'une mixité sociale et culturelle.

Objectif(s) :

- Compte-tenu du contexte dans lequel le projet a été défini, il est primordial de passer par le volet formation et ce afin d'offrir des outils aux professionnels présents sur le territoire ;
- Ouverture de lieux d'accueil, d'écoute, d'accompagnement pour favoriser la prise en charge de familles, citoyens, qui auraient besoin d'une aide spécifique en corrélation avec la thématique ;
- Développer un climat de confiance sur les lieux identifiés comme étant plus sensibles au phénomène.
- Développer des valeurs du vivre ensemble à travers la création d'outils spécifiques d'éducation et de prévention (capsule vidéo) ;
- Collaboration avec des pôles déjà existants en matière de prévention du phénomène et ce dans l'optique de privilégier des actions communes.

Partenaire(s) :

Il existe sur le territoire deux types de partenaires. Premièrement, ceux que nous appelons les partenaires prioritaires, tels que:

- Le CPAS ;
- Les éducateurs de rue du PCS, les services de police pour établir un relevé des problématiques rencontrées par leurs bénéficiaires ou dans le cadre du travail de quartiers ;
- Le CIMB pour identifier les problèmes de leur public et les inclure dans la construction du projet par leur expérience de terrain dans l'accompagnement de personnes d'origine étrangère et/ou étrangères ;
- La Régie des Quartiers et la société de logement social seront impliquées dans l'identification des problématiques rencontrées par les habitants ;
- Les Gardiens de la paix.

Viennent ensuite les associations présentes sur le territoire et les comités de quartiers reconnus en tant que tels afin de les impliquer et de co-construire le projet avec le public cible sur base de l'état des lieux réalisé en amont.

Evaluation :

- La phase formative des travailleurs sociaux se termine début octobre.
- Ouverture de lieux d'accueil et prise en charge du public : ouverture effective.
- Réalisation d'un flyer : en cours de réalisation.
- Création d'un groupe pour la mise en œuvre et la création d'outils : groupe constitué mais non fermé.
- Création d'une capsule vidéo sur le thème « contre le repli, j'agis » pour fin octobre.

Une évaluation du projet est prévue par le pouvoir subsidiant, sur base d'une visite de terrain et d'un rapport d'activités.

Budget approximatif :

Subsides octroyés dans le cadre de l'appel à projets : 35.000€.

Répartition entre les frais de personnel équivalant à un mi-temps et frais de fonctionnement (formations, création d'ateliers, réalisation d'une capsule vidéo).

Difficulté(s) rencontrée(s) :

- Le manque de connaissance, d'information, de formation sur le phénomène par les travailleurs sociaux ;
- Établir, ouvrir des débats sans préjugés, faire tomber les barrières ;
- Mener à bien le projet dans sa globalité sachant que la subvention n'est que pour une seule année et par conséquent ne pas réussir à atteindre l'ensemble des objectifs définis.

Avis local :

Espoir et intérêt que ce projet puisse être reconduit, durer dans le temps et que ces outils qui auront été créés puissent être utilisés à bon escient.

Campagne de terrain « Et demain, tous ensemble dans notre quartier »

Communes : Herstal ; Oupeye

Organismes : PCS Herstal ; PCS Oupeye

Province : Liège

Domaine : Projets préventifs portés sur le vivre ensemble et l'interculturalité

Prévention : Primaire

Personne de contact : Gladys.defourny@herstal.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Ce projet s'inscrit au sein de l'appel à projets « amélioration du vivre ensemble et prévention du radicalisme ». Le Gouvernement wallon a dans ce contexte décidé de consacrer annuellement 2 millions d'euros, à partir de 2016, à soutenir des projets spécifiques de prévention du radicalisme dans les communes qui mettent en œuvre un PCS, mais qui ne sont pas reconnues dans le cadre de la politique des grandes villes (PGV). Au départ de ses compétences, la volonté du Gouvernement est de favoriser un climat de confiance et d'apporter des réponses durables à la détresse des familles et aux causes de la radicalisation, dans le respect des valeurs fondamentales du vivre ensemble.

La volonté de mettre en place un tel projet s'inscrit, pour Herstal, dans l'objectif d'être présent dans chacun des quartiers de la ville et dans une volonté d'être au plus près du citoyen en travaillant dans les cités sociales. Même si de nombreuses actions sociales étaient déjà menées dans les quartiers autour du thème du « Vivre ensemble » et de l'interculturalité, cet appel à projet représentait l'occasion d'investir des quartiers caractérisés par un public précarisé, hétérogène, interculturel, qui n'était pas nécessairement déjà mobilisé dans des actions sociales préventives (Quartier du centre et des Cascogniers). Oupeye a également sélectionné 2 quartiers de sa commune, avec un public similaire et des réalités sociales propres.

Description du projet :

- Engagement d'une coordinatrice dont le rôle était d'agir en tant qu'intermédiaire et interlocutrice principale pour les deux institutions (Herstal et Oupeye) ainsi qu'avec les partenaires.
- Travail en collaboration avec l'organisme **Arsenic2** (Organisme d'éducation permanente qui œuvre à fédérer autour d'eux différents collectifs artistiques). Cet organisme réalise un travail de terrain, communautaire, au plus proche des citoyens, dans les quartiers. Ils optent pour une approche citoyenne de terrain, en se rendant sur place, identifient les ressources locales (organismes, Asbl, etc.), et les besoins/envies des citoyens. En fonction des besoins identifiés, ils mobilisent les ressources locales en communiquant les besoins des citoyens aux partenaires locaux et en travaillant avec eux pour développer des actions spéci-

fiques en lien avec ces besoins.

- Le point de départ de cette campagne a été, fin mai 2017, la fête des voisins, dans les quartiers visés par le projet, pour permettre d'instaurer ces initiatives. Ont été proposés lors de cette fête des voisins, de petits ateliers qui permettaient aux citoyens de s'exprimer, ainsi que la présentation du spectacle « Voisins » par la « Compagnie du Milieu du Monde » (45 minutes de spectacle, mise en scène de voisins à leur fenêtre qui échangent sur leur vécu). L'objectif était de réaliser une action visible, festive et marquante pour donner rendez-vous aux habitants quelques semaines plus tard.
- Sur la période Juillet-Aout 2017, les travailleurs de terrain, accompagnés d'Arsenic2 se sont rendus dans les différents quartiers ciblés par le projet, avec différents dispositifs mobiles (parasol à paroles, semi-remorque d'animation, etc.) afin de récolter la parole citoyenne ainsi que les attentes et les besoins des habitants du quartier.
- De la mi-septembre à la mi-octobre 2017, installation d'un chapiteau qui a accueilli les spectacles « Quelle qu'en soit l'issue » et « Odysées » et de nombreuses autres animations aux Cascogniers. Ensuite, de la mi-octobre à fin octobre, le chapiteau s'installe à Haccourt pour accueillir les spectacles « 2043 » et « Quelle qu'en soit l'issue ». Ces chapiteaux ont été installés sans intrusion, dans ces quartiers qui ne disposent d'aucune infrastructure permettant l'accueil de spectacle de théâtre. En parallèle, dans chaque quartier, des ateliers participatifs ont été mis en place en fonction de la demande des habitants (atelier pâtisserie, ateliers slam, etc.).

Public cible :

Citoyens des quartiers visés.

Objectif(s) :

- Donner la parole aux citoyens sur la manière dont ils vivent et perçoivent leur quotidien, et ensuite les mobiliser, les impliquer, dans des thématiques plus sensibles autour du concept de vivre ensemble ;
- Identifier les défis du terrain et orienter nos actions pour pallier à certains manquements ;
- Sensibiliser les citoyens à divers sujets gravitant autour du concept du Vivre ensemble et des thématiques qui peuvent en découler, en privilégiant une approche artistique et ludique.

Partenaire(s) :

Organisme « Arsenic2 » Asbl - Partenaires locaux.

Evaluation :

Une évaluation du projet est prévue par le pouvoir subsidiant, sur base d'une visite de terrain et d'un rapport d'activités.

Budget approximatif :

Subsides octroyés dans le cadre de l'appel à projet : 129.200€

Difficultés rencontrées:

La durée du projet était très courte pour mobiliser tout un quartier sur le long-terme, il s'agissait davantage de mettre en place une accroche.

Projet « Et si j'apprenais à connaître mon voisin »

Commune : Huy

Organisme : PCS

Province : Liège

Domaine : Actions de sensibilisation-communication

Prévention : Primaire

Personne de contact : pcs@huy.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Ce projet s'inscrit au sein de l'appel à projets « amélioration du vivre ensemble et prévention du radicalisme ». Le Gouvernement wallon a dans ce contexte décidé de consacrer annuellement 2 millions d'euros, à partir de 2016, à soutenir des projets spécifiques de prévention du radicalisme dans les communes qui mettent en œuvre un PCS, mais qui ne sont pas reconnues dans le cadre de la politique des grandes villes (PGV). Au départ de ses compétences, la volonté du Gouvernement est de favoriser un climat de confiance et d'apporter des réponses durables à la détresse des familles et aux causes de la radicalisation, dans le respect des valeurs fondamentales du vivre ensemble.

Ces thèmes et phénomènes s'inscrivent dans le cadre des missions des plans de cohésion sociale, la Ville de Huy y a donc adhéré.

Philosophie du projet :

Plutôt que de cibler le radicalisme et de s'éloigner de la philosophie de cohésion sociale développée au travers d'actions mises en place dans notre PCS, nous nous sommes concentrés sur la notion du « vivre ensemble » que l'on soit étranger ou non.

Description du projet :

Notre projet s'est développé sur le principe d'un partenariat avec des associations et/ou institutions qui sont en contact direct avec des publics dits « différents » (migrants, primo-arrivants, public défavorisé, public en décrochage social, etc.).

Chacun d'entre eux a proposé une activité sur le thème de l'appel à projets initial. Ces projets se sont articulés sur différents supports (visite d'exposition à thème, séance cinéma, spectacles-rencontres, conférences, apéritif

citoyen multi culturel, etc.).

Une des propositions se concrétise par un voyage de mémoire au camp de Buchenwald afin de traiter du radicalisme ethnique.

Toutes ces rencontres visent à bousculer les clichés, les idées reçues, les craintes non fondées sur nos voisins qu'ils soient étrangers ou non.

Public cible :

L'ensemble de la population hutoise à partir de 14 ans.

Objectif(s) :

Notre objectif est de faire réfléchir la population à créer et mettre en œuvre de nouvelles pistes efficaces pour améliorer les relations entre les personnes. Si au départ, nous essayons de les concrétiser dans un cercle restreint (famille, voisins, collègues, etc.), c'est pour ensuite en assurer une diffusion plus large au niveau de la société civile via le public qui participe aux activités.

Partenaire(s) :

Les Territoires de la Mémoire, UNIA, les maisons de jeunes de Huy (la Mezon , le Goéland), Infor Jeunes, le Cpas, la Croix Rouge, le Centre culturel de Huy, Dora Döres, le club psycho social Altis.

Evaluation :

Notre projet étant assez étendu dans le temps (de septembre 2016 à décembre 2017), notre public a été assez fluctuant en fonction des activités proposées. En moyenne, nous avons pu compter sur une cinquantaine de personnes lors de chaque activité.

En ce qui concerne notre séjour à Buchenwald, un groupe de 60 personnes s'est constitué. Pour cette activité particulière, ce nombre a été fixé d'avance afin que le public présent puisse s'imprégner et devenir lui-même témoin de ce tragique moment de l'histoire contemporaine européenne.

Au fur et à mesure des groupes qui se côtoient et se croisent, nous notons déjà que des suggestions réalisables se dégagent quant à la manière d'aller à la rencontre des autres sans préjugés (saluer ses nouveaux voisins, partager des conversations, ne pas craindre que des enfants qui ne se connaissent pas jouent ensemble, proposer un service même si on ne connaît pas bien la personne, etc.).

De plus, si au départ nous avons simplement émis l'idée de tables-rondes et de rencontres plus ciblées (étude des religions, éducation aux médias, critique de l'information, impact des flux migratoires sur l'économie du pays, coût des migrations pour les pays européens, etc.), nous remarquons que les participants aux différentes activités sont vraiment intéressés par ces nouvelles propositions.

Dès lors, notre projet va sans doute continuer à se développer.

Une évaluation du projet est prévue par le pouvoir subsidiant, sur base d'une visite de terrain et d'un rapport d'activités.

Budget approximatif :

Subsides octroyés dans le cadre de l'appel à projet : 21.800€

Difficulté(s) rencontrée(s) :

Malgré notre collaboration avec les maisons de jeunes situées sur le territoire hutois, peu de jeunes sont présents à nos activités.

Certains partenaires manquent de ténacité pour assurer leur présence sur une si longue durée.

Certains participants campent sur des positions strictes et gardent des avis tranchés malgré leur participation régulière aux activités. Dès que le débat s'installe, un discours sécuritaire refait surface. Nous mettons alors tout en œuvre pour que l'échange de propos soit plus réfléchi et analysé.

Avis local :

Concernant les Autorités communales, nous pouvons compter sur un soutien du Collège communal.

Lors de la présentation de ce dossier au Bourgmestre, celui-ci a tout de suite émis l'idée d'un dossier spécial encarté dans le magazine communal de manière à ce que l'ensemble des habitants du territoire de Huy soit informé. Nous tenons ici à signaler que pour notre visite à Buchenwald, nous avons rapidement dû ouvrir une liste d'attente qui comptait une soixantaine de personnes supplémentaires aux soixante déjà inscrites.

Nous rentrons régulièrement un rapport d'activités pour que les Echevins concernés soient au courant de celles-ci. Notons aussi qu'ils répondent souvent très positivement à nos sollicitations.

Activités de sensibilisation

Commune : Liège

Organisme : Service de prévention de la ville de Liège

Province : Liège

Domaine : Actions de sensibilisation-communication

Prévention : Primaire

Personne de contact : manuel.comeron@liege.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Malgré une « polarisation » observable dans la société (cf. contexte des attentats), le potentiel est présent dans la population et notamment chez les jeunes pour favoriser le « vivre et construire ensemble ».

La sensibilisation du public implique un contact direct et constitue le point de départ d'un travail de fond à poursuivre notamment avec les enseignants dans les classes et les éducateurs dans les Maisons de Jeunes, AMO ou antennes communales de quartiers.

Philosophie du projet :

Développer une communication positive autour de la problématique en s'appuyant sur des ressources spécifiques :

- Outil audiovisuel (film documentaire professionnel) ;
- Témoin du vécu (interaction directe avec la réalité).

Description du projet:

Organisation d'activités visant un groupe-cible ou ouvertes au public :

- Rencontre avec les écoles et débat-citoyen au cinéma le Parc autour du documentaire "La chambre vide" avec la présence d'un témoin du vécu (maman de djihadiste), 2016 et 2017 ;
- Rencontre et dialogue à l'Hôtel de Ville avec une personne portant un discours en faveur de la paix et de la tolérance religieuse (Latifa Ibn Ziaten), 2015 ;
- Café politique sur « les théories du complot et radicalisme » avec des experts politologues, criminologues et journalistes (2016) ;
- Collaboration à des débats avec diffusion de films thématiques la problématique (ex : « Le ciel attendra », « Les chevaux de dieu », etc.), 2016 et 2017 ;

- Conférence et échanges avec un témoin du vécu (Christian P., ex-skinhead américain, ONG Life After Hate), (Octobre 2016) ;
- Midi-conférences du Cripel - 2016 - 2017.

Public cible :

- Tout citoyen et tout professionnel ;
- Les écoles.

Objectif(s) :

- Sensibiliser le grand public et les professionnels au phénomène de la radicalisation (dont des facteurs facilitateurs comme le complotisme) ;
- Permettre l'expression de la parole ;
- Apporter une information objective par des experts ;
- Amorcer une éducation aux médias.

Partenaire(s) :

Asbl Grignoux (éducation permanente) ; Asbl Dérives production ; ULG.

Evaluation :

Retours positifs des participants.

Budget approximatif :

Soutien financier SPF Intérieur pour la co-production du film et impression affiches + mise à disposition des salles via le partenariat. Contribution bénévole des intervenants (experts et témoins du vécu).

Difficultés rencontrées :

La préparation d'une activité ponctuelle demande beaucoup d'énergie, ainsi que l'encadrement, mais cela est compensé par la qualité et l'impact des activités.

L'activité permet de poursuivre un travail de fond dans la durée qui réclame un investissement professionnel et humain (donc nécessité de personnel).

Annexes :

Lundi 12 septembre 2016

Café politique

«Radicalisme : entre théories du complot et géopolitique de l'enfer»

Avec:

Marie PELTIER (chercheur et enseignante)
Michaël DANTINNE (criminologue-Université de Liège)
Philippe LERUTH (Président de la Fédération Internationale des Journalistes)

Lundi 12 septembre à 20h30

Un débat animé par Jérôme Jamin (ULg)
à la Brasserie du cinéma Sauvenière.

En partenariat avec le Plan de Prévention
de la Ville de Liège



cinéma
**SauVe
NièRe**



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES
LE PARLEMENT



Liège





<p>Conférence et échange avec un « témoin du vécu »</p>		<p>Mardi 18 octobre à 14h30</p>
<p>EXTREMISM AND VIOLENCE: « MEMOIRS OF AN EX-SKINHEAD »</p>		<p>Espace Opera -Université de Liège (salle Lejeune) Place République Française, 35 4000 Liège</p>
<p>Christian PICCIOLINI, Chicago Foundation "LIFE AFTER HATE" (USA)</p>		<p>ENTREE GRATUITE</p> <p>Infos et inscriptions : audrey.laeremans@ulg.ac.be / 04 3662272</p>
		<p>Traduction français / anglais (Collingua)</p> <p>Dpt Psychologie de la délinquance de l'Université de Liège en partenariat avec la Ville de Liège (Plan de prévention)</p>



« QUI SONT CES BELGES PARTIS COMBATTRE EN SYRIE ? »

22 novembre 2016 de 11h30 à 14h

Mohssin El Ghabri, Co-auteur de la recherche « Qui sont ces belges partis combattre en Syrie » / Conseiller à la prospective chez Etopia, Centre d'animation et de recherche en écologie politique.

La guerre civile est devenue, au fil des mois, un véritable aimant pour les combattants étrangers. À ce jour, près de 300 y sont partis combattre. En proportion de sa population, la Belgique serait le pays européen le plus touché par l'engagement de ses ressortissants dans ce conflit. Ce phénomène a suscité de nombreuses réactions dans la société. Mais, à ce jour, il n'a donné lieu à aucune véritable production académique. Avec cette étude, Mohssin El Ghabri et Soufian Gharbaoui livrent un éclairage inédit sur cette problématique.

« QUI SONT CES BELGES PARTIS COMBATTRE EN SYRIE ? » présente un regard novateur sur les facteurs à l'origine de la violence politique en général. L'objectif principal de cette étude est d'appliquer cette grille d'analyse micro-économique au cas des Belges partis combattre en Syrie et de produire un outil susceptible d'éclairer la décision publique à ce sujet.



Avec le soutien de :



« LE SECRET PROFESSIONNEL, LIMITES ET POSITIONNEMENT DU TRAVAILLEUR SOCIAL »

8 décembre 2016 de 11h30 à 14h

Jean-François Servais, Directeur du Service Droit des Jeunes de Liège/ Co-auteur du livre « Confidentialité et secret professionnel : enjeux pour une société démocratique ».

Le professionnel ou le bénévole en relation avec des enfants, des adolescents ou des adultes est amené à recevoir des informations dans le cadre de son mandat ou simplement à titre de confident. Cette position d'écoute engage l'intervenant dans un cadre, voir dans des obligations, de confidentialité ou de secret professionnel. Les références légales, les codes et les pratiques diffèrent d'un secteur professionnel à l'autre.

Entre contrôle social et relation d'aide, quel choix la société démocratique pose-t-elle en créant une obligation de respect du secret professionnel ? Par ailleurs, le travail en réseau pose une question complexe de secret professionnel partagé.

Editeur responsable : Kitty Firquet, Rue Beeldman, 26 - 4000 Liège



avec le soutien de :



Soirée témoignages : « Quel impact le terrorisme a sur nos vies ? »

Commune : Louvain

Organisme : Service de prévention

Province : Brabant flamand

Domaine : Actions de sensibilisation-communication

Prévention : Primaire

Personne de contact : Miran.Scheers@leuven.be

Contexte dans lequel le projet a été développé :

Jusqu'à présent, Louvain n'a pas connu de cas concrets en lien avec la problématique de la radicalisation « djihadiste ». C'est précisément pour cette raison que Louvain entend faire de la prévention et, si possible, accorder une attention proactive et préventive aux groupes, lieux et comportements à risques.

Dans l'optique où un des objectifs stratégiques de Louvain est d'être une ville ouverte, solidaire et où il fait bon vivre, elle vise à prévenir la polarisation et la radicalisation par une détection précoce des facteurs et situations à risques, en encourageant une politique inclusive de prévention du racisme, de l'exclusion, de la violence et d'autres thèmes connexes.

A cet effet, le département prévention et sécurité collabore étroitement avec d'autres services de la ville, les écoles, ainsi qu'avec une organisation externe.

Philosophie du projet :

Travailler sur l'image et la perception du citoyen Louvaniste.

Description du projet :

Le projet consiste à faire témoigner trois victimes du terrorisme, touchées par le phénomène de manière différente. Le rôle de modérateur est assuré par une personne.

- **Fatima Ezzarhouni** est mère de trois enfants. À l'été 2013, son fils de 18 ans part pour la Syrie. C'est alors que commence son cauchemar. Depuis, avec l'aide d'une autre mère, elle a créé une association pour soutenir les familles touchées par ce phénomène.
- **Ismael Bouzammour** est assistant social délégué à la jeunesse à l'Asbl D'Broej qui regroupe 8 "maisons de jeunes" basées à Bruxelles. Une chose unit 90% du public cible de l'association : ils se trouvent, pour la plupart, du côté des « perdants » de la société. Ils appartiennent à ce groupe qui ne prend que rarement voire

jamais la parole, celui que les mesures pleines de bonnes intentions n'atteignent pas, celui dont on n'entend pas le discours, etc.

Ismael vient, entre autres, pour expliquer le fonctionnement de l'Asbl et son vécu avec les jeunes confrontés à un problème identitaire.

- **L'Asbl Samadoon** est une organisation d'une grande diversité ethnique reconnue par la ville de Louvain. Cette Asbl accueille les migrants somaliens, elle leur offre un soutien administratif, et organise diverses activités. Dans le cadre de ce projet, un de ses membres vient raconter son horrible fuite de Somalie pour échapper à l'organisation terroriste Al-Shabaab et comment il a reconstruit sa vie en Belgique.

Public cible :

Tous les habitants de Louvain.

Objectif(s) :

- Éviter la polarisation ;
- Donner la parole aux victimes.

Partenaire(s) :

- Asbl D'Broej ;
- Asbl Jihad van de moeders ;
- Asbl Samadoon ;
- Viona Westra.

Evaluation :

Réactions positives des participants.

Budget approximatif :

1.342€

Difficultés rencontrées :

Il n'est pas toujours facile d'atteindre et de mobiliser un large public.

Espace socio-artistique H30

Commune : Malines

Organisme : Centre culturel de Malines

Province : Anvers

Domaine : Projets/Outils pédagogiques-éducatifs

Prévention : Primaire

Personne de contact : werner.vanherle@mechelen.be

Contexte dans lequel le projet a été développé :

H30 est une partie du centre culturel de Malines qui s'adresse spécifiquement aux jeunes. Nous tentons de favoriser le développement de talents dans le plus de domaines possibles qui touchent à l'art et la culture. Nous désirons également étendre l'offre culturelle au sein de la ville de Malines, et la rendre plus accessible/attractive pour les jeunes.

Philosophie du projet :

Notre approche vise avant tout l'émancipation du jeune, pour ce faire nous nous basons sur ses aptitudes et ses passions.

Nous désirons être un organisme facilement accessible en rendant tous nos services gratuits, mais nous attendons une certaine « compensation » au bout d'un certain temps de la part des jeunes, en leur rappelant leur engagement et en leur confiant des tâches au sein de #TeamH30 ou dans le cadre de leurs projets.

Description du projet :

H30 est **un atelier artistique** pour les jeunes de 14 à 30 ans. Ce lieu d'expérimentation a pour objectif d'encourager les jeunes à découvrir et développer leurs talents. En leur proposant un accès gratuit à nos locaux de répétition, les jeunes peuvent découvrir et approfondir ce en quoi ils sont doués ainsi qu'expérimenter et s'entraîner dans l'un de nos 7 espaces prévus à cet effet.

De plus, H30 propose aux jeunes un coaching et des projets auxquels ils peuvent participer gratuitement autour d'un thème/concept bien défini.

H30 organise également des événements et soirées-spectacles où de jeunes artistes ont l'occasion de monter sur le podium.

Public cible :

Les jeunes de 14 à 30 ans.

Objectif(s) :

Ateliers artistiques destinés aux jeunes pour leur permettre de développer leurs talents.

Partenaire(s) :

Centre culturel de Malines.

En fonction du projet, nous collaborons également avec d'autres organisations, comme j@m Asbl Arsenaal/Lazarus, le conservatoire, l'Académie de Malines, Artenova, etc.

Evaluation :

Les jeunes sont maîtres de leur propre trajet. Nous sommes responsables de notre vision et de ce que H30 peut signifier pour les jeunes. Dans cette optique, nous appliquons le principe du donnant, donnant.

Budget approximatif :

Tout est gratuit chez H30.

Difficulté(s) rencontrée(s) :

- Jeunes qui ne respectent pas leurs engagements ;
- Accompagnement sur mesure qui pose parfois problème ;
- Pression liée au travail et flexibilité.

Projet « Guide »

Communes: Middenkempen

Organisme : ISOM (Intergemeentelijke Samenwerking OCMW 's Middenkempen -coopération intercommunale des CPAS des Middenkempen)

Province : Anvers

Domaine : Projets préventifs portés sur le vivre ensemble et l'interculturalité

Prévention : Primaire

Personne de contact : charlotte.brosius@isom.be

Contexte dans lequel le projet a été développé :

Les plus petites communes éprouvent parfois des difficultés à mettre en place des projets adéquats en matière de prévention de la radicalisation pouvant mener à la violence. Via une coopération entre les communes de Middenkempen, nous souhaitons entreprendre des actions pour faire face aux défis que pose ce phénomène, en misant sur une communauté multiculturelle et inclusive. C'est dans cette optique que le projet "Guide" a été développé.

Le lancement de la CSIL zonale a fait émerger des besoins évidents d'expertise et de formations en la matière. Il ne s'agit pas uniquement d'expliquer ce qu'est la radicalisation et comment y faire face, mais également de fournir des informations sur le fonctionnement des CSIL et sur le rôle que peuvent jouer les acteurs de terrain dans une approche préventive locale du phénomène.

Sur base de ces besoins, le collaborateur du projet « Guide » a décidé d'organiser des formations sur le sujet de la radicalisation pour les membres du personnel des communes et CPAS, ainsi que pour les responsables administratifs.

Ces formations s'insèrent dans les objectifs opérationnels 2.2 : Améliorer le soutien et les compétences des collaborateurs de l'administration et des CPAS locaux.

Philosophie du projet :

Il n'existe actuellement aucune politique d'accueil/d'intégration dans les communes de Middenkempen. Il est indispensable de penser à l'élaboration de ces politiques afin que l'intégration des personnes d'origine étrangère soit favorisée.

Description du projet :

Le projet Guide est une collaboration intercommunale entre les communes et les CPAS de Grobbendonk, Herentals, Herenthout, Kasterlee, Lille, Olen et Vorselaar.

Le projet durera en tout 3 ans (2015 jusqu'à fin novembre 2018). La demande d'aide au projet a été introduite auprès de l'Agentschap Binnenlands Bestuur (Agence flamande de l'intérieur).

L'ensemble de ce projet vise à familiariser les personnes d'origine étrangère avec le fonctionnement communal et le système éducatif dans les communes participant au projet :

- Au niveau de la commune, ce projet se traduira par un accueil de première ligne et la dispense de services accessibles, avec une approche particulière pour les nouveaux arrivants ne parlant pas le néerlandais (allophones).
- Au niveau de l'enseignement, le projet veillera à ce que les parents et les enfants d'origine étrangère s'impliquent et participent activement au système éducatif.

Comme l'indique le calendrier du projet (voir annexe 2), diverses actions et sous-projets ont été, et vont être développés, dans les communes. Ces actions sont mises en place dans le but de promouvoir l'intégration des personnes d'origine étrangère et non de faire directement de la prévention de la radicalisation.

Cependant, on peut prudemment dire que ces deux aspects, dans une philosophie préventive, sont indirectement liés. En effet, le développement d'une politique d'accueil efficace et l'élaboration d'actions qui promeuvent l'intégration des personnes d'origine étrangère, permettent de prévenir des phénomènes comme la communautarisation, le racisme, la polarisation, et ainsi prévenir les terrains fertiles à la radicalisation. Ces mesures peuvent provoquer une réduction des facteurs de risque et de vulnérabilité pouvant amener des individus dans un processus de radicalisation.

Formations :

Des formations sur le thème de la radicalisation, organisées par l'Asbl Ondersteuningsteam Allochtonen Antwerpen (OTA), ont été dispensées aux membres du personnel de l'administration communale et des CPAS. Pour que tous les collaborateurs aient la possibilité de participer, la formation a été organisée deux fois, le 5 février 2018 et le 8 février 2018. La formation a duré toute la journée et a abordé les thèmes suivants :

- Familiarisation avec l'Islam en tant que religion universelle ;
- Le processus de radicalisation ;
- Aide et intervention.

Au total, 21 membres du personnel des communes de Middenkempen étaient présents lors de ces journées.

Le 30 novembre 2017, les responsables administratifs ont également suivi une petite formation sur la radicalisation, organisée par l'Association des villes et communes de Flandre. Les bourgmestres, échevins et membres du conseil présents, ont reçu davantage d'informations sur cette problématique, et notamment sur le flux d'informations, le rôle de la CSIL et la gestion locale et supra-locale du phénomène.

Au total, 16 personnes ont participé à cette formation.

Public cible :

Projet « Guide » :

Ce projet est destiné tant aux membres du personnel des administrations communales et aux CPAS des Middenkempen (formations), qu'aux personnes d'origine étrangère elles-mêmes (tables de conversation, langue maternelle, brochure d'accueil, cérémonie d'insertion, etc.).

Formations :

Les formations organisées par l'OTA étaient destinées aux membres du personnel des CPAS concernés et aux autorités locales (Grobbendonk, Herentals, Herenthout, Kasterlee, Lille, Olen et Vorselaar).

La séance d'information sur la radicalisation de l'Association des villes et communes de Flandre était destinée aux responsables politiques des MiddenKempen (Grobbendonk, Herentals, Herenthout, Kasterlee, Lille, Olen et Vorselaar).

Objectif(s) :

Projet « Guide » :

L'objectif principal est le développement d'une procédure régionale en matière de politique d'accueil et d'intégration, qui sera adaptée aux caractéristiques spécifiques des différentes communes, leur contexte et leurs habitants.

Formations :

A travers la dispense de ces formations organisées par l'OTA, nous souhaitons informer les membres du personnel des CPAS et les autorités locales des Middenkempen sur la problématique. Nous souhaitons leur fournir les moyens de réagir face à un cas présumé de radicalisation.

Par le biais de la formation dispensée par l'Association des villes et communes de Flandre, nous voulions nous assurer de la bonne organisation et du bon fonctionnement de la CSIL de la zone de police Neteland. Nous souhaitons leur communiquer les informations qui leur permettront de réfléchir et d'étudier la gestion locale de ce phénomène.

Partenaire(s) :

Projet « Guide » :

- 7 administrations locales et 7 CPAS dans les Middenkempen ;
- Agence pour l'Intégration et l'Insertion ;
- CVO DTL Herentals ;
- CBE Kempen ;
- Kind en Gezin ;
- CSC ;
- Asbl Kreatief.

Formations :

- Ondersteuningsteam Allochtonen Anvers (OTA) ;
- VVSG, l'Association des villes et communes de Flandre.

Evaluation :

Formations :

Les participants ont jugé les formations de l'OTA très intéressantes. La séance était dispensée sous forme de contenu théorique, présentation de films, exemples et informations supplémentaires.

Les membres du personnel présents ont indiqué qu'ils étaient satisfaits de l'exposé sur l'Islam et ses différents courants. Nombre d'entre eux travaillent quotidiennement avec des personnes de confession musulmane, mais n'ont que très peu de connaissances sur l'Islam. Un collaborateur ILA a indiqué qu'il pouvait maintenant comprendre pourquoi certains individus adoptaient tel ou tel comportement.

Bien qu'il y ait très peu, voire aucun, cas de radicalisation dans les communes de Middenkempen, les travailleurs sociaux ont trouvé que les aspects abordés étaient intéressants et utiles dans le cadre de leur travail. Si un cas présumé de radicalisation se présente, ils se référeront au contenu de cette formation.

La séance informative de l'Association des villes et communes de Flandre était assez théorique tout en restant relativement légère grâce à différents petits films.

L'information relative à la communication et au flux d'informations a été jugée très intéressante, les participants présents n'avaient encore que très peu de connaissances sur ce sujet.

Les informations concernant l'organisation, les objectifs et les points importants d'une cellule de sécurité intégrale et locale seront communiquées par la CSIL de la zone de police Neteland.

Budget approximatif :

Projet « Guide » :

150.000€ de subsides + 42.000€ de cofinancement des autorités locales et des CPAS.

Formations :

Les deux formations organisées par l'OTA ont coûté 400€.

La séance d'information de l'Association des villes et communes de Flandre était gratuite.

Si les membres du personnel souhaitent que la formation se poursuive, un budget supplémentaire peut être dégagé cet effet.

Difficultés rencontrées :

Projet « Guide » :

- Il s'agit d'un projet qui s'inscrit sur le long terme (durée assez conséquente). Actuellement, nous ignorons encore comment intégrer les différentes actions du projet dans le fonctionnement habituel des administrations locales et/ou des CPAS, une fois celui-ci terminé.

- Nous disposons de personnes de contact aussi bien dans les administrations locales que dans les CPAS, pourtant communiquer avec les autorités locales est plus complexe. En ce qui concerne les CPAS, les personnes de contact sont les chefs de service, ce sont eux qui communiquent directement les informations/questions aux travailleurs sociaux. La personne de contact des administrations locales est soit un chef de service, soit un responsable du personnel ou encore un collaborateur des affaires civiles. La structure d'une administration locale est plus complexe que celle d'un CPAS, ce qui fait que les informations/questions doivent transiter par plusieurs personnes. De plus, différents services composent l'administration locale et les personnes de contact ne communiquent souvent pas toutes les questions/informations à tous les membres du personnel. Tous les services ne concernent donc pas le projet, les informations ni les questions qui s'y lient.
- Dans les Middenkempen, plusieurs actions destinées aux personnes d'origine étrangère sont organisées en parallèle. Diverses structures co-existent, mais il n'y a aucune vision globale des initiatives existantes, puisque les acteurs ne communiquent peu ou pas entre eux.

Formations :

- Seuls les membres du personnel intéressés et les responsables politiques ont participé aux formations (la formation n'étant pas obligatoire), on ne peut effectivement pas obliger des membres du personnel à suivre une formation, cette tâche revient aux CPAS et aux administrations locales.
- Dans les communes de Middenkempen, il y a très peu de cas de « radicalisation » (en comparaison avec les centres urbains comme Anvers). C'est pourquoi de nombreux membres du personnel et responsables politiques ne se sentent pas concernés par cette thématique, il est donc compliqué de motiver les personnes qui ne sont pas convaincues par l'apport et l'intérêt de ces formations.
- C'est compliqué de mettre en place une formation adaptée aux besoins des membres du personnel tout en ne dépassant pas un certain budget.

Avis local :

Service d'intégration et de diversité/ politique d'intégration horizontale

Comme dit ci-haut, il n'existe actuellement aucune politique d'accueil ou d'intégration dans les différentes communes des MiddenKempen.

C'est pour cette raison que nous préconisons, à travers ce projet, la création d'un service d'intégration et de diversité qui prendra en charge la matière de l'intégration de manière transversale dans tous les domaines politiques et sociaux de la commune (= politique d'intégration horizontale).

Cette politique d'intégration horizontale repose sur une politique intégrale, à savoir l'inclusion de cette politique dans tous les domaines de la commune, non seulement au sein des affaires civiles mais aussi au sein de domaines tels que la jeunesse, le sport, la culture, l'environnement, le logement et l'emploi, etc.

Tout comme dans la politique d'intégration et d'insertion flamande, l'accent est mis sur une politique inclusive et horizontale qui s'inscrit "dans la politique générale des différents domaines politiques, en majeure partie par le biais de mesures générales et seulement en cas de nécessité par le biais d'une offre spécifique".

Transposé à la politique d'accueil locale, cette approche signifie que la politique d'accueil représente une sous-partie logique et horizontale de l'ensemble des tâches relevant des services communaux concernés et des autres structures locales.

Comme dit ci-haut, le développement d'une politique d'accueil efficace et l'élaboration d'actions qui promeuvent l'intégration des personnes d'origine étrangère, permet de prévenir des phénomènes comme la communautarisation, le racisme, la polarisation, et ainsi prévenir les terrains fertiles à la radicalisation. Ces mesures peuvent provoquer une réduction des facteurs de risque et de vulnérabilité pouvant amener des individus dans un processus de radicalisation.

En mettant en place une politique d'intégration et d'accueil claire, nous nous efforçons d'impliquer et de faire participer tous les habitants, plus particulièrement les primo-arrivants et les personnes d'origine étrangère, à la société dans tous ses aspects.

Grâce à cette politique d'accueil, nous souhaitons créer un environnement communal chaleureux et accueillant où de l'espace et de l'attention sont accordés à la diversité.

Comme ce projet est le fruit d'une collaboration intercommunale, nous recommandons que le service intégration et diversité soit intégré dans des structures déjà existantes. Une collaboration intercommunale permet aux autorités locales de construire une expertise commune, de développer des objectifs communs, de relever les défis dans un contexte de mutations sociétales constantes : expertises communes, affectation efficace du personnel, des moyens, du temps, des connaissances, etc.

Enquête de terrain sur le vécu des citoyens via l'European Institute of Peace (EIP)

Commune : Molenbeek-Saint-Jean

Organisme : Service de prévention de la ville de Molenbeek

Région : Bruxelles-Capitale

Domaine : Diagnostic de la situation

Prévention : Primaire

Personne de contact : OVanderhaeghen@molenbeek.irisnet.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Peu après les attentats de Paris du 13 novembre 2015, la commune a été sollicitée de toute part pour participer à des projets ou des entreprises qui permettraient de « déradicaliser » la commune. Les autorités communales ont cependant décidé de comprendre l'impact des événements sur la population et les quartiers. L'European Institute of Peace, rencontré dans le cadre des suites des attentats, a permis d'ébaucher un projet de mapping social sur la commune de Molenbeek-Saint-Jean. Les autorités communales ont donc considéré que le projet de l'EIP était fondamental à réaliser et que l'organisme présentait les compétences en matière de neutralité, d'objectivité et de méthodologie.

Philosophie du projet :

La question première était de pouvoir comprendre comment les populations de certains quartiers appréhendaient la question de la radicalisation violente. L'objectif fut d'analyser cette question à travers un questionnaire plus large permettant d'évaluer les difficultés rencontrées par les citoyens dans deux quartiers de Molenbeek-Saint-Jean.

Description du projet :

Le projet s'est construit de la manière suivante :

- Développement d'un questionnaire en collaboration entre l'EIP et le service prévention de Molenbeek-Saint-Jean ;
- Elaboration d'un planning de passation des enquêtes ;
- Elaboration d'une méthodologie de passation des enquêtes ;
- Réflexion sur la méthodologie de recensement des données et d'analyse des données.

Au niveau du processus, l'enquête s'est déroulée de la manière suivante :

- Quelques 500 enquêtes réalisées sur le terrain par une équipe de 5 universitaires formés sur une période de deux mois ;
- Analyse des résultats bruts dans les 3 mois suivants le processus d'enquête ;
- Production d'un rapport définitif une année après le déroulement de l'enquête.

Public cible :

L'enquête s'est déroulée sur deux quartiers de Molenbeek-Saint-Jean et a touché quelque 500 citoyens.

Objectif(s) :

L'enquête sous forme de mapping social a permis :

- D'analyser la manière dont les individus appréhendent le radicalisme violent comme phénomène prioritaire ;
- D'analyser la priorisation des difficultés et problèmes de quartier rencontrés par les habitants ;
- Evaluer le degré de confiance des habitants dans les institutions, police, associations, etc. ;
- Evaluer le degré de cohabitation entre les différentes communautés qui composent Molenbeek et comprendre les difficultés qui en découlent pour chaque communauté.

Partenaire(s) :

European Institute of Peace.

Evaluation :

Positive : le rapport a été publié et largement diffusé et sera intégré au Diagnostic local de Sécurité.

Budget approximatif :

0€ pour la commune - entre 15.000€ et 20.000€ pour l'EIP.

Difficultés rencontrées :

Réticence des associations de terrain à s'allier à un tel projet du fait de la crainte d'être instrumentalisé ou considérant que la population refuserait de s'adresser à des inconnus extérieurs au quartier.

Projet "See something - Say something" Rutgers University

Commune : Molenbeek-Saint-Jean

Organisme : Service de prévention de la ville de Molenbeek

Région : Bruxelles-Capitale

Domaine : Actions de sensibilisation-communication

Prévention : Primaire

Personne de contact : OVanderhaeghen@molenbeek.irisnet.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

À l'origine, le projet « See Something, Say Something » est un projet de « Community Policing » développé aux États-Unis et vise à renforcer les liens entre les services de Police et la société civile. Concrètement, le projet vise à enjoindre le citoyen à prévenir la police lorsqu'il constate une anomalie ou un événement de nature à perturber l'ordre public ou à porter atteinte au bon déroulement des choses sur l'espace public.

Philosophie du projet :

L'enjeu d'un tel projet est de permettre la communication d'informations sur des agissements suspects ou des problèmes de quartier. Le projet a tenté d'être transposé sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean en tenant compte des spécificités de la police zonale et du contexte local dans certains quartiers où les relations avec la Police ne sont pas toujours aisées.

Description du projet :

Le projet s'est décliné en deux phases :

- Organisation d'un colloque en collaboration avec la Police Fédérale et l'Institut Egmont sur la thématique des liens entre la Police, la société civile et la radicalisation violente (10 novembre 2016) ;
- Organisation de workshops entre citoyens et membres de la police le 6 juin 2017. Concrètement 40 citoyens issus de la société civile (citoyens, commerçants, responsables du culte, engagés dans l'associatif, etc.), se sont rassemblés et ont discuté une journée durant avec des policiers de terrain. Les thématiques concernaient essentiellement la nature des relations entre Police et citoyen, la manière d'améliorer ces relations, la nature des informations susceptibles d'être communiquées à la Police, la manière dont la police pouvait prendre conscience des problèmes de quartier et de leur évolution, la transmission d'informations sur des agissements suspects, etc. Pour servir de matière première, des vidéos de citoyens et de policiers ont servi de fil conducteur pour mener les échanges et cadrer les débats.

Public cible :

Le projet concernait tant les policiers de terrain de la zone que les citoyens.

Objectif(s) :

Les objectifs étaient les suivants :

- Développer le Community policing à Molenbeek-Saint-Jean ;
- Créer des espaces d'échanges concrets entre police et société civile autour d'enjeux locaux ;
- Favoriser la compréhension mutuelle et la connaissance réciproque de la Police et des citoyens vus comme acteurs de leur quartier ;
- Prendre conscience que la sécurité est l'affaire de tous et constitue bien souvent une question de bonne communication ;
- Travailler la compréhension par les policiers des besoins et attentes de la population en matière d'insécurité.

Partenaire(s) :

- Université de Rutgers (Etats-Unis) ;
- Police locale ;
- Police fédérale ;
- Service Prévention ;
- Réseau associatif molenbeekois ;
- Gardien de la Paix.

Budget approximatif :

Prise en charge financière par l'Université de Rutgers (catering, matériel, etc.). - estimation : 5.000€.

Difficulté(s) rencontrée(s) :

- Difficulté à amener certains policiers à discuter avec la population ;
- Difficulté à amener certaines associations à discuter avec la Police ;
- Préjugés et clichés véhiculés envers la Police ;
- Manque de connaissance du rôle préventif de la Police.

Projet « Les maisons du Vivre ensemble »

Commune : Viroinval

Organisme : PCS

Province : Namur

Domaine : Actions de sensibilisation-communication

Prévention : Primaire

Personne de contact : caroline.philippe@viroinval.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Ce projet s'inscrit au sein de l'appel à projets « amélioration du vivre ensemble et prévention du radicalisme ». Le Gouvernement wallon a dans ce contexte décidé de consacrer annuellement 2 millions d'euros, à partir de 2016, à soutenir des projets spécifiques de prévention du radicalisme dans les communes qui mettent en œuvre un PCS, mais qui ne sont pas reconnues dans le cadre de la politique des grandes villes (PGV). Au départ de ses compétences, la volonté du Gouvernement est de favoriser un climat de confiance et d'apporter des réponses durables à la détresse des familles et aux causes de la radicalisation, dans le respect des valeurs fondamentales du vivre ensemble.

Philosophie du projet :

Améliorer le vivre ensemble, lutter contre toutes les formes de discriminations, lutter contre les préjugés, et prévenir la radicalisation.

Description du projet :

Durant une année, par le biais de rencontres bihebdomadaires, organisées respectivement dans 2 implantations réparties sur les Communes de Couvin et Viroinval, les participants issus des 2 démarches solidaires et participatives, ont développé des activités de vivre ensemble et de prévention du radicalisme.

De mars à novembre : Tous les mercredi matins - permanence au Kfé Alternatif à Couvin en partenariat avec le PCS de Couvin, Le Répit, L'Aubligneux et Infor-jeunes.

Mars :

- « **Namur sans murs** » pour sensibiliser les jeunes de Couvin et de Viroinval à la problématique du racisme. Ces jeunes ont pu participer à des débats avec des politiciens ;
- Présentation du projet à la maison d'accueil « L'Aubligneux » à Dailly.

Avril :

- Réunion d'information avec les MENA de Couvin + une réunion avec Chantecler + réunion avec toutes les Asbl de Couvin et de Viroinval ;
- Réunion d'informations et de partage (autour d'un morceau de tarte) avec les citoyens de Couvin et idem pour Viroinval : réunion sur les besoins et les attentes des citoyens.

Mai :

- Réunion avec tous les partenaires: Couvin, Viroinval et Florennes ;
- Carrefour des générations : Stand avec le centre Croix-Rouge Chantecler + démonstration de cricket par des afghans ;
- Deux jours de formations pour les professionnels de Couvin et de Viroinval (CIAC, SAJ, CPAS, etc.) ;
- Atelier « **Systèmes de domination** » avec Vie Féminine Couvin ;
- Couvin : Atelier fresque collective par rapport aux valeurs culturelles : Vie féminine Couvin + Loisirs et Vacances Couvin - (3 ateliers répartis en mai et juin).

Juin :

- Séances de jeux de cartes sur la différence des jeux de cartes dans le monde : une à Chantecler et une à l'ILA de Couvin ;
- Juillet : Du 24 au 28 avec les MENA de Couvin, la MJ de Couvin et la MJ de Viroinval + Chantecler.

Août :

- Inauguration d'un espace Graffiti à Couvin avec Rave On et le CPAS de Couvin.

Septembre :

- Représentation des PCS de Couvin et Viroinval aux plateformes du CAI ;
- Représentation de Couvin et Viroinval à la journée «**Radicalisation et extrémismes violents des jeunes en ligne : prévention et réaction**».

Octobre :

- Pièce Djihad pour l'Athénée de Couvin et Sainte-Marie de Pesche + Florennes ;
- Représentation des PCS de Couvin et Viroinval à la journée « **Trajectoires de radicalisation violente, état des lieux de la prévention** » ;
- Festival FADHA (Festival des Arts pour les Droits Humains d'Amnesty International) avec les jeunes de L'Étape de Couvin et la MJ Viroinval ;
- Deux diffusions avec débat du film « **Le ciel attendra** » (grand public) ;
- Visite du Mémorial du Fort de Breendonk suivie d'une animation autour du film « **La Vague** ». Départs de Couvin et de Viroinval.

Novembre :

- Festival des Lumières : organisé par les MJ de Couvin et Viroinval ;
- Atelier cuisine avec les jeunes de L'Etape et la MJ Viroinval ;
- Formation de deux jours pour les professionnels à Couvin : « **Comprendre et prévenir la polarisation sociale et le radicalisme** » par le CAI.

Projets futurs (dates à déterminer) :

- Collaboration avec la zone de police des 3 Vallées ;
- Animations avec AFICO « **Combattre l'extrême droite** » ;
- Rapports au corps mamans-enfants : différences culturelles, contacts mamans-bébés ;
- Animation « **Une girafe sous la pluie** » dans les écoles communales de Couvin et Viroinval ;
- Partenariat « Respect Zone » avec les écoles de Couvin et Viroinval ;
- Diffusions sur Couvin et débats autour de films en rapport avec le radicalisme ;
- Idée de partenariat avec le Bunker à Brûly ;
- Animations avec « Les territoires de la mémoire ».

Public cible :

- La population en générale/ le tout public ;
- La population des maisons des jeunes ;
- La population précarisée ;
- Les élèves du secondaire ;
- Des public identifiés comme étant à risque.

Objectif(s) :

- Développer des valeurs du vivre ensemble et de la cohésion sociale ;
- Développer un climat de confiance ;
- Soutenir des publics spécifiques ;
- Valoriser l'appartenance à un territoire ;
- Créer ou renforcer un partenariat avec des pôles déjà constitués ou des acteurs existants en matière de prévention du radicalisme.

Partenaire(s) :

Bien que le projet soit porté par le PCS de Viroinval, celui-ci est co-construit avec le PCS de Couvin. L'aspect essentiel de ce projet est la synergie entre les deux Communes. L'ensemble des partenaires qui adhèrent au projet sont communs aux deux territoires.

Partenaires Couvin : Vie féminine ; Le Répit ; Le CIAC (AMO) ; Le centre de santé mentale ; Centre Mena « L'Etape » ; L'aubligneux ; Maison des jeunes « le 404 » ; Asbl Carrefour ; CPAS ; Loisirs et Vacances ; l'ILA ; l'Athénée Royale Jean Rey ; Infor-jeunes.

Partenaires Viroinval : Chantecler ; Le parc Naturel Viroin-Hermeton ; Le Relais Verlaine ; La Maison des jeunes ; Le PAC ; Le Centre culturel Action Sud ; Les FPS ; le CPAS ; le CODEF ; le CFT Treignes ; La Maison de la Laïcité ; l'ATL ; Gascot.

Autres partenaires : Plan de cohésion sociale de Florennes ; Centre culturel de Florennes ; Asbl « Les territoires de la

mémoire » ; le C.A.I ; Asbl GSARA ; Bouillon de culture ; « Ça vaut pas le coup ».

Evaluation :

Les retours de toutes les activités/animations mises en place ont été positifs.

Une évaluation du projet est prévue par le pouvoir subsidiant, sur base d'une visite de terrain et d'un rapport d'activités.

Budget approximatif :

Subsides octroyés dans le cadre de l'appel à projet : 80.000€

Difficulté(s) rencontrée(s) :

Mobiliser le public et certains acteurs de terrains.

Projet « Mieux vivre ensemble la multiculturalité et prévention du radicalisme »

Commune : Wanze

Organisme : PCS

Province : Liège

Domaine : Actions de sensibilisation-communication

Prévention : Primaire

Personne de contact : Nadine.Ellapin@Wanze.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Ce projet s'inscrit au sein de l'appel à projets « amélioration du vivre ensemble et prévention du radicalisme ». Le Gouvernement wallon a dans ce contexte décidé de consacrer annuellement 2 millions d'euros, à partir de 2016, à soutenir des projets spécifiques de prévention du radicalisme dans les communes qui mettent en œuvre un PCS, mais qui ne sont pas reconnues dans le cadre de la politique des grandes villes (PGV). Au départ de ses compétences, la volonté du Gouvernement est de favoriser un climat de confiance et d'apporter des réponses durables à la détresse des familles et aux causes de la radicalisation, dans le respect des valeurs fondamentales du vivre ensemble.

Concernant la ville de Wanze, un constat en lien avec le projet fut établi par le Plan de Cohésion Sociale :

- Aucune réflexion concertée n'était menée en matière de prévention du radicalisme avec les acteurs locaux concernés (plateformes, groupes de travail, etc.) ;
- Des conflits interculturels et l'isolement/la rupture sociale de certaines personnes ou communautés à Wanze, potentiellement liés au radicalisme ;
- Un très faible taux de présence du public étranger ou d'origine étrangère aux actions mises en place, hors action alphabétisation => connaître les raisons et adapter les actions pour favoriser l'interculturalité.

Philosophie du projet :

Développer un climat de confiance en créant des lieux d'écoute, de soutien aux familles et à la parentalité, de groupes de parole.

Description du projet :

Engagement d'un éducateur spécialisé afin de :

- Organiser et encadrer un groupe de parole ;
- Organiser un module d'information à destination des citoyens ;

- Assister aux réunions du groupe de travail et en assurer le suivi ;
- Mettre en place et encadrer un atelier culinaire « cuisine du monde » ;
- Co-construire une nouvelle action avec le public-cible ;
- Compléter ses compétences en la matière en suivant des formations spécifiques liées à la thématique.

Rapport d'activités et actions de sensibilisation et de communication s'inscrivant dans ce projet :

1. Rencontre du groupe de travail autour de la thématique :

- 3 avril 2017 : réunion avec l'Asbl « Réussir à l'école » et réflexion sur nos prochaines collaborations (ateliers pour tout public dans le but de créer un groupe de parole pour les citoyens) ;
- 4 avril 2017 : rendez-vous avec la Directrice générale du CPAS pour expliquer le projet et voir ce qui pourrait être envisagé ;
- 6, 10, 11 et 20 avril 2017 : présentation du projet « mieux vivre la multiculturalité » et participation aux réunions des différentes commissions du CCCA afin de donner des idées sur les points abordés et d'y recueillir des demandes, besoins, sentiments, impressions, remarques, suggestions, etc., concernant la vie des citoyens de Wanze ;
- 6 avril 2017 : rencontre avec la cheffe du service communication de l'Administration Communale afin d'expliquer le projet et de préparer la collaboration => contact avec les journalistes, informer les citoyens des actions via le site de la Commune et les réseaux sociaux, idées publicitaires, etc. ;
- 18 avril 2017 : réunion avec le service social du CPAS, présentation des fonctions de chacun et des éventuelles possibilités de collaboration avec les travailleurs (envoi des informations pour les actions destinées aux citoyens et à la formation pour les professionnels) - la collaboration étant limitée par le secret professionnel ;
- à partir du 6 juin 2017 : contacts principalement avec l'assistante sociale, coordinatrice du « Petit Bazar », du Wanzibus, des articles 27, des ateliers culinaires, etc. ;
- 20 avril 2017 : débat réflexif à l'Asbl AJS Tal-Lafi et rencontre avec le coordinateur dans le but de créer un partenariat et des liens de travail à venir sur la thématique => participation aux réunions de préparation et à la journée multiculturelle du 28 octobre 2017 + invitations et transferts d'invitations à propos de formations, informations et débats sur la thématique ;
- 24 avril 2017 : réunion avec Bernard Landen du Centre Culturel pour envisager une collaboration sur diverses actions liées à la thématique et promouvoir celles-ci ainsi que celles du Centre Culturel ;
- 24 avril 2017 : réunion avec le PCS de Huy pour échanger sur de futures actions à Wanze, et, de ce qui a été et sera réalisé à Huy ;

- Proposition de collaboration sur un projet, proposé par un jeune adulte (neveu de la présidence de la Mosquée de Statte), dès que le PCS Huy aura contacté ce jeune (la Mosquée étant située à Huy, celle-ci est donc fréquentée par des citoyens musulmans hutois et wanzois)=> Le PCS de Huy a appelé mais sans succès.
 - Début novembre 2017, l'éducatrice sera accompagnée à la Mosquée par une citoyenne qui la fréquente souvent.
 - Ensuite, elle rencontrera des responsables de la Mosquée afin de créer une collaboration en rapport à la prévention contre le radicalisme.
- 28 avril 2017 : rencontre avec le chef de zone (explications du projet et proposition d'une éventuelle collaboration en respectant le cadre de notre travail) => accord pour une rencontre avec l'Officier de police chargé de la répression (20 juin) ainsi qu'un échange d'informations (sans trahir la confiance établie entre l'action sociale et les citoyens) ;
 - 4 mai 2017 : rencontre des directions des écoles communales (présentation du projet, répondre aux questions et recueillir des observations et commentaires) => rien à signaler pour le moment chez les élèves et les parents - l'investissement des parents aux activités mixtes proposées varie selon l'école - besoin de formations sur la thématique ;
 - 5 mai 2017 : rencontre du Groupe d'Action Locale (GAL) (présentation des projets respectifs => réitérer, en soirée, le premier atelier de produits naturels (il s'agit de répondre à la demande de citoyens intéressés qui travaillent en journée) :
 - promouvoir les actions communes auprès des contacts et tout ce qui pourrait les intéresser
 - participation à la journée multiculturelle du 28 octobre 2017 (stand de présentation du GAL et activités « Mask Book » adaptées aux visiteurs sans obligation d'être pris en photo).
 - 29 mai 2017 : rencontre des animatrices et du coordinateur des Maisons des Jeunes (présentation des projets et actions respectives) => promouvoir auprès de nos contacts citoyens et professionnels - **beaucoup de projets en cours et difficulté de s'investir dans tous** - proposition d'une permanence en juillet et août dans leurs locaux, restée sans réponse (effectif réduit et très occupé).

2. Organisation d'une formation à l'attention des professionnels en fonction des besoins définis :

Suite aux diverses rencontres de partenaires et collaborateurs en avril et mai 2017, il s'est avéré que les professionnels ne sont pas tous informés à propos de l'Islam, du radicalisme et à la compréhension du rejet ou de l'enfermement sur soi, des stratégies qui peuvent être mises en place par des personnes en souffrance (énormément de stéréotypes, de préjugés influencés par la méconnaissance, par des médias, par l'entourage ou par crainte des cultures différentes). Le 12 juin 2017, une formation était organisée mais cette date ne convenait pas aux divers partenaires et collaborateurs.

Vu le peu d'inscrits, elle fut déplacée à la date du 29 septembre 2017.

PROGRAMME (8h30 à 16h30)

- 8h30 : Accueil
- 9h-12h: **Monsieur Hamdan Al Dimiri** du Centre Régional d'Intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère de Liège (Cripel) présentera **la géopolitique de la Syrie, l'islam, le radicalisme et le mouvement extrémiste**. **Monsieur Soleiman**, professeur de FLE à l'Asbl Dora DÖres et réfugié syrien reconnu, témoignera en complément de l'exposé.
- 12h-13h30: Pause de midi.
- 13h30-16h30: Animation proposée par Messieurs Legros Samuel et Zaleski Thibault, animateurs de la Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie (CNQPD).

3. Mise en place d'un groupe de parole au sein de l'Asbl « Réussir à l'école » à l'attention des personnes qui se sentent stigmatisées (1x/mois)

D'après les animatrices de l'Asbl « Réussir à l'école », les apprenants FLE de l'année scolaire 2016-2017 n'avaient pas un niveau suffisant pour pouvoir tenir une conversation basique. D'où le refus de laisser à disposition une heure par mois. Par conséquent, il est impossible de demander à ces personnes comment elles se sentent à Wanze et ce qu'elles aimeraient dans l'esprit du « mieux vivre ensemble dans la multiculturalité », et de diminuer le sentiment de stigmatisation, notamment en les accompagnant dans d'autres activités ainsi que dans d'autres locaux de cette Asbl proposés avec le partenariat du Centre Culturel, comme par exemple le jardin communautaire, la visite d'une exposition, aller voir un spectacle, participer à une ballade.

Néanmoins, afin d'établir une bonne compréhension par les animatrices, des apprenants ont pu participer en avril et en juin aux ateliers.

Cela leur a permis de les mettre en confiance pour se mêler aux autres participants et échanger en petits groupes pendant les réalisations des mélanges sur place.

Pour cette année 2017-2018, les cours de FLE ont commencé à la mi-septembre, les animatrices informeront du niveau de compréhension des nouveaux apprenants.

Pendant la deuxième semaine, l'éducatrice introduira la possibilité de mettre en place un groupe de paroles de 9h30 à 10h30, avant leurs cours et la possibilité de faire plus d'activités avec d'autres citoyens wanzois.

Cela aidera les personnes qui se sentent stigmatisées à rompre leur isolement, et à favoriser l'intégration dans la Commune pour (r)établir un lien social, un sentiment d'appartenance à un territoire.

Aussi, cela atténuera la peur de l'autre.

4. Organisation d'un module d'informations à destination des citoyens afin de lutter contre les amalgames et leurs conséquences (film, conférence, etc.)

Dans un premier temps, d'avril à juin 2017, trois ateliers organisés dans les locaux de l'Asbl

« Réussir à l'école » furent proposés aux citoyens afin de les rassembler autour de sujet qui les intéressaient (produits ménagers naturels et produits naturels pour le jardin) et de créer un groupe d'origines diverses.

Depuis le 18 juillet, une fois par mois, un groupe de paroles 'citoyens' se rencontre dans un local de l'Administration Communale, (18 juillet, 8 août, 5 sept, etc.), animé par l'éducatrice sur différentes thématiques : les gens du

voyage qui ont squatté un terrain, l'Islam qu'est-ce que c'est?, la crainte du terrorisme et des djihadistes, l'embri-gadement de jeunes, de femmes et de personnes judéo-chrétiennes et/ou d'origine européenne, le sentiment d'incompréhension, d'injustice et/ou d'impuissance, le besoin d'être simplement informé sans tentative d'influence ni de persuasion, l'envie d'avoir un lieu sympathique, neutre et interculturel pour se rencontrer plus souvent qu'une fois par mois, diffusion du film « Ne m'abandonne pas » suivi d'un débat, lecture de témoignages de femmes et de jeunes partis en Syrie ainsi que de phrases de groupes radicaux exprimés sur le net suivi d'un débat, réitérer le débat sur le dernier thème à la demande des participants, la recherche d'idées afin que le groupe puisse continuer à se rencontrer après le 30 novembre 2017.

Actuellement, le groupe est composé de 10 à 15 personnes, provenant du CCCA, du CCCPH et des environs de la Chaussée de Wavre (où est situé le bâtiment de l'Administration Communale).

Les personnes qui ont participé aux ateliers étaient intéressées et avaient donné des sujets qui les touchaient, les interrogeaient mais n'ont pas encore répondu favorablement aux invitations.

Le prochain rendez-vous se fera en journée afin que ces personnes et les personnes âgées intéressées puissent y participer (le jeudi 12 octobre, de 13h à 15h à la salle du Conseil de la Maison Communale).

5. Adaptation de l'(des) action(s) PCS déjà mises en place, afin d'y accueillir le public étranger ou d'origine étrangère et de le valoriser (1x/mois atelier « cuisine du monde ») avec le CPAS :

A partir de fin septembre 2017, un atelier « cuisine du monde » aura lieu pendant 3 mois, en collaboration avec le CPAS de Wanze.

Il sera animé par Chantal Fanhen et Julie Minten, animatrices culinaires.

Les 3 premiers mois, l'atelier sera pris en charge par le subsidé lié au projet « mieux vivre la multiculturalité » et les 3 suivants, par le CPAS de Wanze (rémunération et ingrédients).

Malheureusement, il n'a pu être organisé avant (l'animatrice spécialisée en cuisine antillaise et d'ailleurs étaient indisponibles).

6. Construction d'une action commune avec le public rencontré lors des étapes 3,4 et 5 pour finaliser le module (ex : exposition, parcours de vie, visite, etc.) :

- Du 10 au 28 octobre 2017, une exposition « un visage, une histoire » sera visible dans les couloirs de l'Administration Communale : « Toutes les personnes étrangères ne sont pas infirmières, éboueurs ou chômeuses pour voler le travail ou pour profiter du système ». Des portraits de personnes migrant en Belgique contenant des témoignages de parcours socio-professionnels divers.
- Le 27/10/2017, une pièce de théâtre « D'autres » sera présentée aux professionnels et à leurs publics : les actrices reprennent les témoignages de récits de voyage de femmes migrantes, de là-bas à ici.

Ensuite, les actrices rencontreront le public pour débattre/questionner sur les enjeux et implications de la migration (les raisons, les risques, les difficultés, les rencontres, l'accueil, comment faire pour que ce soit plus facile à vivre, etc.)

- Le 28 octobre 2017 aura lieu une journée multiculturelle (voir annexe) où des collaborateurs, partenaires et particuliers présenteront des réalisations.
Des dégustations de mets d'ici et d'ailleurs seront proposées aux visiteurs (gâteaux, spécialités, etc., accompagnées de leurs recettes).
Il y aura également des ateliers et activités ludiques pour enfants et adultes, des stands d'informations, des associations présentes, des démonstrations de danses, chants et percussions.

Cette journée sera clôturée par le concert du groupe irakien Nawaris.

- intéresser les visiteurs à rencontrer l'autre par le biais des dégustations, d'activités ludiques et ateliers culinaires, de la musique et la danse ;
- mettre en valeur des particuliers et associations par la découverte de stands en lien avec la thématique du projet à Wanze et alentours ;
- susciter une réflexion sur l'acceptation de la différence.

7. Action de lutte contre le racisme de groupe-cible (jeunes, demandeurs d'emploi, etc.) :

Travail de rue : répondre à un petit questionnaire sur le bien-être et ce qu'ils pensent du terrorisme, du radicalisme, etc. Faire connaître le service ainsi que les informer sur le fait qu'ils peuvent être aidés ici, sans obligatoirement devoir passer par une grande ville => les jeunes se sentent bien dans la Commune, ils trouvent dommage qu'ils ne soient pas plus nombreux à se rencontrer après l'école et qu'il n'y ait pas d'espaces - « c'est plus facile si on pratique un sport ou si on joue d'un instrument ». Certains préfèrent aller à Huy plutôt que de rester à Wanze. Les moins de 14 ans rencontrés sur la place trouvent que les adultes sont gentils mais qu'il y a d'autres jeunes qui sont méchants avec eux. Les jeunes d'origine étrangère restent généralement entre eux car « les autres se moquent » mais quand ils sont bien intégrés (« acceptés ») dans leur classe, ils vont plus facilement voir leurs camarades après l'école.

Concernant le terrorisme et le radicalisme, ils étaient peu informés et souhaiteraient en savoir plus sur la religion islamique et les raisons pour lesquelles des personnes se font « sauter » ou tuent des gens, ils ne comprennent pas et trouvent, en général, que la religion musulmane est « idiote » car « elle oblige à prier beaucoup, faire porter le foulard aux filles, à ne pas manger ce qu'on veut, etc. ». Il n'y a pas encore eu possibilité de rencontrer de jeunes musulmans.

Proposition de faire **une permanence** au sein des Maisons des jeunes.

Proposition d'une collaboration avec les assistants sociaux du CPAS de Wanze.

Animation « La Chauve-souris rouge, qui n'est pas différent ? », en collaboration avec les directions d'école, des professeurs et de l'Asbl Dora Dorès, en septembre et en octobre, dans des locaux communaux, pour les élèves d'une classe de 1ère et d'une classe de 2ème de l'école de Vinalmont, d'une classe de 4ème de l'école d'Antheit, d'une classe de 4ème de l'école de Wanze et d'une classe de 2ème de l'école de Bas-Oha.

Formations de l'éducatrice spécialisée :

- Prévention de la radicalisation: embrigadements, engagement vers la lutte armée, une mère raconte ;
- Avoir de nouveaux outils pour mener des projets interculturels ;

- Gestion de la diversité des convictions sur le lieu de travail ;
- Conjugons les différences ;
- Journée de réflexion : radicalisation et extrémismes violents des jeunes en ligne ;
- Droit de séjour et accès à la formation et à l'aide sociale ;
- Radicalisme, outils pour comprendre, outils pour prévenir ;
- Colloque international "trajectoires de radicalisation violente, état des lieux de la prévention".

Public cible :

- Les professionnels ;
- Les communautés étrangères résidant sur le territoire dont les apprenants du Français Langue étrangère (FLE) ;
- Les primo-arrivants ;
- Tout citoyen intéressé par la démarche, la thématique ou qui souhaite recevoir une information objective ou des réponses à des questions liées à la thématique ;
- Un public supra-communal étant donné que l'Asbl « Réussir à l'école » accueille des apprenants FLE vivant hors du territoire géographique représentant l'entité wanzoise.

Objectif(s) :

- Développer des valeurs du vivre ensemble et de la cohésion sociale ;
- Soutenir des publics spécifiques ;
- Valoriser l'appartenance à un territoire/ travailler sur un sentiment d'appartenance ;
- Créer ou renforcer un partenariat avec des pôles déjà constitués ou des acteurs existants en matière de prévention du radicalisme.

Partenaire(s) :

Le service social, le CPAS de Wanze, le Centre Culturel, l'Asbl « Réussir à l'école », le GAL, le Conseil Consultatif Communal des Aînés et le Conseil Consultatif Communal de la personne handicapée, les Maisons des Jeunes, l'Asbl « Horizons Nouveaux ».

Au niveau supra-communal, le CRIPEL, le PCS Huy, l'Asbl Dora Dorès, le Service d'Education à la Santé, le service de prévention de la Ville de Liège, Meuse Condroz Logement, l'AMO « Mille lieux de vie », le service de prévention du radicalisme de Visé, l'Asbl « AJS TAL-lafi », le service de prévention d'Eupen, etc.

Il est à noter que les partenaires évoluent en fonction des attentes des différents acteurs et du public.

Evaluation :

Une évaluation du projet est prévue par le pouvoir subsidiant, sur base d'une visite de terrain et d'un rapport d'activités.

Budget approximatif :

Subsides octroyés dans le cadre de l'appel à projet : 30.850€

Difficulté(s) rencontrée(s) :

- Difficulté d'informer et faire des animations et/ou informations dans les écoles, le Plan de Cohésion Sociale n'étant pas autorisé au sein des établissements scolaires ;
- Difficulté de faire des animations, de diffuser des informations dans les Maisons des Jeunes et d'y tenir des permanences, le personnel étant très occupé par les projets en cours ;
- Difficulté de créer un groupe de parole avec les apprenants étrangers ou d'origine étrangère, avant le mois de septembre. D'après l'Asbl « Réussir à l'école », cela était impossible vu le niveau très faible des apprenants. Néanmoins, une tentative est en cours dès ce mois d'octobre 2017.

Projet « Balance »

Commune : Zele

Organisme : Administration locale

Province : Flandre orientale

Domaine : Projets préventifs portés sur le vivre ensemble et l'interculturalité

Prévention : Primaire

Personne de contact: umit.kamali@zele.be

Contexte dans lequel le projet a été développé :

Le contexte dans lequel le projet s'est développé, était celui où les services de police étaient confrontés à un groupe de jeunes affichant des comportements radicaux. Ces jeunes ne trouvaient pas leur place dans les activités classiques de la commune et il existait une crainte que ces derniers entrent dans une dynamique de rupture sociale et sociétale.

Le projet à Zele est financé par des subsides flamands.

Philosophie du projet :

Ce projet vise la concrétisation d'une politique inclusive en développant une approche intersectorielle qui œuvre de manière préventive pour une participation accrue des jeunes à la société sur la commune de Zele.

Pour développer cette approche, un travailleur en charge de l'inclusion sociale pour la commune de Zele a été engagé.

Description du projet :

1. Le cœur du projet repose sur l'action intersectorielle préventive initiée et menée par le travailleur en charge de l'inclusion sociale :

Ancrage dans le réseau socio-préventif :

- Présence dans plusieurs groupes de travail et moments de rencontres et d'échanges, tant au niveau flamand, provincial que local ;
- Entretien de contacts avec les partenaires (locaux) pertinents (comme par exemple l'union des mosquées) ;
- Collaboration intense avec la Maison de l'Enfance ("ROTZ"), avec des collègues directs, l'assistant familial et l'intermédiaire. Ces derniers travaillent également avec le public cible (c.-à-d. surtout les parents).

Diffusion de l'information :

- Réalisation d'un dépliant informatif pour les parents éprouvant des inquiétudes au sujet d'une éventuelle radicalisation de leur(s) enfant(s). Ce document se base sur le dépliant de la Ville d'Anvers (voir fiche projet Anvers Brochure) ;
- Manuel édité à l'attention des professionnels ;
- Ouverture d'un portail sur le site web ;

Tout se trouve sur le site www.zele.be/inclusiewerker.

Formations :

- Organisation de formations concernant la « reconnaissance » d'éventuels signaux de radicalisation mais également les réactions à apporter à de telles situations :
 - Services communaux : guichetiers et agents de quartier ;
 - Enseignement : exposé lors d'une réunion du personnel d'une école primaire.
- Une formation pour les assistants sociaux, ayant pour thème l'aide en contexte interculturel, en collaboration avec l'Asbl De Touter ;
- Une formation pour les intervenants jeunesse en collaboration avec l'Asbl Uit De Marge ;
- Une soirée d'information destinée à la population en ce qui concerne l'histoire de la république de Turquie (suite à la polarisation au sujet de la question turque).

Développement des connaissances et expertise du travailleur :

- En participant à un ensemble de formations.

2. Le développement d'une structure de gestion locale du phénomène, au cas où une approche curative individuelle s'avérerait nécessaire :

- Mise en place d'une CSIL intercommunale (Berlare et Zele) qui se concentre sur la radicalisation et les cas relevant d'une problématique complexe. Le dernier point concerne surtout des faits de violence intrafamiliale, des faits de plus en plus fréquents et problématiques.
- « Gestion de cas », où le travailleur en charge de l'inclusion sociale mène des entretiens et effectue des visites à domicile afin d'offrir le soutien nécessaire aux individus, par le biais du travail régulier de première ligne.

3. Collaboration avec l'Asbl Arktos :

Un éducateur de rue travaillait déjà pour l'administration communale de Zele. Cependant, en raison du manque d'expertise requise en la matière, aucun soutien adéquat n'a pu être garanti par ce dernier.

Pour remédier à cette situation, une collaboration a été mise en place avec l'Asbl Arktos, dans le but d'engager un formateur à Zele. L'Asbl Arktos et son expertise ont permis de mettre en place un travail auprès des jeunes et ce, à partir de certains lieux de rencontre.

Objectifs: atteindre les jeunes de Zele qu'il est difficile d'atteindre à travers les structures classiques, afin de les orienter vers l'offre classique en matière de jeunesse, au moyen de projets et d'activités misant sur le renforcement de l'identité positive et sur la consolidation de la résilience des jeunes.

Besoins: Le travail auprès des jeunes, à partir des lieux qu'ils fréquentent, est nécessaire pour développer des antennes sur le terrain. Ainsi, il est plus aisé d'identifier ce qu'il se passe parmi ces jeunes et il est possible de directement miser sur l'accroissement de leur participation et de leur engagement.

Actions :

- S'adresser aux jeunes en ciblant les lieux où ils évoluent ;
- Collaboration avec la maison locale des jeunes "Juvènes" ;
- Organiser des activités initiées par les jeunes ;
- Exposition pour expliquer le travail réalisé ;
- Etc.

4. Prévention générale :

Miser sur la prévention générale, indirectement liée à la radicalisation, mais sur d'autres problématiques complexes comme les politiques préventives anti-alcool et antidrogue, la collaboration avec les gardiens de la paix, les problématiques liées aux nuisances, etc.

5. Diversité :

Des activités sont en cours portant sur la mise en place d'un groupe de travail "diversité" qui se consacrera aux défis que pose un contexte multiculturel.

Public cible :

Toutes les personnes qui sont confrontées à la problématique de la radicalisation ou à d'autres comportements problématiques complexes (à noter que le projet s'adresse, essentiellement, aux jeunes).

Objectif(s) :

Miser sur une société inclusive.

Evaluation :

Avec le lancement de ces initiatives, nous constatons que le développement d'une approche préventive est essentiel. Bien que la radicalisation ne constitue qu'un phénomène marginal, il existe d'autres situations préoccupantes (pouvant déclencher un processus de radicalisation), qui nécessitent le développement d'actions concrètes.

Budget approximatif :

Frais de personnel : 56.000€ (salaire du travailleur en charge de l'inclusion sociale) subventionnés par l'autorité flamande jusque mars 2019.

Difficultés rencontrées :

Le milieu de l'enseignement fait preuve de certaines réticences quant à leur implication dans ce projet global, principalement l'enseignement secondaire général.

Avis local :

Miser sur le renforcement du secteur de l'aide sociale en prévoyant un fonctionnement plus efficace, davantage de moyens et de personnel.

En cas de suivis, nous devons faire appel aux partenaires concernés, mais l'offre est insuffisante en la matière. Bien qu'il s'agisse d'une compétence flamande, l'attention nécessaire peut être accordée à ce constat par le niveau fédéral.

Prévention secondaire

Projet « Diversité, identité, harmonie »

Commune : Andenne

Organisme : PCS

Province : Namur

Domaine : Actions de sensibilisation-communication

Prévention : Secondaire

Personnes de contact : corinne.wygar@ac.andenne.be ; adrien.laruelle@ac.andenne.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Ce projet s'inscrit au sein de l'appel à projets « amélioration du vivre ensemble et prévention du radicalisme ». Le Gouvernement wallon a dans ce contexte décidé de consacrer annuellement 2 millions d'euros, à partir de 2016, à soutenir des projets spécifiques de prévention du radicalisme dans les communes qui mettent en œuvre un PCS, mais qui ne sont pas reconnues dans le cadre de la politique des grandes villes (PGV). Au départ de ses compétences, la volonté du Gouvernement est de favoriser un climat de confiance et d'apporter des réponses durables à la détresse des familles et aux causes de la radicalisation, dans le respect des valeurs fondamentales du vivre ensemble.

La commune d'Andenne bénéficie d'une riche histoire industrielle, elle a connu plusieurs vagues d'immigration de travailleurs d'origines étrangères (italienne principalement, puis marocaine).

De ces vagues de migration résulte l'implantation sur le territoire de communautés italiennes et marocaines importantes, la communauté marocaine conservant pour habitude de rester particulièrement soudée et de se rassembler dans certains quartiers.

C'est dans un de ces quartiers que va naître la mosquée d'Andenne dans les années 80, il s'agit d'une des plus anciennes mosquées belges.

De nombreuses initiatives ont vu le jour au fil des années pour éviter que les habitants de ces quartiers ne s'isolent du reste de la population et ne vivent en autarcie; la plus importante est certainement la mise en place en octobre 2004 d'une maison de quartier située à Seilles, au sein précisément d'un de ces quartiers rassemblant une forte population de personnes d'origines étrangères.

Depuis lors, cet espace est devenu un lieu de rassemblement, d'échanges et de partage, fréquenté par des citoyens de tout âge, de toute nationalité et de toute confession. La maison de quartier de Seilles a grandement contribué à la valorisation du quartier et à la cohésion des habitants de différentes origines.

De nombreuses autres initiatives sont mises en place par les Services de Cohésion Sociale afin de favoriser l'insertion des personnes d'origines étrangères à Andenne : les cours de FLE et d'Alphabétisation (en partenariat avec l'ASBL L'Envol), des offres de préformation en partenariat avec la Régie des Quartiers d'Andenne, l'espace public numérique etc.

Malheureusement, si un effort énorme a été réalisé au sein de la commune pour redynamiser certains quartiers et mettre en valeur les citoyens y résidants, les valoriser eux et leurs populations, d'autres quartiers demeurent davantage précarisés, et leurs populations demeurent donc plus fragilisées et donc davantage sensibles à un discours idéologique extrémiste (bien que la mouvance extrémiste la plus en vogue serait davantage celle de la droite radicale).

Malgré tous les efforts des équipes des Services de Cohésion Sociale, la Ville d'Andenne baigne également dans un climat parfois tendu de par la présence, à quelques kilomètres du centre-ville, de la prison d'Andenne.

De plus, lors des réunions du Comité Consultatif de Prévention Andennais, réunissant le responsable de la Zone de Police, les directions des établissements d'enseignement secondaire andennais et le service d'assistance de guidance et d'intervention sanitaire et sociale d'Andenne, il a été entendu que certains étudiants andennais tenaient parfois des propos pouvant être perçus comme des signes de radicalisation.

Philosophie du projet :

Le projet proposé par la Ville d'Andenne était basé sur deux axes distincts : un axe formation des travailleurs sociaux de terrain ainsi qu'un axe d'animations.

L'objectif du premier axe était principalement de donner aux travailleurs sociaux les moyens de comprendre la thématique de la radicalisation violente et les différents processus qui la caractérisent et qu'il est possible d'identifier.

L'objectif du second axe passait avant tout par des animations ayant une vocation préventive et l'ouverture du dialogue entre les citoyens.

Description du projet :

Axe 1 : formations

Lors de l'élaboration du projet andennais de lutte contre le radicalisme, les différentes équipes des Services de Cohésion Sociale ont rapidement marqué leur crainte d'aborder la thématique du radicalisme avec leurs publics, une thématique effrayante et délicate qu'ils estimaient ne pas maîtriser suffisamment pour pouvoir l'évoquer et même simplement la comprendre.

Que ce soient les formateurs en Français Langue Etrangère (FLE), les éducateurs ou les travailleurs de rue des Services de Cohésion Sociale, tous s'estimaient insuffisamment formés et informés sur les phénomènes de radicalisation.

Logiquement, l'une de nos priorités fut de proposer à ces agents des formations spécifiques en fonction de leurs

publics cibles mais également de constituer un fond documentaire qu'ils pourraient consulter et dont la mise en place et la gestion fut confié au chargé de projet.

La seconde priorité était de former le personnel communal habituellement chargé de l'accueil des citoyens : alors que la formation proposée aux travailleurs sociaux de la ville est véritablement centrée sur le radicalisme violent et sa compréhension, la formation proposée au personnel d'accueil repose davantage sur **le travail d'accueil en contexte multiculturel**.

Nous n'espérons pas former l'entièreté du personnel d'accueil à la prévention du radicalisme mais nous espérons que celui-ci soit en mesure d'apporter un service et une qualité d'accueil similaire à tous les citoyens quelles que soient leurs origines, et ce malgré certains « chocs culturels » inévitables de prime abord. Certaines personnes, notamment des apprenants du service de formation en FLE avaient en effet émis des critiques quant à l'accueil au sein de certains services et à la complexité des démarches administratives pour les personnes présentant des difficultés dans la maîtrise de la langue française.

Alors que la formation du personnel des Services de Cohésion Sociale passe par une participation à un maximum de formations et de conférences souvent excentrées (la majorité des colloques, conférences et journées d'échanges demeurant centrées sur Bruxelles), nous avons préféré offrir directement la possibilité au personnel d'accueil de profiter d'une formation à Andenne même.

Le Centre d'Action Interculturelle de la Province de Namur (CAI) a été d'une grande aide dans l'organisation et la mise en place de ladite formation.

Axe 2 : Animations

L'intitulé exact de l'appel à projet de la Wallonie est le suivant « Amélioration du vivre ensemble et prévention du radicalisme », nous avons voulu associer ces deux concepts mais en les traitant via des animations différentes. Si la création d'animations spécifiques à proposer aux écoles évoquant la thématique du radicalisme religieux était l'une des priorités dès le début du projet, dans un premier temps nous avons focalisé nos actions et animations sur **la question du « vivre ensemble »**.

Les Services de Cohésion sociale de la Ville d'Andenne avaient prévu dans le courant de l'année 2017 d'évoquer avec le public jeune l'histoire de la Belgique, son évolution et les raisons qui ont motivé les migrants d'origines étrangères à rejoindre notre sol au fur et à mesure des grandes vagues d'immigration.

Un programme d'activités avait été imaginé dans le cadre d'un appel à projets provincial «Territoire de Mémoire», incluant des visites de sites industriels et surtout des visites de la Cité Miroir de Liège afin d'y découvrir les expositions permanentes du Centre d'Actions Laiques de la Province de Liège et de l'ASBL « Les Territoires de la Mémoire ».

Des visites de la Mine de Blegny ont également permis d'expliquer à de jeunes enfants l'histoire de l'immigration en Belgique et les raisons du métissage culturel belge.

Les activités mises en place dans le cadre de ce projet ont permis de sensibiliser plus d'une centaine de participants de tout âge aux notions des grandes migrations, au vivre ensemble et aux dangers du totalitarisme d'extrême droite.

Toujours dans cette approche du concept de « vivre ensemble », des visites de l'exposition « L'Islam, c'est aussi notre histoire » ont été programmées avec des groupes de jeunes aussi bien qu'avec des adultes à Bruxelles.

Une enquête a été lancée à destination des jeunes andennais, via les maisons des jeunes et les classes participant aux animations « radicalisme » afin de les sonder sur différentes questions de société : appartenance au territoire et perspectives d'avenir, religion, immigration et sentiment de sécurité.

Le but de cette enquête est de mettre les résultats en relief avec ceux de l'étude « Noir Jaune Blues » publiée par le journal « Le soir » en début d'année 2017 et présentant un visage extrêmement sombre et pessimiste de l'opinion publique belge.

Un contact a également été établi avec les représentants de la Mosquée El Fath d'Andenne afin que nos acteurs de terrain connaissent mieux la manière dont se pratique la religion islamique au sein de notre localité.

Un fond « intégration » est actuellement en cours d'élaboration en collaboration avec la Bibliothèque Communale afin de présenter une sélection d'ouvrages dans différentes langues et d'ouvrages permettant de mieux comprendre le fonctionnement de la société belge aux personnes éprouvant des difficultés avec la langue française.

Dans la même optique, un support pédagogique utilisé dans le cadre des cours d'apprentissage FLE, le « Carnet de 1er accueil pour les familles non-francophones » va également être numérisé et rendu accessible en ligne.

Enfin, un projet de création de **capsules vidéo** est également prévu pour l'année 2018 afin de permettre aux jeunes des maisons de quartier et de jeunesse de s'exprimer sur la ville d'Andenne et de créer des sortes de mini-tutoriels sur la vie andennaise et les institutions communales. Les thèmes seront choisis en fonction des résultats de l'enquête citée précédemment et rejoindront les activités prévues dans l'objectif de « amélioration du vivre ensemble ».

Le second objectif de l'axe « animations » qui visait quant à lui à sensibiliser les jeunes au discours de propagande des mouvements terroristes islamistes s'est présenté sous deux formes : la proposition d'animations par le chargé de projet directement au sein des classes et l'organisation d'évènements ponctuels.

Les animations en classe reposaient sur deux documents : le film « **Le ciel attendra** » de Marie-Castille Mention-Schaar et l'ouvrage « **Enfin, il y a quoi dans le coran ?** » de Rachid Benzine. Alors que la première animation passe par la projection du film suivie d'une analyse de différentes thématiques (principalement l'analyse des profils et des techniques d'embrigadement des recrues de Daesh d'après les ouvrages de Dounia Bouzar); la seconde animation, plus légère, permet de décortiquer les origines et significations de certaines traditions musulmanes qui peuvent parfois provoquer des « chocs culturels » tel que le port du voile, le concept de "Halal", etc.

La ville d'Andenne a également requis les services de la CNAPD afin que leurs animateurs viennent présenter leur animation « Le terrorisme en question » aux élèves de fin de cycle secondaire et aux apprenants en alphabétisation de l'ASBL « L'envol ».

Enfin, deux grandes activités ponctuelles ont été mises en place via des partenariats : la présentation de la pièce

« **Djihad** » au Centre Culturel d'Andenne en mai 2017 et la venue de **Mourad Benchellali** au sein de la Maison de la Laïcité d'Andenne pour différents témoignages à destination des écoles et une séance grand public.

Ces deux activités sont véritablement celles qui touchent le public cible mais une projection du film « Le ciel attendra » suivie d'un échange à destination du grand public aura également lieu en 2017.

Public cible:

Professionnels, tout public, forte orientation vers le scolaire secondaire pour les actions de sensibilisation et les publics des maisons de quartier et des maisons de jeunes.

Objectif(s) :

- Prévention du cyber-recrutement ;
- Déconstruction des préjugés ;
- Prévention face aux extrémismes idéologiques racistes ;
- Formation des travailleurs sociaux ;
- Réflexion et discussion avec la population dans le cadre des débats accompagnant les activités ;
- Sondage de l'opinion des jeunes sur leur sentiment d'appartenance au territoire et sur différentes thématiques (religion, immigration, sécuritaire).

Partenaire(s) :

- Le Plan de cohésion sociale et ses partenaires ;
- Le centre culturel d'Andenne ;
- Le service français langue étrangère ;
- Asbl L'envol (Alphabétisation) ;
- La Régie des Quartiers d'Andenne ;
- Le Service D'assistance de Guidance et d'Intervention Sanitaire et Sociale d'Andenne ;
- Plan stratégique de sécurité et de prévention (PSSP);
- La maison de la Convivialité de Seilles et la bibliothèque Edouard Aidans.

Evaluation :

Une évaluation du projet est prévue par le pouvoir subsidiant, sur base d'une visite de terrain et d'un rapport d'activités.

Budget approximatif :

Subsides octroyés dans le cadre de l'appel à projet : 97.422€

Difficulté(s) rencontrée(s) :

- Disponibilité réduite du public scolaire pour les animations ;
- Délais nécessaire à la formation du chargé de projet ;
- Crainte d'effrayer le grand public en proposant trop d'activités sur la thématique dans un temps réduit ;
- Manque de clarté de la part du pouvoir organisateur (PO) dans les objectifs à atteindre et quant à l'autorisation de recruter un formateur ;
- Difficulté du recrutement ensuite avec la grande question de la poursuite ou non de l'appel à projet dans le

futur, disponibilité tardive d'une offre réelle de formation à destination des professionnels sur la thématique (seconde moitié 2017 environ) ;

- Trop grande centralisation de l'offre de formations sur Bruxelles.

Avis local :

Le projet « Lutte contre le radicalisme » est un projet extrêmement complexe, présentant de très nombreuses difficultés et qui aura globalement mis beaucoup de temps à se mettre véritablement en place. Un des obstacles majeurs de ce projet fut celui du recrutement. Malgré plusieurs appels à candidature, le nombre de candidatures pertinentes pour le poste vacant fut assez faible.

De plus, si le nombre de candidats qualifiés pour un travail si spécifique était déjà extrêmement restreint, nous avons de plus essuyé un refus d'un de nos candidats car il estimait prendre trop de risques en s'engageant dans un projet dont l'avenir demeurerait très nébuleux du point de vue de son financement.

Au final le projet initialement conçu pour être porté par deux agents a dû être confié à un seul, et celui-ci à lui-même eu besoin d'une longue période d'autoformation afin de se sentir suffisamment compétent pour proposer les premières animations véritablement consacrées au radicalisme religieux : les premières activités mises en place évoquaient davantage le totalitarisme de droite que le radicalisme idéologique pur. L'offre de formations en Région wallonne demeurerait également pauvre : aucun opérateur contacté ne semblait en mesure de nous proposer de formation correspondant aux objectifs que nous visions. Globalement un certain sentiment d'abandon et de manque de suivi et de structure de la part des autorités régionales était perçu par les personnes impliquées dans ce projet.

C'est uniquement à partir de la période d'avril-mai que le projet a pu véritablement décoller et les différentes collaborations se mettre en place de manière efficace.

La venue de la pièce « Jihad » à Andenne a marqué le lancement d'une belle dynamique constructive avec les écoles de l'enseignement secondaire, mais les vacances scolaires demeurent dans toutes les communes une période très complexe à gérer pour ce type de projet : les écoles ne sont pas disponibles, peu d'agents « relais » destinés à faire le lien entre le chargé de projet et leurs publics respectifs sont présents etc.

Globalement le mois de septembre 2017 fut un mois de grand réveil, aussi bien dans la dynamique andennaise pure que dans celle de la Belgique en général : les classes répondent de nouveau favorablement aux offres d'animations, les formations prolifèrent, tout comme les journées de réflexions et les colloques, etc.

Les constats à ce stade du projet sont les suivants :

- Le public andennais marque un très vif intérêt pour la thématique et cherche des éléments de compréhension que nos activités semblent pouvoir apporter ;
- La thématique du radicalisme et du terrorisme en général semblent bien davantage être un souci pour les adultes plutôt que pour les jeunes qui semblent y être assez indifférents ;
- Globalement les structures andennaises très présentes dans la vie de certains jeunes semblent les avoir bien préservés d'un processus de désaffiliation de la société ;
- Les écoles demeurent un relai indispensable dans la mise en place de ce projet : certaines collaborent

d'avantage mais ce sont véritablement certains enseignants motivés qui permettent à leurs classes d'être impliquées dans le projet : les directions n'encouragent pas les discussions sur les thématiques jugées trop délicates.

- Le travail de sensibilisation, de conscientisation et tout simplement le fait de disposer à Andenne d'une personne pouvant faire le relai entre les citoyens et les institutions compétentes en matière de lutte contre le radicalisme est considéré comme fondamentalement nécessaire par les personnes interrogées, notamment les enseignants et les jeunes.

Brochure à destination des parents sur le thème de la radicalisation

Commune : Anvers

Organisme : Ville d'Anvers

Province : Anvers

Domaine : Actions de sensibilisation-communication

Prévention : Primaire

Personne de contact : Anissa.Akhandaf@stad.Antwerpen.be

Contexte dans lequel le projet a été développé :

En matière de redirection des demandes ou des besoins concernant des jeunes présentant un « risque de radicalisation », ou se situant déjà dans un processus de radicalisation, la ville d'Anvers travaillait uniquement via l'intermédiaire de partenaires professionnels.

Ainsi, les jeunes pour lesquels il existait des préoccupations en matière de radicalisation pouvaient être signalés auprès du service Intervention de la jeunesse, par les instances de première ligne, comme les écoles, les PMS, le travail de la jeunesse, les CPAS, la police, etc.

Cette manière de travailler résultait d'un choix, justifié par la philosophie de travail de la ville d'Anvers.

Cependant, cette unique manière d'opérer présentait certaines lacunes, notamment pour les parents préoccupés par la radicalisation d'un membre de la famille. En effet, dans ces situations, il n'existe, outre la Opvoedingslijn et le Opvoedingswinkel (peu connus par le public parental), que très peu ou pas d'alternatives. La plupart des parents se retrouvant dans une telle situation avaient pour unique solution, la communication de ces préoccupations à la police.

Philosophie du projet :

La brochure réalisée par la ville d'Anvers, a pour objectif de fournir aux parents inquiets les premières informations de « base » en matière de radicalisation (explication du processus de radicalisation et information sur les structures à contacter si le doute persiste).

Ainsi, avant de s'adresser aux instances, les parents ou les proches, peuvent analyser leurs préoccupations en fonction du contenu de la brochure.

L'objectif est d'apaiser les craintes des parents en leur indiquant, entre autre, que tout jeune traverse une période difficile liée à l'adolescence, est en recherche identitaire et peut prononcer des discours rigides et ex-

trémistes.

Sont également indiquées dans la brochure des pistes que les parents peuvent emprunter lorsqu'ils s'inquiètent fortement d'une situation: la Opvoedingslijn, le Opvoedingswinkel. L'école et le PMS sont mis en avant comme premiers points de contact pour discuter de ces situations.

Il est important de décharger les parents d'un éventuel sentiment de culpabilité ou d'impuissance.

Description du projet :

Le dépliant a été rédigé en 5 langues : en plus du néerlandais, des traductions en français, anglais, turc et arabe ont été proposées.

Les thèmes suivants sont abordés : qu'est-ce qu'être radical /la radicalisation? ; quand dois-je me faire des soucis en tant que parent et qu'est-ce qu'un comportement pubertaire 'normal' ? ; à qui puis-je m'adresser en tant que parent si j'ai des questions ?.

Public cible :

Tous les parents de jeunes, adolescents, avec une attention particulière pour les parents de jeunes musulmans.

Objectif(s):

Offrir à tous les parents de jeunes un premier cadre théorique et pratique pour répondre aux préoccupations, concernant tous les types de radicalisation (extrême droite, extrême gauche, etc.).

Partenaire(s) :

Le dépliant est principalement diffusé via les mosquées, pendant les périodes très animées comme celle du Ramadan, où de nombreux parents visitent la mosquée.

Les écoles, les centres PMS, CAW, les Opvoedingswinkels disposent des dépliant pour les diffuser, de manière très ciblée, vers les parents préoccupés.

Le dépliant est également mis à disposition au niveau supralocal, la VVSG l'a également diffusé aux membres du Groupe de travail Prévention de la radicalisation.

Budget approximatif :

5.000€

Difficultés rencontrées :

Atteindre un large public parental, d'où le choix d'intégrer les mosquées comme partenaires de diffusion.

Formation à destination des membres des mosquées et des associations socioculturelles

Commune : Anvers

Organisme : Ville d'Anvers

Province : Anvers

Domaine : Formation à destination des professionnels et intervenants de première ligne

Prévention : Secondaire

Personne de contact : Anissa.Akhandaf@stad.Antwerpen.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Anvers est une commune qui compte plus de 60 mosquées. Certains jeunes, en recherche de sens et d'identité, se posent des questions sur leur foi, désirent en savoir plus et souhaitent approfondir leurs connaissances sur l'islam, etc. Malheureusement, ils trouvent rarement, au sein des mosquées, des réponses à leurs questionnements, notamment parce que l'imam ne parle pas néerlandais. De plus, il n'existe aucune activité organisée pour les jeunes au sein des mosquées, celles-ci ne sont, en réalité, pas attrayantes pour ces derniers.

Suite à ce constat, la ville d'Anvers a souhaité que les mosquées jouent un rôle important dans la prévention de la radicalisation auprès des jeunes musulmans en questionnement.

Philosophie du projet :

Dans le cadre de l'approche individuelle de la radicalisation sur la ville d'Anvers, nous constatons que les jeunes qui sont davantage susceptibles d'évoluer dans un processus de radicalisation ont, en réalité, très peu de connaissances sur l'Islam.

La plupart d'entre eux n'ont pas été élevés dans un contexte où un enseignement religieux leur a été transmis, et certains cherchent à un moment donné, souvent durant leur adolescence, au sein des mosquées, des réponses à leurs nombreux questionnements identitaires. Ces dernières n'étant pas en mesure de leur fournir des réponses, ces jeunes finissent par s'en éloigner et poursuivent leurs recherches ailleurs- souvent sur le net, hors de tout contrôle.

Afin d'assurer leur rôle social, les membres de nombreuses mosquées ont besoin de formations et de modules de sensibilisation concernant la problématique de la radicalisation et des thèmes apparentés comme l'éducation, la discussion sur des sujets sensibles, la qualité et l'approche de l'enseignement de l'islam, etc.

Description du projet :

Dans une première phase, une enquête exploratoire a eu lieu auprès de 16 mosquées anversoises. Cette enquête s'est déroulée comme étape préalable à un travail de suivi auquel ces mosquées (et éventuellement d'autres) sont invitées par la suite, et qui se base sur les conclusions apportées par l'enquête.

L'objectif est d'une part de cartographier le fonctionnement des mosquées et d'autre part d'initier un travail de suivi avec ces mêmes mosquées.

Tant la vision de l'administration, que celle de l'imam, mais également l'accessibilité et le fonctionnement général de la mosquée sont examinés en profondeur.

L'offre et le soutien apportés aux jeunes, la qualité et la méthodologie de l'enseignement de l'islam sont examinés durant cette phase.

Sur la base des constatations, une formation de plusieurs jours a été mise en place pour 3 groupes cibles : imams/administrations/visiteurs de la mosquée (éventuellement encore scindés : jeunes/parents).

Thèmes abordés durant la formation :

- Islam dans une société séculaire ;
- Radicalisation et contre-narration ;
- Comment aborder des phénomènes sociaux selon une perspective théologique ;
- Éthique, déontologie ;
- Briser les tabous (égalité hommes/femmes, information sexuelle, homosexualité, etc.) ;
- Rôle de la mosquée/de l'imam/de l'administration ;
- Comment associer les jeunes ?;
- Notre relation à autrui ;
- Etc.

Public cible :

16 mosquées anversoises sélectionnées et leurs membres/visiteurs.

Objectif(s):

Sensibiliser les mosquées au rôle social qu'elles ont à jouer auprès des jeunes et de leurs parents (principalement dans un objectif de prévention de la radicalisation), ainsi que leur fournir des outils concrets.

Partenaire(s) :

Asbl Ceapire.

Evaluation :

L'évaluation aura lieu mi-2018.

Budget approximatif :

Pas encore assez de précision.

Capsules vidéo : Récits de vie « Histoire en héritage »

Communes : Bruxelles-ville ; Schaerbeek

Organismes : ASBL Bravvo (Cellule Pre-Rad) ; Service de prévention de la ville de Bruxelles-Ville ; Service de prévention de la ville de Schaerbeek

Région : Bruxelles-Capitale

Domaine : Projets/Outils pédagogiques-éducatifs

Prévention : Secondaire

Personnes de contact : Hadelin.Feront@brucity.be ; Violeta.Esteban@brucity.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

L'Asbl « BRAVVO » est une structure en perpétuelle adaptation, en lien avec l'évolution des quartiers, les priorités des autorités subsidiaires et leur intérêt croissant pour le champ de la prévention.

Faisant partie de la coordination générale de l'Asbl BRAVVO, la Cellule PRE-RAD agit en soutien des jeunes, de leur famille et du milieu associatif bruxellois. Elle propose une approche de protection et de soutien face aux dangers des organisations qui propagent un discours de haine et légitiment l'usage de la violence.

Le dispositif de prévention de la radicalisation violente poursuit donc deux objectifs principaux :

- 1) La gestion du risque lié à des individus radicalisés ou en voie de radicalisation ;
- 2) La prévention à moyen et long terme dans les quartiers ciblés.

Pour atteindre ces objectifs, le dispositif se déploie à trois niveaux :

- Prévention primaire (information et sensibilisation) ;
- Prévention secondaire (formation des acteurs de première ligne et développement de projets ou activités visant à renforcer la résilience de certains publics) ;
- Prévention tertiaire (accompagnement des individus et de leurs proches).

Dans son travail de prévention secondaire, la Cellule PreRad vise à libérer la parole des familles sur le phénomène de la radicalisation violente. À partir d'une série de vidéos dans lesquelles certains membres de la famille expliquent à travers leur récit de vie comment ils ont vécu le processus de radicalisation de leurs proches, le projet vise à créer une porte d'entrée pour démarrer la conversation et favoriser la prise de parole avec le public cible et les professionnels concernés.

En collaboration avec la ville de Schaerbeek, le Délégué Général des Droits de l'Enfant, SAVE Belgium et la Fondation Roi Baudouin et dans la continuité du projet initié « Rien à faire, Rien à perdre » (support pédagogique visant à travailler le phénomène dit de radicalisation violente de la commune de Schaerbeek), le souhait est d'étendre la collecte des témoignages aux membres des familles concernées (une mère, une jeune épouse, une sœur, un père, un frère ou un ami), et de composer un portrait de famille réel ou fictif afin de favoriser une réflexion sur l'impact des départs sur le tissu familial et envisager les conséquences du point de vue de la transmission.

Philosophie du projet :

Sensibiliser aux dimensions familiales et sociales du processus de radicalisation violente - décentrer la focalisation sur l'individu.

Description du projet :

La cellule Pre-Rad et l'équipe du **projet RAFRAP (Schaerbeek)** ont combiné leurs connaissances et apports respectifs en vue de travailler à la prévention du phénomène dit de radicalisation violente et de réaliser 3 capsules supplémentaires, fidèles à la méthodologie initiée par le projet « Rien à faire, Rien à perdre ».

Les récits de vie analysés, présentés sous forme de fiches, complètent les récits de jeunes concernés (projet initial RAFRAP), et contribuent à une réflexion sur l'histoire personnelle, familiale et sociale.

Format des capsules :

Chaque capsule aura une durée d'entre 3 et 5 minutes. Afin de respecter son anonymat, la personne n'apparaîtra pas sur l'écran et pourra choisir la voix de quelqu'un d'autre pour la lecture de son récit.

Au total, trois vidéos contenant le témoignage des membres de la famille touchés par le phénomène de la radicalisation d'un de ses proches seront disponibles à l'échéance du projet (2017).

Les capsules vidéo sont accompagnées d'un support écrit afin qu'elles puissent être utilisées pour l'animation des dynamiques groupales et des formations.

Elles seront mises à disposition des partenaires (écoles, associations, communes) et utilisées dans le cadre des séances d'information avec le public et les professionnels.

Mise en œuvre du projet :

Le projet s'est déroulé entre Mars et Décembre 2017.

- Mars - mai 2017 : recueil du récit personnel du premier participant et réalisation de la première capsule vidéo.
- Mai- juillet : recueil du récit personnel du deuxième participant et réalisation de la deuxième capsule vidéo.
- Juillet - septembre 2017 : recueil du récit personnel du troisième participant et réalisation de la troisième capsule vidéo.
- Septembre-décembre 2017 : édition, rédaction support écrit, diffusion.

Public cible :

- Professionnels de l'accompagnement ;
- Groupes de parole avec des familles confrontées au phénomène ;
- Tout public.

Objectif(s) :

- Montrer l'impact du phénomène sur l'environnement familial ;
- Créer une porte d'entrée pour démarrer la conversation et favoriser la prise de parole avec le public cible et les professionnels concernés ;
- Contribuer à une approche critique par la multiplicité des points de vue ;
- Informer le public concernant le travail mené par la Cellule ;
- Favoriser la résilience familiale.

Partenaire(s) :

- Ville de Schaerbeek ;
- Membres de l'équipe projet « Rien à faire, Rien à perdre » ;
- Fondation Roi Baudouin ;
- SAVE Belgium.

Evaluation :

Une évaluation qualitative sous forme de questionnaire sera proposée aux participants des ateliers et des animations.

Budget approximatif :

Voir personne de contact pour plus d'information.

Difficultés rencontrées :

Le projet est actuellement en cours de réalisation. Une fois terminé, le rapport final du projet inclura une synthèse des difficultés rencontrées et permettra de dresser un bilan des réalisations au vu des objectifs initialement visés.

Formation interculturelle

Commune : Bruxelles-ville

Organismes : ASBL Bravvo (Cellule Pre-Rad) ; Service de prévention de la ville de Bruxelles-Ville

Région : Bruxelles-Capitale

Domaine : Formation à destination des professionnels et intervenants de première ligne

Prévention : Secondaire

Personnes de contact : Hadelin.Feront@brucity.be ; Violeta.Esteban@brucity.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

L'Asbl « BRAVVO » est une structure en perpétuelle adaptation, en lien avec l'évolution des quartiers, les priorités des autorités subsidiaires et leur intérêt croissant pour le champ de la prévention.

Faisant partie de la coordination générale de l'Asbl BRAVVO, la Cellule PRE-RAD agit en soutien des jeunes, de leur famille et du milieu associatif bruxellois. Elle propose une approche de protection et de soutien face aux dangers des organisations qui propagent un discours de haine et légitiment l'usage de la violence.

Le dispositif de prévention de la radicalisation violente poursuit donc deux objectifs principaux :

- 1) La gestion du risque lié à des individus radicalisés ou en voie de radicalisation ;
- 2) La prévention à moyen et long terme dans les quartiers ciblés.

Pour atteindre ces objectifs, le dispositif se déploie à trois niveaux :

- Prévention primaire (information et sensibilisation) ;
- Prévention secondaire (formation des acteurs de première ligne et développement de projets ou activités visant à renforcer la résilience de certains publics) ;
- Prévention tertiaire (accompagnement des individus et de leurs proches).

Dans le cadre de la prévention de la polarisation, Bravvo souhaite proposer à ses médiateurs sociaux une formation à l'interculturalité contribuant au renforcement de leurs compétences à engager le dialogue avec toutes les composantes de la société, à décloisonner les communautés et à organiser des échanges interculturels dans un but de cohésion sociale.

Philosophie du projet :

Les médiateurs sociaux de Bravvo sont chacun responsables d'un travail de cohésion sociale au niveau d'un quartier et sont une interface entre le public, le secteur associatif et les services de la Ville.

Présents sur le terrain et au cœur de la vie des habitants, ils contribuent à identifier les problématiques et les obstacles au vivre-ensemble et travaillent en partenariat avec d'autres acteurs Bravvo ainsi que des partenaires associatifs dans la mise en œuvre de projets de quartier permettant d'apaiser les tensions, d'améliorer les échanges et la qualité de vie dans un quartier.

Dans ce cadre professionnel, il est important d'axer la formation des médiateurs sociaux sur les dynamiques interculturelles de nos réalités locales.

Les notions d'identité, de croyances, de normes et de codes culturels seront définies dans une optique socio-anthropologique ainsi qu'avec les outils de la psychologie interculturelle.

Le constructivisme sera mobilisé pour travailler sur la question de la fluidité des dynamiques socioculturelles : les valeurs sont subjectives, matérialisées par des normes, et elles varient selon les lieux, le genre, les milieux sociaux, les époques.

Au travers d'une approche notamment juridique, nous reviendrons sur l'histoire des concepts d'identité, de diversité, de discrimination et de racisme dans le discours public en Belgique et plus particulièrement à Bruxelles.

Description du projet :

Objectif 1 : *contribuer à une meilleure connaissance de la diversité bruxelloise et de ses enjeux.*

Un bilan de la recherche en matière d'histoire et de sociologie des migrations à Bruxelles sera présenté. Celui-ci reviendra sur les mouvements migratoires historiques mais aussi sur les tendances les plus récentes (concernant notamment l'immigration en provenance d'Afrique de l'Ouest), et l'installation des réfugiés syriens depuis la « crise de l'asile » de 2015. Un exercice permettra, au départ des représentations des participants, de clarifier les chiffres en matière d'accueil des réfugiés pour ces deux dernières années.

Quelques points spécifiques seront l'occasion de collecter les cas vécus par les médiateurs sur le terrain pour les confronter aux données théoriques :

- L'accès au logement et la gentrification de certains quartiers ;
- Les mouvements de population dans et au départ des quartiers en voie de gentrification ;
- Diversité des origines sociales et ethniques de la jeunesse ;
- Répartition des jeunes selon les communes et quartiers ;
- Paysage scolaire, formation et stratification socio-économique.

Objectif 2 : *comprendre les formes d'organisation communautaire, les dynamiques d'échange, d'intégration et de repli qui leur sont propres.*

Sur base des recherches les plus récentes en la matière, seront explorées les dynamiques du différentialisme culturel et séparatiste, l'évolution des solidarités de classe et leur contexte à Bruxelles. Ici encore, les notions théoriques s'articuleront avec les différents cas vécus par les participants, qui feront l'objet d'une analyse collective par le biais des concepts présentés.

Les points suivants structurent cette partie de la formation : identité et altérité ; racisme et discrimination ;

stéréotypes et préjugés ; discriminations à l'embauche ; mécanismes de solidarité et retournement du stigmaté ; radicalisation.

Objectif 3 : *apprendre des techniques permettant d'organiser un dialogue interculturel au niveau local.*

Les bases d'une **pédagogie expérientielle** en matière d'interculturel seront présentées au moyen d'exercices qui placeront les participants en situation.

NB : Ces exercices ont été testés et perfectionnés dans des contextes d'animation et de formation avec un public d'étudiants, de jeunes de 13 à 15 ans en décrochage scolaire et/ou d'adultes et de jeunes de 18 à 25 ans en insertion socio-professionnelle, primo-arrivants ou immigrés. Les participants sont avertis du fait qu'au cours de la formation, en parallèle de la co-construction d'un savoir, ils seront l'objet de leurs propres interrogations et observations, dans le cadre d'un espace temporaire d'expérimentation sociale. Cette méthode de travail reposant sur une pédagogie expérientielle requiert l'assentiment de tous et, outre un intérêt manifeste à comprendre les mécanismes qui font l'objet de la formation, une attitude de bienveillance de la part de l'ensemble des participants. Les participants apprendront à poser le cadre indispensable à ce type de pédagogie avec un groupe en animation (conscience de la méthode déployée, assentiment par rapport à l'objectif, suspension du jugement, bienveillance).

De manière générale, nous considérons que la démarche interculturelle implique trois étapes:

- La décentration : prendre conscience de ses propres cadres de référence, de ses propres automatismes socio-culturels.
- L'exploration du système de l'autre : tenter de se placer du point de vue de l'autre et de le comprendre.
- La négociation : identifier les noyaux durs (non négociables) et l'espace de négociation possible afin de trouver des solutions que chaque partie admettra en conscience, impliquant souvent un minimum de compromis.

Par des exercices notamment issus du champ théâtral et faisant appel à la mémoire du corps, le groupe pourra élaborer une première représentation de ses automatismes socioculturels. Ces exercices permettent dès l'abord de dépasser la dimension intellectuelle du sujet pour souligner ses aspects profondément émotionnels et dès lors prendre toute la mesure des difficultés de la gestion de la diversité au quotidien. Le groupe sera invité à imaginer ce que le même exercice pourrait avoir produit comme résultats différents dans des contextes pourtant pensés comme culturellement assez proches (la Scandinavie, les Etats-Unis, etc.), puis plus lointains.

La formatrice sensibilisera à la notion de diversité socio-culturelle en relativisant la frontière entre la dimension « sociale » et la dimension « culturelle » de la diversité. Au départ des témoignages des participants (en-dehors de leurs fonctions actuelles, souvenirs de « moments critiques » ayant généré une émotion en raison d'un choc socioculturel plus ou moins important), le groupe prendra conscience de la richesse et de l'ancienneté de son expérience de la diversité. Au-delà du fait que la plupart des pays d'Europe occidentale sont devenus des terres d'immigration, nous interrogerons ensemble l'idée qu'il existe un territoire, une communauté, ou même une famille dont la culture interne serait parfaitement homogène. Le bouleversement affectif qui accompagne l'expérience d'un choc socio-culturel constitue un précieux matériau pour mieux comprendre les mécanismes à l'œuvre. Par la discussion que son évocation suscite, il permet d'ébaucher le cadre de référence socioculturel des participants.

Un débat mouvant permettra de créer des échanges susceptibles de mettre en lumière les valeurs et les normes des participants en présence, mais aussi de démontrer de façon très visuelle l'influence des uns sur les autres en situation d'interaction. L'espace sera découpé en trois zones correspondant chacune à une réaction de type : « tout à fait d'accord », « pas du tout d'accord », « à moitié d'accord ». Le groupe sera ensuite soumis à des affirmations tranchées, voire caricaturales, en lien avec les dynamiques socio-culturelles et auxquelles il sera tenu de réagir en se plaçant physiquement dans l'une des trois zones. Les participants qui le souhaiteront pourront alors défendre leur prise de position ou la nuancer. Des déplacements pourront s'effectuer dans le cas où des participants verraient leurs points de vue basculer en fonction de l'argumentation d'un autre membre du groupe.

Un débriefing suivra chacun de ces exercices afin de revenir sur les valeurs et normes qui, d'après les participants, ont émergé. La question des émotions sera aussi abordée, afin de conscientiser le type d'émotions (positives et négatives) générées par les échanges, et les réactions qu'elles ont entraînées. Au cours des échanges, plusieurs éléments permettant de mieux définir ce qui alimente le cadre de référence socioculturel seront dégagés (tels que la dialectique inner self/outer self, le sentiment d'appartenance à une minorité/majorité, etc.).

La formatrice proposera une grille d'analyse permettant de mieux saisir les mécanismes à l'œuvre dans chacun des incidents critiques évoqués au cours de la formation. Tout incident critique peut en effet être compris au travers des notions de corps, temps, espace, valeurs, normes, et ordre social. L'analyse de cas déjà évoqués dans les exercices précédents ou exprimés à cette occasion permettra de faire le lien entre les notions théoriques et des situations pratiques souvent chargées d'émotions.

La liste des valeurs universelles du psychologue Shalom Schwartz sera présentée et le groupe sera invité à réfléchir à la répartition de ces valeurs sur une carte du monde. Cet idéaltype sera ensuite nuancé au regard de la mondialisation et de ses conséquences.

L'ensemble de ces exercices, expérimentés par les participants afin de faciliter leur appropriation et leur transposition à différents groupes qu'ils seront susceptibles d'animer constituera les bases d'une première boîte à outils. Des exemples de sites Internet et une bibliographie seront également détaillés. Ces références permettront aux médiateurs de découvrir d'autres outils d'animation parmi lesquels ils pourront effectuer une sélection adéquate en fonction des publics avec lesquels ils travaillent. Enfin, les échanges entre les participants enrichiront encore éventuellement la liste des outils d'animation.

Objectif 4 : panorama des bonnes pratiques existantes en Belgique et en Europe

Ici encore, les échanges entre les participants permettront de collecter une première liste de bonnes pratiques. L'analyse des initiatives observées qui auraient complètement ou partiellement manqué leurs objectifs est également pertinente. Voici quelques exemples de pratiques déployées dans un cadre de gestion de la diversité à l'étranger qui pourront faire l'objet d'une présentation et d'une réflexion collective :

- Techniques de mentorat et de « duos » (mentoring et befriending) : regard sur le monde anglo-saxon et exemples belges (Duo for a job, projets d'accompagnement individuels de réfugiés ou de MENA dans le secteur associatif...);
- Paysage de l'interculturel en Flandre : les conséquences du parcours d'intégration ;
- Le cas du Canada et plus particulièrement du Québec : « adoption » de familles réfugiées par des familles canadiennes pour une durée d'un an, vision de l'intégration et de l'insertion socioprofessionnelle des immigrants, quelles méthodes pour la cohésion sociale dans un cadre politique, économique et philosophique très différent ? Cette partie de la formation sera basée sur un voyage d'étude de dix jours au Québec effectué par la formatrice en janvier 2016 dans le secteur de l'accueil et de l'insertion socio-professionnelle des immigrants et des réfugiés ;
- Un projet norvégien visant à déployer une démarche interculturelle en milieu scolaire: le Projet de Glossaire Interculturel (PGI) en Norvège ;
- Un projet italien en milieu scolaire: le parcours « Au-delà de la monotonie » créé par des enseignants et des experts en psychopédagogie en Lombardie.

Modalités pratiques :

Idéalement, le groupe compte un minimum de 6 participants et un maximum de 18.

Le premier jour sera essentiellement consacré aux exercices de décentration via l'approche pédagogique expérientielle. Ces exercices permettront de collecter de premiers récits de cas vécus par les médiateurs et qui feront l'objet d'une analyse collective en fin de journée ou au cours de la seconde journée de formation. Ils seront ponctués de concepts qui faciliteront l'analyse collective des exercices pratiques. En milieu d'après-midi, un bilan de la recherche en matière de diversité à Bruxelles sera présenté et le cadre théorique pourra être confronté aux situations vécues par les participants.

Au cours de la seconde journée de formation les notions d'organisation communautaires, d'échanges et de repli seront abordées et mises en perspective avec les situations expérimentées sur le terrain. Le panorama des bonnes pratiques sera ensuite présenté, avec différents exemples en Belgique et à l'étranger et l'apport des participants. Un support pédagogique complet, avec bibliographie, boîte à outils et liste de sites Internet pertinents, sera distribué en fin de formation.

Durée de la formation : 2 jours de 6 à 7h.

Public cible :

Les médiateurs sociaux de Bravvo.

Objectif(s) :

Objectifs pédagogiques

- Contribuer à une meilleure connaissance de la diversité culturelle bruxelloise et de ses enjeux ;
- Comprendre les formes d'organisation communautaire, les dynamiques d'échange, d'intégration et de repli qui leur sont propres ;
- Apprendre des techniques permettant d'organiser un dialogue interculturel au niveau local ;

- Panorama de bonnes pratiques existantes en Belgique et en Europe.

Objectifs spécifiques

- Une formation pour un groupe d'une dizaine de personnes de niveau universitaire répondant aux objectifs pédagogiques précités ;
- Un support pédagogique détaillé;
- Un répertoire d'études de cas (panorama de bonnes pratiques).

Partenaire(s) :

Emilie Bréban

Evaluation:

Des questionnaires qualitatifs seront distribués aux participants avant et après la formation. Ceci nous permettra d'évaluer l'acquisition de compétence ainsi que les suggestions et améliorations proposés pour le projet.

Budget approximatif :

Voir personne de contact pour plus d'information.

Difficultés rencontrées :

Le projet est actuellement en cours de réalisation. Une fois terminé, le rapport final du projet inclura une synthèse des difficultés rencontrées et permettra de dresser un bilan des réalisations au vu des objectifs initialement visés

Projet « Perceptions et identités »

Commune : Bruxelles-ville

Organismes : ASBL Bravvo (Cellule Pre-Rad) ; Service de prévention de la ville de Bruxelles-Ville

Région : Bruxelles-Capitale

Domaine : Formation à destination des professionnels et intervenants de première ligne

Prévention : Secondaire

Personnes de contact : Hadelin.Feront@brucity.be ; Violeta.Esteban@brucity.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

L'Asbl « BRAVVO » est une structure en perpétuelle adaptation, en lien avec l'évolution des quartiers, les priorités des autorités subsidiaires et leur intérêt croissant pour le champ de la prévention.

Faisant partie de la coordination générale de l'Asbl BRAVVO, la Cellule PRE-RAD agit en soutien des jeunes, de leur famille et du milieu associatif bruxellois. Elle propose une approche de protection et de soutien face aux dangers des organisations qui propagent un discours de haine et légitiment l'usage de la violence.

Le dispositif de prévention de la radicalisation violente poursuit donc deux objectifs principaux :

- 1) La gestion du risque lié à des individus radicalisés ou en voie de radicalisation ;
- 2) La prévention à moyen et long terme dans les quartiers ciblés.

Pour atteindre ces objectifs, le dispositif se déploie à trois niveaux :

- Prévention primaire (information et sensibilisation) ;
- Prévention secondaire (formation des acteurs de première ligne et développement de projets ou activités visant à renforcer la résilience de certains publics) ;
- Prévention tertiaire (accompagnement des individus et de leurs proches).

Dans son travail de prévention secondaire, la Cellule Pre-Rad vise à soutenir ses collègues de l'Axe Jeunesse et Citoyenneté, notamment par la mise à disposition de formations et d'outils visant au renforcement des capacités permettant de protéger les jeunes de l'attrait que peuvent exercer certaines idéologies violentes.

Philosophie du projet :

Développer un projet destiné aux jeunes et aux animateurs du centre de jeunes « Averroes » afin de renforcer les capacités des animateurs à prévenir la radicalisation violente et la polarisation dans le cadre de leurs fonctions habituelles, au renforcement de la résilience et à la construction d'une identité positive des jeunes.

Description du projet :

Le projet «**Perceptions et Identités** » propose un parcours de formation et d'accompagnement pour les coordinateurs/animateurs de nos différents CJ/CC et, en parallèle, avec des jeunes participant aux activités de ces centres.

Ce parcours de formation et d'accompagnement a pour objectif d'aider les participants, qu'ils soient professionnels ou jeunes inscrits dans nos centres, à mieux comprendre les perceptions qu'ils ont les uns des autres, les rôles qu'ils endossent, le rapport qu'ils construisent à eux-mêmes et aux autres dans le cadre des activités du centre et au-delà. Le parcours se compose de trois modules de trois heures par groupe et débouche sur une retraite de deux jours dans un milieu naturel avec pour focus la mise en œuvre ou le renforcement d'un projet collectif entre animateurs et jeunes.

De cette manière, le parcours aide à prévenir ou désamorcer des dynamiques polarisantes au sein des centres, tout en renforçant la capacité des animateurs et des jeunes à prendre leurs responsabilités, pour eux-mêmes et dans leur quartier. Ce travail s'inscrit donc dans la perspective d'un renforcement des capacités des animateurs à prévenir la radicalisation dans le cadre de leurs fonctions habituelles et au renforcement de la résilience et des capacités citoyennes chez les jeunes.

Le programme inclut les thématiques suivantes :

- Travail sur la prise de conscience ;
- Identité et diversité culturelle ;
- Techniques de relaxation et respiration ;
- Travail sur la pensée critique.

Ci-dessous une liste d'exemples des thématiques envisagées :

1. Travail sur l'identité renforcement du sentiment d'appartenance vis-à-vis de la diversité culturelle.
2. Travail sur la prise de conscience des actes et conséquences.
3. Travail sur la prise de conscience de l'importance de certains rôles qu'on prend par rapport à d'autres, assertivité.
4. Travail sur les préjugés et hypothèses, perception différente de chacun.
5. Travail sur la pensée critique , perspective multiples, questionner le fondement des infos externes/media.
6. Travail d'équipe, étapes pour le développement de projet, déterminer les acteurs/preneurs de décision, comprendre leur priorités, marketing positif.
7. Travailler une méthode différente pour implémenter un changement, créer un plan d'action, mettre en œuvre le plan.
8. Exercices de respiration et relaxation.

Planning des formations :

La formation aura une durée totale de 18 jours (9 jours de formation + 9 jours de suivi) et de 2h30 par atelier. Les plannings finaux seront établis en concertation avec le centre de jeunes.

Public cible :

- animateurs du Centre de Jeunes « Averroes » ;
- Jeunes participants aux activités du Centre de Jeunes « Averroes ».

Objectif(s) :**Objectifs de prévention**

- Prévenir et/ou désamorcer les dynamiques de polarisation dans les centres communautaires et centres de jeunes ;
- Renforcer la capacité des équipes à faire face à ce type de dynamique ;
- Renforcer la capacité des jeunes à prendre responsabilité pour eux-mêmes et dans leur communauté.

Partenaire(s) :

IAHV (International Association for Human Values).

Evaluation :

L'Asbl s'engage à rendre un rapport d'activité à la fin de la formation afin d'évaluer l'impact de son intervention.

Budget approximatif :

Voir personne de contact pour plus d'information.

Difficultés rencontrées :

Le projet est actuellement en cours de réalisation. Une fois terminé, le rapport final du projet inclura une synthèse des difficultés rencontrées et permettra de dresser un bilan des réalisations au vu des objectifs initialement visés

Projet « Ecopol »

Commune : Bruxelles-ville

Organismes : ASBL Bravvo (Cellule Pre-Rad) ; Service de prévention de la ville de Bruxelles-Ville

Région : Bruxelles-Capitale

Domaine : Formation à destination des professionnels et intervenants de première ligne

Prévention : Secondaire

Personnes de contact : Hadelin.Feront@brucity.be ; Violeta.Esteban@brucity.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé:

L'Asbl « BRAVVO » est une structure en perpétuelle adaptation, en lien avec l'évolution des quartiers, les priorités des autorités subsidiaires et leur intérêt croissant pour le champ de la prévention.

Faisant partie de la coordination générale de l'Asbl BRAVVO, la Cellule PRE-RAD agit en soutien des jeunes, de leur famille et du milieu associatif bruxellois. Elle propose une approche de protection et de soutien face aux dangers des organisations qui propagent un discours de haine et légitiment l'usage de la violence.

Le dispositif de prévention de la radicalisation violente poursuit donc deux objectifs principaux :

- 1) La gestion du risque lié à des individus radicalisés ou en voie de radicalisation ;
- 2) La prévention à moyen et long terme dans les quartiers ciblés.

Pour atteindre ces objectifs, le dispositif se déploie à trois niveaux :

- Prévention primaire (information et sensibilisation) ;
- Prévention secondaire (formation des acteurs de première ligne et développement de projets ou activités visant à renforcer la résilience de certains publics) ;
- Prévention tertiaire (accompagnement des individus et de leurs proches).

Dans le cadre de la prévention de la polarisation, Bravvo a souhaité mettre en œuvre un projet de formation et de suivi des enseignants de plusieurs écoles pilotes visant à désamorcer les mécanismes de polarisation en milieu scolaire. Spécifiquement, par l'apprentissage de techniques de cercle de parole, d'une part, et par un accompagnement méthodologique régulier des écoles participantes d'autre part, ce projet vise à impartir aux enseignants des techniques permettant de développer au sein de leurs classes une meilleure empathie, écoute, gestion des émotions et capacité cognitive en engageant une réflexion sur des sujets sensibles.

Philosophie du projet :

Développement des capacités cognitives, émotionnelles et empathiques à comprendre et maîtriser les énoncés et les raisonnements des jeunes.

Description du projet :

La prestation d'une formatrice-animatrice formée au théâtre-action et à la « sociocratie » consiste en une formation aux **cercles de parole** mobilisant les outils de l'intelligence collective, **la méthode Prodas** et **la sociocratie**. Cette formation participative et axée sur la pratique est suivie de sessions d'accompagnement des groupes impliqués, à mesure que les participants mettent en œuvre les techniques de cercles de parole dans leur cadre de travail.

1. Objectifs de prévention

1.1. Développer l'empathie et l'écoute chez les enseignants et les élèves

Les outils de l'intelligence collective et tout particulièrement la méthode Prodas et la sociocratie permettent d'aiguiser le sens de l'écoute active, de l'assertivité et de l'empathie. Les cercles de parole reposent sur un ensemble de règles qui sont légitimées par le groupe et permettent l'écoute comme le sentiment de sécurité. Les participants sont réunis en cercle, ce qui facilite la lecture des expressions non verbales de chacun. La parole est distribuée par l'animateur, et les participants sont en situation d'écoute active, la majorité du temps.

Dans le cas de l'approche sociocratique, chaque expression par l'un des participants est suivie d'un « tour de clarification » qui permet au groupe de poser des questions précises. Ces questions améliorent la compréhension de tous, mais contribuent également à affiner le sens de l'écoute active.

La sociocratie comme la méthode Prodas impliquent également une suspension, d'une part, de l'expression des comparaisons entre individus et, d'autre part, du jugement. Elles reposent sur des notions essentielles de la communication non violente, telles que la prise de parole en « je ». Chacun est systématiquement invité à prendre la parole, ce qui facilite l'expression de tous, y compris de ceux qui parlent généralement peu en situation de réunion. Mais tout participant dispose également du libre choix de ne pas s'exprimer.

1.2. Développer les capacités de gestion de ses émotions

La méthode Prodas permet de développer la sensibilité et de prendre en compte l'affectivité des participants. Raison et émotions sont considérés comme complémentaires et c'est la mise en mots des émotions qui permet leur gestion.

Selon les principes de la sociocratie, des espaces sont aménagés afin que toute frustration puisse être exprimée et, si nécessaire, traitée par le groupe. L'expression des émotions est favorisée dès le début de la réunion, par un « tour d'ouverture » qui permet à chacun d'exprimer dans quel état émotionnel il rejoint le groupe.

Au cours du travail collectif, des moments sont fréquemment réservés à l'expression des émotions. Quand celle-ci est malaisée, des techniques telles qu'un enchaînement de « pourquoi ? » posées par l'animateur permettent d'aider les participants à préciser leur émotion et à la relier à un événement spécifique et bien déterminé. À partir de là, le besoin sous-jacent est précisé. L'émotion est donc toujours non seulement conscientisée et verbalisée, mais elle est aussi mise en relation avec des besoins non satisfaits, ce qui permet de dégager des leviers d'action à destination du participant concerné, du groupe ou de l'animateur.

1.3. Développer la capacité cognitive à engager un dialogue et une réflexion sur des sujets sensibles

Les participants sont avertis du fait qu'au cours de la formation, en parallèle de la co-construction d'un savoir, ils seront l'objet de leurs propres interrogations et observations, dans le cadre d'un espace temporaire d'expérimentation sociale. Cette méthode de travail reposant sur une pédagogie expérientielle requiert l'assentiment de tous et, outre un intérêt manifeste à comprendre les mécanismes qui font l'objet de la formation, une attitude de bienveillance de la part de l'ensemble des participants. Par des exercices ponctuels, notamment issus du champ théâtral, faisant appel à la mémoire du corps et à la déconstruction des émotions, le groupe pourra conscientiser ses automatismes. Ces exercices permettent dès l'abord de dépasser la dimension intellectuelle du sujet pour souligner ses aspects profondément émotionnels et dès lors prendre toute la mesure des difficultés de la gestion des relations interpersonnelles au quotidien.

La méthode Prodas favorise les prises de conscience de nos propres émotions et de celles des autres, elle favorise également la conscientisation de l'équivalence et de l'interdépendance entre individus. Les méthodes de communication non violente utilisées durant la réunion en mode sociocratique modifient sensiblement la charge émotionnelle des échanges. L'entraînement de l'empathie et de l'écoute active que la méthode suppose contribue à instaurer un climat de confiance et un plus grand respect mutuel. La pratique de la communication assertive participe de cette approche, et l'ensemble des méthodes de communication employées dans un cadre sociocratique permet de diminuer l'agressivité.

Chaque participant peut soumettre au groupe une problématique qui le concerne. Des réactions ou solutions possibles sont suggérées par chaque participant : « Moi, si j'étais à ta place, X, je..... ». Le membre du groupe concerné, éventuellement aidé d'un autre participant, peut alors élaborer un « plan d'action » qui sera éventuellement soumis à l'adhésion du groupe. C'est le principe même de l'intelligence collective qui permet de se mettre à la place de l'autre, de concevoir des situations problématiques de son point de vue et de l'aider à élargir le champ des réactions possibles.

Un autre outil d'analyse collective de la sociocratie consiste à déterminer ensemble les freins et les moteurs permettant de passer d'une situation initiale, considérée comme insatisfaisante, à une situation idéale, préalablement imaginée par le groupe. La sociocratie inclut également des outils de gestion des conflits, qui reposent sur l'expression non stigmatisante des émotions des personnes impliquées.

1.4. Promouvoir un sentiment de solidarité et de sérénité dans les écoles

La méthode Prodas permet de créer un sentiment de sécurité en favorisant le développement de la capacité à se dire (respect de soi et de ses besoins) et à écouter (respect de l'autre). Elle renforce la confiance en soi des participants en les aidant à distinguer entre «être» et «avoir»: un individu participant aux groupes de parole selon la méthode Prodas entraînera sa capacité à passer du discours du type « je suis nul en ... » à un autre discours du type « je peux acquérir des compétences en ... ».

Un outil très puissant de la sociocratie est le « vote sans candidat ». Il favorise le renforcement positif pour tous les participants. L'animateur décide d'une fonction à attribuer à un membre du groupe, pour le bon fonctionnement de celui-ci, ou en réaction à un problème spécifique exposé par l'un des participants. Il peut par exemple s'agir d'un rôle de secrétaire, d'assistant pour un membre du groupe désirant travailler sur une problématique particulière, ou de porte-parole du groupe. Chaque participant en choisit un autre et justifie ensuite son choix en s'adressant directement à la personne concernée : « J'ai voté pour toi, X, parce que je pense que tu... ». Les phrases sont alors formulées en « tu », n'évoquent que des éléments positifs et évitent toute comparaison avec d'autres membres du groupe. Ce renforcement positif produit un effet immédiat sur l'estime de soi des participants, mais également sur la solidarité à l'intérieur du collectif.

Les outils de la sociocratie comme la méthode Prodas déplacent le lieu du débat. Au lieu d'échanger des opinions de façon plus ou moins spontanée, les membres du groupe intègrent chaque opinion émise durant les tours de parole : le débat se déroule alors « dans la tête » de chaque participant, permettant de faire évoluer les positions de chacun. Des retours très fréquents vers le groupe favorisent l'expression et permettent de gérer les émotions négatives.

2. Objectifs spécifiques

2.1. Formation des enseignants de minimum deux écoles, soit environ 60 personnes, à des techniques de cercles de parole.

Les enseignants sont formés par groupes de 15 personnes aux techniques de la sociocratie, à des outils d'intelligence collective et à la méthode Prodas. Cette formation se déploie de manière active et participative, les membres de chaque groupe étant régulièrement appelés à animer eux-mêmes certains exercices, une fois les principes fondamentaux de la méthode établis. Assez tôt dans le processus, le groupe peut déjà travailler sur base de cas vécus par les participants. Au bout d'un certain nombre de séances destinées à former aux mécanismes de base de l'intelligence collective et de la méthode Prodas, les participants peuvent bénéficier d'un suivi de leurs activités, tout en continuant à ancrer leurs pratiques, puisque les réunions de suivi se déroulent seront les principes des cercles de parole.

Deux séances d'une journée par sous-groupe de 15 personnes maximum sont nécessaires pour acquérir les bases des méthodes.

Principaux outils présentés en intelligence collective et sociocratie:

Ronde d'ouverture ; établissement des règles ; tour des tensions/contrariétés ; tour de clarification ; tour d'objection ; différenciation entre non « constructif » et non « obstructif » ; vote sans candidat ; autoévaluation ; « moi à ta place » ; processus chaordique ; la notion de consentement ; freins et accélérateurs pour passer d'une situation initiale à une situation idéale ; tour de fermeture.

La méthode Prodas fait également l'objet d'une présentation où les différentes techniques utilisées sont mises en pratique par le groupe.

2.2. Accompagnement méthodologique régulier des écoles participantes sur une période de minimum un an, avec groupe d'intervention.

Les réunions de suivi se déroulent en mode sociocratique ou selon la méthode Prodas, ce qui contribuera à ancrer plus profondément encore la maîtrise des outils. Les participants sont invités à partager avec le groupe des situations vécues afin de bénéficier de l'intelligence collective et ainsi bonifier les pratiques. Des plans d'actions sont réalisés, et pourront ensuite être mis en œuvre. Les résultats de la concrétisation de ces plans d'actions seront discutés lors des prochaines réunions. Les séances de formation sont suivies par des séances d'accompagnement à mesure que les participants se familiarisent avec les outils et les mettent en pratique avec leurs élèves. Ces séances de suivi se déroulent également avec des groupes de 15 personnes au maximum.

Public cible :

- Enseignants du milieu scolaire.

Objectif(s) :

- Développer l'empathie et l'écoute chez les enseignants et les élèves ;
- Développer les capacités de gestion de ses émotions ;
- Développer la capacité cognitive à engager un dialogue et une réflexion sur des sujets sensibles ;
- Promouvoir un sentiment de solidarité et de sérénité dans les écoles.

Partenaire(s) :

Emilie Bréban

Evaluation :

À l'issue de la période d'implémentation et de suivi de la méthode, une évaluation finale sera réalisée sous forme des questionnaires qualitatifs (pre-test et post-test).

Budget approximatif :

Voir personne de contact pour plus d'information.

Difficultés rencontrées :

Le projet est actuellement en cours de réalisation. Une fois terminé, le rapport final du projet inclura une synthèse des difficultés rencontrées et permettra de dresser un bilan des réalisations au vu des objectifs initialement visés.

Formation « Lutte contre la polarisation » destinée aux médiateurs sociaux

Commune : Bruxelles-ville

Organismes : ASBL Bravvo (Cellule PreRad) ; Service de prévention de la ville de Bruxelles-Ville

Région : Bruxelles-Capitale

Domaine : Formation à destination des professionnels et intervenants de première ligne

Prévention : Secondaire

Personnes de contact : Hadelin.Feront@brucity.be ; Violeta.Esteban@brucity.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

L'Asbl « BRAVVO » est une structure en perpétuelle adaptation, en lien avec l'évolution des quartiers, les priorités des autorités subsidiaires et leur intérêt croissant pour le champ de la prévention.

Faisant partie de la coordination générale de l'Asbl BRAVVO, la Cellule PRE-RAD agit en soutien des jeunes, de leur famille et du milieu associatif bruxellois. Elle propose une approche de protection et de soutien face aux dangers des organisations qui propagent un discours de haine et légitiment l'usage de la violence.

Le dispositif de prévention de la radicalisation violente poursuit donc deux objectifs principaux :

- 1) La gestion du risque lié à des individus radicalisés ou en voie de radicalisation ;
- 2) La prévention à moyen et long terme dans les quartiers ciblés.

Pour atteindre ces objectifs, le dispositif se déploie à trois niveaux :

- Prévention primaire (information et sensibilisation) ;
- Prévention secondaire (formation des acteurs de première ligne et développement de projets ou activités visant à renforcer la résilience de certains publics) ;
- Prévention tertiaire (accompagnement des individus et de leurs proches).

Dans son travail de prévention secondaire, la Cellule Pre-Rad vise à soutenir ses médiateurs sociaux, notamment par la mise à disposition de formations et d'outils visant à lutter contre le phénomène de polarisation dans les quartiers, le repli communautaire et à renforcer la résilience dans les quartiers face à la radicalisation violente.

Philosophie du projet :

Ce parcours de formation et d'accompagnement a pour objectif d'aider les participants à mieux comprendre les perceptions qu'ils ont d'eux-mêmes et de leur public, les rôles qu'ils endossent, le rapport qu'ils construisent à eux-mêmes et aux autres dans le cadre de leurs fonctions et au-delà.

De cette manière, le parcours aide à travailler sur les ressentis personnels, la résilience et à désamorcer les discours polarisants afin d'améliorer la gestion de situations de repli communautaire et de polarisation. Ce travail s'inscrit donc dans la perspective d'un renforcement des capacités des animateurs à prévenir la radicalisation dans le cadre de leur fonctions habituelles et au renforcement de la résilience et des capacités citoyennes de leur public.

Description du projet :

L'Asbl « IAHV » propose un programme de Self Management aux médiateurs sociaux pour travailler la perception de soi, ses limites et aussi renforcer la résilience personnelle, l'estime de soi et l'objectivité.

Une approche de groupe plutôt que du coaching individuel est privilégiée.

Le programme de groupe peut se donner en 12 heures échelonnées sur 2 à 4 jours consécutifs avec un minimum de 2,5h par atelier. Les ateliers peuvent être cumulés sur une journée, par exemple : jour 1- 3h; jour 2 - 6h; jour 3 - 3h ou jour 1 à 4 -3h.

Le programme de Self Management se compose d'éléments différents tels que :

- Une introduction à la dynamique du mental, nos 7 niveaux d'être et le pouvoir du souffle ;
- Des exercices de respiration profonde pour évacuer les tensions et le stress ;
- De la relaxation profonde pour calmer le mental ;
- Des processus interactifs pour aider à faire face aux situations et aux personnes difficiles afin d'améliorer les relations personnelles et interpersonnelles ;
- Des exercices d'introspection, de prise de conscience, et de mindfulness (présence de soi) ;
- Une technique 'home practice' pour maintenir les bienfaits du programme et intégrer une hygiène mentale au quotidien.

Bienfaits du programme :

- Compréhension de la dynamique du mental, ses tendances, une prise de conscience émotionnelle et physique ;
- Amélioration générale du sentiment de bien-être intérieur ;
- Meilleure maîtrise des schémas de réflexion, de comportement et d'émotion ;
- Intuition et créativité augmentées ;
- Amélioration de la clarté d'esprit et de la concentration ;
- Meilleure capacité à gérer les situations ou les personnes difficiles ;
- Amélioration de la performance personnelle et professionnelle ;
- Diminution de l'insomnie, de l'agitation, de l'anxiété et de la dépression ;
- Réduction du cortisol (hormone du stress), renforcement de la résilience au stress et meilleure capacité à travailler sous des atmosphères tendues ;
- Prise de recul plus rapide ;
- Etre en mode 'action' au lieu de 'réaction', mieux gérer les provocations.

Mise en œuvre de la formation

La formation aura une durée de 7 jours (4 jours de formation + 3 jours de suivi). Les plannings finaux seront établis en concertation avec le centre de jeunes.

En plus des journées de formation seront prévues une réunion de préparation avec la cellule Pre-Rad ; une réunion de présentation du dispositif aux responsables de la médiation ; une réunion d'évaluation avec les responsables de la médiation et le responsable de service de la cellule Pre-Rad.

Public cible :

Les médiateurs sociaux de Bravo.

Objectif(s) :

- Prévenir et/ou désamorcer les dynamiques de polarisation dans les quartiers ;
- Renforcer la capacité des équipes à faire face à ce type de dynamique.

Partenaire(s) :

IAHV (Association internationale pour les valeurs humaines).

Evaluation :

Suivi : Pour assurer une durabilité des bienfaits du programme, trois suivis de 2h avec le groupe sur une durée de six semaines au total seront réalisés. Ceux-ci créeront un espace de partage par rapport aux réflexions personnelles de chacun, et aux bienfaits de la pratique quotidienne, un rappel des techniques apprises ensemble et un coaching additionnel si nécessaire.

IAHV s'engage à rendre un rapport d'activités à la fin de la formation afin d'évaluer l'impact de son intervention.

Budget approximatif :

Voir personne de contact pour plus d'information.

Difficultés rencontrées :

Le projet est actuellement en cours de réalisation. Une fois terminé, le rapport final du projet inclura une synthèse des difficultés rencontrées et permettra de dresser un bilan des réalisations au vu des objectifs initialement visés

Projet "Toute Voile Dehors"

Commune : Bruxelles-ville

Organismes : ASBL Bravvo (Cellule Pre-Rad) - Service de prévention de la ville de Bruxelles-Ville

Région : Bruxelles-Capitale

Domaine : Projets/Outils pédagogiques- éducatifs

Prévention : Secondaire

Personne de contact : Hadelin.Feront@brucity.be ; Violeta.Esteban@brucity.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

L'Asbl « BRAVVO » est une structure en perpétuelle adaptation, en lien avec l'évolution des quartiers et, les priorités des autorités subsidiaires et leur intérêt croissant pour le champ de la prévention.

Faisant partie de la coordination générale de l'Asbl BRAVVO, la Cellule PRE-RAD agit en soutien des jeunes, de leur famille et du milieu associatif bruxellois. Elle propose une approche de protection et de soutien face aux dangers des organisations qui propagent un discours de haine et légitiment l'usage de la violence.

Le dispositif de prévention de la radicalisation violente poursuit donc deux objectifs principaux :

1. La gestion du risque lié à des individus radicalisés ou en voie de radicalisation ;
2. La prévention à moyen et long terme dans les quartiers ciblés.

Pour atteindre ces objectifs, le dispositif se déploie à trois niveaux :

- Prévention primaire (information et sensibilisation) ;
- Prévention secondaire (formation des acteurs de première ligne et développement de projets ou activités visant à renforcer la résilience de certains publics) ;
- Prévention tertiaire (accompagnement des individus et de leurs proches).

Philosophie du projet :

Dans son axe de travail de prévention secondaire et tertiaire, Bravvo souhaite développer un programme permettant à des jeunes vulnérables et/ou en décrochage, de sortir de leur contexte et de leurs habitudes par un parcours d'apprentissage de la navigation océanique débouchant sur un voyage à bord d'un voilier pour en former l'équipage.

La navigation océanique est un sport qui exige diverses connaissances théoriques, pratiques, organisationnelles et humaines. A travers un effort individuel et d'équipe, par le respect des règles et des dangers que présentent l'océan, les participants repoussent leurs limites, ouvrent leurs horizons et accèdent à une plus grande autonomie, à savoir la possibilité de naviguer sur toutes les mers du globe.

Description du projet :

Il s'agit dans un premier temps de sortir d'un cadre de vie urbain pour découvrir d'autres horizons, une autre culture, un monde insulaire coupé du continent. En vivant pendant une semaine dans un univers clos, les participants devront faire preuve d'empathie et de savoir-vivre, de respect de chacun, d'entraide. Toutes les tâches ou presque sont collectives et chacun s'y met à tour de rôle, pour le bon déroulement du séjour. La mer, et l'océan a fortiori, sont des milieux qui impliquent une rigueur, une certaine forme de discipline et d'harmonie entre les équipiers, tant pour la vie au port, que pour la vie en mer. Nous savons par expérience que chacun réagit très différemment à une telle mise en situation, mais nous essayons de susciter motivation et enthousiasme chez chacun afin d'en faire des équipiers dignes de ce nom, capables d'effectuer les manœuvres de base à bord d'un voilier, et pourquoi pas de futurs skippers au sein de l'Association ainsi que de celles des partenaires. L'ouverture à d'autres possibilités nous apparaît comme un chemin vertueux pour rompre avec l'isolement et des logiques qui tendent à enfermer des individus dans des impasses.

Etapes/Actions :

1. Un parcours d'apprentissage technique de la navigation à Bruxelles ;
2. Une préparation à un voyage sur base de la géographie, culture locale, histoire maritime du pays visité ;
3. Un voyage d'une semaine à bord d'un voilier en Europe avec mise à contribution des participants comme membres de l'équipage.

Programme du séjour

Phase préparatoire

Une journée de présentation du projet au groupe de jeunes concernés : travailler avec les jeunes et les éducateurs sur les thèmes et disciplines qui seront approfondis lors de la semaine en mer. A savoir les éléments de bases que sont la sécurité en mer et le fonctionnement élémentaire d'un voilier, mais aussi d'autres aspects (sensibilisation aux fonds marins, pêche, navigations diverses, histoire, géographie, observation des cétacés, etc.).

Phase voyage

Une semaine à Gran Canaria, avec une traversée aller-retour vers Fuerteventura. Cette semaine est organisée autour de la traversée qui emmène le groupe d'une île à une autre, ainsi qu'un retour.

Cette traversée est conditionnée par les compétences acquises par le groupe dans les jours qui précèdent, ainsi que par la météo. Des activités sont proposées en annexe, mais la navigation océanique inter-îles est dans ce cas-ci au cœur du projet.

- **Samedi** : Arrivée à Las Palmas de Gran Canaria, découverte du bateau et organisation pratique et de la vie à bord. Distribution des rôles et tâches pour la semaine. Courses collectives , rangement de l'avitaillement de fond. Découverte du port, observation des différents bateaux présents. Organisation du premier repas à bord.
- **Dimanche** : Tour technique du bateau, procédures de sécurité, explications des manœuvres de port, des principaux nœuds, petit cours sur la conduite du bateau à la voile. Si météo favorable, première sortie en mer, débriefing (mal de mer, manœuvres, conduite de chacun en mer). Si météo défavorable, excursion en ville à la Casa de Christophe Colomb.
- **Lundi** : Répétition des manœuvres de sécurité, de port, des nœuds et des manœuvres en mer, activité cartographie (géographie, histoire, quid aujourd'hui). Navigation et mise en pratique de la cartographie. Navigation: chacun prend un tour de barre, manœuvre de hissage de la voile, virements de bord. Debriefing.
- **Mardi** : Navigation vers Fuerteventura, port de Moro Jable.
- **Mercredi** : Rangement du bateau, ensuite promenade dans les alentours du port, ou si le temps le permet, mouillage à côté de Moro Jable.
- **Jeudi** : Navigation retour vers Gran-Canaria.
- **Vendredi** : Rangement du bateau, ensuite excursion (en montagne ou en ville) ou dernière navigation en mer si l'envie et les conditions sont présentes.

Public cible :

Le programme peut accueillir deux groupes de 4 jeunes entre 16 et 18 ou 19-26 ans, plus deux éducateurs Bravvo. Le public visé en priorité sont des jeunes qui sont :

- En questionnement identitaire/manque de repères/recherche de repères ;
- En décrochage et/ou ayant eu des démêlés judiciaires ;
- Démontrant un sentiment de frustration/colère/haine ;
- Ayant un discours polarisant.

Objectif(s) :

- Confronter des jeunes en décrochage à une expérience et un environnement éloignés de leur quotidien ;
- Impartir un apprentissage ludique et responsabilisant de la navigation océanique ;
- Contribuer à créer un esprit de groupe et une curiosité envers l'autre chez les participants.

Partenaire(s) :

Chicon Pleine Mer Asbl.

Evaluation :

Plusieurs outils et moments d'évaluation ont été conçus afin d'évaluer l'efficacité du projet :

- Le carnet de bord d'évaluation mis à disposition des éducateurs et des travailleurs de l'Asbl à bord, reprend les différents points clés d'analyse du projet en lien avec les objectifs stratégiques, à compléter au fur et à mesure du voyage. Il présente l'avantage de lister les critères d'évaluation clé, sous l'angle de l'impact du projet :

- **Appréciation des apprentissages** : savoir-faire, intérêt et ouverture envers de nouvelles thématiques.
- **Attitude générale** : ouverture, frustration, motivation, savoir être, confiance en soi.
- **Dynamique au sein du groupe** : dialogue, conflits, incidents.

- **Rapport à la norme** : respect du cadre, critique de l'autorité.
- **Implication** : sens des responsabilités, proactivité des jeunes, participation.
- **Rôles entre partenaires.**
- **Difficultés rencontrées.**

- Le rapport d'évaluation du prestataire circonstancié et complet en rapport avec ces critères.
- Des entretiens collectifs semi-directifs avec les jeunes, ex ante et post à partir d'un « scénario » préalable, de manière notamment à identifier qualitativement la dynamique du groupe, le rapport à l'autorité, la réceptivité et les attentes vis-à-vis du projet.

Budget approximatif :

Voir personne de contact pour plus d'information.

Difficultés rencontrées :

- Manque de préparation en amont et départ précipité de certains jeunes. Un weekend d'initiation aurait permis aux jeunes sur place de se focaliser davantage sur l'expérience en elle-même et moins sur les aspects techniques. Cependant, cette critique reste à nuancer, l'effet de surprise chez les jeunes, provoqué par la non préparation au voyage et aux techniques en mer, a été accentué. Le dépaysement recherché pour les jeunes a donc été total, ce qui a représenté des avantages au niveau de leur capacité d'adaptation et de résilience, dans un cadre informel, plus propice peut-être au déploiement des capacités de chacun qu'un cadre préparatoire plus formalisé.
- Un des groupes comptait finalement 3 jeunes au lieu de 4 en raison d'un désistement en dernière minute.

Rencontres supra-locales « Prévention de la radicalisation violente : échange de bons procédés »

Commune : Charleroi

Organismes : Direction de la Prévention et de la Sécurité de la Ville de Charleroi - Service Evaluation Interne et Recherche

Province : Hainaut

Domaine : Formation à destination des professionnels et des intervenants de première ligne

Prévention : Secondaire

Personne de contact : radicalisme@charleroi.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Politique d'impulsion du SPF Intérieur, IMPULS II.

Philosophie du projet :

Renforcer le réseau existant, échanger sur la situation et les besoins des villes, mais également sur les actions de prévention de la radicalisation initiées ou mises en place.

Description du projet :

Matinée organisée comme suit : exposé posant les bases de la discussion et suivi d'ateliers, mise en commun des réflexions et élaboration de pistes d'action (voir Annexe).

Public cible :

Villes de la Province du Hainaut d'abord, « professionnels de la prévention de la radicalisation » ensuite.

Objectif(s) :

- Élargir le réseau et développer sa dynamique ;
- Faire le point sur trois thématiques en lien avec la radicalisation violente : réseaux sociaux, secret professionnel et groupe de parole ;
- Échanges sur base des thématiques présentées ;
- Élaboration de pistes de réflexion, esquisse de nouvelles actions.

Partenaire(s) :

Invités : Villes/province du Hainaut, référents radicalisme, monde associatif carolorégien, SPF Intérieur, OCAM, Mobile Team, SGRS, VSSE, Fédération Wallonie-Bruxelles (CAPREV-CREA-Enseignement), Région wallonne, CPAS, CPMS, Centre Régional d'Intégration de Charleroi, FEDASIL, IPPJ, Maison de Justice, SAJ, ORS Espace Libre, Police, prison, ULG, UNamur, UNIA, etc.

Budget approximatif :

4.500€

Difficulté(s) rencontrée(s) :

Diffusion de l'invitation : s'assurer que tous ceux qui sont intéressés par l'initiative soient mis au courant de l'organisation de celle-ci.

Journée d'étude « Prévention de la radicalisation violente au niveau local »

Commune : Charleroi

Organismes : Direction de la Prévention et de la Sécurité de la Ville de Charleroi ; Centre d'Aide aux Victimes de la Ville de Charleroi

Province : Hainaut

Domaine : Formation à destination des professionnels et des intervenants de première ligne

Prévention : Secondaire

Personne de contact : radicalisme@charleroi.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Politique d'impulsion du SPF Intérieur, IMPULS II.

Philosophie du projet :

Introduire des notions théoriques et pratiques à l'approche préventive des processus de radicalisation.

Description du projet:

Organisation le 22 septembre 2016 d'une journée de sensibilisation à destination des intervenants et professionnels de première ligne, abordant plusieurs aspects théoriques mais aussi pratiques (voir programme en Annexe).

Public cible :

Professionnels et intervenants de première ligne concernés directement ou indirectement par la thématique de la prévention de la radicalisation.

Objectif(s) :

- Introduire théoriquement la thématique à travers divers approches ;
- Outiller et orienter dans une certaine mesure les professionnels désireux de développer une approche préventive de la radicalisation dans le cadre de leur travail ;
- Présentation d'initiatives concrètes mises en place par différents niveaux de pouvoirs ;
- Échanges sur base des thématiques présentées ;
- Élaboration de pistes de réflexion, esquisse de nouvelles actions.

Partenaire(s) :

Ville de Charleroi ; SPF Intérieur.

Evaluation :

La matinée fut particulièrement intéressante et enrichissante pour les professionnels abordant le phénomène pour la première fois. Offrant un large panel d'intervenants d'horizons divers, les organisateurs ne se sont pas ménagés.

Les échos recueillis furent très positifs et beaucoup de participants ont émis le souhait d'approfondir la connaissance de ce phénomène dont la complexité peut déstabiliser.

Cette journée fut aussi l'occasion d'une prise de contact et d'une mise en réseau indispensable à cette approche préventive.

Budget approximatif :

7.000€

Avis local :

Il s'agissait d'une première information aux professionnels, prémices d'un plan d'action. La journée a atteint son objectif de sensibilisation d'un public professionnel au travers d'exposés complémentaires, qu'ils soient explicatifs ou qu'ils partagent une expérience utile.

Cette sensibilisation a ouvert la voie préventive de l'approche d'un phénomène pour lequel d'autres actions ont déjà été organisées dans la foulée (dépliant, appel à projets, rencontres supra-locales, formations).

Groupes de parole

Communes : Communes de la région Mons-Borinage

Organisme : PAVEE (Plateforme Agir pour un Vivre Ensemble Egalitaire)

Province : Hainaut

Domaine : Projets/Outils pédagogiques-éducatifs

Prévention : Secondaire

Personne de contact : mohammed.zentar@colfontaine.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Voir présentation générale de PAVEE (prévention primaire - fiche projet 1.8).

Dans le cadre de ce sous-projet, il nous fallait identifier les questionnements et les besoins de notre public quant à la problématique du Vivre-Ensemble. A travers ces groupes de parole nous souhaitons enrichir nos réflexions afin de proposer des actions pertinentes en adéquation avec une démarche « du bas vers le haut ».

Philosophie du projet :

Voir présentation générale de PAVEE (voir fiche projet PAVEE).

En plus de nous fournir la matière première de nos actions et réflexions, ce temps d'échange avec la population est l'occasion de sensibiliser ceux qui ne l'étaient pas encore à la complexité du vivre ensemble dans la société hypermoderne dans laquelle nous vivons actuellement. Dans ce contexte de non-jugement et dans un dispositif de conversation philosophique nous favorisons également le retissage du lien social et l'expérience positive pour des populations défavorisées parfois en mal d'appartenance sociale.

Description du projet :

Description d'une séance-type :

1. Introduction (5')
2. Cultionary (30')

Thèmes abordés : images, stéréotypes et préjugés.

Objectifs :

- Travailler sur nos stéréotypes et nos préjugés à propos des autres, afin de les analyser.
- Comprendre comment fonctionnent les stéréotypes.
- Générer une créativité et des idées spontanées de la part du groupe.

Déroulement :

1. Former des groupes de 4-5 participant-e-s.
2. Chaque groupe se procure des feuilles et un stylo et s'assoie dans un coin, un peu à l'écart des autres.
3. Appeler un des membres de chaque groupe et lui donner un mot (maison, fleur, belge, musulman, homosexuel, étranger, discrimination, etc.).
4. Demander-leur de rejoindre leurs groupes et de traduire le mot par un dessin, tandis que les autres membres du groupe tentent de deviner de quoi il s'agit. Ils ne doivent dessiner ni chiffres, ni mots et ne pas parler, si ce n'est pour confirmer l'exactitude de la réponse.
5. Le reste du groupe doit seulement proposer des solutions, et ne pas poser de questions.
6. Une fois toutes les réponses trouvées, demander au dessinateur de chaque groupe d'inscrire le mot sous leur dessin, qu'il soit terminé ou non.
7. Demander ensuite aux équipes de choisir un autre dessinateur. Faire en sorte que chacun puisse dessiner au moins une fois.
8. A la fin, demander aux groupes d'afficher leurs dessins, afin qu'ils puissent comparer et discuter des différentes interprétations et des images associées aux mots.

Compte-rendu & mise en commun :

- Est-ce que l'activité vous a semblé facile ou difficile ? Pourquoi ?
- Ces images correspondent-elles à la réalité ?
- Pourquoi avez-vous choisi ces images pour illustrer les mots ?
- Les images sont-elles positives ou négatives ?
- Quels pourraient être les effets sur nos relations avec les personnes concernées ?
- Qu'est-ce qu'un stéréotype pour vous ?
- Quel est l'origine des stéréotypes ?
- Quel est le lien entre les stéréotypes, les préjugés et la discrimination ?

3. Cercle de recherche (60')

A. Emergence du mot

- Noter le thème (vivre ensemble) au centre d'une grande feuille posée sur une table (on doit pouvoir se déplacer autour de la feuille).
- Chacun prend un marqueur de couleur (au choix) pour écrire 3 mots en rapport avec le thème (temps : 40 sec. à 1 min).

- Glisser vers la droite pour se trouver devant les mots de son voisin. On peut changer de couleur et annoter les mots, faire des liens, les commenter, jamais censurer (temps : 40 sec. À 1 min).
- Tourner plusieurs fois jusqu'à revenir devant sa place initiale.
- Prendre le temps de lire les interventions des autres.
- Choisir 2 ou 3 mots et les noter sur une autre feuille, visible par tous.
- Voir si un mot revient davantage que les autres et le mettre en évidence.

B. Discussion à visée philosophique

Le mot fait ensuite l'objet d'une discussion entre l'ensemble des participant-e-s.

La discussion vise à être philosophique car il y s'agit de :

- Mettre en question ce qui va de soi ;
- Réfléchir à un thème précis qui vise à éclaircir la condition humaine ;
- Prouver et justifier ce que nous prétendons savoir ;
- Entrer dans une recherche méthodique dans le but d'aboutir à une réponse, une solution ;
- Faire l'effort de justifier la réponse trouvée.

4. Illustration du mot (45')

Chaque lettre du mot choisi est attribuée à un-e participant-e. Il/elle illustre la lettre par le dessin, le collage, etc. L'idée est d'insérer au moins une idée entendue lors de la discussion dans le dessin.

Quand les participant-e-s ont terminé d'illustrer leur lettre, chacun donne une brève explication au groupe. Le mot est ensuite recomposé avec les illustrations de chacun-e.

Public cible :

Les groupes de parole sont ouverts à toutes et tous : enfants, adolescents, adultes (mais travail actuel avec des groupes de jeunes).

Objectif(s) :

- Entendre les participant-e-s sur leur perception de leur place dans la société d'aujourd'hui ;
- Questionner le « vivre ensemble » (ça veut dire quoi, vivre ensemble ?) ;
- Alimenter la réunion plénière afin de faire le lien entre les perceptions et les moments de réflexion organisés par la PAVEE.

Partenaire(s) :

Les partenaires de la plateforme et toute autre institution qui en ferait la demande.

Evaluation :

La méthode d'évaluation reste à définir. L'idéal serait de penser à un document à remettre aux participant-e-s. Toutefois, les animateurs prennent à posteriori un temps pour penser la réflexion du public mais aussi pour améliorer le dispositif et le cadre dans le cas d'animations ayant « dysfonctionné » (manque de contenu, de participation, de motivation, etc.).

Budget approximatif :

Si les ateliers se multiplient, il faudrait définir un budget d'achat de matériel. Toutefois, des livres ont d'ores et déjà été achetés afin d'être distribués lorsque nous intervenons auprès d'enfants de 8 à 12 ans.

Difficulté(s) rencontrée(s) :

La constitution de groupes afin de proposer les ateliers.

Avis local :

Plusieurs partenaires locaux ont marqué leur intérêt et ont formulé une demande d'animations à mener auprès de groupes très variés. Nous sommes en phase de programmation des prochaines sessions de groupe de parole.

Cycle de formations

Communes : Communes de la région Mons-Borinage

Organisme : PAVEE (Plateforme Agir pour un Vivre Ensemble Egalitaire)

Province : Hainaut

Domaine : Formation à destination des professionnels et intervenants de première ligne

Prévention : Secondaire

Personne de contact : mohammed.zentar@colfontaine.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

À l'origine, un constat : de nombreux travailleurs de terrain issus du tissu associatif (maisons de quartiers, maisons des jeunes, etc.), remarquent depuis plusieurs années des changements dans le comportement de certains jeunes, pourtant familiers des services, parfois depuis leur plus jeune âge.

De plus, le contexte socio-médiatique ambiant et les événements violents perpétrés au nom de l'islam polluent les débats qui deviennent dès lors difficiles à dépassionner.

Les travailleurs sociaux de l'équipe se sentent démunis, voire dépassés par l'ampleur de la problématique et se questionnent sur l'attitude à adopter avec ces jeunes et sur la manière d'aborder les sujets relatifs à la radicalisation.

Philosophie du projet:

La réflexion et les actions menées ont pour but de se pencher sur les stigmatisations et les discriminations en s'appuyant sur l'expérience de terrain, en sortant d'une dynamique dialectique et conflictuelle, ainsi que d'une approche sécuritaire.

Dans le cadre de ce sous-projet, nous souhaitons proposer un contenu qui puisse donner des clés de compréhension et d'action aux professionnels confrontés à l'interculturalité et au vivre-ensemble. Avec une approche tantôt théorique, tantôt pratique, les membres du sous-groupe formation s'efforcent de proposer des contenus accessibles et pertinents aux travailleurs de terrain.

Description du projet :

La plateforme a proposé en 2016-2017 et proposera encore des formations continuées et de proximité à l'intention des acteurs locaux qui œuvrent dans le secteur socioculturel. Ces travailleurs sociaux émergent d'une part des partenaires de la PAVEE et d'autre part du partenariat local en tenant compte de leurs besoins et leurs attentes.

- En 2016, organisation d'un premier module de 3 journées de formation, proposé à 15 travailleurs de terrain abordant les thématiques suivantes : les phénomènes de racisme, d'islamophobie et d'antisémitisme, la déconstruction du processus stéréotypes-préjugés-discriminations et finalement les compétences transculturelles.
- En 2017, organisation d'un second module de 3 journées de formation, suite au feedback du premier module, proposé à 15 travailleurs de terrain (en mai et juin 2017) abordant les thématiques suivantes : les enjeux contemporains de l'islam, la place de la laïcité dans la société contemporaine, le travail social avec les immigrés et les descendants de l'immigration dans le contexte actuel.
- Prévue pour fin 2017 début 2018, reprogrammation du 1er module de formation adapté suite aux feedbacks recueillis après la première édition de 2016.

Public cible :

Les travailleurs sociaux émanant principalement du partenariat local et de la plateforme.

Objectif(s) :

Comprendre et prévenir la radicalisation violente en luttant contre les discriminations et en améliorant le « Vivre Ensemble », par le biais de connaissances théoriques permettant une meilleure réflexion dans l'articulation théorico-pratique.

Partenaire(s) :

Les membres de la PAVEE (voir fiche projet de la plateforme « PAVEE »).

Evaluation :

À la suite de chaque action, en réunion plénière, une évaluation qualitative et quantitative est effectuée sur base de nos objectifs qui constituent des indicateurs précieux de réussite. Nous réfléchissons ensuite le cas échéant à comment améliorer nos actions afin qu'elles puissent à l'avenir atteindre nos objectifs.

Nous sommes d'ailleurs en travail pour l'élaboration d'un questionnaire qui serait soumis aux participants de nos formations. Celui-ci nous permettra de nous remettre en question afin d'améliorer toujours davantage le contenu et le dispositif pédagogique de ces formations.

Budget approximatif :

Quasiment l'entièreté de nos formations sont gratuites. Toutefois, proposer des intervenants de qualité à un coût. Les membres de la PAVEE sont donc sollicités afin de dégager des fonds dans le cadre de ce projet.

Difficulté(s) rencontrée(s) :

Nous travaillons actuellement sur le mode de diffusion de ces actions afin de toucher un public de travailleurs sociaux plus large. Nous avons déjà recours à des médias papier (flyers) mais nous espérons pouvoir communiquer via le média informatique très prochainement grâce notamment au site internet.

Avis local :

Les travailleurs sociaux de notre région sont en demande de formations concernant le vivre ensemble. Toutefois, chaque organisme présente ses spécificités et n'est pas toujours intéressé par des formations abordant des thématiques transversales. De ce fait, nous envisageons de proposer au réseau des formations plus spécifiques qui s'aligneraient sur leurs préoccupations en termes de vivre ensemble.

Annexes :

INITIATIVE A L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE

21 mars 2017 de 9h30 à 12h30

« Les inégalités et les discriminations raciales en matière d'accès à l'emploi des immigrés et leur descendants : une histoire qui continue... »

Intervenants:
M. Calogero CONTI - Recteur de l'UMONS
Mme Nouria OUALI (METICES - ULB)
Discutant: Rachid BATHOUM (Collaborateur Unia)

Entrée libre

Adresse de la conférence :
Espace Magnum - Avenue Dr Schweitzer, 1—7340 Colfontaine



Les intervenants

- **Radouane ATTIYA**, titulaire d'une licence en droit et principes islamiques obtenue à l'Université de Médine (2003) et d'un Master en langues et littératures anciennes, orientation orientale.
- **Marc JACQUEMAIN**, sociologue, chargé de cours à la Faculté des sciences sociales de l'ULg.
- **Said BOUAMAMA**, Sociologue, membre du Centre d'Intervention Formation Action Recherche (IFAR)



Inscription obligatoire par e-mail: plateformepavee@gmail.com pour le 15 mai au plus tard !

Il n'est pas obligatoire de participer aux quatre matinées.

Si vous souhaitez participer à l'une ou à l'ensemble de ces rencontres, envoyez-nous vos questions et réflexions à adresser aux intervenants pour le 5 mai au plus tard !



Cycle formations et réflexions

Plateforme Agir pour un Vivre Ensemble Egalitaire

La PAVEE (Plateforme Agir pour un Vivre Ensemble Egalitaire) a la volonté de sortir d'une dynamique conflictuelle et dialectique.

Le compromis a été trouvé par la voie du travail sur la question d'un vivre-ensemble qui soit réellement égalitaire, qui nécessite avant tout de travailler sur les stigmatisations et les discriminations en s'appuyant sur le travail et l'expertise du terrain.

La "PAVEE" reste ouverte à l'adhésion de tout nouveau partenaire qui adhère aux valeurs et aux principes d'une convention ainsi qu'à la méthodologie définie dans la charte établie par les partenaires.

Dans le cadre de nos actions nous proposons aujourd'hui le présent module de formation

Pour qui ?

Tout travailleur du secteur social, culturel ou éducatif, qui se questionne sur l'effectivité du vivre ensemble en Belgique et toute personne ayant à entretenir des relations professionnelles avec les immigrés et leurs descendants.

Quoi ?

Nous y aborderons l'histoire des migrations turque et maghrébine, l'Islam et les enjeux contemporains ainsi que la place de la laïcité dans la société belge, le travail social et les jeunes descendants de l'immigration.



Le 29 mai 2017 de 10h à 13h

Radouane ATTIYA

Les enjeux contemporains de l'Islam.

Lieu : Maison de quartier du Centre

Rue de l'Egalité 95

7390 Quaregnon

Le 30 mai 2017 de 13h à 16h

Marc JACQUEMAIN

La place de la laïcité dans la société contemporaine et l'organisation du vivre ensemble.

Lieu : Abbaye de la Court

(1er étage)

7340 Colfontaine

Le 21 juin 2017 de 10h à 13h

Said BOUAMAMA

Quel travail social avec les immigrés et les descendants de l'immigration dans le contexte actuel ?...

Lieu : Maison Communale

Place de Wasmuël, 1

7390 Wasmuël

Plateforme Agir pour un Vivre Ensemble Egalitaire

La PAVEE (Plateforme Agir pour un Vivre Ensemble Egalitaire) a la volonté de sortir d'une dynamique conflictuelle et dialectique.

Le compromis a été trouvé par la voie du travail sur la question d'un vivre-ensemble qui soit réellement égalitaire, qui nécessite avant tout de travailler sur les stigmatisations et les discriminations en s'appuyant sur le travail et l'expertise du terrain.

La "PAVEE" reste ouverte à l'adhésion de tout nouveau partenaire qui adhère aux valeurs et aux principes d'une convention ainsi qu'à la méthodologie définie dans la charte établie par les partenaires.

Dans le cadre de nos actions nous proposons aujourd'hui le présent module de formation.

Pour qui ?

Tout travailleur du secteur social, culturel ou éducatif, qui se questionne sur l'effectivité du vivre ensemble en Belgique et toute personne ayant à entretenir des relations professionnelles avec les immigrés et leurs descendants.

Quoi ?

Nous y aborderons les questions relatives au stéréotypes, l'islamophobie et l'antisémitisme. Nous nous pencherons également sur les « compétences transculturelles ».



Module 1 :

Les 15 et 16 janvier 2018 de 9h à 16h

Rachid BATHOUM et Stéphanie LECESNE

« stéréotypes - Islamophobie/antisémitisme » **REPORTÉ AU 16 & 17 AVRIL 2018**

Lieu : Place de Wasmuël, 1 7390 Wasmuël (local du service de prévention)

Module 2 :

Les 30 et 31 janvier 2018 de 9h à 16h

Barbara MOURIN et Foued BELLALI

« Les compétences transculturelles »

Lieu : Place de Wasmuël, 1 7390 Wasmuël (local du service de prévention)

Formation CEAPIRE

Centre d'expertise et d'avis pour la prévention et intervention de radicalisme et extrémisme

Commune : Courtrai

Organisme : Ville de Courtrai

Province : Flandre occidentale

Domaine : Formation des intervenants de première ligne et de professionnels

Prévention : Secondaire

Personne de contact : dirk.staessens@kortrijk.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Dans le cadre de la politique IMPULS II, la Ville de Courtrai a reçu une allocation unique d'un montant de 100.000€ de la part du SPF intérieur. Environ la moitié de cette allocation a été consacrée à un contrat avec l'organisme « CEAPIRE » qui a mis son expertise à disposition pendant une année pour des problématiques liées à l'Islam, au radicalisme, à la diversité, etc.

Philosophie du projet :

Pour des thèmes propres au domaine religieux, le contact entre la ville/police et la communauté musulmane ne se déroule pas au mieux. Ce constat peut notamment s'expliquer par le fait que la ville et la police ont très peu de connaissances sur le contexte social et philosophique de l'Islam. Grâce aux conseils et aux interventions des membres de l'organisation Ceapire, le but était de parvenir à améliorer ces liens et ces connaissances.

Description du projet :

L'organisme Ceapire dispense des formations en lien avec la radicalisation : pour la police, pour les membres de la mosquée, pour les travailleurs du secteur de la jeunesse, pour les directions d'écoles, pour les accompagnateurs, pour les coordinateurs de soins, etc.

Ceapire est également disponible pour l'organisation d'entretiens individuels avec des individus de confession musulmane, pour lesquels la police auraient potentiellement des doutes concernant leur rapport à la religion. Ils assurent ces entretiens qui portent sur un contenu religieux et évaluent si le comportement de ces personnes peut représenter un certain « risque » ou « danger ».

Ceapire a formé plus de 10.000 professionnels dans différents secteurs d'activité dans le Benelux. Les formations, séminaires et cours sont adaptés aux besoins du public et aux personnes qui les suivent. Cet organisme

offre les formations, séminaires et cours suivants :

- Islam & islamisme
 - o Islam, culture et traitement des conflits
 - o Fréquentation des jeunes musulmans
- Islam & djihadisme
 - o Mouvements extrémistes et terroristes
 - o Djihad dans le passé et le présent
 - o L'influence de l'islam politique en Europe
- DERAD: détection & signalement
 - o Techniques de recrutement : le recruteur, comment travaille-t-il et comment le reconnaître
 - o Analyse des propagandes
 - o Prévention et techniques d'intervention

Ceapire peut adapter chaque formation, séminaire et cours selon les demandes du client.

Site internet : <http://www.ceapire.be/fr/>

Public cible :

Police, Mosquées, secteur de la jeunesse, cadre enseignant, jeunes, etc.

Objectif(s) :

- Les partenaires tentent de comprendre le contexte et la vision du monde des autres instances ;
- Identifier de quelle manière il faut réagir face aux signaux de radicalisation ;
- Former les travailleurs de terrain à gérer la diversité et apprendre à réagir à des modèles de vie et de culture différents.

Partenaire(s) :

Ville, Police, enseignement, assistance sociale, Organisation Ceapire.

Evaluation:

Evaluation très positive. Les retours concernant les formations sont unanimement positifs, les gens précisent qu'ils ont beaucoup apprécié la formation et qu'ils ont perçu les sessions comme très utiles.

Budget approximatif :

45.000€

Difficultés rencontrées :

- Courtrai a su engager ce projet via les subsides d'IMPULS II. Pour les autres villes, un tel soutien serait très utile mais les coûts engagés sont importants.
- Il était particulièrement difficile de trouver une organisation qui offre un tel service et dont la Sûreté de l'Etat signale qu'il n'y a pas d'inquiétudes en la matière.

Avis local :

A conseiller sans hésitation pour chaque ville qui est confrontée à des difficultés dans un contexte multiculturel.

Projet d'éducation aux médias avec les écoles « Vivre ensemble en dehors de toutes formes d'extrémismes »

Commune : Dison

Organisme : PCS

Province : Liège

Domaine : Projets/Outils pédagogiques-éducatifs

Prévention : Secondaire

Personne de contact : christine.petit-jean@dison.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Ce projet s'inscrit au sein de l'appel à projets « amélioration du vivre ensemble et prévention du radicalisme ». Le Gouvernement wallon a dans ce contexte décidé de consacrer annuellement 2 millions d'euros, à partir de 2016, à soutenir des projets spécifiques de prévention du radicalisme dans les communes qui mettent en œuvre un PCS, mais qui ne sont pas reconnues dans le cadre de la politique des grandes villes (PGV). Au départ de ses compétences, la volonté du Gouvernement est de favoriser un climat de confiance et d'apporter des réponses durables à la détresse des familles et aux causes de la radicalisation, dans le respect des valeurs fondamentales du vivre ensemble.

Philosophie du projet :

Valoriser le vivre ensemble, la découverte et le respect de la diversité culturelle tout en déconstruisant les stéréotypes véhiculés par les médias.

Description du projet :

Projet qui vise le développement de l'esprit critique et de résistances aux tentatives d'endoctrinement chez les jeunes.

Une classe pilote de 5^{ème} primaire sera sélectionnée au sein d'une école dans un des quartiers populaire de Dison, afin de déterminer avec le directeur, l'instituteur, l'Asbl « Open Ado » et les élèves, la méthode la plus adaptée pour travailler le vivre ensemble, s'ouvrir à l'altérité et déconstruire les stéréotypes véhiculés par les médias tout au long de leur 6^{ème} année primaire.

La plus-value de ce projet sera ensuite évaluée et le projet reconduit au sein d'autres classes et d'autres écoles si les résultats s'avèrent positifs.

L'Asbl « Open ADO » est une Asbl principalement axée sur le « Vivre ensemble », sur les médias et les messages véhiculés au sein des classes de 5ème et 6ème primaire.

Avant la détermination d'un support, des suggestions ont été évoquées : jeu sur l'interculturalité, capsules vidéo de l'Asbl « Save Belgium » à destination des classes de primaire.

Les animations proposées par l'Open ADO sont :

- Cycle de 10 séances de 1h-1h30 à partir d'Octobre 2017, toutes les 2-3 semaines.
- Travail sur la création d'outils qui seront mis à disposition des enseignants pour reproduire les animations lors des années scolaires suivantes.
- Travail basé en priorité sur le vivre ensemble, les droits de l'enfant, les droits de l'homme etc. Thématiques abordées : les différences, le respect, les sentiments et leur expression, l'estime de soi, l'égalité entre filles et garçons, travail sur les apparences, développer l'esprit critique principalement vis-à-vis des informations véhiculées sur les médias, travail sur les stéréotypes et les préjugés, rapport à l'autorité etc.

Public cible :

Jeunes de 5ème primaire, suivis sur leur 6ème.

Objectif(s) :

Développer chez les jeunes l'esprit critique et la résistance aux tentatives d'endoctrinement.

Partenaire(s) :

- Asbl Open ADO ;
- Directeurs d'écoles primaires ;
- Plan de cohésion sociale.

Evaluation :

Une évaluation du projet est prévue par le pouvoir subsidiant, sur base d'une visite de terrain et d'un rapport d'activités.

Les résultats positifs seront reconduits au sein d'autres classes et d'autres écoles.

Budget approximatif :

Partenariat public - temps de travail des agents communaux et provinciaux

Avis local :

Il est important de commencer la prévention tôt chez les jeunes/enfants afin d'ouvrir leur esprit et leur apprendre à analyser les informations qu'ils reçoivent dans les médias, les réseaux sociaux, etc.

Projet « Schola ULB »

Commune : Evere

Organisme : Administration communale

Région : Bruxelles-Capitale

Domaine : Projets/ Outils pédagogiques-éducatifs

Prévention : Secondaire

Personnes de contact : mduseuwoir@evere.brussels

Contexte dans lequel le projet a été développé :

Les éducateurs des Maisons de quartier et leur coordinateur ont constaté que les jeunes de 12-13 ans connaissent souvent de grosses difficultés d'adaptation au premier degré de l'enseignement secondaire. Il y avait donc nécessité d'organiser un soutien parental et scolaire pour ces jeunes étant donné que nos maisons de quartier organisaient déjà des écoles de devoirs pour les enfants francophones en école primaire mais rien pour les jeunes adolescents.

Philosophie du projet :

Offrir un soutien aux jeunes face à la nouveauté d'un système demandant de trouver une méthodologie de travail, tout en les responsabilisant vu qu'ils s'engagent à venir toute l'année par la signature d'un règlement du programme de tutorat. Leurs parents cosignent ce règlement afin d'intégrer toute la famille dans le processus.

Description du projet :

Accueil, tous les mercredis après-midi, de 16h à 18h, d'un groupe de dix à douze jeunes encadrés par un éducateur et deux étudiants de l'Asbl Schola ULB. L'éducateur de la maison de quartier gère le local, les présences, le calme, le matériel et le confort général des participants. Les activités scolaires de suivi, de méthodologie ou de remédiation sont assurées par les étudiants de Schola ULB.

Public cible :

Tous nos projets et actions visent tant les enfants everois que les enfants habitant une autre commune mais scolarisés sur notre territoire.

Objectif(s) :

L'objectif premier de ce projet est de prévenir les risques de radicalisation violente des jeunes en **soutenant le rôle parental** et en aidant les jeunes à éviter la relégation dans des filières scolaires inadéquates pour le profil du jeune concerné. C'est un outil de lutte contre l'échec et le décrochage scolaire qui permet également d'assurer un relais rapide vers les structures spécialisées.

Partenaire(s) :

L'Asbl Schola ULB.

Evaluation :

Une nette amélioration de l'image de soi du jeune en tant qu'étudiant est observée grâce, notamment, aux qualités relationnelles des tuteurs. Si les jeunes sont venus poussés par leurs parents, ils se réinscrivent presque tous de manière volontaire, et avec plaisir.

Il y a un très bon encadrement des activités par les éducateurs des maisons de quartier et des tuteurs de Schola ULB qui instaurent et assurent une bonne ambiance de travail et un bon contact avec les parents. Ces derniers apprécient l'enthousiasme de leurs enfants mais aussi la possibilité qu'ils ont de pouvoir recevoir un conseil ou une aide dans leurs relations avec l'école ou avec leur enfant.

Les éducateurs et coordinateurs ont des contacts privilégiés avec les jeunes et peuvent recueillir leurs soucis et les conseiller.

Budget approximatif :

Environ 5.000€ de coût de matériel et de collaboration avec l'Asbl Schola ULB (frais administratifs et rétribution des séances de soutien scolaire).

Difficultés rencontrées :

L'assiduité des jeunes en début de projet a du être stimulée et plusieurs contacts avec les parents ont été nécessaires pour que les jeunes respectent leur engagement (signature de la feuille d'inscription). Certains jeunes n'ont pas encore la maturité nécessaire pour assumer ce genre de décision sur le long terme. L'apprentissage se fait petit à petit mais est constructif.

Avis local :

Ce projet donne de bons résultats et les progrès des participants sont visibles.

Projet « Ensemble pour un climat positif »

Commune : Gand

Organisme : Département Vivre ensemble, Bien-être et Santé

Province : Flandre orientale

Domaine : Formation à destination des professionnels et intervenants de première ligne

Prévention : Secondaire

Personne de contact : hannes.schotte@stad.gent

Contexte dans lequel le projet a été développé :

Le contexte actuel, dans lequel s'inscrit le thème de la radicalisation, soulève de nombreuses interrogations chez les professionnels et les citoyens : Comment reconnaître les « signaux » de la radicalisation ? Où se situe la limite entre un comportement immature et un comportement dangereux ? Quand un tel comportement dépasse-t-il les limites et comment gérer ce type de comportement ?, etc.

Philosophie du projet :

Veiller à proposer un ensemble de formations pour permettre aux travailleurs de répondre à ces interrogations. Cette approche s'inscrit dans la politique locale à trois volets (préventif, curatif, répressif) que mène la ville de Gand dans sa lutte contre la radicalisation. L'accent est mis sur la prévention générale.

Description du projet :

L'éventail de formations offertes par la ville de Gand apporte des réponses à un certain nombre de questions :

- Comment créer un climat positif dans mon organisation ?
- Comment apprendre la résilience aux jeunes ?
- Qu'est-ce que la radicalisation ?
- Comment soutenir les jeunes lors du développement de leur identité ?
- Comment améliorer le sentiment de bien-être global ?

Si une école, une organisation ou une association s'intéresse à un de ces sujets et souhaite organiser une telle formation, elle doit ressembler elle-même un groupe de participants, trouver un local et une date pour la dispense de cette formation.

L'Équipe Radicalisation de la ville de Gand s'occupe de proposer leurs formateurs.

Option de formations en matière de « radicalisation » :

Option 1 : créer un climat positif

- L'école ou l'organisation en tant que communauté positive ;
- Approche systémique ;
- Communication non violente ;
- Communication interculturelle ;
- Réagir efficacement aux propos discriminatoires ;
- S'unir dans la diversité ;
- Dialogue démocratique : discussion philosophique sur des thèmes sensibles ;
- Dialogue démocratique : discussion interculturelle sur des thèmes sensibles.

Option 2 : apprendre la résilience aux jeunes

- Influence

Option 3 : comprendre la radicalisation

- Reconnaître les signaux de la radicalisation ;
- Introduction à l'islam et approche théologique ;
- Entre rationalité, logique et folie.

Option 4 : développement de l'identité

- Identité ? ;
- Développement positif de l'identité chez les jeunes (musulmans) ;
- Identité et "appartenance" ;
- Impact de l'identité religieuse sur les organisations.

Option 5 : sentiment de bien-être global

- Mener une discussion positivement ;
- NokNok ;
- Mind-Spring pour les enseignants ;
- Ouverture d'esprit ;
- Prendre soin de vous ;

Pour plus d'informations sur ces formations, consultez notre brochure¹ (voir documents annexe).

Public cible :

La ville de Gand propose des formations destinées aux enseignants, responsables et travailleurs de première ligne. Ces formations aident l'organisation concernée à développer ces connaissances en la matière, et à devenir davantage résiliente face aux problématiques que le contexte actuel pose.

¹ https://stad.gent/sites/default/files/page/documents/20170619_PU_17_01110_A5%20brochure%20radicalisering_WEB.pdf

Objectif(s) :

A travers ces formations, nous souhaitons éviter que des (jeunes) Gantois ne deviennent les victimes de l'endoctrinement et se positionnent en rupture sociale. Ces formations permettent d'outiller les travailleurs de première ligne pour prévenir la radicalisation des adolescents et jeunes adultes, quelle que soit sa forme (idéologique, religieuse, politique, etc.).

Partenaire(s) :

Ville de Gand, Governance & Integrity, Informant asbl, Interactie-Academie asbl Anvers, Goesthing asbl, IN-Gent, CGG Eclips, CPAS de Gand, Averroes asbl, CIET, logo Gezond +, OTIZ, etc.

Budget approximatif :

Certaines formations sont gratuites et d'autres payantes (5€ par participant, le reste est assuré par l'Equipe Radicalisation de la ville de Gand).

Difficultés rencontrées :

Atteindre les associations de bénévoles comme les Asbl ou les associations de parents.

Avis local :

Ce projet propose un large éventail de formations qui ne se contentent pas uniquement d'expliquer le phénomène de la radicalisation mais qui analysent également l'ensemble de ses causes potentielles. L'approche générale privilégiée (Cf. également le titre "Ensemble pour un climat positif"), permet d'atteindre un nombre élevé de partenaires, c'est une approche qui est à privilégier pour une thématique aussi sensible que celle évoquée.

Annexes :

gent:

iedereen
telt mee

SAMEN VOOR EEN POSITIEF KLIMAAT

VORMINGSAANBOD RADICALISERING

VOOR LEERKRACHTEN, JEUGDWERKERS, BEGELEIDERS
EN EERSTELIJNWERKERS

Aanbod 1

ZORGEN VOOR EEN POSITIEF KLIMAAT

1. De school of organisatie als morele gemeenschap

Deze training morele oordeelsvorming geeft u als leerkracht, directie of management een instrument om het juiste antwoord te vinden op lastige morele vragen uit de praktijk van het werk. U oefent dit vervolgens met de leerlingen. In elke school- of werkomgeving rijst de vraag: wat is, in deze specifieke situatie, het moreel juiste om te doen?

Wetten, regels en voorschriften van de school geven niet altijd uitsluitend, al was het maar omdat ze onderling strijdig kunnen zijn. Persoonlijke overtuigingen en sociale normen kunnen op zichzelf ook niet de maatstaf zijn.

Duur	Halve dag of een volledige dag
Aantal deelnemers	maximum 8 (halve dag) of 12 deelnemers (volledige dag)
Docent	Alexander De Waele of Bieke Steenhaut (Governance & Integrity)
Voordeeltarief	5 euro per persoon

2. Systeendenken

Binnen deze workshop krijgen we meer zicht op de complexe interactie tussen individu en omgeving. Welke invloed heeft de opvoeding, het verleden, de ruimere maatschappij op het ontstaan van delinquent of radicaliserend gedrag? Hoe kunnen we hierbij de verantwoordelijkheid van de jongere zelf niet uit het oog verliezen? Wat kunnen we doen voor deze jongeren? In deze workshop zoeken we naar manieren om in dialoog te blijven met deze jongeren. U leert methodieken en denkkaders om met deze jongeren in gesprek te blijven en hen perspectief te geven.

Duur	Volledige dag
Aantal deelnemers	maximum 16 deelnemers
Docent	Sarah Gooris (Interactie-Academie Vzw Antwerpen)
Voordeeltarief	5 euro per persoon



Alexander De Waele



Fanny Matheusen

3. Verbindende en geweldloze communicatie

Deze opleiding leert u om verbindende en geweldloze communicatie te creëren. Zo bevordert u de samenwerking tussen leerkrachten onderling en tussen leerkracht en leerling. We gaan actief aan de slag met tal van ervaringsgerichte oefeningen. Deze aanpak kan een oplossing bieden voor het probleem dat leerkrachten vaak van mening verschillen over de aanpak van een specifieke klas of leerling. We weten uit ervaring dat werken vanuit eenzelfde visie en aanpak vruchten afwerpt en duidelijkheid geeft voor leerling én leerkracht.

Duur	Volledige dag
Aantal deelnemers	maximum 16 deelnemers
Docent	Martine Bal of Marleen Vandenberghe (Informant Vzw)
Voordeeltarief	5 euro per persoon

4. Interculturele communicatie

U maakt in deze interactieve vorming kennis met het TOPOI-model, een model voor interculturele communicatie waarbij u via 5 ingangspoorten misverstanden leert analyseren en waarbij u ook tips krijgt hoe u kan interveniëren op vlak van Taal, Ordening (hoe we de wereld zien), Personen (relationele aspect), Organisatie en Inzet. Door de combinatie van praktijk en theorie wordt u aan het denken gezet over hoe we naar de wereld kijken en hoe we elkaar beter kunnen begrijpen.

Duur	Volledige dag of een sessie van minstens 2 uur
Aantal deelnemers	maximum 16 deelnemers
Docent	Fanny Matheusen (Goething Vzw, docent bij Thomas More, coördinator van het postgraduaat Interculturele Hulpverlening)
Voordeeltarief	5 euro per persoon



Debby Vercauteren

5. Effectief reageren op discriminerende uitspraken

Iedereen maakt het mee: een opmerking rechtstreeks of 'in den duik', die u als discriminerend ervaart. Hoe reageren? Waarom zou u reageren? Wat doen anderen als u reageert, krijgt u steun? Wat doet een reactie met de ander? Wat doet een opmerking met uzelf? Allemaal vragen waar we ons over gaan buigen. Op een interactieve en inlevende manier. Het resultaat is inzicht in uzelf en uw reacties, inzicht in andermans reacties en strategieën om met discriminerende uitspraken om te gaan.

Duur	volledige dag
Aantal deelnemers	maximum 15 deelnemers
Docent	Désirée Derksen (IN-Gent)
Voordeeltarief	GRATIS

6. Verbinden in diversiteit

Tijdens de workshop leren we binnen uw organisatie omgaan met superdiversiteit. We focussen niet op verschillen, maar we vertrekken vanuit wat mensen verbindt. Met enkele denkkaders over cultuur en individu gaan we aan de slag om de diverse realiteit op een andere manier te bekijken. Vanuit dat nieuwe perspectief gaan we dieper in op interculturele communicatie en interculturele competenties in de praktijk. Het is een workshop die soms verrassend positieve resultaten oplevert.

Duur	Halve dag
Aantal deelnemers	maximum 20 deelnemers
Docent	Debby Vercauteren (IN-Gent)
Voordeeltarief	GRATIS



Eef Cornelissen

7. Democratische Dialoog: Socratisch gesprek over gevoelige thema's.

Tijdens deze navorming maakt u kennis met de 'socratische dialoog'. Extreme en aanstootgevende uitspraken worden aan een kritisch onderzoek onderworpen. We gaan gevoelige thema's niet uit de weg en creëren ruimte voor een open en onderzoekend gesprek. Tijdens het gesprek staan vragen centraal en gaan we op zoek naar de achterliggende gedachten en beweegredenen van onze meningen en oordelen. Hoe komt het dat we denken wat we denken? Waarom zijn bepaalde onderwerpen gevoelig en andere niet? Waar komen onze oordelen vandaan? We verkennen verschillende perspectieven en leren hoe we ons eigen denken en dat van de ander op een respectvolle manier kunnen onderzoeken en hierover in gesprek kunnen gaan.

Duur	3 uur
Aantal deelnemers	maximum 15 deelnemers
Docent	Eef Cornelissen
Voordeeltarief	GRATIS





8. Democratische Dialoog: Intercultureel gesprek over gevoelige thema's.

Tijdens deze nascholing maakt u kennis met de 'interculturele dialoog'.

Welke factoren werken belemmerend in onze communicatie met de ander?

Waarom zijn bepaalde thema's moeilijk bespreekbaar? En hoe reageert u op extreme

en aanstootgevende uitspraken? Aan de hand van communicatiemethodieken leren

we ons bewust worden van onze eigen referentiekaders en leren we ons openstellen

voor het referentiekader van de ander. Deelnemers kunnen een houding aanleren

die een open, diepgaande en waardevolle communicatie met de ander mogelijk maakt.

Deze nascholing biedt u als deelnemer handvaten en concrete tips & tricks

om met gevoelige en moeilijk bespreekbare thema's om te gaan.

Duur	3 uur
Aantal deelnemers	maximum 15 deelnemers
Docent	Arzu Yentür
Voordeeltarief	GRATIS



Aanbod 2

JONGEREN WEERBAAR MAKEN

9. Machtig

Deze kennismakingssessie brengt begeleiders en onderwijsmedewerkers in contact met een methodiek die jongeren weerbaar maakt. Het gaat om een vaardigheidstraining voor een groep jongeren met verhoogde kwetsbaarheid en hun omgeving. Of jongeren zich competent gedragen hangt niet enkel af van hun capaciteiten maar ook van de situatie. Door fysiek te trainen kunnen jongeren sociaal competent gedrag oefenen en meer 'macht' over hun gedrag en leven krijgen.

Duur	2 uur
Aantal deelnemers	maximum 20 deelnemers
Docent	Christophe Kino en/of Laurent Rouckhout (CGG Eclips)
Kostprijs	GRATIS

Aanbod 3 RADICALISERING BEGRIJPEN



10. Signalen van radicalisering herkennen

Het is belangrijk om uit te zoeken of mogelijke signalen van radicalisering kaderen binnen de zoektocht van een puber, dan wel reden zijn tot bezorgdheid en ingrijpen.

Deze sessie geeft u de achtergrond om dat onderscheid te helpen maken.

U verneemt meer over het radicaliseringsproces, dat niet volgens een vast stramien verloopt, en de verschillende factoren die daarin een rol kunnen spelen.

U leert het verschil tussen radicalisering en extremisme.

Duur	2,5 uur
Aantal	maximum 30 deelnemers
Docent	Hannes Schotte en/of Charlotte Vansteelant (Team Radicalisering Stad Gent) en Yarmila D'hondt (OCMW Gent) eventueel in samenwerking met andere partners uit verschillende eerstelijnssectoren
Voordeeltarief	GRATIS

11. Duiding bij de islam en theologische benadering

Wat houdt radicalisering precies in? Waarom vertrekken Belgische jongeren naar de conflictgebieden? Welke rol speelt de islam hierin?

Op deze vragen tracht spreker Khalid Benhaddou een antwoord te formuleren.

Hij maakt radicalisering bespreekbaar en doorbreekt de tegenstelling waarvan vele mensen in onze samenleving zijn doordrongen. Een boeiend betoog over de geschiedenis en de grondbeginselen van de islam.

Duur	2 uur
Aantal	maximum 50 deelnemers
Docent	Khalid Benhaddou (coördinator onderwijsnetwerk islamexperten tegendiscours, voorzitter Platform Vlaamse Imams)
Voordeeltarief	5 euro per persoon



Khalid Benhaddou



Mohamed Benhaddou

12. Tussen rede, redelijkheid en waanzin

Vandaag is onze maatschappij meer dan gekleurd. De ontmoeting tussen verschillende culturen en levensbeschouwingen is heel fascinerend, maar soms ook beangstigend. Hoe kan u als professional of als vrijwilliger het welzijn verhogen bij jongeren en (jong)volwassenen met een migratieachtergrond? Tijdens deze workshop krijgt u psycho-sociale en levensbeschouwelijke bouwstenen aangereikt om radicalisering te begrijpen en erop in te grijpen.

Duur	2 uur, een halve dag of een volledige dag
Aantal deelnemers	maximum 20 deelnemers
Docent	Mohamed Benhaddou (Averroes Vzw)
Voordeeltarief	5 euro per persoon

Aanbod 4

IDENTITEITSONTWIKKELING

13. Identiteit?

Een vorming ter ondersteuning van eerstelijns werkers die met moslimjongeren werken. Hoe kunt u als eerstelijns werker de identiteitsconstructie van moslimjongeren op een pedagogische manier ondersteunen? Hoe kunt u op een open manier met jongeren in gesprek gaan over thema's als islam, islamofobie, Syrië ... ?

Duur	Volledige dag
Aantal deelnemers	maximum 20 deelnemers
Docent	IN-Gent en/of Averroes vzw
Kostprijs	GRATIS

14. Positieve identiteitsontwikkeling bij (moslim)jongeren

Deze sessie biedt u inzicht in de zoektocht naar religieuze identiteitsontwikkeling. Jongeren in de puberteit zijn sterk beïnvloedbaar en worstelen vaak met hun identiteit. Deze sessie biedt u inzicht in de zoektocht naar religieuze identiteitsontwikkeling. Begeleiders krijgen tools om dit proces op een positieve maniere doen verlopen.

Duur	Er zijn verschillende formules mogelijk.
Aantal deelnemers	Afhankelijk van de gekozen formule
Docent	Hilmi Lazhar of Caroline De Baere (CIET = Centrum voor Islamitische Educatie De Toekomst)
Kostprijs	Meer info www.ciet.be/workshops 5 euro per persoon



Hlmi Leshar



Winny Ang



Khadija Aznag

15. Identiteit en 'belonging'

In deze workshop staan we stil bij een van de belangrijkste leerprocessen van kinderen: de identiteitsontwikkeling. De docent belicht deze fascinerende zoektocht aan de hand van praktijkervaringen. Etnische identiteitsvorming is een dimensie die voor sommige kinderen en jongeren vaak voor een extra uitdaging zorgt. Het is een zoektocht die beïnvloed wordt door de complexe wereld waarin we leven. Het gevoel van "belonging" speelt een grote rol in het welbevinden en de persoonlijke ontwikkeling van mensen.

Duur	1,5 tot 3 uur
Aantal deelnemers	maximum 20 deelnemers
Docent	Winny Ang (kinder- en jeugdpsychiater in UZA)
Voordeeltarief	5 euro per persoon

16. Impact van religieuze identiteit op organisaties

Deze vorming biedt u een analysestructuur en een interventiekader waarmee organisaties een plek kunnen geven aan religie. Khadija Aznag gaat dieper in op de beleving van de islam en hoe een organisatie een plek kan geven aan religie. Khadija volgt maatschappelijke fenomenen en hun impact vanuit het Agentschap Integratie en Inburgering.

Duur	3 uur
Aantal deelnemers	maximum 30 deelnemers
Docent	Khadija Aznag
Kostprijs	GRATIS

Aanbod 5

ALGEMEEN WELBEVINDEN

Deze vormingen maken deel uit van 'Blijf er niet mee zitten', een campagne die Gentenaars helpt om hun mentale veerkracht te vergroten. Meer informatie op gezonde.stad.gent

17. Positieve gespreksvoering

Deze interactieve ervaringsworkshop geeft hulpverleners, wijkwerkers, maatschappelijk werkers en welzijnswerkers praktische tips over positieve gespreksvoering.

U kunt die meteen toepassen in de eigen praktijk. We gaan samen op zoek naar passende antwoorden op een aantal vragen. Hoe blijft u aandacht hebben voor de kwaliteiten en sterktes van uw mensen?

Hoe blijft u hoop geven in de gesprekken die u voert met mensen?

Duur	2 x 3 uur
Aantal deelnemers	maximum 15 deelnemers
Docent	CGG Eclips en OCMW Gent
Kostprijs	GRATIS

18. NokNok

Tijdens deze workshop maakt u uitvoerig kennis met de methodieken van 'NokNok'.

Na een theoretische inleiding gaat u zelf aan het werk. 'NokNok' is een manier

om de geestelijke gezondheid van jongeren van 12 tot en met 16 jaar te bevorderen.

Deze workshop is bedoeld voor jeugdwerkers of andere eerstelijns werkers die met jongeren werken.

Duur	2 uur
Aantal deelnemers	maximum 20 deelnemers
Docent	Logo Gezond +
Kostprijs	GRATIS



19. Mind-Spring voor beroepskrachten

De mentale veerkracht verhogen van mensen met een migratiegeschiedenis, hoe kunt u daaraan werken? In een interactieve workshop kunt u als beroepskracht kennismaken met enkele werkvomen van Mind-Spring, psycho-educatie voor asielzoekers en vluchtelingen.

Duur	2-3 uur
Aantal deelnemers	maximum 15 deelnemers
Docent	Desiree Derksen (IN-Gent)
Voordeeltarief	GRATIS

20. Open Mind

Open Mind is een interactief bordspel waarbij u op een speelse manier bewust wordt van uw kwaliteiten en die van uw team. Open Mind bevordert oplossingsgerichte interactie binnen uw team. Het spel versterkt de veerkracht waardoor u als persoon en als groep sterker staat ten aanzien van de huidige maatschappelijk en professionele uitdagingen. Het is een laagdrempelige manier om meer oplossingsgericht te leren denken.

Duur	2 uur
Aantal deelnemers	maximum 12 deelnemers
Docent	OTIZ
Kostprijs	GRATIS



Charlotte Vansteelant



Hennes Schotte

21. Zorgen voor uzelf

Deze workshop helpt u om beter om te gaan met alledaagse situaties en uw veerkracht te versterken.

Dagelijkse stress en levensgebeurtenissen kunnen heel wat van u vragen.

Hoe blijft u overeind en draagt u zorg voor uzelf?

Hoe blijven uw batterijen opgeladen?

Duur	2 uur
Aantal deelnemers	maximum 20 deelnemers
Docent	Logo gezond +
Kostprijs	GRATIS



CONTACT EN MEER INFO

Wenst u zich in te schrijven? Heeft u nog vragen?
Heeft u nog suggesties voor een workshop, vorming of lezing?
Neem contact op met het Team Radicalisering van de Stad Gent.

Stad Gent

Departement Samenleven, Welzijn en Gezondheid
Team Radicalisering
09 266 82 74

Hannes Schotte

09 266 82 74 of 0473 21 22 23
hannes.schotte@stad.gent

Charlotte Vansteelant

09 266 82 58 of 0479 84 07 19
charlotte.vansteelant@stad.gent

Volg ons

Deze brochure biedt een actuele stand van zaken van ons aanbod. Het dynamische programma beweegt mee met de veranderende maatschappelijke contexten en met nieuwe inzichten. De laatste versie van ons vormingsaanbod vindt u steeds terug op www.stad.gent/radicalisering.



Dialogue sur la résilience

Commune : Genk

Organisme : Administration communale de Genk

Province : Limbourg

Domaine : Projets/Outils pédagogiques-éducatifs

Prévention : Secondaire

Personne de contact : Karien.Lantmeeters@genk.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Dans une société imprégnée par des phénomènes comme le terrorisme, les violences multiples, les agressions, le racisme, la polarisation, etc., les jeunes sont de plus en plus en recherche de place et d'identité propre.

Ils se retrouvent face au grand défi de la construction identitaire. Ils cherchent constamment à développer une vision de l'homme et de la société à laquelle ils peuvent s'identifier.

La construction d'une identité est un processus dynamique qui va de pair avec la recherche, l'échange et l'expérimentation. Les pouvoirs locaux de Genk et Houthalen ont estimé indispensable que les jeunes aient conscience de leur position dans la société, qu'ils se sentent entendus, qu'ils aient le sentiment de pouvoir faire la différence et de se construire eux-mêmes un avenir positif.

Description du projet :

Le dialogue sur la résilience est l'occasion de créer des moments de partage où les jeunes peuvent s'exprimer et se considérer comme des citoyens actifs à part entière dans la société.

Lors de ces moments, certaines connaissances sont échangées et les participants au dialogue font preuve de solidarité. Etant donné que nous misons sur une grande accessibilité et une approche individualisée, nous avons fait appel à des 'PI-elements' qui disposent d'une expérience de plusieurs années dans l'aide à la jeunesse.

Par le biais de méthodes diverses, les jeunes se voient renforcés dans leur quête d'identité.

Par ailleurs, il a été demandé aux enseignants de se montrer ouverts, accessibles et disponibles. Nous essayons également d'aborder des thèmes universels pour créer des liens et une reconnaissance à la fois parmi les élèves et les enseignants. Les adultes sont eux aussi confrontés à des thématiques comme le deuil, le racisme, etc. Toute une journée durant, les élèves de l'ESG, l'ETS, l'EPS et de l'enseignement à temps partiel ont été réunis pour discuter de ces différents sujets. Chaque journée a débuté par une pièce de théâtre "Pasta met munt" qui abordait des thèmes spécifiques. La pièce étant jouée par des responsables locaux de 'PI-elements', elle était

tout à fait adaptée et parlante pour la plupart des élèves, ce qui a créé d'emblée une certaine solidarité.

Dans l'après-midi, 4 workshops ont été organisés autour de différents sujets. Ces thèmes ont été fournis préalablement aux écoles. En classe, les enseignants ont donc pu susciter le dialogue et les échanges avec leurs élèves au sujet de ces thématiques. Chaque élève et chaque enseignant avaient aussi choisi au préalable un thème, un domaine, qu'il souhaitait aborder dans le cadre du dialogue sur la résilience.

Pendant les workshops, plusieurs méthodes ont été appliquées pour entamer le dialogue sur des thèmes universels, comme la rédaction de courriers, la musique et le rap, un atelier créatif, etc.

Un pré-trajet et un post-trajet ont été proposés aux écoles. Les méthodes utilisées étaient destinées à rendre le dialogue avec les élèves tout à fait accessible. D'autres méthodes appliquées visaient à dialoguer avec les enseignants sur certains thèmes.

Public cible :

Troisième degré de l'enseignement secondaire : jeunes et enseignants.

Objectif(s) :

- Encourager la construction d'une identité positive ;
- Permettre aux jeunes et aux enseignants d'exprimer leurs craintes et leurs sentiments ;
- Eviter le sentiment manichéen 'eux/nous' en utilisant des thèmes universels, rassembleurs (miser sur la solidarité, la création de liens, etc.).

Partenaire(s) :

- Ecoles secondaires de Genk et Houthalen ;
- PI-elements.

Evaluation :

9 écoles secondaires de Genk ont participé, avec quelques 450 élèves et environ 50 enseignants.

Participation des élèves :

ESG : 30

EPS : 170

ETS : 110

Enseignement à temps partiel : 140

Un pré-trajet et un post-trajet ont été proposés aux écoles.

Budget approximatif :

5.000€

Représentations de la pièce de théâtre « Nadia » dans les écoles

Commune : Liège

Organismes : Théâtre de Liège ; Plan de prévention de la Ville

Province : Liège

Domaine : Projets/Outils pédagogiques-éducatifs

Prévention : Secondaire

Personnes de contact : i.collard@theatredeliege.be ; manuel.comeron@liege.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Nadia est un projet piloté par la Convention théâtrale européenne (CTE) en collaboration avec la Fondazione Teatro Due Parma (Italie), le Toneelmakerij Amsterdam (Pays-Bas), Det Norske Teatret Oslo (Norvège), le Staatstheater Braunschweig (Allemagne) et le Théâtre de Liège (Belgique).

Ce projet a pour origine les questions soulevées par la montée de l'extrémisme dans toutes les régions du monde et plus particulièrement par les phénomènes de radicalisation qu'elle engendre.

Au départ, un texte de l'auteur hollandais Daniel Van Klaveren proposé par le Toneelmakerij Amsterdam que chaque institution partenaire a accepté de produire et de diffuser en milieu scolaire (secondaire) dans le but de développer un outil pédagogique de nature artistique à destination des écoles¹.

Pour la Belgique, à l'initiative du Théâtre de Liège, le spectacle est mis en scène et présenté, entre autres, aux classes de l'Institut Marie-Thérèse et de l'Athénée Maurice Destenay à Liège, des Ecoles de la Province, de l'Athénée Paul Brusson de Montegnée, etc. D'autres écoles en Belgique devraient accueillir le spectacle en cours de saison.

Philosophie du projet :

Le projet s'articule autour d'un spectacle présenté en direct : « Nadia raconte l'histoire de deux jeunes filles, deux amies proches que tout réunissait jusqu'à ce que l'une d'elles, en cherchant sur Internet des réponses sur son identité, rencontre un jeune lieutenant de Daesh. Séduite par son discours égalitaire, par le rêve d'un monde meilleur qu'il faut réinventer et construire, elle bascule. Sa meilleure amie, Anna, assiste à sa lente transformation. »

¹ <http://theatredeliege.be/nadia/>

Description du projet :

Séances en novembre 2017 pour 2.000 adolescents dans 7 écoles liégeoises. Les représentations étaient suivies d'un débat et d'un échange entre élèves, les comédiens et un expert (Plan de prévention, ULg, Cripel, OpenAdo, Equipe mobile du SPF Intérieur, etc.).

Réalisation d'un dossier pédagogique, par ces différentes personnes ressources, abordant la problématique des processus de radicalisation. Ce dossier pédagogique s'adresse aux enseignants et/ou éducateurs².

Public cible :

Les adolescents (représentations pour les jeunes de la 4ème secondaire à la 6ème), les enseignants, éducateurs, etc.

Objectif(s) :

- Sensibilisation des jeunes :
 - o Au processus du radicalisme violent et compréhension des causes sociales en jeu ;
 - o A la manipulation des groupes extrémistes (décodage) ;
 - o Aux difficultés rencontrées par des jeunes aux familles originaires d'autres cultures ;
 - o Aux démarches de prévention face aux situations de radicalisme ;
 - o A la spécificité du genre dans les processus de radicalisation ; etc.
- Permettre l'ouverture d'un dialogue et favoriser la parole sur ce sujet sensible.

Partenaire(s) :

Théâtre de Liège (pilote) et Plan prévention et Echevinat instruction de la Ville avec le soutien de l'Université, du CRIPEL et OpenAdo (Province).

Evaluation :

Très positif. L'ensemble des débats et leur qualité ont permis de mettre en avant l'intérêt des jeunes pour cette thématique et le besoin d'échanger sur un tel sujet.

Difficultés rencontrées :

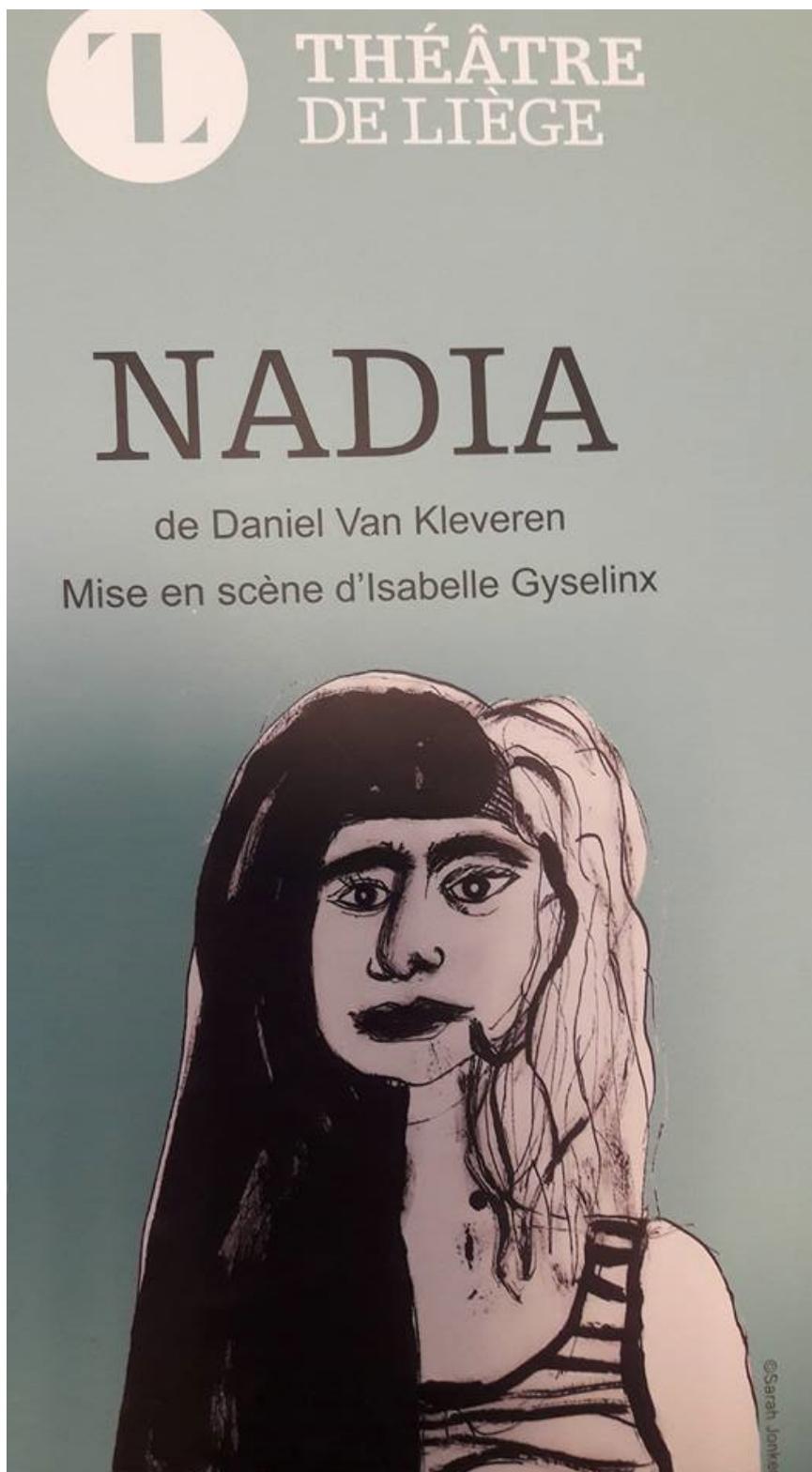
L'importance du dispositif implique une forte préparation et un accompagnement permanent.

Avis local :

- Au vu de l'intérêt des jeunes et du déroulement des débats, prévoir plus de vingt minutes de débat après les représentations, pour que les échanges permettent une réflexion approfondie.
- Ce projet peut également s'étendre au secteur associatif qui travaille directement avec les jeunes.

² http://theatredeliège.be/wp-content/uploads/2014/11/Dossier_Nadia3010.pdf

Annexes :



Formations

Commune: Liège

Organisme: Service de prévention de la ville de Liège

Province: Liège

Domaine: Formation à destination des professionnels et des intervenants de première ligne

Prévention: Secondaire

Personne de contact: manuel.comeron@liege.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Après le départ de jeunes issus des villes européennes en Syrie/Irak, le phénomène de la radicalisation a poursuivi son développement avec l'enchaînement des attentats meurtriers. Chaque attaque, ou chaque provocation symbolique, renforce la stigmatisation d'une communauté et la montée du racisme dans la population avec le renforcement d'un autre extrémisme, et donc la mise à mal du vivre-ensemble.

Face à ce nouveau phénomène et son ampleur, il est apparu nécessaire d'améliorer les connaissances théoriques et pratiques des intervenants pour leur permettre de décoder les situations et impulser des projets porteurs de sens.

Philosophie du projet :

Par la formation spécifique des professionnels via des inputs de qualité (via l'expertise belge et internationale), renforcer et mutualiser les compétences et mobiliser les énergies pour des actions inscrites dans la durée tout en assurant une continuité de la démarche de prévention

Description du projet :

- Journée d'étude (colloque) avec EFUS sur la « Prévention du radicalisme violent au niveau local » et avec des experts européens (UFUQ-Berlin, ISD-London, EFUS-Paris), mars 2015 ;
- Journée d'étude (colloque) avec le Cripel sur « Radicalisme: compréhension du phénomène et pistes pour la prévention » (Octobre 2016) ;
- Séminaires sur l'intervention psychosociale en matière de radicalisation avec le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence de Montréal (Canada) ;
- Séminaires de travail « prévention radicalisme violent et terrorisme » avec ULG et la professeure Anne Speckhard (psychologue, centre international sur l'extrémisme violent à l'université de Georgetown, USA) (Mars et mai 2017) ;

- Séminaire sur « Radicalisme violent : quel accompagnement psycho-social ? » par experts européens (Legato-Hamburg, ISD-London, University Melbourne-AUS) avec EFUS et ULG, mai 2017 ;
- Formation à la gestion des situations pour les intervenants de première ligne de la Ville de Liège (Plan prévention et Police Locale) ;
- Formation à la gestion des situations pour les responsables d'antennes sociales CPAS (Police Fédérale) ;
- Formation BOUNCE pour les éducateurs (voir fiche « Suivi de la formation Bounce » de la ville de Leuven) ;
- Formation groupale (3 jours) avec CRIPEL pour intervenants socio-éducatifs.

Public cible :

Les professionnels du secteur éducatif, social, interculturel et de l'intervention psychosociale (services publics et associatifs).

Objectif(s) :

- Apporter une représentation commune du phénomène aux intervenants et favoriser une culture de la prévention ;
- Compréhension du phénomène du « radicalisme violent » et maîtrise des pratiques d'intervention (par l'expérience belge et internationale) ;
- Cerner la situation par le vécu des intervenants de terrain et enrichir le diagnostic local ;
- Renforcer le potentiel local et les ressources en matière de prévention, notamment au niveau du travail social et de la jeunesse, et favoriser leur implication partenariale.

Partenaire(s) :

Cripel (Centre régional d'intégration des personnes étrangères de Liège) - **Université de Liège** (Départements : psychologie, criminologie, sciences politiques) - **EFUS** (European Forum for Urban Security).

Evaluation :

Forte implication des participants (plus de 500 au total) et haute qualité des experts.

Budget approximatif :

Financement SPF Intérieur + appui logistique des partenaires (locaux, etc.), participation bénévole des experts.

Difficulté(s) rencontrée(s) :

L'accompagnement ultérieur sur le terrain demande du personnel spécifique.

Annexes :



BOUNCE^{up}

train the trainer

INFORMATION BOOKLET

Formation Train the Trainer (TTT)

Liège – 29, 30, 31 Mai 2017

11 OCTOBRE 2016 – CITE MIROIR - JOURNEE D'ETUDE

RADICALISME :
Compréhension du phénomène et pistes pour la prévention

PROGRAMME

8h30 : Accueil et café

9h - **Introduction :**

Willy DEMEYER, Bourgmestre

Isabelle SIMONIS, Ministre Jeunesse et Égalité des Chances (ou son représentant)

Le processus de radicalisation violente de nature idéologique:

9h30 - « *L'islamisme et la menace terroriste* » par **Alain GRIGNARD**, islamologue, Université de Liège et anti-terrorisme Police fédérale

10h - « *Aspects criminologiques et radicalisme* », **Michael DANTINNE**, criminologue, Université de Liège

La diversité culturelle: un atout pour la prévention et un enjeu pour le vivre-ensemble

10h30 - « *Multiculturalisme, phénomène identitaire et citoyenneté* » par **Hassan BOUSETTA**, politologue, Université de Liège

11h00 : PAUSE CAFE

Etat des lieux et gestion du phénomène

11h15 - « *Les mesures de sécurité, aspects policiers et indicateurs de radicalisation* » par **Béatrice BOUHARMONT**, Police fédérale et **Stéphane PELET**, Renseignement Généraux, Cellule Ordre Public, Zone de Police de Liège

11h45 - « *Une politique sociale de prévention à dimension citoyenne vers la jeunesse* », panel

12h05 - « *Gestion de l'information : le secret professionnel des travailleurs sociaux à l'épreuve du terrorisme* », **Vincent SERON**, Faculté de Droit, Université de Liège

12h30 : **Discussion**

12h45 : PAUSE DE MIDI

Des outils pour l'action préventive et l'expérience internationale :

14h - « *Pistes pour l'accompagnement psychosocial* », **Fabienne GLOWACZ**, Psychologue, Université de Liège

14h30 - **Herman DEPARICE-OKOMBA**, Directeur du "Centre de Prévention de la Radicalisation Menant à la Violence", **Valérie SAINT-LOUIS** et **Pascale LEBLANC**, équipe d'intervention psychosociale et développement communautaire, MONTREAL, Canada.

16h30 - **Conclusion :**

Régis SIMON, Directeur, Centre Régional pour l'Intégration des Personnes Étrangères

Jean-Claude OVART, Directeur Services sociaux, Proximité et Petite enfance, Ville de Liège

Une organisation du Plan de prévention de la ville de Liège
avec la coopération du CRIPEL





European
Forum for
Urban
Security



Une ville, un esprit.

« Prévention de la radicalisation violente au niveau local »

Journée de travail dans le cadre du projet
"Local Initiatives Against Extremism - LIAISE"

Mardi 17 mars 2015, Salle du Conseil, Hôtel de Ville, Liège

Programme

- 09h00 – 09h30 **Introduction : Le besoin d'une prévention locale face à un phénomène international**
- Willy DEMEYER, Bourgmestre
 - Elizabeth JOHNSTON, Déléguée générale, Forum Européen Sécurité Urbaine, Paris
- 09h30 – 10h15 **Questions relatives au processus de radicalisation**
- « *L'islam et la menace d'extrémisme violent* » par Alain GRIGNARD, islamologue, Université de Liège
 - « *Multiculturalisme et citoyenneté* » par Hassan BOUSSETA, politologue, Université de Liège
- 10h15 – 10h50 **Connaissance et expérience internationale**
- « *Une approche globale pour lutter contre l'extrémisme* » par Sebastien FEVE, Institute for Strategic Dialogue, Londres
 - « *Culture juvénile et formation à la politique et aux médias dans les populations immigrées* », par Götz NORDBRUCH, Ufuq, Berlin
- 10h50 – 11h00 *Pause*
- 11h00 – 11h30 **Etat des lieux et gestion du phénomène en Belgique**
- « *Stratégies locales de prévention intégrée: diagnostic et recommandations* », Véronique KETELAER, chargée de mission EFUS et fonctionnaire de prévention détachée par la Ville de Bruxelles
 - « *Une approche fédérale en relation avec les Villes* », Juan CORTES LECLOU, Direction Générale Sécurité et Prévention, SPF Intérieur
- 11h30 – 12h30 **Discussion**
- 12h30 – 13h45 *Pause midi*



Le projet LIAISE est co-financé par la Commission européenne
Programme pour combattre la criminalité ISEC

Séminaire européen : Formation

« Radicalisme violent : quel accompagnement psycho-social ? »

Mardi 23 mai 2017 à Liège

Ville de Liège - Université de Liège - European Forum for Urban Security

Programme

8h30: Accueil et café

9h : Introduction

Didier VRANCKEN, Vice-Recteur à la Citoyenneté, Relations Institutionnelles et Internationales, Université de Liège

Présentation des participants et des experts européens

9h30 : « *Stratégie locale de prévention et projet LIAISE - Local Institutions Against Extremism-EFUS* », **Manuel COMERON**, CASU, Plan de prévention de la Ville de Liège

9h45 : « *Concept de radicalisme, déradicalisation/désengagement et action CHANNEL* » : **Rashad ALI**, The Institute for Strategic Dialogue, Londres, UK

11h15 : Pause-café

11h30 : « *Intervention psychosociale dans le contexte du radicalisme violent et projet PSYRAD* », prof. **Fabienne GLOWACZ**, Service psychologie clinique de la délinquance et des inadaptations sociales et processus d'insertion, Université de Liège

12h00 : Analyse de cas

12h30 : LUNCH (sur place)

13h30 : « *Approche systémique de la radicalisation à motivation religieuse et processus EXIT* », **André TAUBERT**, association LEGATO, Hambourg, Allemagne

15h00 : Analyse de cas

15h15 : Pause

15h30: Contribution spéciale de **Virginie ANDRE**, Deakin University, Melbourne, Australie (Institut sur la citoyenneté et la mondialisation), « *Représentation du djihadisme chez les jeunes et opportunités de l'intervention préventive multidisciplinaire* »

-16h30 Discussion

17h00 : Conclusion

Catherine SCHLITZ, Fonctionnaire de prévention, Ville de Liège

Interprétation simultanée anglais / français par Colingua Traduction



Co-financé par le Fonds de sécurité intérieure de l'Union européenne



Dans le cadre du projet « PsyRad »

Université de Liège (Psychologie délinquance, inadaptations sociales et processus d'insertion)
en coopération avec le Plan de prévention de la Ville de Liège
et EFUS (European Forum for Urban Security)

Séminaire de formation sur la prévention du radicalisme violent et du terrorisme

Avec la Professeure **Anne SPECKHARD**, psychologue

Directrice "Centre International pour l'étude de l'Extrémisme Violent" (ICSVE)

Université de Georgetown, Washington, USA

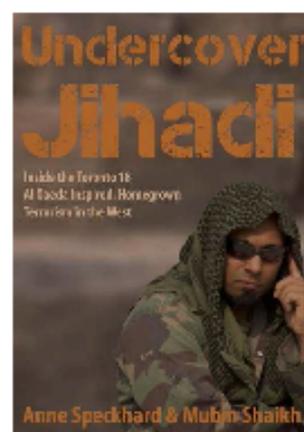
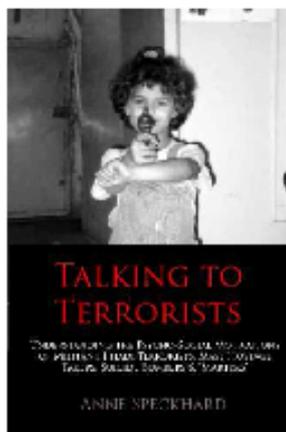
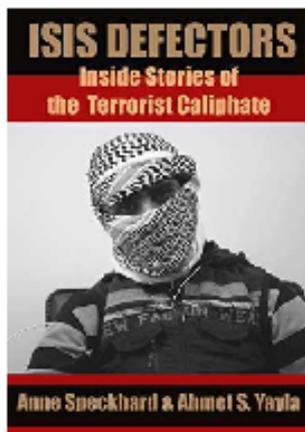
Topics:

- *The lethal cocktail of terrorism: ingredients that go into making a terrorist & individual vulnerabilities/motivations that may also play a role*
- *Is social prevention the best weapon to defeat ISIS ?*
- *Focus on the ISIS Defectors Interviews Project: « Breaking the ISIS Brand »*

Vendredi 16 juin 2017 : 9h30-12h00 (Salle François DUYCKAERTS)

B32 - Faculté de Psychologie, Université de Liège (Bd Rectorat, Sart Tilman - Parking 16)

Participation gratuite avec inscription obligatoire : audrey.laeremans@ulg.ac.be, 04 3662272



« TORU » : outils vidéo pour aborder les thèmes de l'extrémisme et de la tolérance

Commune : Liège

Organismes : Plan de prévention de la Ville avec Camera-etc. (Asbl d'éducation permanente) ; Service jeunesse de la Ville de Liège

Province : Liège

Domaine : Projets/outils pédagogiques-éducatifs

Prévention : Secondaire

Personne de contact : patrick.gagliardi@liege.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Axe de la stratégie locale de prévention du radicalisme de la ville de Liège : prévention pédagogique vers les jeunes.

Philosophie du projet :

Prévenir le radicalisme violent auprès des jeunes par un soutien de leur résilience via la promotion de la tolérance et des valeurs démocratiques avec l'appui d'un outil audio-visuel :

- Participation des jeunes pour alimenter le contenu et contribuer au processus avec mise en forme pédagogique par des animateurs professionnels et vidéo ;
- Film dit « d'animation » avec une force métaphorique et de portée universelle (en évitant les messages moralisateurs ou menaçants souvent contre-productifs avec les jeunes) ;
- Fournir un cadre aux jeunes avec la liberté d'agir dans ce cadre ;
- Veiller à un processus d'engagement symbolique dès le départ pour s'assurer que les jeunes participent dans la durée.

Description du projet :

Réalisation d'un clip vidéo (10 min) traitant de l'extrémisme idéologique et de la tolérance comme support d'un travail d'animation pédagogique (60 min) à mener avec des groupes de jeunes (Maisons de jeunes ou écoles).

Travail éducatif et socialisant avec un groupe d'une vingtaine de jeunes sur le contenu thématique et initiation à l'audio-visuel avec réalisation d'un clip de 5 minutes.

Public cible :

Jeunes (12-14 ans) participants au CCJ (Conseil Communal des Jeunes) avec ouverture aux adolescents usagers des Maisons de Jeunes liégeoises (aussi mise à disposition des écoles).

Objectif(s) :

- Sur le plan pédagogique, sensibiliser des adolescents à la tolérance et à l'ouverture d'esprit dans une perspective d'éducation citoyenne et d'apprentissage démocratique visant à la prévention du radicalisme violent et des idéologies extrémistes menant à la violence ;
- Sur le plan technico-éducatif, initiation des jeunes à l'outil audiovisuel et création collective d'un support porteur d'un message préventif en stimulant l'expression des jeunes avec vocation d'être diffusé à d'autres jeunes, voire au grand public.

Partenaire(s) :

Camera-etc. (Asbl d'éducation permanente) et service jeunesse de la Ville de Liège.

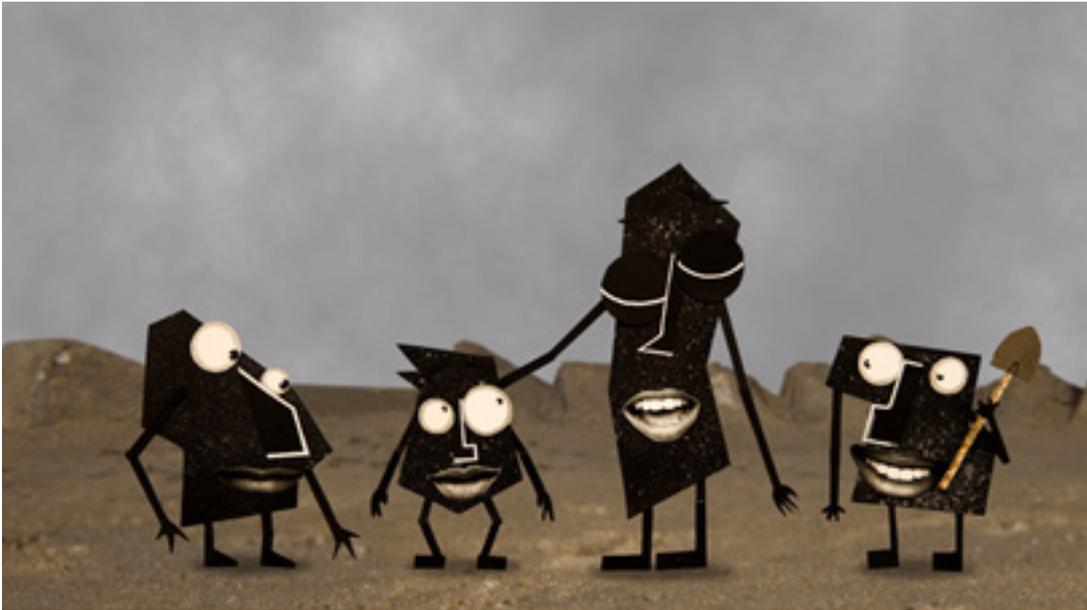
Evaluation :

En cours de finalisation

Budget approximatif :

Subsides SPF intérieur politique d'impulsion.

Annexes :



Suivi de la formation COPPRA light

Commune : Louvain

Organisme : Service de prévention

Province : Brabant flamand

Domaine : Formation à destination des professionnels et des intervenants de première ligne

Prévention : Secondaire

Personne de contact : Miran.Scheers@leuven.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Jusqu'à présent, Louvain n'a pas connu de cas concrets en lien avec la problématique de la radicalisation « djihadiste ». C'est précisément pour cette raison que Louvain entend faire de la prévention et, si possible, accorder une attention proactive et préventive aux groupes, lieux et comportements à risques.

Dans l'optique où un des objectifs stratégiques de Louvain est d'être une ville ouverte, solidaire et où il fait bon vivre, elle vise à prévenir la polarisation et la radicalisation par une détection précoce des facteurs et situations à risques, en encourageant une politique inclusive de prévention du racisme, de l'exclusion, de la violence et d'autres thèmes connexes.

A cet effet, le département prévention et sécurité collabore étroitement avec d'autres services de la ville, les écoles, ainsi qu'avec une organisation externe.

Philosophie du projet :

COPPRA est l'acronyme de 'Community Policing and Prevention of Radicalisation'. La formation a été développée dans le cadre d'un projet européen et s'adressait dans un premier temps au personnel de police. Une version light a ensuite été mise au point pour les travailleurs de première ligne, les travailleurs de prévention et les services d'aide.

Description du projet :

Suivi d'une formation de 8 heures pendant laquelle les thèmes suivants sont abordés :

- Cadre légal (UE et Belgique) ;
- Processus de radicalisation ;
- 6 pré-indicateurs qui ont leur importance en cas d'attentat ;
- Idéologies et groupements ;

- Exemples pratiques ;
- Recueil d'informations et de signaux ;
- Analyse des informations obtenues ;
- Visite virtuelle : film relatif au processus de radicalisation ;
- Facteurs life-time, éléments déclencheurs ;
- Facteurs de protection et de vulnérabilité ;
- Facteurs de vulnérabilité et de réceptivité.

Public cible :

Travailleurs de première ligne, travailleurs de prévention, membres des services d'aide et personnel de police.

Objectif(s) :

Mieux comprendre les processus de radicalisation qui peuvent conduire au terrorisme et apprendre à reconnaître les situations à risques et les signaux.

Partenaire(s) :

PIVO (Provinciaal Instituut voor Vorming en Opleiding - Institut provincial de formation)

Evaluation :

Cette formation a été évaluée par le PIVO.

Budget approximatif :

3.600€

Difficultés rencontrées :

- Trop d'informations en une seule journée de cours ;
- Pas d'ouvrage de référence ;
- Trop de détails pour des organisations qui n'ont pas encore été confrontées directement à la problématique.

Avis local :

Répartir la formation sur 2 journées.

Projection du film « Layla M. »

Commune : Louvain

Organisme : Service de prévention de la ville de Louvain

Province : Brabant-flamand

Domaine : Actions de sensibilisation-communication

Prévention : Secondaire

Personne de contact : miran.scheers@leuven.be

Contexte dans lequel le projet a été développé :

Jusqu'à présent, Louvain n'a pas connu de cas concrets en lien avec la problématique de la radicalisation « djihadiste ». C'est précisément pour cette raison que Louvain entend faire de la prévention et, si possible, accorder une attention proactive et préventive aux groupes, lieux et comportements à risques.

Dans l'optique où un des objectifs stratégiques de Louvain est d'être une ville ouverte, solidaire et où il fait bon vivre, elle vise à prévenir la polarisation et la radicalisation par une détection précoce des facteurs et situations à risques, en encourageant une politique inclusive de prévention du racisme, de l'exclusion, de la violence et d'autres thèmes connexes.

A cet effet, le département prévention et sécurité collabore étroitement avec d'autres services de la ville, les écoles, ainsi qu'avec une organisation externe.

Philosophie du projet :

Nous voulons tout d'abord sensibiliser les élèves au déroulement du processus de radicalisation mais également les encourager à discuter entre eux et à aborder plus en profondeur certains thèmes auxquels ils sont confrontés, tels que la quête de l'identité, le règlement des conflits, la citoyenneté, l'influence des réseaux sociaux et d'Internet, la radicalisation, le terrorisme, la société multiculturelle et la religion.

Description du projet :

Projection du film **Layla M.** suivi d'un débat en classe suivant une structure détaillée.

Le film dresse le portrait de Layla, une adolescente née et élevée à Amsterdam, qui éprouve des difficultés à se représenter clairement son avenir au sein de la société divisée que nous connaissons actuellement. Elle se sent à la fois néerlandaise et marocaine et, dans sa quête identitaire, s'éloigne peu à peu de sa famille et de ses amis. Bien qu'elle ait toujours été bien entourée et qu'elle ait toujours eu de bonnes notes à l'école secondaire, elle se sent incomprise et frustrée.

À mesure que ses frustrations augmentent, ses convictions musulmanes se renforcent. Elle rejoint un groupe de jeunes musulmans qui désirent être acceptés par la société tout en pratiquant leur foi. Lorsqu'elle rencontre le charismatique Abdel, elle décide de le suivre dans ses idées.

Public cible :

3ème année, enseignement secondaire.

Objectif(s) :

- Mieux comprendre le processus de radicalisation ;
- Sensibiliser les jeunes à l'influence des réseaux sociaux ;
- Apprendre aux jeunes à examiner notre société à travers un regard critique ;
- Éviter la polarisation.

Partenaire(s):

La ville de Louvain, en collaboration avec Cinemien et Cinemazed.

Evaluation :

Nous prévoyons une évaluation sur la base d'un questionnaire.

Budget approximatif:

1.935€

Difficultés rencontrées :

- Les enseignants ne sont pas toujours familiarisés avec le sujet et certains ont donc éprouvé des difficultés à animer les discussions en classe après la projection du film.
- La projection a eu lieu en novembre 2017, alors que le débat public sur la radicalisation était relativement moins passionné. Cela pourrait constituer un risque supplémentaire d'amalgames et de polarisation éventuelle.

Avis local :

Se rendre soi-même dans les classes pour débattre du film et réaliser les évaluations.

Annexe :

NORA EL KOUSSOUR ILIAS ADDAB

Layla M.



een film van
MIJKE DE JONG

CINEMIEN PRESENTS A TOPKAPI FILMS PRODUCTION IN CO-PRODUCTION WITH MTR ISRAÏËT CHRISTOSORA SCHWANGI & MIJKE DE JONG FILMWRITTEN BY JAN ELANDER, LAYLA M.,
NORA EL KOUSSOUR, ILIAS ADDAB, MOHAMMED AZARY, TESHA ABDULZAHRA, HASSAN AKKOUH, MEZNA KARIR, AYDHA SIBOZI, HISSAM CHAHADAT
CASTING REBECCA VAN UENEN DIRECTOR OF PHOTOGRAPHY DANNY ELSEN SOC. PRODUCTION DESIGNER JURGEN SONT COSTUME DESIGNER DOROTH VINKEN ROZE COSTUME DESIGNER JACQUELINE STELLEN MAKEUP DESIGNER TRUDY BUIJEN
PRODUCTION DESIGNER JOOST ROOSKAMP STYLING DESIGNER MARK GUYMIE EDITOR GAN ERDOGAN POST-APARTHEER VAN DONGEN LINE PRODUCERS JET CHRISTIAANSE, ENAVAL, NISSAN, ISLA NASSER
CO-PRODUCERS MARTINA BLOK, DIRK PAPPE, ALEXANDER WAGDOUN, MARCOS KASTIS PRODUCED BY FRAAS VAN GESTEL, ARNOLD HES, ERFELD, LAURETTE SCHILLINGS



THE FILM IS SUPPORTED BY THE ACTORS' UNION FILM FUND & THE NETHERLANDS FILM PRODUCTION FUND. IT IS ALSO SUPPORTED BY THE CREATIVE EUROPE PROGRAMME - MEDIA 2014-2020



www.cinemien.nl

facebook.com/LaylaMdefilm

[@Cinemien](https://twitter.com/Cinemien)



Projet international « Casablanca »

Commune : Louvain

Organisme : Service de prévention et Service de la jeunesse

Province : Brabant flamand

Domaine : Projets/Outils pédagogiques-éducatifs

Prévention : Secondaire

Personne de contact : miran.scheers@leuven.be

Contexte dans lequel le projet a été développé :

Le projet a vu le jour après plusieurs discussions au sujet du quartier de Casablanca au sein de la structure de concertation de la ville sur la problématique des "hangjongeren" (jeunes de la rue).

Les principaux problèmes sont liés aux drogues, aux nuisances sonores, aux déchets sauvages, etc. La police effectue régulièrement des contrôles dans ce quartier.

Lors d'une visite approfondie sur place, il a été constaté que certains habitants du quartier exprimaient une frustration à ce sujet.

1. Polarisation entre les jeunes et les services de police.
2. Les "hangjongeren" (jeunes de la rue) s'enfermaient souvent dans un statut de victime.
3. Ils n'avaient que peu de perspectives d'avenir.
4. Groupes très divers avec des besoins très divers.

Sur la base d'une concertation interne, il a été décidé de s'engager dans un projet international qui renforcerait la confiance en soi des jeunes, leur ferait ressentir le plaisir de s'investir tout en apportant une contribution positive à la société.

Philosophie du projet :

Grâce à ce projet, nous souhaitons provoquer un changement positif des mentalités dans le quartier. Pour l'instant, nous travaillons sur deux volets en vue de réaliser ce changement: bottom-up (pour les jeunes) et top-down (pour le quartier, les partenaires, la police et les autorités locales).

Le premier volet vise à faire en sorte que les jeunes acquièrent certaines compétences en toute sécurité et à leur rythme. Les jeunes doivent devenir les ambassadeurs au sein de leur quartier et attirer d'autres jeunes grâce à leur attitude positive.

Il s'agit des compétences suivantes :

1. Propriété ;
2. Résilience ;
3. Perspectives d'avenir ;
4. Ouverture d'esprit ;
5. Réseautage.

Le deuxième volet vise à impliquer les partenaires externes (habitants du quartier, police et services de la ville) afin qu'ils développent des initiatives dans le but d'initier un changement au niveau des mentalités.

Dans cette collaboration, le nouveau réseau, mis en place entre les jeunes et les partenaires externes par différentes actions (par exemple: organiser des activités sportives avec la police), joue un rôle crucial.

Les jeunes œuvrent eux-mêmes au développement de ce réseau afin de le faire perdurer et ne dépendent pas de la présence des services de prévention et des services à la jeunesse. Le même engagement est attendu de la part des partenaires externes afin qu'ils examinent, au sein de leur organisation, comment tisser des liens structurels avec les jeunes.

Description du projet :

Les jeunes organisent eux-mêmes un échange international avec les jeunes de Casablanca (Maroc). Les deux groupes de jeunes sont responsables de l'organisation de la moitié du programme qui met l'accent sur le soutien d'un orphelinat. Pour pouvoir participer à ce voyage, ils doivent s'engager, pendant une année, à entreprendre diverses actions destinées à amener un changement positif des mentalités dans le quartier.

Exemples d'actions :

- Ramasser les déchets sauvages ;
- Organiser un cortège d'Halloween ;
- Interviewer des habitants du quartier dans la rue ;
- Mettre en image l'histoire du quartier ;
- Organiser des activités sportives avec la police ;
- Aider lors de la journée des familles de la police ;
- Prévoir la restauration dans les plaines de jeux de la ville ;
- Organiser des événements en lien avec la Coupe du monde de football ;
- Organiser des repas de quartier ;
- Organiser des tournois hebdomadaires de football en salle pour les jeunes du quartier.

Les jeunes pourront également suivre la formation Bounce ainsi qu'une formation sur les techniques d'interview pour le documentaire qui sera réalisé sur le projet. Les préparatifs de ce film sont déjà en cours. Sont également au programme, une formation pour les aider à trouver du travail ainsi qu'une autre formation sur l'usage de drogues.

Public cible :

Dix jeunes entre 16 et 23 ans d'origine marocaine. Le groupe inclut également un garçon d'origine flamande et un jeune souffrant d'une légère déficience mentale. Ce petit groupe était déjà constitué avant le projet, mais grâce aux actions menées, il a pu s'étendre de manière à faire participer d'autres jeunes (garçons et filles) du quartier.

Objectif(s) :

1. Opérer un changement de mentalité chez les jeunes ;
2. Sensibiliser les responsables politiques, le quartier, les partenaires, etc. (= l'environnement dans lequel les jeunes évoluent) ;
3. Promouvoir l'intégration et éviter la polarisation.

Partenaire(s) :

Ville de Louvain (services divers) ; Police locale de Louvain ; Riso ; Jint ; French 8 (société de production) ; Commerçants locaux.

Partenaires internationaux: Dispositif pour les jeunes Essaouira ; Orphelinat de Casablanca.

Evaluation :

Le projet est réalisé avec les jeunes et il est continuellement adapté. Au stade actuel du projet, les jeunes récoltent des fonds pour l'orphelinat de Casablanca et les assistants de prévention veillent à disposer du budget nécessaire au voyage et à la réalisation du film.

Budget approximatif :

34.000€, dont 15.000€ pour la mise en scène, le tournage et le montage du film et 15.000€ pour le voyage.

Difficultés rencontrées :

- Tenir compte des agendas des partenaires ;
- Les obligations administratives qui demandent souvent du temps alors que les jeunes veulent immédiatement s'y mettre ;
- Tenir compte des structures existantes.

Avis local :

Impliquez autant que possible les services de la ville pour créer des liens locaux entre les jeunes et les partenaires (ces derniers sont souvent gratuits à l'égard d'un autre service de la ville).

Le projet doit également s'accompagner d'une vision à long terme car il vise la transformation des jeunes en « ambassadeurs du quartier » afin qu'à terme, l'activité puisse être renouvelée au sein du quartier.

Projet BOUNCE : Suivi de la formation BOUNCE-UP par les travailleurs de première ligne

Commune : Louvain

Organisme : Service de prévention

Province : Brabant flamand

Domaine : Formation à destination des professionnels et intervenants de première ligne

Prévention : Secondaire

Personnes de contact : Myra.Hoeven@leuven.be ; cpr@ibz.fgov.be

Contexte dans lequel le projet a été développé :

Dans le cadre du projet Stresaviora, Louvain s'est portée candidate en tant que ville pilote belge pour le programme 'Strengthening Resilience against violent Radicalisation', financé par la Commission européenne, coordonné et suivi par le SPF Intérieur.

9 autres villes pilotes ont également été sélectionnées, dans cinq pays européens (France, Pays-Bas, Suède, Allemagne, Belgique), pour bénéficier d'une formation à l'outil de prévention Bounce sur la résilience des jeunes face au radicalisme.

Philosophie du projet :

« BOUNCE »¹ est une démarche pédagogique de prévention primaire considérant le renforcement de la résilience, c'est-à-dire la résistance morale à un stade précoce, comme un facteur de protection efficace contre le radicalisme ou l'extrémisme chez les jeunes et visant aussi à la responsabilisation.

L'objectif est de diffuser le projet Bounce à Louvain en organisant une formation destinée aux professionnels d'organisations louvanistes qui travaillent avec des jeunes afin de créer une réserve de formateurs dans lequel puiser pour lancer les programmes Bounce Young et Along.

Description du projet :

BOUNCE est un ensemble de trois outils de formation et de sensibilisation destinés aux jeunes et à leur environnement social. Ce projet propose une réponse positive au défi que pose la prévention précoce de la radicalisation violente. Les outils BOUNCE sont conçus comme des instruments préventifs à utiliser lorsque, ou même de préférence avant, qu'il ne soit question de radicalisation violente. Ces outils proposent aux jeunes et à leur entourage des instruments pour faire face à ces défis.

¹ <https://www.bounce-resilience-tools.eu/fr>

Les trois outils BOUNCE (BOUNCE young, BOUNCE along et BOUNCE up) sont interdépendants et se renforcent en tant qu'instruments de prévention précoce de la radicalisation violente. Pourtant la 'radicalisation violente' ne constitue pas le fondement des outils BOUNCE, puisque l'accent est mis sur une importante campagne de prévention précoce et positive tandis que les outils sont mobilisés pour œuvrer au renforcement des facteurs protecteurs.

Ainsi, BOUNCE permet l'émancipation des jeunes et leur réseau pour favoriser la résilience, faire en sorte qu'ils soient aptes à se défendre et pour qu'ils interagissent avec et dans un environnement conscient. La pierre angulaire du projet BOUNCE est donc "la résilience des jeunes en interaction avec un environnement conscient".

Dans ce cadre, les professionnels disposent d'exercices pratiques pour éveiller ou renforcer les aptitudes et compétences des jeunes comme l'estime de soi, la confiance, la résistance à la frustration ou l'esprit critique afin de les aider à réagir face aux influences radicales (religieuses ou politiques).

Un groupe de travailleurs de première ligne a reçu une formation «BOUNCE-up» (train-the-trainer) durant 2 modules de 3 jours afin d'apprendre à utiliser et implémenter le programme de résilience "BOUNCE- young" (pour les jeunes) et l'outil de conscientisation "BOUNCE-along" (pour les adultes qui font partie de l'environnement social des jeunes : parents, enseignants et éducateurs).

Public cible :

BOUNCE-young : les adolescents et les jeunes adultes.

BOUNCE-along : les parents et les travailleurs de première ligne.

BOUNCE-up : travailleurs de première ligne qui œuvrent auprès des jeunes âgés d'environ 12 à 18 ans (éducateurs, animateurs de maisons de jeunes, enseignants, etc.).

Objectif(s) :

- Rendre les jeunes louvanistes résilients ;
- Prévoir une offre permanente de Bounce ;
- Rendre les travailleurs de première ligne et les parents résilients et leur proposer des outils pour soutenir leurs adolescents ;
- Se réunir régulièrement avec le pool Bounce pour discuter de certains cas et organiser des interventions.

Partenaire(s) :

- Arktos et la Maison de l'Enfance ;
- Membres du pool Bounce CGG, maison de l'enfance, dispositif pour les jeunes de Tube et Jac ;
- SPF Intérieur ;
- Commission européenne.

Evaluation :

À terme, nous comptons réaliser une évaluation du projet qui ne se trouve actuellement qu'au stade de lancement.

Budget approximatif :

Par séance BOUNCE: 5.000€

Difficultés rencontrées :

- Il ne semble pas toujours possible de faire appel à des formateurs de la réserve BOUNCE pour assurer la formation BOUNCE Young en dehors de la structure dans laquelle ils travaillent ;
- En collaboration avec certains de nos partenaires, nous cherchons actuellement des alternatives pour mettre en œuvre le projet BOUNCE ;
- Dans le cas où l'ensemble du projet doit viser les jeunes, BOUNCE demande un investissement de temps considérable de la part des jeunes et par conséquent des coûts tout aussi importants pour engager les formateurs.

Avis local :

Bounce est un outil intéressant à intégrer dans le cadre de la prévention générale :

- Miser sur BOUNCE-up pour s'assurer que les formateurs BOUNCE se recyclent dans les autres activités du projet ;
- Collaborer avec les différents services de la ville pour pouvoir proposer un projet BOUNCE dans la ville ;
- Étant donné que l'Asbl Arktos est établie à Louvain et que la ville emploie également ses propres formateurs, des accords clairs relatifs à une mise en œuvre plus large du projet doivent être conclus puisque la ville peut, dans certains cas, proposer gratuitement les services de ses formateurs à des écoles ou des organisations qui travaillent avec les jeunes.

Formations « Uit de Marge »

Commune : Maaseik

Organisme : Service intégration sociale

Province : Limbourg

Domaine : Formation à destination des professionnels et intervenants de première ligne

Prévention : Secondaire

Personne de contact : hamid.aitouhammou@maaseik.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

La participation aux différentes formations « Uit de Marge » s'inscrit dans le cadre du lancement d'un dispositif local pour les jeunes avec une attention spécifique portée sur les enfants et sur les jeunes se trouvant dans une situation de vulnérabilité sociale. .

Philosophie du projet :

Ce dispositif jeunesse s'implique notamment dans le renforcement de la résilience et le soutien des jeunes dans leur développement identitaire. Les deux sont d'importants leviers dans la prévention de la radicalisation et de la polarisation auprès des jeunes.

Afin de pouvoir accompagner correctement les jeunes, il est essentiel que le travailleur se forme en permanence.

Description du projet :

Afin de soutenir les travailleurs, nous avons investi dans le coaching via l'Asbl « Centrum voor Maatschappelijke Gelijkheid en Jeugdwelzijn (CMG) ». En plus des entretiens de coaching individuels, le coaching comprend également la participation à des moments d'échanges avec d'autres travailleurs du secteur de la jeunesse et le suivi de formations pour accroître leurs connaissances et leur professionnalisme.

L'offre de l'Asbl « Uit De Marge », qui a développé une expertise spécifique dans le travail avec les enfants et les jeunes dans des situations de vulnérabilité sociale, s'insère fortement dans cette optique.

Le travailleur a suivi quelques formations depuis ses débuts, à savoir :

- Formation "travail avec les jeunes" (4 jours complets) ;
- Formation de "l'identité chez les enfants et les jeunes" ;
- "Faire face aux conflits, à l'agressivité et aux comportements qui dépassent les limites" ;
- "Soutenir les jeunes dans le développement de leur identité".

Public cible :

Travailleurs de première ligne, actifs dans le travail avec les jeunes, avec une attention pour les enfants et les jeunes dans des situations de vulnérabilité sociale.

Objectif(s) :

Fournir tant un cadre théorique, que des outils pratiques afin de renforcer et d'outiller les travailleurs et leur apprendre à gérer et à travailler de manière professionnelle avec des enfants et des jeunes dans un contexte de précarité sociale.

Partenaire(s) :

Asbl « CMGJ », Asbl « Uit De Marge ».

Evaluation :

Les formations suivies auprès de l'Asbl « Uit de Marge » correspondent bien au coaching offert par CMGJ en vue du soutien du travailleur. C'était important surtout dans la phase de lancement.

Les travailleurs avaient déjà acquis beaucoup d'expérience pratique avec des jeunes et enfants socialement vulnérables, principalement ceux qui évoluent dans un contexte migratoire, mais il manquait tout de même un cadre théorique important.

Une formation de base était une première exigence mais un réajustement constant des connaissances était également nécessaire pour gérer professionnellement ce groupe cible.

Budget approximatif :

+/- 500€ sur base annuelle.

Dispositif à destination des jeunes

Commune : Maaseik

Organisme : Service intégration sociale

Province : Limbourg

Domaine : Travail de rue

Prévention : Secondaire

Personne de contact : hamid.aitouhammou@maaseik.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Le projet s'inscrit dans la mise en œuvre du plan intégral pour la prévention de la radicalisation et de la polarisation que la Ville de Maaseik a élaboré en 2014 et 2015, en collaboration avec les partenaires locaux pertinents. Le plan comprend des actions à différents niveaux, tant axées sur les personnes que sur les groupes.

Grâce à l'AR du 9/11/2015 relatif à la mise en place d'une politique d'Impulsion autour de projets pilotes dans le cadre de la prévention de la radicalisation violente, Maaseik a pu s'engager durant une année sur l'optimisation de son approche, axée sur les personnes, et réaliser parallèlement une opération de « rattrapage » pour des jeunes identifiés comme « à risque », principalement des jeunes en questionnement qui ne trouvent pas toujours leur place dans la société et peuvent ainsi être davantage vulnérables aux influences négatives et radicales.

Au moment de la demande de projet, la présence et les activités d'un certain groupe nous préoccupaient, cependant nous n'étions pas capables d'empêcher le fait que ces derniers approchaient les jeunes et leur proposaient un discours radical.

Philosophie du projet :

L'objectif principal de l'approche intégrale locale est de détecter le plus vite possible les jeunes et les jeunes adultes qui sont susceptibles de se radicaliser et de les maintenir insérés dans notre société.

Il est primordial de tenter d'éviter leur mise en danger, sous l'influence d'idées déterminées, en rejetant la société ou, dans les cas extrêmes, en procédant à la propagation ou à l'usage de la violence. Nous souhaitons soutenir le travailleur dans le contact, l'accompagnement et le suivi des jeunes qui sont susceptibles de passer entre les mailles du filet et les aider à (re)trouver une place au sein de la société.

Description du projet :

Un travailleur de rue a été recruté dans le but de réaliser les tâches suivantes:

- Recherche active de jeunes, dans le but de nouer un contact avec eux, développer un lien de confiance et rester attentif aux jeunes se trouvant dans une situation de vulnérabilité sociale ;
- Organiser dans une mesure limitée des activités de groupe et/ou accompagner/suivre individuellement des jeunes sans faire soi-même de l'assistance (renvoyer de manière ciblée aux partenaires pertinents) ;
- Diriger les jeunes vers l'offre classique locale (cours pratiques et théoriques, emploi, vie associative, offre sportive et culturelle, etc.) ;
- Dresser un inventaire des difficultés, besoins, questions des jeunes et les signaler aux partenaires concernés, de sorte à développer une approche adéquate, à travers l'offre classique locale.

Public cible :

Surtout les jeunes, avec une attention spécifique pour ceux en situation de vulnérabilité sociale.

Objectif(s) :

L'objectif principal est surtout d'atteindre les jeunes en situation de vulnérabilité, avoir une vue sur leurs demandes, besoins et attentes, leurs opportunités, et pouvoir les aider, au moyen d'une approche individuelle ou collective, à retrouver leur place au sein de la société, et ce, en collaboration avec les partenaires réguliers pertinents.

De cette manière, nous tentons de supprimer les terrains fertiles, entre autres, à la radicalisation potentielle et prévenir l'influence de certains groupes locaux radicaux.

Partenaire(s) :

Différents partenaires locaux comme le secteur de la jeunesse, les écoles, les services sportifs, les associations de quartier, les projets prévention de la radicalisation et polarisation, etc. (toute l'offre locale classique).

Le travailleur jeunesse est coaché par le Centrum voor Maatschappelijke Gelijkheid in Jeugdwezijn (CMGJ).

Evaluation :

Le lancement de ce dispositif pour les jeunes a mis en lumière un certain nombre de faits, notamment l'existence d'un groupe de jeunes qui ne trouvaient pas leur place dans l'offre classique locale (jeunesse, sport, culture), ces jeunes avaient peu de contacts avec la société environnante, disposaient d'un réseau assez limité et on pouvait retrouver chez eux un sentiment d'exclusion. Tout au long de l'année, l'éducateur engagé, travaillait régulièrement avec une vingtaine de ces jeunes, via des contacts individuels et des activités de groupe.

Il existe encore des jeunes qui ne sont accessibles que dans les lieux publics et qui ne souhaitent pas (encore) bénéficier de cette aide.

L'administration communale a donc décidé de prolonger le dispositif jeunesse mis en place, au-delà du délai initialement prévu. Le travailleur se focalise à présent sur le fait de diriger ces groupes de jeunes vers l'offre classique et tente de travailler de manière ciblée sur ces lieux afin d'atteindre un groupe plus large de jeunes vulnérables d'origines culturelles diverses.

Les activités perdurent et l'accent est mis sur la rencontre, l'échange, une offre où l'attention est focalisée sur un

développement identitaire positif.

L'éducateur s'attelle à l'élargissement de son propre réseau et à son ancrage dans les structures existantes.

Nous allons, par exemple, démarrer une concertation autour du bien-être des jeunes, à laquelle seront associés tous les acteurs locaux du secteur de la jeunesse, actifs sur le terrain.

Une priorité supplémentaire est l'élargissement et l'encadrement de l'équipe de volontaires.

Budget approximatif :

Coûts salariaux ETP + frais de fonctionnement.

Difficultés rencontrées :

En ce qui concerne le travail avec des jeunes en situation (objective ou subjective) d'exclusion, Maaseik doit rattraper le retard qui s'est accumulé.

Les subsides fédéraux ont pu donner une impulsion à ce projet, mais il est évident qu'un important travail doit encore être fait en la matière. C'est un objectif qui doit s'inscrire sur le long terme, sur plusieurs années, et qui demande l'implication active de nombreux partenaires. Pour les pouvoirs locaux, c'est un défi car des pondérations budgétaires doivent à chaque fois être réalisées.

Projet « Opboksen »

Commune : Maaseik

Organisme : Service intégration sociale

Province : Limbourg

Domaine : Projets/Outils pédagogiques-éducatifs

Prévention : Secondaire

Personne de contact : hamid.gitouhammou@maaseik.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

À Maaseik, les enfants et les jeunes ont l'opportunité de s'entraîner et de se perfectionner depuis quelques années dans la boxe olympique. Les entraînements ont lieu chaque semaine dans le hall sportif communal. Ils sont accompagnés par des entraîneurs expérimentés et diplômés, mis à disposition via le projet "Opboksen". Ce projet a démarré il y a presque 25 ans à Genk. L'animateur était Abdel Wahhabi, ancien boxeur olympique.

Philosophie du projet :

La pratique d'un sport de combat peut apporter une importante contribution à l'accroissement de la résilience, de la maîtrise de l'agressivité et de la croissance personnelle.

Les entraînements du projet "Opboksen" ne sont donc pas axés sur le fait "d'apprendre à se battre" mais plutôt sur la condition physique, la technique, la maîtrise et la sécurité.

Une attention particulière est accordée à l'aspect technique et sportif mais également aux valeurs propres au sport et au dépassement de soi, comme le respect, la discipline, la persévérance et la communication. Les enfants et les jeunes peuvent ainsi améliorer leurs aptitudes sociales, travailler sur la confiance en soi et apprendre à maîtriser l'agressivité. Toutes ces aptitudes visent la prévention du repli identitaire, du sentiment de rejet, de la rupture sociale/sociétale et donc indirectement la prévention de l'adhésion à une identité radicale problématique.

Description du projet :

Des cours de boxe olympique sont organisés depuis quelques années par le service des sports communal, en collaboration avec l'Asbl In Cordée de Genk. L'Asbl met à disposition des entraîneurs via le projet "Opboksen". Dès le début, le projet se focalise sur les jeunes les plus vulnérables. La boxe est perçue comme une possibilité de garder un contact avec ces jeunes de quartier et leur offrir une occupation sportive dotée de sens et de valeurs.

Le succès de cet objectif était cependant relatif. C'est pourquoi, pendant toute une année (septembre 2016-juin 2017), des cours supplémentaires ont été organisés chaque semaine dans le local du dispositif jeunesse. Ainsi, une dizaine de jeunes supplémentaires ont pu être touchés par cette action, dont 3 ont été redirigés vers cette offre classique de cours de boxe dans le hall de sports.

À l'heure actuelle, seuls ces cours ont encore lieu. Le travailleur de terrain continue à attirer l'attention des jeunes qu'il côtoie, même pendant le travail de sensibilisation, sur cette possibilité de suivre des cours de boxe.

À l'automne 2017, certaines écoles secondaires ont eu l'opportunité d'insérer des leçons d'initiation à la boxe dans leur horaire. Lors de ces initiations, le travailleur de terrain a pu donner des informations sur la possibilité de suivre des cours.

Public cible :

Enfants et jeunes, à partir de 6 ans, avec une attention particulière pour les jeunes dans une situation de vulnérabilité sociale.

Objectif(s) :

- Offrir un loisir doté de sens, et pour certains jeunes, une alternative au fait de traîner dans les rues ;
- Offrir via ce sport un instrument pour accroître la résilience, la maîtrise de l'agressivité, le développement positif de l'identité ;
- Créer la possibilité pour les jeunes de se rencontrer et d'échanger dans une ambiance de communication ouverte et de respect.

Partenaire(s) :

Service communal des sports, Asbl In Cordée Genk, Sport Vlaanderen.

Evaluation :

Le nombre de participants reste assez constant au fil des années. Pour les jeunes plus vulnérables, le seuil reste encore élevé. Pour continuer à atteindre ce taux de fréquentation, une approche individuelle reste indispensable.

Budget approximatif :

+/- 3.000€ pendant l'année de projet.

Projets socio-éducatifs

Commune : Menin

Organisme : Service « Sécurité et Vivre ensemble »

Province : Flandre occidentale

Domaine : Projets/Outils pédagogiques-éducatifs

Prévention : Secondaire

Personne de contact : cornelia.cannaert@menen.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Le projet socio-éducatif se concentre sur les besoins des acteurs locaux en termes d'enseignement et de formations. Au début du développement de notre approche préventive en matière de radicalisation, nous avons réalisé un sondage auprès de tous les acteurs locaux : la zone de police, les services communaux, la société civile, le secteur de l'enseignement, etc.

Le sondage a révélé que le secteur de l'enseignement avait besoin d'obtenir plus d'informations sur toutes sortes de problématiques sociétales pouvant être à l'origine de problèmes de radicalisation violente (= terreaux fertiles).

Philosophie du projet :

Etant donné que le phénomène de la radicalisation est alimenté par différentes causes, nous tentons de miser, au travers du dénominateur commun 'projets socio-éducatifs', sur différents thèmes : éducation aux médias, genre et identité, diversité et religion, violence dans la société, discours de haine en ligne, etc.

Description du projet :

Ce projet consiste à créer des programmes socio-éducatifs destinés aux écoles et aux différentes institutions chargées du travail auprès des jeunes de Menin. Chaque programme comporte plusieurs manuels, des DVD et jeux/cours sur les différentes thématiques (voir philosophie du projet). Les programmes visent à la fois l'enseignement primaire et le secondaire.

Grâce à ces programmes éducatifs, les enseignants peuvent aborder ces différents thèmes en classe.

Public cible :

- Enfants et jeunes du primaire et du secondaire ;
- ravailliers de première ligne dans les domaines de l'enseignement et de la jeunesse (service jeunesse, JAC, espaces de rencontre, etc.).

Objectif(s) :

- Renforcer la résilience des jeunes ;
- approfondir le savoir-faire dans les domaines de l'enseignement et de la jeunesse.

Partenaire(s) :

Programmes socio-éducatifs : fournisseurs de matériel de cours éducatifs (exemples : Asbl Motief, Asbl Ella, Pax Christi Vlaanderen, Asbl Jong en Van Zin, etc.).

Evaluation :

Ce projet est actuellement en cours, il est trop tôt pour procéder à une évaluation.

Budget approximatif :

Environ 3.000€ actuellement.

Difficulté(s) rencontrée(s) :

De nombreuses informations sont accessibles au secteur de l'enseignement concernant la radicalisation, l'éducation aux médias, la diversité et la religion, etc. Nous constatons toutefois que le surplus d'informations empêche parfois la clarté de ces informations.

Par conséquent, nous avons décidé de sélectionner le matériel éducatif pour le secteur de l'enseignement.

Avis local :

La « radicalisation » est souvent l'expression de nombreux problèmes sous-jacents. Afin de prévenir ce phénomène, il est en effet essentiel de s'attaquer à ces différentes causes (voir philosophie du projet). Pour cette raison, nous nous concentrons sur des thèmes tels que l'éducation aux médias afin d'apprendre aux jeunes à développer un sens critique face au surplus d'informations et aux discours de haine en ligne. Pour prévenir la radicalisation, il est primordial de s'attaquer de façon précoce à ces thématiques sous-jacentes.

Espaces de paroles avec Mourad Benchellali

Commune : Molenbeek-Saint-Jean

Organisme : Service de prévention de la ville de Molenbeek-Saint-Jean

Région : Bruxelles-Capitale

Domaine : Projets/Outils pédagogiques-éducatifs

Prévention : Secondaire

Personne de contact : OVanderhaeghen@molenbeek.irisnet.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

L'objectif du projet est de développer des espaces de parole et de débat dans lesquels le public cible, essentiellement les jeunes, puissent s'exprimer librement sur des sujets qui les touchent directement ou qui sont liés à l'actualité. Dans le cadre de ce projet, il a été décidé de travailler avec des « Role Models », soit des personnes qui par leur expérience ou leur trajectoire de vie peuvent offrir une posture légitime aux jeunes, soit dans laquelle ils peuvent se reconnaître.

Philosophie du projet :

La thématique de la radicalisation étant dans l'actualité, il a été décidé d'inviter Mourad BENCHELLALI, « ancien djihadiste » pour venir apporter son témoignage et susciter le débat avec les jeunes molenbeekois. A partir de son expérience personnelle, l'idée est de pouvoir travailler les facteurs quotidiens qui peuvent entraîner un processus de radicalisation ou un départ vers des zones de combat ainsi que les conséquences d'un tel processus après la prison.

Description du projet :

Mourad BENCHELLALI s'est rendu plusieurs fois à Molenbeek-Saint-Jean et a pu toucher :

- 500 jeunes de l'Athénée Serge Creuz de 2^{ème} et 3^{ème} secondaire ;
- 200 jeunes hors champs scolaire à travers le public touché par le réseau associatif local.

Public cible :

Jeunes entre 14 et 16 ans pour les écoles et entre 15 ans et 25 ans hors champs scolaire.

Objectif(s) :

- Susciter le débat autour d'un thème d'actualité ;
- Développer un espace de parole où les jeunes peuvent verbaliser leur ressenti ;
- Amener une expérience sans jugement moral ou positionnement normatif ;
- Sensibiliser le public à la question de la radicalisation violente à travers le récit de vie ou l'expérience vécue.

Partenaire(s) :

Forum Belge pour la prévention et la Sécurité urbaine, Communes de Bruxelles-ville, Schaerbeek et Anderlecht, Athénée royal Serge Creuz, Réseau associatif molenbeekois.

Evaluation :

Au niveau des écoles : positive - ouverture du débat avec les jeunes, déconstruction de préjugés en lien avec la thématique.

Hors champs scolaire : positive également - intérêt pour l'orateur, mais la libération de la parole par les jeunes amène le professionnel de terrain à devoir se décentrer de sa posture normative pour accepter la critique, la contradiction ou simplement la posture provocante de certains.

Budget approximatif :

Pour 8 séances : 6.000€

Difficultés rencontrées :

Difficulté à réitérer/reproduire régulièrement ce témoignage dû au fait que la thématique intéresse moins, les acteurs voulant aborder d'autres sujets.

Groupes inter-écoles

Commune : Molenbeek-Saint-Jean

Organisme : Service de prévention de la ville de Molenbeek-Saint-Jean

Région : Bruxelles-Capitale

Domaine : Projets/Outils pédagogiques-éducatifs

Prévention : Secondaire

Personne de contact : OVanderhaeghen@molenbeek.irisnet.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Ce projet est un projet ponctuel qui a été mis en place suite aux attentats qui ont touché Charlie Hebdo en janvier 2015. Ces événements ont suscité bon nombre de réactions chez les enseignants et enfants. Quelques jours après, ce sont les attentats avortés de la cellule de Verviers qui ont permis de situer Molenbeek-Saint-Jean au centre d'un réseau djihadiste. Plusieurs enseignants sous le choc ont exprimé la nécessité d'être écoutés mais aussi de développer des outils afin de parler des événements avec les élèves.

Philosophie du projet :

L'objectif est de développer un espace de parole déculpabilisant pour les enseignants afin qu'ils puissent échanger entre eux et avec d'autres professionnels. De même, ces espaces ont permis d'intégrer un outil à mettre en pratique avec les élèves pour verbaliser ou déconstruire certains propos énoncés par ceux-ci (complotisme, justification, discours polarisant).

Description du projet :

Plusieurs groupes de paroles ont été mis en place début février 2015 pour des enseignants francophones et néerlandophones. Le déroulement s'est organisé comme suit :

- Explication du radicalisme en lien avec les événements récents ;
- Débats et échanges entre les enseignants ;
- Présentation d'un petit outil de traitement de l'information avec les élèves, qui distingue :
 - La description des faits/événements : que s'est-il passé ? Que sait-on réellement des événements survenus ? Déconstruire les représentations erronées, les thèses complotistes, etc.
 - Verbalisation des émotions en lien avec les événements survenus et analysés.
 - Rappel de la norme, de la loi et des règles qui permettent la vie en société et la coexistence entre les individus.

Public cible :

Groupe de parole destiné aux enseignants de l'enseignement primaire communal, francophone et néerlandophone.

Enfants : 6 à 12 ans, niveau primaire

Objectif(s) :

- Créer des espaces de parole pour enseignants ;
- Appuyer le travail quotidien des enseignants et équipes pédagogiques après un évènement marquant ;
- Développer un outil pour analyser l'actualité et susciter la prise de recul chez les élèves.

Partenaire(s):

Ecoles communales primaires.

Evaluation :

Groupe de parole : positif, retour des enseignants comme quoi l'exercice fut important.

Outil en classe : quelques enseignants l'ont mis en place mais pas d'évaluation réalisée.

Difficulté(s) rencontrée(s) :

Difficulté de pouvoir intégrer au débat ceux qui refusent de se prononcer ou de s'exprimer, certains débats parfois houleux ont parfois eu lieu à l'intérieur de l'école (conflits entre enseignants, etc.).

Séminaire concernant la prévention du processus de radicalisation violente

Commune : Namur

Organisme : Service de Cohésion sociale

Province : Namur

Domaine : Formation à destination des professionnels et intervenants de première ligne

Prévention : Secondaire

Personne de contact : Nathalie.Leprince@ville.namur.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Dans la foulée des attentats perpétrés au cours de ces dernières années, du rôle important joué par les médias concernant ce phénomène, de l'apparition de différents plans de lutte contre le radicalisme à différents niveaux de pouvoir du pays, la préoccupation de cette question au niveau local n'a pas échappé à ce mouvement général et à ce contexte ambiant d'insécurité grandissante.

Dès lors, avant même de concrétiser éventuellement des initiatives de proximité afin de détecter et/ou d'éviter la radicalisation de personnes et de jeunes en particulier, il s'est avéré opportun et nécessaire d'outiller les agents du service public.

Philosophie du projet :

Favoriser le vivre ensemble et le faire ensemble sans discrimination ou stigmatisation en répondant au plus près aux besoins et attentes des agents.

Description du projet :

Le colloque a porté sur une journée et demi et s'est décliné comme suit :

1) La radicalisation, c'est quoi ?

Histoire des concepts mobilisés

Définitions des termes « radical », « radicalisation violente », « terrorisme », « foreign terrorist fighters », « returnees » etc.

2) Les mouvements radicaux en Europe

Recadrer la violence djihadiste dans l'histoire des violences politiques en Europe. Premier ciment de la journée : la radicalisation violente est un phénomène universel qui n'est pas propre à l'Islam ni aux religions. Les exemples permettent de réfléchir aux différences entre des positions radicales et le radicalisme violent. Ce module permet au travers d'exemples concrets de voir quand une idéologie est instrumentalisée à des fins de violence. Etendue du phénomène au niveau national et international.

3) L'idéologie djihadiste

D'où viennent les concepts et l'idéologie utilisée par des groupes comme l'Etat islamique ? Introduction aux Frères musulmans et au salafisme dont l'hybridation entre les idées politiques violentes (courant minoritaire des Frères musulmans) et une vision religieuse orthodoxe (salafisme) donne le phénomène observé. Pour arriver à ce stade, une introduction à l'Islam est nécessaire (histoire de la révélation, la fitna, piliers, civilisation musulmane, etc.). Définition des termes islamisme, fondamentalisme, extrémisme, etc. Histoire et définition du jihad.

4) Le processus de radicalisation

Le processus de radicalisation pris au sens large. Un modèle intégré présentant 4 sphères de facteurs (contexte, psychologie individuelle, facteurs environnementaux, socialisation) et des profils « idéaux types » fournissent un cadre global explicatif. Des notions importantes comme « barrières morales », « anomie » et « inconfort moral », « désaffiliation sociale », etc., sont explicitées dans un langage simple et accessible (grâce à des exemples concrets). Rôle des réseaux sociaux et des institutions (familles, « tribus », influence des pairs, écoles, etc.). Des supports tels que : des extraits de livre et témoignages, des exemples issus de la propagande de Daesh sont utilisés.

5) Processus d'embrigadement et logique sectaire

Ce module permet aux participants de comprendre comment se construit l'embrigadement sur le plan collectif et individuel, et mise en résonance avec l'histoire individuelle de la personne ciblée pour susciter son engagement. Les théories du complot participent au processus. Les possibilités de désengagement.

6) Les indicateurs

Quels sont les indicateurs d'alerte ? Discussion à partir du baromètre des comportements. Des outils tels qu'un jeu vidéo interactif sont utilisés pour permettre aux participants de se mettre dans la peau d'un enquêteur d'un service spécialisé. Son utilisation permet de réfléchir aux signes d'attention.

Public cible :

Les agents des services publics (Ville et CPAS).

Objectif(s) :

- Sensibiliser les travailleurs (postes de coordination et agents de terrain) au processus de radicalisation en réaffirmant les valeurs démocratiques de notre société ;
- Fournir des informations, des explications et des éléments de compréhension à travers une analyse systémique de la genèse, l'évolution, et l'installation de la radicalisation religieuse et de l'extrémisme idéologique en vue de commettre des actes violents ;
- Permettre d'identifier les facteurs sur lesquels il est possible d'agir/il faut agir en termes de prévention de la radicalisation dans le cadre du mandat professionnel.

Partenaire(s) :

Organismes :

- La SPRL DiverCity Advisory, Mme Corinne TORREKENS ;
- Jean François HUSSON.

Evaluation :

Les différents volets du colloque repris et détaillés ci-dessus ont rencontré un franc succès pour la majorité des participants sur base des critères suivants :

- Présentation riche en contenu ;
- Clarté de l'exposé ;
- Support de la présentation ;
- Dynamisme.

Budget approximatif :

8.500€ pour environ 90 personnes.

Difficulté(s) rencontrée(s) :

Dans la préparation du contenu du colloque, il s'est avéré difficile de concentrer un panel aussi riche en informations qui puisse correspondre à tous les types de profils d'agents.

Avis local :

Une continuité à ce colloque semble nécessaire pour les travailleurs de première ligne directement confrontés à ce phénomène.

Diagnostic local

Commune : Namur

Organisme : Service de Cohésion sociale

Province : Namur

Domaine : Diagnostic de la situation

Prévention : Secondaire

Personne de contact : Nathalie.Leprince@ville.namur.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Dans le contexte d'un sentiment d'insécurité grandissant, beaucoup d'attention est portée à la radicalisation au niveau local. Dès lors, devant l'absence d'analyse locale du phénomène, le service de Cohésion sociale de la Ville de Namur a souhaité établir un diagnostic local pour en connaître mieux les contours, et pouvoir envisager des interventions et des actions plus en phase avec les particularités et spécificités environnantes.

Chaque commune se caractérise par un contexte local qui lui est propre, et la question de la radicalisation doit être traitée selon ces paramètres, tout en ne négligeant pas le dénominateur commun qui relie les personnes en voie de radicalisation ou radicalisées.

Philosophie du projet :

La méthode utilisée appelle à une approche la plus transversale et globale possible alliant en même temps des opérateurs du volet socio-préventif et éducatif et des intervenants du volet plus sécuritaire, ce qui a permis de croiser les différents secteurs professionnels et personnes ressources. Ce dispositif s'est fait de manière très participative.

Description du projet :

Pour mener à bien le projet, différentes rencontres ont été organisées avec les principaux acteurs et partenaires locaux, ainsi que des entrevues plus ciblées avec des organismes clés.

4 groupes sectoriels et thématiques ont été constitués et invités à échanger leurs points de vue : secteur social et insertion socio-professionnelle, secteur de la jeunesse, centres culturels et culturels, les associations menant des actions socio-éducatives ou socio-culturelles vis-à-vis de la population autochtone et allochtone.

Chacun des groupes a élaboré un diagnostic sur base de ses constats et pratiques, pour après ouvrir un débat sur toutes les formes de radicalisation (religieuse, philosophique, etc.).

Le fil rouge qui a été suivi touchait les thèmes suivants :

- La définition et la connaissance du phénomène ;
- La présence ou non de situations problématiques concrètes aux yeux des professionnels et l'ampleur de ces problématiques (fond) ;
- Le type de public concerné (jeunes garçons ou filles, adultes hommes ou femmes) ;
- Les signes inquiétants (forme) ;
- Les questions que les professionnels se posent dans et pour leurs interventions ;
- Les procédures mises en place ou recommandées ;
- Les partenaires ou relais activés ou à activer ;
- Les demandes personnelles ou du secteur ;
- Les actions développées et à initier.

Chaque rencontre a fait l'objet d'un compte-rendu. Il constitue un matériau de base important au décryptage de la situation locale qui a été complété par des informations plus générales sur le sujet.

A la fin de l'ensemble des rencontres, une analyse des comptes-rendus des réunions a été effectuée pour structurer et rédiger le diagnostic.

Ce diagnostic a été présenté en plénière à l'ensemble des partenaires ayant pris part à l'initiative.

Public cible :

L'ensemble des partenaires locaux pouvant être confrontés à cette problématique.

Objectif(s) :

Pouvoir cerner au mieux la réalité du terrain en sollicitant le point-de-vue des professionnels et des institutions ou organismes qu'ils représentent, ainsi que celui des travailleurs de première ligne.

Partenaire(s) :

- Police locale ;
- Centre régional d'intégration ;
- Le FOREM Namur ;
- CPAS de Namur ;
- Les sociétés de logements des services publics ;
- Les maisons des jeunes ;
- Les établissements scolaires locaux ;
- Le service d'aide aux justiciables ;
- La maison de justice ;
- L'Asbl CRAIG ;
- Les 3 centres culturels et culturels locaux ;
- Les aides en milieux ouverts ;
- La Fédération Wallonie Bruxelles ;
- Les associations locales menant des actions socio-éducatives ou socio-culturelles à destination de la population autochtone et allochtone.

Evaluation :

- Mobilisation importante des partenaires pour participer au dispositif ;
- Approche intégrée et intégrale du phénomène avec des partenaires de différents horizons ;
- Echanges dans la confiance grâce à la confidentialité et l'anonymisation des données.

Budget approximatif :

Moyens humains : 6.387,82€

Difficulté(s) rencontrée(s) :

Données récoltées sensibles à devoir reformuler pour un diagnostic accessible à tous.

Avis local :

Nécessité de maintenir cet espace d'échanges intersectoriels sous la forme d'une plateforme.

Elaboration d'un diagnostic partagé

Commune : Saint-Gilles

Organisme : Service de prévention

Région : Bruxelles-Capitale

Domaine : Diagnostic de la situation

Prévention : Secondaire

Personnes de contact : pbellis@stgilles.irisnet.be ; ahaouari@stgilles.irisnet.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

La commune de Saint-Gilles se situe au sud de la Région bruxelloise et jouxte les communes de Bruxelles-Ville, Anderlecht, Ixelles et Forest. Sa superficie de 2,52 km² en fait l'une des communes de la Région la plus réduite en superficie. Elle compte plus de 50.000 habitants régulièrement inscrits. Sa densité de population la situe en seconde position (au sein de la Région bruxelloise) après Saint-Josse-ten-Noode. Le revenu moyen par habitant de Saint-Gilles se situe en dessous de la moyenne régionale. La commune figure parmi les communes les plus pauvres de la région. Sa population est diversifiée en ce qui concerne la nationalité puisqu'elle compte plus de 140 nationalités différentes sur son territoire.

A l'instar d'autres communes, Saint-Gilles est impactée par le phénomène du radicalisme et de la polarisation. Elle s'est engagée dans la lutte contre le radicalisme dès 2013 et bénéficie d'un financement Impulse (SPF Intérieur) depuis le deuxième trimestre 2016 afin de permettre l'engagement d'un chargé de projet radicalisme. Une fois ce subside « one shot » achevé (septembre 2017), le chargé de projet a été financé dans le cadre du plan local de prévention et de proximité (subside régional). Il rapporte à la directrice du Département Prévention et Qualité de vie (département qui chapeaute notamment les matières liées à la police et à la prévention) qui est la « single point of contact » (SPOC) en matière de radicalisme.

Philosophie du projet :

L'approche saint-gilloise des phénomènes d'insécurité et de délinquance repose sur la philosophie de travail UNEUS.

UNEUS est une méthode de travail qui se caractérise notamment par les éléments suivants :

- Il s'agit d'un dispositif communal, piloté par le Bourgmestre ;
- caractérisé par un partenariat associant au minimum quatre parties : la commune de Saint-Gilles (à travers ses différents services), la zone de police Midi, le parquet de Bruxelles et la direction coordination de la police fédérale de Bruxelles ;

- reposant sur une « approche intégrale (s'attaquer à tous les aspects de la problématique rencontrée) et intégrée (mettre tout en œuvre pour la résoudre avec l'ensemble des partenaires concernés par la problématique en question) » ;
- reposant sur une transversalité ainsi qu'une collaboration entre les différents acteurs.

Cette philosophie implique une relation de confiance et une bonne coordination entre partenaires et plus de transversalité dans la réalisation des différentes actions entreprises. Cette méthode implique que la communication entre parties soit continue et complète.

Le diagnostic partagé constitue la concrétisation pratique des ces principes dans le domaine de la lutte contre le radicalisme et la polarisation.

Description du projet :

L'une des missions du chargé de projet radicalisme est l'élaboration d'un diagnostic partagé entre acteurs de terrain.

Celui-ci repose à la fois sur des données qualitatives et quantitatives. Ce diagnostic comporte notamment un état des lieux de tous les acteurs de terrain (publics, associatifs, privés, etc.) pouvant aider à la mise en œuvre d'un plan de prévention en matière de radicalisation et de polarisation.

Ce diagnostic comprend notamment :

- Une présentation de la commune et de ses habitants sur base de nombreux indicateurs géographiques, sociaux, démographiques, économiques, etc. ;
- Un cadastre des acteurs publics et associatifs et de leurs missions spécifiques. Il a pour objectif non seulement la prévention de la polarisation et la lutte contre la radicalisation mais également les objectifs directement ou indirectement liés tels que : une meilleure lutte contre le décrochage scolaire ; un repérage des jeunes en manque de projet de vie et le développement d'un projet d'accompagnement de ces jeunes ; la mise en commun des moyens et ressources du tissu associatif et des services publics aux fins de garantir une présence maximale sur le terrain en vue d'occuper les jeunes des quartiers sur l'espace public ;
- Des données non nominatives relatives à la manière dont interviennent les phénomènes de polarisation et de radicalisme sur le territoire communal.

Il présente un caractère partagé au niveau de la récolte des différentes informations utiles à sa rédaction. Néanmoins, il doit encore se traduire par la rédaction d'une note de synthèse à l'attention du Bourgmestre, note qui sera ensuite soumise aux partenaires afin d'aboutir à un véritable diagnostic local partagé. Le DLS partagé servira de base et déterminera le contenu et la mise en œuvre de projets, outils et animations.

Objectif(s) :

De manière prioritaire, établir un diagnostic destiné à contextualiser et à cadrer le phénomène dans toutes ses facettes (approche multidisciplinaire) et de faire l'état des lieux des dispositifs publics, communaux et associatifs déjà mis en place.

Ce diagnostic analysera les phénomènes (de polarisation et de radicalisation) au sens large sur le territoire de la commune mais également les liens qui peuvent exister au niveau de la Région, du pays et de l'étranger. Une grande importance est ainsi accordée aux canaux de diffusion, aux modes opératoires de diffusion ainsi qu'au décodage d'une pensée radicale afin de pouvoir en mesurer l'impact en termes de polarisation. Il comprend également un état des lieux des initiatives existantes au niveau des services communaux, de l'aide aux personnes, de l'aide aux justiciables et ex-détenus, du soutien scolaire et des associations socioculturelles.

Il constitue la base sur laquelle reposeront des actions complémentaires à celles déjà menées.

Un second objectif est d'avoir une réactivité immédiate afin de circonscrire autant que possible toute situation pouvant mener à la radicalisation et à la polarisation dans les quartiers.

Un troisième objectif est de mener une politique dynamique de formation du personnel communal en matière de radicalisme et de polarisation. A cet égard, une demande du terrain est d'avoir des formations moins généralistes mais plus pointues en fonction du questionnement des acteurs.

Partenaire(s) :

Les services communaux. A titre d'exemple, il existe une collaboration très étroite avec la direction du département démographie et la cellule domiciliation existant au sein de celui-ci. Celle-ci permet le suivi administratif des FTF et des personnes radicalisées. Par ailleurs, cette collaboration permet l'élaboration d'une cartographie précise des FTF ainsi que l'élaboration de fiches administratives individuelles (voir fiche concernant la cartographie).

Tous les services communaux ainsi que le CPAS (transmission des adresses de référence) sont appelés à collaborer au niveau de leurs compétences. Des liens sont établis avec les autres communes bruxelloises, prioritairement les communes limitrophes.

La police : Au niveau de la zone de police, des contacts permanents existent avec le directeur de la division territoriale saint-gilloise. Des contacts réguliers ont également lieu avec le responsable de la cellule radicalisme et le directeur de division. Une collaboration a également été établie avec la section radicalisme de la Zone de police Midi. De plus, des contacts quasi permanents existent avec la police fédérale, plus précisément avec les services du DirCo, étant donné que ce dernier est signataire du protocole UNEUS.

La Fonctionnaire régionale en charge de la coordination de la plateforme régionale.

Evaluation :

Une évaluation de processus a été menée.

Budget approximatif :

Les frais de personnel liés à l'engagement d'un responsable de projet radicalisme.

Difficulté(s) rencontrée(s) :

Les secteurs associatif et de l'aide aux personnes sont généralement réticents à fournir des informations pou-

vant s'avérer pertinentes dans la lutte contre le radicalisme, en grande partie en raison de la méconnaissance du phénomène mais également par crainte de transgresser la loi sur la protection de la vie privée et le secret professionnel. On constate également une certaine méconnaissance du phénomène dans le chef de certains acteurs.

La diminution du nombre de départs, due à la situation des combats sur le terrain, est un élément important dont doit tenir compte un diagnostic en matière de radicalisme et de polarisation.

Avis local :

Un diagnostic de qualité est une étape indispensable à la mise en place de mesures efficaces en matière de lutte contre le radicalisme et la polarisation.

Projet « Rien à faire, rien à perdre »

Commune : Schaerbeek

Organisme : Service de prévention de la ville de Schaerbeek

Région : Bruxelles-Capitale

Domaine : Projets/Outils pédagogiques-éducatifs

Prévention : Secondaire

Personnes de contact : preventionradicalisation@schaerbeek.irisnet.be ;
extremismes-violents@cfwb.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Fin de l'année 2015, il a été constaté que les jeunes étaient en demande de pouvoir parler du phénomène de la radicalisation violente, de pouvoir mieux le cerner et mieux le comprendre. Les professionnels ne disposant que de très peu d'outils sont toutefois bien souvent démunis.

Description du projet :

« Rien à faire, rien à perdre » est un support pédagogique constitué de capsules vidéo reprenant le témoignage de jeunes dits radicalisés, qui ont eu pour projet de quitter la Belgique pour rejoindre des mouvements islamistes radicaux en Syrie et en Irak.

Le portrait de proches, regroupé sous l'intitulé « **L'Histoire en héritage** » (sœur, mère, père, épouse, etc. - voir fiche projet Histoire en héritage de Bruxelles-Ville) apporte également un éclairage sur les conséquences de ces engagements. Ce projet a été conçu et mis en œuvre par Isabelle Seret, formatrice et intervenante en récit de vie et sociologie clinique.

6 capsules sont actuellement disponibles :

- Marie : la quête spirituelle ;
- Tia : la quête d'identité ;
- Eric : la quête de savoir ;
- Mansour : la quête d'un agir responsable ;
- Kenza : le frère dont j'ai peur d'oublier le visage ;
- Nabila : c'est ça qu'on n'a pas assez travaillé avec nos enfants, la transmission.

5 autres capsules seront disponibles en 2018.

Le support est composé d'un dossier de présentation du projet, de l'historique et de la méthodologie, accompagné

de fiches de soutien propres à l'utilisation de chaque support et comprenant le récit de vie plus détaillé du jeune concerné. Un dossier pédagogique est également à venir.

Le support est destiné à être utilisé par les intervenants (enseignants, éducateurs, CPMS, animateurs de groupes de parole, etc.) à des fins d'animations participatives avec des publics divers. Des animations avec un animateur externe (Asbl SAVE Belgium) sont disponibles.

De plus amples informations sur le projet peuvent être obtenues sur le site <https://extremismes-violents.cfwb.be/index.php?id=rafrag>

Public cible :

- Les jeunes (à partir de 11-12 ans) : élèves du secondaire de tous types d'enseignements confondus, groupes de jeunes en AMO, en IPPJ, etc. ;
- Des groupes de parole avec les familles concernées par la problématique ;
- Les professionnels de l'accompagnement (enseignants, éducateurs, animateurs de quartier, travailleurs sociaux, etc.) sous forme de groupes réflexifs ;
- Tout public.

Objectif(s) :

Ce support permet d'introduire une réflexion avec les jeunes sur les motivations qui peuvent amener à s'engager dans un parcours dit de radicalisation pouvant parfois mener à la violence. Il favorise le développement d'une démarche de prévention qui s'appuie sur les échanges entre pairs, avec le soutien d'un enseignant ou d'un animateur.

Partenaire(s):

Outre la commune de Schaerbeek, le projet est également soutenu par la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'Asbl Save Belgium, la Fondation Roi Baudouin, l'Asbl BRAVVO, le Délégué général aux droits de l'enfant de la Fédération Wallonie-Bruxelles, le projet PRACTICIES, le GSARA, le Réseau international de sociologie clinique.

Evaluation :

- Les animations réalisées avec l'outil sont nombreuses. Elles ont notamment lieu dans les écoles ou dans les IPPJ. Actuellement, 1300 jeunes environ en ont bénéficié (dans toute la fédération Wallonie Bruxelles) ;
- Les retours d'animation sont très positifs : Un professeur écrit (à l'animateur) - « l'animation a été porteuse et bénéfique pour la classe. Les notions de radicalisation violente et d'embrigadement ont été assimilées. Les élèves ont, dans l'ensemble, beaucoup apprécié la rencontre (notamment) car elle partait du vécu d'une jeune, comme eux, (...) C'est concret, touchant, humain et plein d'espoir. (...) Petite victoire, les élèves ont conclu par eux-mêmes à l'existence de pratiques de racolage et de recrutement bien rôdées et planifiées. Vos objectifs de prévention et de sensibilisation sont donc atteints. (...) Bonne continuation dans votre action nécessaire, salvatrice et complémentaire à notre ambitieux projet : l'éducation de nos jeunes ». Un jeune dira également à l'animatrice - « Madame, vous ne savez pas comment vous avez changé ma vie. Je ne sais pas comment vous dire merci » ;
- L'outil est tant utilisé à des fins d'animations auprès de jeunes que dans le cadre de formations ou d'actions

- de sensibilisation de professionnels ;
- L'outil a inspiré un spectacle présenté par le Délégué Général aux Droits de l'Enfant. Quelques 20 représentations ont eu lieu en milieu scolaire et d'autres sont à venir.

Remarque : Une évaluation systématique est en cours.

Budget approximatif :

Le support peut être obtenu gratuitement auprès de la Fédération Wallonie-Bruxelles via l'adresse extremismes-violents@cfwb.be. Des animations (gratuites pour les écoles) peuvent également être demandées à cette adresse.

Annexes :

Récits de vie et supports d'approche pédagogique du phénomène dit de radicalisme violent

« Rien à faire, rien à perdre » est un support pédagogique qui vise à travailler le concept dit de « radicalisme violent » avec des publics divers (Jeunes et adultes) sur base du récit de vie de jeunes filles et garçons directement concernés par la question.

Objectif

L'objectif général du projet « Rien à faire, rien à perdre » est de contribuer à favoriser le lien et à prévenir le repli sur soi et le passage à l'acte de certain(e)s jeunes par une meilleure compréhension des constructions identitaires et des appartenances de chacun(e).

À partir de la collecte de récits de vie, le projet vise aussi à permettre aux professionnels en lien avec des jeunes (enseignants, éducateurs, animateurs de quartier, travailleurs sociaux, etc.) de devenir des acteurs réflexifs, d'oser quitter le silence et de (re)trouver une place mobilisatrice tant éducationnelle que sociale au sein de notre société.

Marie dit : *Moi, je suis convaincue de moi, que je m'en suis sortie, que j'ai plus les mêmes idées... mais ça reste très dur quand même... c'est compliqué... c'est très rare que j'en parle, y'a personne qui sait...*

Description

Ces récits donnent à voir les **processus de « décisions »** qui les ont menés à s'engager dans un processus dit de « radicalisme violent ». Au travers de leurs récits, nous avons tenté de comprendre pourquoi ces jeunes belges éprouvent des difficultés à s'ancrer, dans leur propre société. Nous avons identifié le terreau des frustrations mais aussi celui des ressources qui permettent à certains de ne pas basculer dans l'extrémisme. Chaque témoignage ouvre une réflexion autre afin de ne pas généraliser ce qui se joue individuellement et de rencontrer la diversité des pensées, cheminements et croyances.

Eric dit : *Plutôt que de partir de l'avant, je restais sur le présent et sur le passé donc je n'avais pas quoi.* En partant de l'hypothèse selon laquelle « l'individu est le produit d'une histoire dont il cherche à devenir le sujet » explorée en sociologie clinique et par le biais d'un dispositif en récit de vie, ces jeunes ont mis en mots leurs parcours identitaires avant de les illustrer en images. Sur la base de cette matière vivante, nous avons conçu un support pédagogique composé d'une capsule vidéo réalisée par chacun des jeunes concernés, de son récit de vie retranscrit et de fiches de soutien à l'utilisation des différents outils proposés, afin de permettre d'élaborer une réflexion distanciée sur la thématique accessible au public le plus large.

Chaque jeune a été accompagné par une équipe de professionnels pour la **réalisation de sa capsule vidéo**. Lors du tournage, chacun(e) filme librement son univers symbolique. Mettre la créativité au cœur de cet accompagnement participe à un cheminement de reconnaissance, celui de transformer une vie en œuvre, ce que Freud nomme la sublimation, un mécanisme qui permet de se sortir de ce qui nous empêche de vivre, notamment par l'acte créateur.

Au total, **une dizaine de vidéos** de jeunes, essentiellement des mineurs, seront disponibles à l'échéance du projet (2017). Chaque capsule vidéo est autonome tout en étant complémentaire aux autres. Elles seront complétées par le récit des membres de familles concernés par l'engagement d'un de leurs enfants dans un processus dit de « radicalisme violent ».

Financé par la commune de Schaerbeek et la Fondation Roi Baudouin, les supports sont accessibles sur simple demande.

Le projet **Rien à faire, rien à perdre** est accueilli sur le site du Délégué général aux droits de l'enfant : <http://www.dgde.chwb.be>

Le logo se prête à de multiples interprétations. Il est une spirale à l'image d'un avenir où la perspective de se penser en projet semble vaine, comme une aspiration vers le néant. Il représente une empreinte digitale qui évoque l'identité. Le processus désormais désigné par le substantif de radicalisation naît bien souvent d'un questionnement identitaire lié à un sentiment d'identité négative, augmenté par des difficultés concrètes d'ordre culturel, scolaire, familial, social ou autre. Mais c'est davantage l'empreinte de son histoire, celle à démêler, qui nous détermine et qui par un travail sur l'historicité permet au sujet d'advenir. Le logo du projet nous dit aussi, « laisse ton empreinte, celle qui mène à construire une humanité partagée ».



Isabelle Seret, formatrice à l'EPE, formée à l'accompagnement et à l'animation de groupe en récit de vie et sociologie clinique, membre du réseau international de sociologie clinique, formée en victimologie appliquée, auteure.

EX-ADOS RADICAUX, ILS TÉMOIGNENT

Ils ont rêvé de se battre en terre d'islam, ou d'y refaire leur vie selon les préceptes salafistes. Leur but, aujourd'hui : préserver les jeunes contre la propagande djihadiste.

PAR CANDICE VANHECKE

Vendredi, 9 heures. Centre d'éducation secondaire Ernest Richard, à Etterbeek. Les élèves de 2^e ont rendez-vous avec Saliha Ben Ali, l'animatrice du projet « Rien à faire, rien à perdre » (Rafrap). Saliha est la maman de Sabri. A 19 ans, à l'été 2013, Sabri s'est envolé pour la Syrie. Il y meurt trois mois plus tard. En kamikaze ou au combat ? Saliha ne saura jamais. Mais aujourd'hui, cette maman au regard à la fois triste et déterminé n'est pas là pour parler de son fils. Elle travaille à la prévention dans les écoles. En s'appuyant sur les témoignages de quatre ados anciennement radicalisés : appelons-les Marie, Tia, Eric et Mansour.

Après un séjour en IPPI, les institutions publiques de protection de la jeunesse (Marie, Eric et Mansour), ou après un suivi psychologique (Tia), ils ont accepté de participer au projet Rafrap, lancé par la sociologue clinicienne Isabelle Seret : pendant des heures, ils lui ont raconté, en détail, ce qui les a poussés à vouloir rejoindre une zone de guerre. Les images télé des bombardements en Syrie ou à Gaza, lesquelles leur arrivent comme autant de coups de poing en plein visage ; les interrogations sur l'islam, par exemple au sujet du djihad ; les claques de la vie ; leurs angoisses d'adolescent en crise. Isabelle écoute, prend note. Entre 100

et 150 pages pour chaque ado, qu'elle condense en un texte qui servira de fil conducteur à une capsule vidéo de cinq minutes. Aidé par une équipe de pros, le jeune filme ensuite des plans qui évoquent son récit de vie. Plus qu'un simple témoignage, ce travail de vidéaste lui permet, aussi, de prendre du recul par rapport au chemin sur lequel il s'était égaré. Trois capsules sont actuellement à la disposition des écoles. Celle de Mansour sortira en janvier. D'autres sont en préparation.

Aujourd'hui, à Etterbeek, Saliha a choisi de diffuser la vidéo d'Eric. A 17 ans, il bascule dans la radicalisation, durant le ramadan 2014. A quelques milliers de kilomètres, un certain Abou Bakr al-Baghdadi vient de s'autoproclamer calife d'un prétendu « Etat islamique ». Eric



Jean-Louis Denis, dit « le soumis », endocrinologue aujourd'hui condamné.

s'isole de plus en plus et se perd en questionnements. Pourquoi cette guerre en Syrie ? Pourquoi ces décapitations ? Les adultes gardent le silence. Où donc trouver les réponses ? Dans le Coran, sûrement, mais le livre saint est d'une telle complexité... Restent les réseaux sociaux, où l'on trouve toujours quelqu'un pour mettre le moindre verset à la portée de n'importe qui. Tout devient limpide : soit une chose, ou un acte, est *halal* (permis), soit il est *haram* (proscrit). Sous l'influence de ses nombreux « amis » virtuels, Eric ne pense bientôt plus qu'à ça. Le jeune homme raconte que l'un d'eux lui mettait énormément « la pression ». Alors, quand ce dernier disparaît de la Toile pour une raison inconnue, Eric prend ses distances avec la « djihadosphère » et retrouve, peu à peu, le contrôle de sa pensée.

Cheikh Google

A la fin de la vidéo, les réflexions fusent. Premier bon signe : les élèves prennent conscience que ceux qui se radicalisent ne sont pas forcément des délinquants qui veulent se racheter auprès de Dieu (comme entendu juste avant). La frontière avec Eric s'amincit. Cet ado, ce pourrait être l'un d'entre eux. Plusieurs s'interrogent aussi : comment parvenir à une compréhension exacte du Coran ? « Pour ça, il faut savoir parler l'arabe, Madame ! », lance un élève. Une jeune fille le coupe : « Rien à voir ! Moi, je parle arabe, mais ce n'est pas pour autant que je comprends le Coran. » Saliha recadre la discussion, évoque l'importance du contexte dans lequel les versets coraniques sont apparus. Surtout, elle met en garde contre ce qu'elle appelle « Cheikh Google », soit la grande foire 2.0 aux réponses simplistes sur l'islam. Contre les réseaux sociaux, aussi, terrain



Saliha Ben All, animatrice de Rafrap (« Rien à faire, rien à perdre »), travaille à la prévention dans les écoles.

de jeu favori des recruteurs de djihadistes. « Madame, les recruteurs, c'est pas que sur Internet !, s'écrie un gamin. Moi, mon frère, il avait reçu un CD de Jean-Louis le Soumis, sur lequel on parlait que de la mort et tout ça. Quand mon père a vu ça, il était super énervé et il a interdit à mon frère de le revoir. »

En quelques secondes, Saliha est ramenée à sa propre histoire, puisque Sabri a justement été endoctriné par Jean-Louis Denis (dit « le Soumis »). « Heureusement, ce monsieur a été condamné à 10 ans de prison pour ses agissements », conclut-elle. Quelques heures plus tard, Saliha apprendra, la rage au ventre, que la peine du propagandiste vient d'être réduite à 5 ans en appel. Une fois les élèves partis, les professeurs font part de leur enthousiasme à l'égard de l'animation, mais aussi d'un regret : le seul garçon de la classe qui tient parfois des propos radicaux est absent aujourd'hui.

Que ce soit lorsqu'un prof évoque le *Journal* d'Anne Franck ou les caricaturistes de *Charlie Hebdo*, il n'er. est plus à un coup d'éclat près. « C'est très difficile de savoir s'il est dans la provocation ou s'il pense ce qu'il dit », reconnaît une enseignante.

L'élève a de la chance. Dans beaucoup d'écoles, on renvoie illico. Même intransigeance dans les tribunaux : très souvent, lorsqu'il y a suspicion de radicalisation, c'est tout de suite direction l'IPPJ. Une période de réclusion qui, pour le délégué général aux droits de l'enfant, Bernard De Vos, ne rime certainement pas avec déradicalisation : « La déradicalisation est un mythe. Et ce n'est pas en enfermant ces ados qu'on leur permet de se remettre en phase avec la société. D'autant plus que le personnel des IPPJ ne se sent toujours pas suffisamment formé pour prendre en charge ces mineurs au parcours si particulier. » Ce dont

témoigne la jeune Marie. Dans sa vidéo, elle évoque sa conseillère musulmane en IPPJ, complètement désarmée face à ses questions sur le djihad. Heureusement, les solutions viennent parfois à la sortie. Comme pour Mansour qui, grâce à sa maman, a rencontré un imam et un éducateur qui ont pris le temps de décortiquer avec lui des discours de Sharia4Belgium, pour en relever toutes les erreurs.

Aujourd'hui, Mansour, Marie, Tia et Eric se disent fiers de témoigner, pour mettre les jeunes en garde contre la propagande djihadiste. Une manière de donner du sens à leur vécu. Une manière, aussi, d'enfin endosser un rôle positif pour la société. ♦

Toutes les informations concernant le projet Rafrap sont disponibles sur le site du délégué général aux droits de l'enfant : www.dgde.cfwb.be

Projet de sensibilisation des jeunes à la situation des réfugiés syriens et à l'engagement citoyen

Commune : Schaerbeek

Organisme : Service de prévention de la ville de Schaerbeek

Région : Bruxelles-capitale

Domaine : Projets/Outils pédagogiques-éducatifs

Prévention : Secondaire

Personne de contact : preventionradicalisation@schaerbeek.irisnet.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Contexte général où :

- Les réseaux sociaux constituent un canal d'information privilégié pour les jeunes. Ces nouveaux médias véhiculent des informations quelquefois erronées et/ou orientées. Pour contrer la rumeur et la propagande, il y a lieu de pouvoir délivrer une information fiable et objective ;
- Les jeunes se posent la question de leur place active dans la société, tant en ce qui concerne le drame syrien que d'autres problématiques ;
- Les besoins pressentis que ce projet rencontre sont la recherche de sens et la réponse à des questions identitaires.

Description du projet :

Sur proposition d'une association Schaerbeekoise, l'Asbl «Network of supporting the syrian people», la cellule de Prévention de la radicalisation violente ainsi que le service des travailleurs sociaux de rue (tous deux rattachés au Programme de Prévention Urbaine de la commune) ont développé un projet visant à sensibiliser les jeunes à la situation des réfugiés syriens et à l'engagement citoyen.

Deux étapes successives ont marqué le projet qui a été mis en place en septembre-octobre 2015 :

- L'information des jeunes sur la situation géopolitique de la Syrie (réalisée par la CNAPD - Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie), sur les missions et projets de l'association « Network of supporting the syrian people » ainsi que le parcours de livraison des dons récoltés.

- Un événement festif au parc Lacroix qui visait à récolter des dons (matériels) et durant lequel diverses activités ont été proposées :
 - La collecte de matériel scolaire à destination de la Syrie et un stand de remplissage de boîtes à destination de la Syrie ;
 - La confection de fleurs en papier ;
 - L'écriture de lettres pour les familles réfugiées syriennes ;
 - La présentation de mets syriens, de gâteaux, de bonbons et de thés du monde ;
 - Une tente avec des jeux et du coloriage ;
 - La lecture de contes en français et en néerlandais ;
 - Une démonstration d'arts martiaux par les jeunes de l'équipe des travailleurs sociaux de rue.

Public cible :

- Pour les séances d'information, le public-cible était les groupes de jeunes des travailleurs sociaux de rue ;
- L'événement festif était public.

Objectif(s) :

- Canaliser l'énergie des jeunes dans des actions positives et constructives tels que des projets humanitaires. De la sorte, ils trouveront des réponses à leur volonté d'engagement citoyen ;
- Offrir aux jeunes une information correcte et fiable sur les phénomènes relatés par les médias ;
- Sensibiliser les jeunes aux phénomènes qui les entourent ;
- Répondre indirectement à la recherche de sens et répondre aux questions identitaires de certains jeunes.

Partenaire(s) :

- La CNAPD (Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie) ;
- L'Asbl « Network of supporting the syrian people » ;
- L'association « Un visa, Une vie » ;
- Les associations « Ecoliers du monde » et « Esperanto », qui ont participé activement à l'événement public.

Evaluation :

- L'animation sur la situation géopolitique en Syrie a suscité beaucoup de questions auprès des jeunes. Ils parlent dorénavant plus spontanément de la thématique. Cela a engendré une libération de la parole ;
- L'événement public était très convivial, chaleureux. Les personnes présentes ont beaucoup échangé. Il y avait une belle multiculturalité. Les dons ont été importants. L'événement a (davantage) sensibilisé le public à la situation des réfugiés syriens, leur permettant d'agir positivement face à celle-ci.

Budget approximatif :

150€ environ (hors coûts internes relatifs au matériel et à l'impression de l'affiche pour l'événement public).

Formations/informations destinées aux professionnels et au tout public

Commune : Verviers

Organisme : SAFER

Province : Liège

Domaine : Formation à destination des professionnels et intervenants de première ligne

Prévention : Secondaire

Personne de contact : sophie.albert@verviers.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Appel à projets visant à maîtriser la radicalisation violente et à lutter contre le radicalisme dans le cadre d'une politique d'impulsion du SPF Intérieur.

Philosophie du projet:

Dans le contexte sécuritaire actuel, les pouvoirs publics appellent les acteurs de terrain à être vigilants quant aux « signaux » de radicalisme et les invitent à les rapporter à qui de droit.

Cependant, force est de constater que ces acteurs ne sont pas suffisamment outillés pour réaliser ce travail. Pour plusieurs acteurs de terrain cela pose un réel problème éthique puisque sans les ressources nécessaires pour juger une situation, ils craignent de s'inquiéter trop vite ou à contrario pas assez rapidement. Une mauvaise analyse d'une situation, en fonction de connaissances lacunaires ou erronées, peut avoir des conséquences négatives sur les personnes (notamment un sentiment de stigmatisation).

Il était donc vital de développer tout un travail de formation à destination des professionnels mais aussi de les informer des canaux de communication à utiliser. Un acteur de terrain est plus en confiance lorsqu'il sait par où ses informations passent et qui va les traiter.

Le SAFER voulait donc être présent à chaque formation, avec un policier, afin d'expliquer le travail qui était réalisé, et par le service et par la police locale, afin de permettre l'interconnaissance. Ce travail avait pour objectif de renforcer les connaissances mais également d'apaiser les craintes et doutes chez certains publics professionnels, et d'établir un lien de confiance entre les différentes instances.

Description du projet :

- Série de formations dispensées par une commissaire de la PJF (**Formation CoWoPro** - voir fiche projet COP-PRA light de Louvain) à destination du personnel de la commune et du CPAS.
- **Journée d'information à destination des acteurs de terrain** (éducateurs, professeurs, directeurs d'école, intervenant sociaux, etc.) avec la présence de 3 intervenants de l'ULG qui se sont succédés à l'Espace Duesberg (280 personnes).
 - Monsieur Alain Grignard a parlé de l'histoire de l'Islam en Europe.
 - Monsieur Vincent Seron a abordé les parcours de jeunes radicalisés.
 - Monsieur Jérôme Jamin nous a expliqué les théories du complot en lien avec le radicalisme.
- Le SAFER a également dispensé quelques formations.

Public cible :

Professionnels/acteurs de terrain et toute personne intéressée par la problématique (pour la journée d'information).

Objectif(s) :

Apporter des clés et des outils aux personnes concernées pour mieux appréhender le phénomène du radicalisme.

Partenaire(s) :

- ULG ;
- PJF.

Evaluation :

Retours très positifs des participants. Les formations ont permis l'interconnaissance et le fait de répondre aux éventuelles craintes des uns et des autres.

Budget approximatif :

2.500€

Difficultés rencontrées :

- Motiver les différents services à participer aux formations, certains ne se sentant pas concernés par la thématique ;
- Trouver des intervenants de qualité. Beaucoup de personnes s'improvisent experts ou ont des discours très orientés. Il s'agissait d'offrir des interventions adaptées.

INVITATION A LA JOURNEE DE FORMATION AUTOUR DU RADICALISME DE LA VILLE DE VERVIERS

Le SAFER (le Service d'Accompagnement des Familles et de l'Entourage en matière de Radicalisme) de la Ville de Verviers vous convie à un après-midi de conférence-formation autour du radicalisme le **18/01/2017 de 13h à 18h à l'Espace Duesberg**. Cet événement est gratuit.

Cet après-midi s'adresse de manière générale aux professionnels de terrain ainsi qu'aux enseignants des écoles primaires et secondaires.

La formation-conférence s'articulera autour de trois intervenants et se déroulera comme suit :

13h00 : Accueil

13h15-14h45 : Alain Grignard (islamologue (Ulg) et commissaire à la brigade anti-terrorisme), « l'histoire de l'islam radical en Belgique ». Séance de questions-réponses.

14h45-15h50 : Vincent Seron (criminologue, Ulg), « Le processus de radicalisation ». Séance de questions-réponses.

15h50-16h10 : Pause.

16h10-17h10 : Jérôme Jamin (politologue, Ulg), « le radicalisme et la théorie du complot ». Séance de questions-réponses.

17h10-18h00 : Débat.

Le nombre de places étant limité, nous demandons une inscription à une des deux adresses suivantes : sophie.albert@verviers.be ou charlotte.remacle@verviers.be.

Création d'un outil pédagogique sur l'éducation aux médias destiné aux jeunes

Commune : Verviers

Organisme : SAFER

Province : Liège

Domaine : Projets/Outils pédagogiques-éducatifs

Prévention : Secondaire

Personne de contact : sophie.albert@verviers.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Appel à projets visant à maîtriser la radicalisation violente et à lutter contre le radicalisme dans le cadre d'une politique d'impulsion de SPF Intérieur.

Philosophie du projet :

Les médias numériques et les réseaux sociaux sont dorénavant des canaux de communication importants dans la manière de s'informer. Cependant, force est de constater qu'avec l'explosion de l'offre et du contenu médiatique, il est parfois difficile de s'y retrouver.

L'information est-elle vraie/fausse, quelles sont les sources, etc., sont des questions devenues plus que fréquentes. Pour certains, cela peut mener à la désinformation et à se représenter le monde uniquement à travers des visions simplificatrices (théories du complot, etc.).

Il était donc urgent d'éveiller le sens critique des jeunes, et moins jeunes, et de les former au travail journalistique de base afin de comprendre comment fonctionne l'information et sa diffusion.

Description du projet :

Création d'un **carnet pédagogique multimédias** en collaboration avec un journaliste professionnel sensibilisé à la problématique.

Ce carnet en ligne sera mis à disposition des écoles et Asbl, qui pourront choisir différentes versions de celui-ci en fonction de leur public et du temps qu'ils souhaitent consacrer à la thématique.

Le carnet contient de la théorie mais aussi et surtout beaucoup d'activités où les jeunes doivent mettre en pratique ce qu'ils ont appris.

Un membre de SAFER accompagnera chaque professeur ou éducateur durant la session afin d'être le plus complet possible.

Public cible :

Milieu scolaire et associatif en lien avec les jeunes.

Objectif(s) :

- Outiller et soutenir les professeurs et animateurs afin d'aborder cette thématique ;
- Permettre aux jeunes de développer leur sens critique.

Partenaire(s) :

Quentin Noirfalisse, verviétois et journaliste indépendant à Médor - II, est aussi co-fondateur de Dancing Dog Productions et réalisateur de documentaires et web documentaires.

Evaluation :

Action en cours.

Budget approximatif :

7.500€

Difficulté(s) rencontrée(s) :

- Ne pas tomber dans la stigmatisation, ne pas considérer que seuls les jeunes en « difficultés » sont impactés par ce phénomène ;
- Ne pas s'attaquer aux théories du complot n'allant que dans un même sens ;
- Ne pas tenter de déconstruire les théories.

Encadrement d'un projet de mini-foot par le Terrain d'Aventure de Hodimont

Commune : Verviers

Organisme : SAFER

Province : Liège

Domaine : Projets/Outils pédagogiques-éducatifs

Prévention : Secondaire

Personne de contact : sophie.albert@verviers.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Ce projet découle d'une collaboration qui s'est mise en place suite à la demande du terrain d'Aventure d'Hodimont pour du renforcement de personnel qualifié afin de faire face à divers problèmes lors de la mise en place d'activités.

Philosophie du projet :

C'était l'occasion pour le SAFER de développer une approche préventive sociale en travaillant en collaboration avec une association dans le cadre d'un projet pédagogiques avec des jeunes de quartiers, présentant des problèmes socio-économiques importants.

Certains jeunes sont moins accessibles que d'autres : ils fréquentent l'école ou travaillent au sein de leur quartier, fréquentent les lieux publics, les commerces de leur quartier, etc. Il est donc parfois compliqué de nouer des liens entre l'autorité publique et ces citoyens, d'entamer une discussion, de comprendre les difficultés vécues, d'entendre leur point de vue sur des phénomènes de société, etc., cette collaboration permettait de résoudre cette difficulté rencontrée.

Cependant, la difficulté était de trouver un moyen de développer ces liens et de mettre en place cette interconnaissance sans forcément lier ces activités avec la thématique du « radicalisme ». Dans le cas contraire, ces jeunes auraient pu ressentir un sentiment de stigmatisation et penser à tort qu'il s'agissait d'une opération de surveillance et pas d'un réel intérêt pour leur situation, ce qui aurait pu déboucher sur des résultats contre-productifs.

Description du projet :

Le projet porte sur l'organisation d'un tournoi de mini-foot avec les jeunes de l'Asbl, avec des rencontres une fois par semaine. Les rencontres sont encadrées par un animateur sportif du Terrain d'Aventure et par une personne du SAFER.

Les jeunes arbitrent eux-mêmes les matchs, dans le but de les responsabiliser et de les sensibiliser aux valeurs prônées par le sport (fair-play, respect des autres et du matériel, esprit d'équipe, etc.).

Un travail particulier est réalisé sur le fait d'apprendre à travailler en équipe, quel que soit les origines et les différences de l'autre (le Terrain d'Aventure de Hodimont accueille de nombreux jeunes d'horizons différents).

A la fin de ces préparations, organisation d'un grand tournoi suivi d'un repas de fin de saison avec remise des coupes par un Echevin.

Public cible :

- Jeunes qui fréquentent l'Asbl.

Objectif(s) :

- Atteindre et mobiliser un public en situation de vulnérabilité sociale et/ou économique ;
- Inciter, via le football, l'implication et la participation des jeunes dans un ensemble d'activités valorisantes ;
- Responsabiliser, développer un sentiment d'appartenance chez ces mêmes jeunes.

Partenaire(s) :

- Asbl « le Terrain d'aventure de Hodimont ».

Evaluation :

Positive : la réalisation de cette activité a su faire en sorte que des liens de confiance se nouent avec les membres de l'Asbl mais également avec les jeunes.

De manière générale, le membre du SAFER a utilisé les moments où une équipe ne jouait pas et était sur le « banc » pour approcher les jeunes et développer des moments d'échanges.

Budget approximatif :

1.300€

Difficulté(s) rencontrée(s) :

Obtenir la confiance de l'Asbl, c'est-à-dire, démontrer que le SAFER (étiqueté négativement « Radicalisme ») voulait participer à cette activité pédagogique dans une démarche positive de développement d'aptitudes positives et valorisantes chez les jeunes, qui peut s'inscrire dans une approche préventive du processus de radicalisation (mais pas seulement).

Suite à cette difficulté rencontrée, l'Asbl a hésité à communiquer aux jeunes le fait que la personne travaillant au SAFER travaillait sur des questions de prévention de la radicalisation. En effet, comme mentionné plus haut, révéler que celle-ci travaillait sur ce phénomène aurait pu provoquer un sentiment négatif de stigmatisation et/ou un rejet de la part des jeunes.

Représentations de la pièce « Lettres à Pour »

Commune : Verviers

Organisme : SAFER

Province : Liège

Domaine : Actions de sensibilisation-communication

Prévention : Secondaire

Personne de contact : sophie.albert@verviers.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Appel à projets visant à maîtriser la radicalisation violente et à lutter contre le radicalisme dans le cadre d'une politique d'impulsion du SPF Intérieur.

Philosophie du projet :

La pièce de Rachid Benzine est un outil qui permet de sensibiliser à la problématique de la « radicalisation ». Notre action s'inscrit dans une approche qui considère la dimension théâtrale comme une manière de sensibiliser qui est moins « rébarbative » et plus concrète, pour approcher ce phénomène et comprendre les processus en jeu.

Description du projet :

Islamologue et chercheur franco-marocain, Rachid Benzine fait partie de la nouvelle génération d'intellectuels qui prônent un travail critique et ouvert sur le Coran. Son texte Lettres à Pour raconte sous forme de théâtre épistolaire, les échanges entre un père, intellectuel musulman pratiquant - vivant sa religion comme un message de paix et d'amour -, et sa fille partie en Irak rejoindre l'homme qu'elle a épousé en secret et qui est un lieutenant de Daesh.

La commune de Verviers visait tout d'abord la représentation de la pièce au sein des écoles et de quelques Asbl (alpha FLE etc.). Elle s'est aussi chargée de la formation des encadrants afin de les outiller pour briefer et débrief-er avec leur public à travers deux journées de formations sur le radicalisme avec des experts de l'ULG, ainsi que deux jours à PHILOCITE (organisme qui forme les encadrants à la gestion de la prise de parole). Une activité en amont et en aval de la pièce étaient également prévues.

Public cible :

Secteur associatif, écoles, tout public.

Objectif(s) :

Sensibiliser les spectateurs à la problématique via une pièce de théâtre et outiller les encadrants avant et après.

Partenaire(s) :

CCV, CRVI, PCS, lire et écrire, équipe de la pièce etc.

Evaluation :

En cours.

Budget approximatif :

1.500€

Difficulté(s) rencontrée(s) :

Plusieurs personnes lors de la préparation du sujet ont soulevé que le niveau de la pièce et la charge émotionnelle de celle-ci méritaient que le public et les encadrants soient bien préparés, afin que ceux-ci puissent gérer l'avant et l'après.

Avis local :

Le fait que Rachid Benzine soit un islamologue reconnu permet d'apporter de la crédibilité au texte.

Projet « Marocado »

Commune : Verviers

Organisme : SAFER

Province : Liège

Domaine : Projets/Outils pédagogiques-éducatifs

Prévention : Secondaire

Personne de contact : sophie.albert@verviers.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Appel à projets visant à maîtriser la radicalisation violente et à lutter contre le radicalisme dans le cadre d'une politique d'impulsion du SPF Intérieur.

Philosophie du projet :

Volonté d'offrir à un groupe de jeunes un moment de solidarité entre eux et le pays d'origine de leurs parents afin de les sensibiliser aux phénomènes de pauvreté, d'exclusion sociale ayant cours là-bas.

Il faut le voir comme une sorte de « séjour de rupture » où les jeunes prennent le temps de donner, d'aider, d'écouter les autres pour pouvoir développer une démarche réflexive sur leur vie et pour partager avec d'autres jeunes leur expérience de vie en Belgique. C'est une démarche de partage mais aussi de valorisation du jeune. De plus, diverses activités seront organisées autour du phénomène du radicalisme pour sensibiliser à cette thématique, et éventuellement mettre en évidence les différentes manières d'aborder ou d'expliquer le phénomène en fonction de l'endroit et donc du contexte où il se développe.

Ce séjour s'inscrit dans l'optique de fournir des éléments empiriques pour le projet CONRAD¹.

Description du projet :

Le projet consiste en un séjour de 10 jours avec une dizaine de jeunes du **Terrain d'aventure à Larache** (situé dans le nord du Maroc) durant la période des vacances de Pâques 2018.

Les jeunes partiront avec deux éducateurs du « Terrain d'aventure » et de « Vent debout » et séjourneront dans un orphelinat de Larache et dans une maison de jeunes.

Le groupe de jeunes s'investira dans **une action humanitaire** au sein de l'orphelinat (cet orphelinat est partenaire de l'AMO « Vent debout » et reçoit fréquemment des jeunes). En plus de donner un coup de main au sein de l'orphelinat à travers différentes actions, le but est d'entamer une réflexion sur la vie des jeunes qu'ils vont

¹ <https://www.belspo.be/belspo/fedra/proj.asp?l=fr&COD=BR%2F165%2FA4%2FCONRAD>

rencontrer à Larache et de pouvoir comparer avec ce qu'ils vivent en Belgique, dans un but de questionner leur rapport à la citoyenneté.

Ensuite, la ville de Larache a particulièrement été touchée par les départs vers la Syrie. Interpellé par cette situation, le « Terrain d'Aventure » propose des moments d'échanges et de débats autour de cette thématique qui se clôturent par la représentation d'une pièce de théâtre autour du radicalisme pour laquelle ce groupe de jeunes a obtenu le premier prix au festival Mimouna.

Dans ce cadre, une visite des lieux de culte de la ville est prévue. La ville de Larache dispose en effet de plusieurs cimetières multiconfessionnels ainsi que de synagogues et d'églises. Le but est de montrer aux jeunes comment une ville marocaine vit son multi-confessionnalisme.

Toujours dans ce cadre, une ou deux animations ponctuelles sont à prévoir par le SAFER. Ces activités seront coordonnées par un représentant du projet CONRADT et du SAFER sur place ;

Les jeunes seront également encadrés par une personne du projet CONRADT (projet d'étude du phénomène du radicalisme financé par le fédéral en partenariat avec l'ULG, la KUL, etc.). Le but est de profiter de cette expérience de recul et de réflexion pour pouvoir discuter du phénomène du radicalisme et d'en retirer de la matière pour la recherche empirique.

Le groupe de jeunes présentera son expérience aux autres jeunes de la ville à travers un reportage photo et vidéo.

Public cible :

Jeunes verviétois.

Objectif(s) :

- Questionner son rapport aux autres, à la citoyenneté, à l'éducation etc. ;
- Valoriser le jeune à travers un projet solidaire ;
- Développer un dialogue avec les jeunes ;
- Fournir des données empiriques dans le cadre d'une recherche.

Partenaire(s) :

- Terrain d'aventures ;
- AMO Vent debout (<http://www.ventdebout.be/pages/nous.html>) ;
- Projet CONRADT (via Hassan Bousseta).

Evaluation :

En cours.

Budget approximatif :

6.500€

Travail de rue avec les jeunes de Cheratte/Visé – Projet "Ethnie GO et ne sois pas Nigaud"

Commune : Visé

Organisme : PCS

Province : Liège

Domaine : Travail de rue

Prévention : Secondaire

Personne de contact : sandy.bosmans@vise.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Ce projet s'inscrit au sein de l'appel à projets « amélioration du vivre ensemble et prévention du radicalisme ». Le Gouvernement wallon a dans ce contexte décidé de consacrer annuellement 2 millions d'euros, à partir de 2016, à soutenir des projets spécifiques de prévention du radicalisme dans les communes qui mettent en œuvre un PCS, mais qui ne sont pas reconnues dans le cadre de la politique des grandes villes (PGV). Au départ de ses compétences, la volonté du Gouvernement est de favoriser un climat de confiance et d'apporter des réponses durables à la détresse des familles et aux causes de la radicalisation, dans le respect des valeurs fondamentales du vivre ensemble.

En répondant à cet appel à projet, le PCS de Visé cherche des moyens pour lutter contre le repli communautaire et souhaite travailler une « ouverture » des habitants en dehors dudit quartier.

Suite à une enquête auprès du monde associatif et scolaire du village de Cheratte, le PCS de Visé a constaté un repli communautaire des habitants du quartier. Cette ancienne cité minière regroupe une population multi-culturellement riche et majoritairement turque.

Cheratte compte trois mosquées réunissant des personnes de ce village mais aussi de Wandre et Liège. La présence de nouveaux migrants y est également identifiée.

Les différents acteurs de terrain décèlent diverses problématiques telles que l'insertion sociale, professionnelle et scolaire, l'alphabétisation, le vandalisme et la discrimination.

Philosophie du projet :

Le projet vise à favoriser le « vivre ensemble », à apporter un soutien de proximité aux Cherattois via le travail de rue, à lutter contre les discriminations, à coordonner les différents services, associations et acteurs actifs sur le terrain et à soutenir la population dans la construction de projets locaux.

Description du projet :

Dans un premier temps, une éducatrice a été engagée afin de développer une coordination sociale entre les services et les associations présents sur le terrain. Un flyer a été réalisé pour les habitants afin de leur permettre de connaître l'ensemble de ceux-ci, ainsi que les activités présentes sur le territoire.

Le deuxième axe du projet se focalise sur le travail de rue. Cette approche de proximité permet d'« être » et d'« agir » avec les habitants du quartier. Elle est sensible à leur besoin.

Lors du travail de rue, plusieurs axes sont développés, notamment l'écoute et le soutien des habitants dans diverses démarches. Par exemple, des jeunes adultes souhaiteraient la mise en place d'un « streetworkout » au sein de leur cité, d'autres encore demandent des informations sur l'avenir de celle-ci. Via la coordination des services, la réorientation vers un partenaire adéquat est plus fluide. Aussi, plusieurs propositions d'activités en collaboration avec ces derniers permettent de sortir du quartier.

Un deuxième éducateur fut engagé pour renforcer le travail de rue ainsi que pour proposer une complémentarité des sexes. Les deux éducateurs de rue créent un lien non-intrusif mais progressif via des permanences hebdomadaires. Celles-ci sont établies selon un horaire fixe. Les travailleurs se promènent de manière itinérante dans le quartier ou se positionnent sur une place grâce au Mobile Home de l'AMO Reliance qui leur confère un bureau mobile de proximité.

La triangulation « travail de rue - coordination sociale - commune » permet d'orienter de manière adéquate les jeunes et leur famille en fonction de leurs problématiques.

Le troisième volet du projet se concentre sur la formation des travailleurs sociaux en matière de radicalisation. Les éducateurs ont par ailleurs suivi la formation EPTO (voir annexe) de lutte contre la discrimination et les préjugés. Suite à celle-ci, ils ont proposé une animation à des enfants de 5ème et 6ème primaire issus de différentes écoles de l'entité de Visé. Il s'agit d'un premier travail d'ouverture des jeunes Cherattois avec des jeunes issus de différents quartiers.

La formation EPTO (European Peer Training Organization) vise à lutter contre les discriminations et les préjugés. Elle encourage ses participants à mener des ateliers de sensibilisation qui remettent en question leurs/les stéréotypes.

La méthode de la formation est interactive et s'effectue par les pairs. Le formateur est un facilitateur qui a pour but de créer l'échange. Les apprentissages et les connaissances liées à la formation découlent donc des participants eux-mêmes.

Celle-ci permet de développer de l'empathie, de l'esprit critique et différents outils de communication.

Suite aux constats relevés par les travailleurs de rue lors de leurs permanences sur le quartier de Cheratte-Bas, l'organisation de cette formation EPTO avec les jeunes du quartier leur semblait indispensable.

En effet, ces derniers sont confrontés au quotidien à des réflexions racistes venant de l'extérieur du village, tout comme ceux-ci véhiculent une forme de racisme vis-à-vis des autres cultures et de jeunes issus de quartiers extérieurs. Les éducateurs ont décidé d'organiser cette formation avec différents jeunes issus des écoles primaires qu'ils rencontraient dans le quartier.

Ceux-ci ont jugé opportun de mixer le public cherattois avec celui des autres villages dans la commune. Suite à la collaboration avec l'AMO Reliance, ayant des contacts avec les différentes écoles primaires sur Cheratte et Richelle, deux groupes se sont formés issus de quatre écoles primaires différentes, à savoir les écoles communales et libres.

La formation a été donnée sur trois mercredis et répartie sur les deux entités. Celle-ci visait un public plus jeune que celui initialement prévu par le programme EPTO. Dès lors, les éducateurs ont réadapté le programme afin qu'il soit spécifique à leur approche.

La collaboration avec les acteurs locaux (associations, écoles et politiciens) à travers la mise en place d'activités en commun redonne de la cohérence à l'aide sociale en touchant tous les milieux de vie du jeune et de sa famille. Cette disponibilité et la pluralité des approches permettent également de détecter et de lutter contre la fracture existentielle ressentie par des jeunes en voie de se radicaliser.

Public cible :

Les jeunes et par extension leur famille.

Pour la formation Epto, le public ciblé sont les enfants de 5e et 6e primaire de différentes écoles. En touchant ceux-ci, les éducateurs souhaitent obtenir un impact sur plusieurs niveaux :

- Préventif : en leur faisant découvrir une autre vision de leurs propres jugements et en créant une ouverture vers l'Autre ;
- Interculturel : en mixant des enfants d'origine étrangère et d'origine belge issus de plusieurs quartiers et de confessions religieuses différentes ;
- Identitaire : exploser son « Être », se définir grâce à l'apprentissage par les pairs et acquérir une plus grande ouverture d'esprit.

Objectif(s) :

- Prévenir le repli communautaire de la population de Cheratte ;
- Détecter, prévenir et travailler sur le thème de la radicalisation ;
- Travailler l'ouverture des habitants en dehors du quartier ;
- Favoriser l'intégration et l'épanouissement de jeunes en difficulté ;
- Promouvoir l'ensemble des actions sociales, préventives, interculturelles sur le territoire de Cheratte ;
- Remédier aux lacunes en français de certains jeunes afin de favoriser leur réussite scolaire ;

- Prévenir les problématiques de vandalisme, de décrochage scolaire, d'insertion professionnelle.
- Susciter le débat et l'ouverture d'esprit des jeunes en lien avec les différentes formes de discrimination par l'échange entre pairs.

Partenaire(s) :

- Maison de quartier CPAS à Cheratte-Bas ;
- Maison de quartier PCS (atelier couture) ;
- Ecole de devoir (Echevinat de la famille et de la citoyenneté) ;
- Maison des jeunes de la Basse-Meuse (décentralisation sur Cheratte) ;
- Maison de quartier sur Cheratte hauteurs (PCS) ;
- Asbl « Cheratte Quartier de vie » ;
- Clubs de boxe " GMG " ;
- Ludothèque « la porte ouverte » ;
- AMO Reliance (Visé) ;
- Police ;
- Mosquée (1/3 des mosquées présentes sur Cheratte) ;
- Ecoles.

Evaluation :

L'axe « Travail de rue » s'est mis en place progressivement.

Les éducateurs de rue sont maintenant reconnus par la population qui les sollicite régulièrement. Malgré les préjugés véhiculés sur le quartier, ils furent bien accueillis au sein de celui-ci. Des demandes d'accompagnement émergent ainsi que des demandes d'activités de la part des jeunes.

Les intervenants rencontrent des groupes de jeunes d'âges différents allant de 4-5 ans jusqu'à 20-22 ans. La démarche des éducateurs de rue doit donc être réadaptée au quotidien au fil des rencontres et des besoins des habitants.

Les travailleurs constatent qu'il existe un esprit de communauté assez fort entre les habitants et les jeunes du quartier. A Cheratte, une cohésion de groupe s'est construite au fil des années mais elle renforce le repli communautaire. Cet élément laisse à envisager, tout en restant prudent, un éloignement du phénomène de la radicalisation violente du public par la mise en place d'un système de soutien mutuel.

La Coordination Sociale quant à elle est divisée en deux groupes. Le premier regroupe le « comité restreint » qui reprend les travailleurs sociaux de terrain présents au quotidien. Ces derniers se rencontrent de manière mensuelle.

Le deuxième groupe se réunit tous les trois mois. Il comprend tous les acteurs des associations (sportives, culturelles, etc.), présents sur le quartier.

Les différentes réunions permettent d'échanger entre partenaires sur les constatations et les problématiques rencontrées sur le terrain ainsi que d'élaborer des pistes de réflexion et d'intervention. De celles-ci découle la

mise en place de projet en commun, notamment des activités entre public de différentes associations, dont un projet de parrainage et de soutien scolaire. La communication donne une plus-value réelle aux actions développées.

Les deux éducateurs ont participé à plusieurs formations sur le thème de la radicalisation violente et sur la discrimination ainsi qu'à plusieurs conférences sur le même domaine. Ils tentent de capitaliser leurs connaissances afin de créer un outil et une approche, entre autre via la formation EPTO. Cette dernière a permis aux travailleurs de constater une certaine intolérance de plusieurs jeunes face à des sujets tels que les différences culturelles, l'orientation sexuelle et le genre.

La formation s'est déroulée en mai. Les échanges entre les jeunes ont été constructifs et ont permis la mise en œuvre d'un cadre sécurisant tout comme la participation aux différents ateliers. Ces derniers ont pu éveiller les enfants sur leurs différences culturelles et religieuses. Par exemple : le rôle d'une mère au foyer par rapport au rôle d'une maman qui travaille et s'occupe du ménage en relation avec le père ; les habitudes liées à l'alimentation, etc.

Malgré la construction d'un groupe uni, les éducateurs ont remarqué qu'il était difficile pour chaque groupe respectif de jeunes de se dissocier complètement de son groupe d'appartenance. Il serait intéressant de reconduire le projet et de proposer aux participants de devenir acteur de la formation dans leurs différents milieux de vie (école, quartier, maison, etc.).

Celle-ci a donc eu un impact positif sur les jeunes mais un travail supplémentaire d'accompagnement par rapport à la formation est nécessaire également.

Evaluation :

Une évaluation du projet est prévue par le pouvoir subsidiant, sur base d'une visite de terrain et d'un rapport d'activités.

Budget approximatif :

Subsides octroyés dans le cadre de l'appel à projets : 50.000€

Difficulté(s) rencontrée(s) :

La difficulté primordiale, relevée par plusieurs partenaires, reste liée à l'idéalisme politico-religieux ne laissant place à aucune remise en question ni réflexion sur le système. Certains prêchent la parole de leur politicien « mot pour mot » et restent sans avis malgré le choix posé de suivre un leader.

Les mosquées demeurent des lieux difficilement pénétrables. Elles ont une influence considérable sur les habitudes de vie des habitants. Les Imams ne parlent pas le français. Les présidents des mosquées sont les interlocuteurs des travailleurs sociaux. Dès lors, selon la conception de l'Imam, la vie des jeunes, mais surtout des filles et des adolescentes, peut s'en voir changée du tout au tout.

Les adolescentes sont moins présentes en travail de rue. Une fois atteint l'âge de porter le voile, elles « dis-

paraissent » du milieu associatif et du quartier.

Une autre difficulté liée à ce type de projets, et qui n'est pas exclusive à ceux-ci, est de mettre en place des actions durables. Il est difficile d'envisager des solutions sur le long terme lorsque les subsides pour les emplois arrivent tardivement et quand leur reconduction est incertaine. Cela crée une certaine résistance, un frein pour les acteurs sociaux dans le développement de leur travail.

Concernant la formation Epto, à cause d'imprévus, le groupe hétérogène prévu à la base n'était plus équilibré et proportionnel entre les Cherattois et les Richellois (en nombre réduit). Cela a eu pour conséquence un renforcement de l'effet de groupe des Cherattois.

La formation doit être adaptée pour des enfants de cet âge-là. En effet, certains concepts pouvaient sembler flous tels que « le sexisme » ou même encore « la discrimination ».

Il est également important de sélectionner des enfants qui ont envie de s'impliquer dans la formation. Certains d'entre eux, obligés de participer, ne se sont pas investis complètement dans celle-ci.

Bien que cette formation possède une grande richesse, il est plus que nécessaire de lui donner un cadre bien défini en fonction du public y participant.

Avis local :

Les éducateurs ont reçu un accueil favorable des habitants. Une présence quotidienne sur le terrain a permis la création d'un lien de qualité. Le rôle de ceux-ci est clair par rapport aux autres partenaires sur le terrain.

Les demandes des jeunes et des adultes se diversifient et touchent divers axes (collectif, communautaire et individuel). Plusieurs mères voilées sollicitent également les travailleurs sociaux. Les deux demandes les plus récurrentes sont une aide scolaire pour leur enfant et la création d'un espace où elles pourraient se rassembler pour faire du sport dans le respect de leur croyance.

Plusieurs personnes disent avoir déjà connu des éducateurs de rue dans le quartier. Ils déplorent que les actions mises en place soient souvent de courte durée. La relation de confiance, bien qu'établie, ne nourrit qu'une relation éphémère pour eux. Les jeunes peuvent le démontrer tant en se présentant de manière volontaire en permanence de rue comme en ignorant les travailleurs sociaux.

Concernant la formation Epto, le retour des jeunes est partagé. Pour certains, la formation était considérée comme un passe-temps plutôt qu'un investissement pour soi. Ils n'ont pas spécialement donné de retour à leurs parents.

Pour les autres, l'expérience a été révélatrice et positive. Ils en ont appris plus sur eux-mêmes et sur les différences culturelles des uns et des autres. Ils se sont impliqués dans la formation jusqu'à transmettre par après certains outils ou activités à leurs camarades de classe.

Les partenaires de la formation ont constaté quant à eux un impact positif global sur le comportement de leurs bénéficiaires.

L'expérience est donc à reconduire mais à réadapter.

Annexes :

Projet de formation « EPTO » avec les enfants de Cheratte-Bas/Richelle

- **C'est quoi ¹?**

EPTO (European Peer Training Organisation)

L'Organisation Européenne de Formation par les Pairs, encourage les jeunes à :

- Prendre des responsabilités face à l'expression des préjugés et de toute forme de discrimination;
- Mener des ateliers de sensibilisation qui remettent en question les stéréotypes;
- Devenir actifs dans la lutte contre l'exclusion au sein de leurs organisations de jeunesse, leurs écoles et la société en général.

- **Comment ?**

- Par des méthodes interactives qui visent à créer un environnement sécurisant et respectueux pour tous.
- En prenant conscience de sa propre identité culturelle.
- En identifiant ses propres préjugés, stéréotypes et comportements discriminatoires.
- En reconnaissant et confrontant les préjugés et la discrimination sous toutes ses formes.
- En développant l'empathie, l'esprit critique et les outils de communication.

- **Quand ?**

4 mercredis de 8h30 à 15h30 (dates encore à fixer mais probablement les 19.04, 26.04, 3.05, 10.05 et 17.05)

- **Où ?**

Deux fois dans un local à Cheratte ainsi que deux fois dans un local à Richelle (Maisons des Associations) Une navette sera assurée pour les enfants de l'autre entité.

- **Pour qui ?**

2 enfants de 5^e et 6^e années de chaque école (école communale de Cheratte-Bas/Richelle, école libre de Cheratte/Bas/Richelle)

- **Avec qui ?**

Sandy Bosmans, l'éducatrice spécialisée de l'Echevinnat de la Famille et de la Citoyenneté dans le cadre de « l'amélioration du vivre ensemble ». Pour plus d'informations vous pouvez la joindre par mail : sandy.bosmans@vise.be ou par téléphone au 04/374.85.66.

1 D'après <http://amo-reliance.weebly.com/la-formation-epito.html>

Prévention tertiaire

Projet "ABC"

Commune : Alost

Organisme : Administration locale

Région : Flandre orientale

Domaine : Intervention psychosociale/Support familial

Personne de contact : anke.bert@aalst.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Avant le lancement du projet ABC, différents organismes au sein de la Ville d'Alost travaillaient de façon essentiellement intuitive et ad hoc sur la problématique de la radicalisation. Chaque service et organisation reconnaissaient la problématique et entreprenaient des initiatives. Or, ces initiatives n'étaient pas coordonnées et personne ne remplissait un rôle de coordinateur, ce qui a contribué à fragmenter l'image qui pouvait être faite de la problématique et ce qui a abouti à une approche fragmentée.

Pour aborder la problématique, la Ville d'Alost a désigné un coordinateur chargé de coordonner et d'harmoniser les initiatives des différents partenaires actifs sur le territoire. Ce coordinateur se veut un point de contact local, il recueille, analyse et transmet les données et signaux pertinents aux partenaires concernés. Ses actions sont traduites au sein du projet ABC dans le but d'en faire connaître le fonctionnement, mais aussi de l'améliorer.

Philosophie du projet :

Par le biais du projet ABC, la Ville d'Alost entend mettre en place une politique plus professionnelle et intégrale en matière de prévention de la radicalisation violente, dans le but de soutenir les partenaires locaux.

Description du projet :

Projet ABC :

A - Point de contact

Pour les questions relatives aux processus de radicalisation, la politique générale et la gestion de cas individuels.

B - Créer des liens

Partager son expertise avec des institutions sociales et la société civile, comme le secteur de l'enseignement, de la jeunesse, les initiatives socioculturelles, le secteur de l'aide, les communautés et d'autres partenaires. En construisant des ponts, un réseau se crée et permet d'offrir une plus-value à chaque acteur.

C - Rôle de coordination / régisseur

En organisant un monitoring et un enregistrement des informations concernant le groupe cible pour l'ensemble des partenaires.

Public cible :

Le projet ABC applique **la théorie de l'auto-détermination** dans le cadre de l'approche préventive de la radicalisation violente.

Le groupe cible se compose plutôt de **jeunes et de jeunes adultes** qui vivent des expériences personnelles négatives et/ou ressentent, expriment des sentiments d'injustice, de vexation et d'exclusion.

Ils peuvent en effet être réceptifs à l'aliénation et à l'endoctrinement. Sans engagement ni perspective positive dans la société, un processus de radicalisation profonde peut se développer chez ces individus.

L'auto-détermination peut être un point de référence dans la prévention de la radicalisation violente.

Objectif(s) :

Le projet ABC poursuit deux grands objectifs :

1. La prévention axée sur le groupe :

Parvenir à développer une approche large et intégrale avec les communautés et les organisations du secteur de l'enseignement, de la jeunesse, de l'emploi, socio-culturel, de l'aide, etc., pour éviter le risque d'aliénation et d'endoctrinement parmi les habitants d'Alost.

2. Intervention axée sur les personnes :

Suivi individuel et accompagnement selon **la théorie de l'auto-détermination** pour les Alostois :

- Qui présentent des signes inquiétants d'aliénation et d'endoctrinement ou se situent dans un processus de radicalisation ;
- Qui reviennent d'une zone de conflit ou ont tenté de la rejoindre et qui ne font pas l'objet d'une mesure judiciaire ;
- Des membres de la famille de cette personne.

L'auto-détermination se base sur trois besoins fondamentaux naturels. Quand ces besoins sont rencontrés, un individu est généralement capable de mieux fonctionner, de s'épanouir et de résister aux influences négatives. Cependant, l'individu doit faire preuve d'une importante motivation et implication pour atteindre les objectifs.

Ces trois besoins de base sont :

- Besoin d'AUTONOMIE (construction d'une identité positive, résilience, approche de problèmes psychosociaux, etc.) ;
- Besoin d'APPARTENANCE SOCIALE (relations personnelles dans un plus large réseau social) ;
- Besoin de COMPÉTENCE (attentes et défis réalistes, feed-back constructif).

Partenaire(s) :

Le projet ABC (et sa philosophie) est communiqué à un maximum de partenaires dans une perspective d'avantages réciproques. Plus nombreux sont les partenaires qui connaissent le projet, meilleur sera l'échange d'in-

formations dans les deux sens ET plus il sera possible de créer des partenariats. Il s'agit à la fois de partenaires internes et externes, en fonction de l'offre existante d'organisations présentes sur le territoire d'Alost.

Citons quelques partenaires : Epicerie sociale, CPAS, police (recherche, prévention et service de quartier), OKAN, CLB, VDAB, éducateurs de jeunes de l'Asbl LEJO, Aalst Mixt, CAW, écoles d'Alost, communautés, groupes de prière, Buurtwild/t, associations sportives, intérim, travail de jeunes, etc.

Evaluation :

Le projet ABC ayant été lancé, un des principaux défis est d'en assurer la continuité. Il est important de maintenir les structures de concertation existantes et de les développer. L'objectif est également d'amener encore plus de partenaires vers l'infrastructure existante plutôt que de mettre à nouveau en place une autre offre. Différentes sessions de communication et d'intervention sont organisées à cet effet, par exemple la conférence pour les directions et aides-enseignants.

Par ailleurs, il convient essentiellement de multiplier les contacts avec les communautés. En raison du grand nombre de nationalités différentes (+/- 130), il est difficile pour la ville d'atteindre toutes les communautés. Un constat qui ressort des contacts que nous entretenons pour le moment est que l'on atteint souvent les mêmes personnes et les mêmes organisations. Cela reste un défi et une démarche de recherche permanente que de pouvoir atteindre des intervenants-clés.

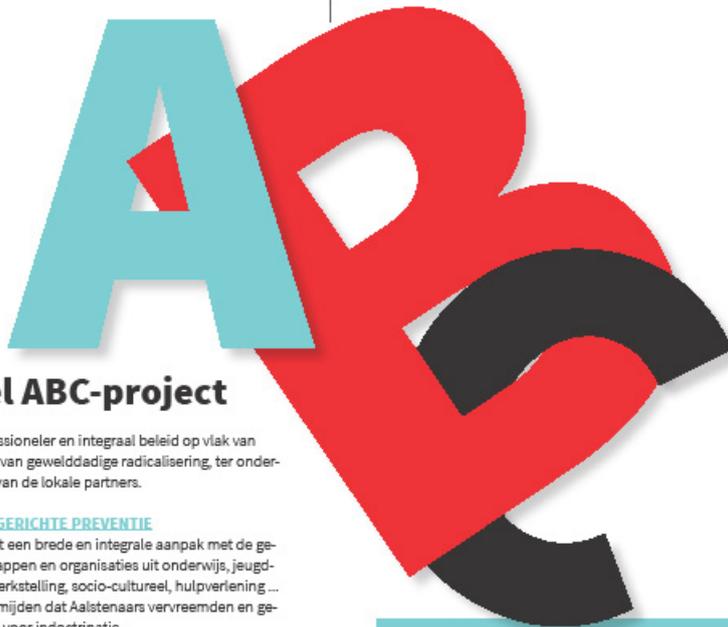
Budget approximatif :

Le salaire d'1 ETP de niveau A1a par an.

Avis local :

- Importance d'une assise politique (à assurer par l'intermédiaire de la CSIL stratégique) ;
- Importance d'un lien de confiance avec les partenaires (sélection stricte des membres du réseau de partenaires) ;
- Importance de sessions de communication et d'information périodiques/récurrentes pour relancer systématiquement les liens avec les services de première ligne ;
- Importance de l'accent mis par la ville sur le 'trajet d'aide et la prévention', complémentaire à l'approche répressive de la police.

Annexe:



Doel ABC-project

Een professioneler en integraal beleid op vlak van preventie van geweldadige radicalisering, ter ondersteuning van de lokale partners.

GROEPSGERICHTE PREVENTIE

Komen tot een brede en integrale aanpak met de gemeenschappen en organisaties uit onderwijs, jeugdwerk, tewerkstelling, socio-cultureel, hulpverlening ... om te vermijden dat Aalstenaars vervreemden en gevoelig zijn voor indoctrinatie.

PERSOONSGERICHTE INTERVENTIE

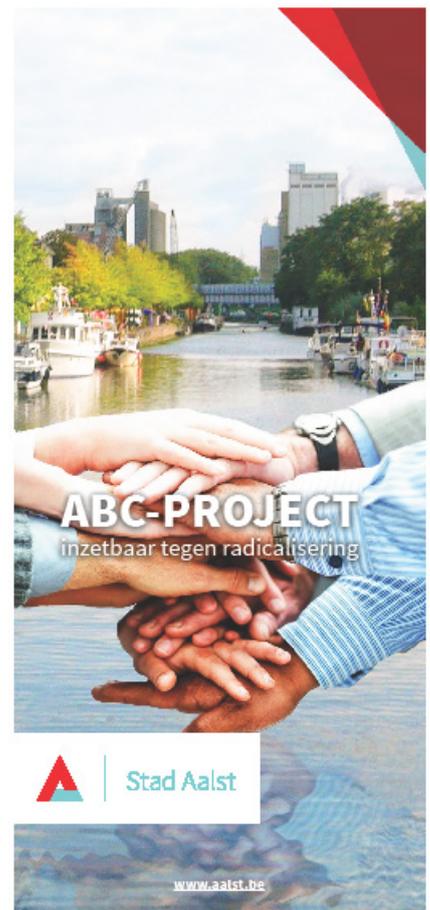
- Individuele opvolging en begeleiding van Aalstenaars
- › die verontrustende signalen van vervreemding en indoctrinatie vertonen of in een radicaliseringsproces zitten.
 - › die terugkeren van conflictgebied of gepoogd hebben af te reizen en die geen gerechtelijke maatregel lopende hebben.
 - › familieleden van deze personen.

Dit vanuit de insteek van de zelfdeterminatietheorie.

CONTACT

Stad Aalst
ABC-project
administratief centrum
Werf 9
9300 Aalst
tel. 053 77 9300
ABCproject@aalst.be

W.v.z. Christoph D'Haese, burgemeester | p.a. Werf 9 | 9300 AALST



Radix Tool Antwerpen (RTA)

Commune : Anvers

Organisme : Ville d'Anvers

Province : Anvers

Domaine : Intervention psychosociale/Support familial

Prévention : Tertiaire

Personne de contact : Anissa.Akhandaf@stad.Antwerpen.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Le Radix Tool Antwerpen (RTA) a été élaboré avec le programme Microsoft Excel par une assistante sociale qui travaille avec des jeunes anversois concernés par la radicalisation. Cet outil est le fruit de la combinaison de ses propres expériences de terrain, des feed-back des partenaires et des études académiques en la matière, ainsi que l'apport d'autres instruments propres à cette thématique.

Lors de la phase de développement, un avis a été demandé à différents autres services à Anvers.

Philosophie du projet :

Le service communal qui travaillait avec des jeunes dits « radicaux » ou, en voie de radicalisation, a émis le besoin d'une approche claire et uniforme sur le thème de la radicalisation. La ville avait besoin d'un instrument qui objectivait l'instinct et le ressenti des travailleurs sociaux.

La nécessité de développer le RTA a également été l'absence de cadre concret pour la concertation multidisciplinaire. L'instrument a permis d'utiliser un langage commun entre les différents partenaires actifs dans l'approche de cette thématique.

Description du projet :

Il ne s'agit pas réellement d'un projet. C'est une initiative qui a été prise par un travailleur de terrain qui travaille fréquemment avec des jeunes se situant dans un processus de radicalisation sur la commune d'Anvers. Le RTA est actuellement opérationnel mais est renouvelé chaque année. Des formations sont dispensées pour présenter le RTA à d'autres services.

Enfin, une méthodologie est développée dans le but d'intégrer le RTA dans le travail de terrain concret et lors de tables de concertation multidisciplinaires comme une CSIL (Cellule de sécurité intégrale et locale).

Public cible :

Le RTA est complété, utilisé et discuté par les personnes qui, dans le cadre de leur profession, entrent en contact avec les individus au sujet desquels une personne de l'entourage est préoccupée par une radicalisation potentielle.

Objectif(s) :

- Langage commun ;
- Approche uniforme ;
- Objectivation de l'instinct ;
- Individualisation de l'approche ;
- Suivi de processus ;
- Meilleure évaluation ;
- Cadre de concertation ;
- Soutien des travailleurs de terrain ;
- Regard élargi.

Partenaire(s) :

Partenaires associés au développement du RTA :

- Faculté Psychologie & Educatiewetenschappen, Vrije Universiteit Brussel ;
- Service Info, Police locale Anvers ;
- CAW questions de vie et familiales ;
- Parquet de la jeunesse Anvers ;
- Centre de soutien Service de la jeunesse Anvers ;
- Service social tribunal de la jeunesse Anvers ;
- Asbl De Touter ;
- Asbl Vagga ;
- Groupe de résonances Radicalisation, Ville d'Anvers.

Partenaires après le développement de l'outil (dispenser des formations, insertion concrète dans le travail de terrain) :

- VVSG ;
- Agentschap Binnenlands Bestuur ;
- Membres de la CSIL d'Anvers ;
- Police d'Anvers (organisateur CSIL Anvers).

Evaluation :

De nombreuses démarches ont été entreprises et des objectifs ont été atteints avec les partenaires. Cependant il reste encore un long chemin à parcourir avec ces derniers lors de la mise en œuvre effective et de la diffusion du RTA.

Budget approximatif :

Les coûts engagés concernent les heures de travail des collaborateurs de la ville (payés par la ville d'Anvers). L'estimation de ceux-ci est impossible à déterminer mais durant l'année 2017, une personne a travaillé à mi-temps au sein de la Ville d'Anvers dans ce cadre.

Difficultés rencontrées :

- Le RTA est un document Excel. Idéalement, l'outil devrait être détaché de ce programme spécifique car les opportunités d'élaborer toutes les fonctionnalités possibles sont limitées ;
- Le RTA n'a pas encore été examiné d'un point de vue scientifique.

Avis local :

- Résoudre les difficultés susmentionnées de sorte que le RTA soit convivial et se voit doté d'une légitimité scientifique ;
- Afin de séparer l'outil de Microsoft, un soutien ICT est nécessaire.

Projet « Houvast » avec l'Asbl Touter

Commune : Anvers

Province : Anvers

Organismes : Ville d'Anvers ; Asbl Touter

Domaine : Intervention psychosociale/Support familial

Prévention : Tertiaire

Personne de contact : Anissa.Akhandaf@stad.Antwerpen.be

Contexte dans lequel le projet a été développé :

En matière de radicalisation, la ville d'Anvers a déjà été confrontée à quelques cas précis. Dans l'optique où la poursuite pénale n'est pas une solution adaptée à la plupart des cas, ces jeunes se retrouvent souvent sans aucune prise en charge.

Pour répondre à ce constat, la ville d'Anvers a examiné les possibilités de mettre en place, sur une base volontaire, un parcours d'accompagnement pour les jeunes engagés dans un processus de « radicalisation ».

Philosophie du projet :

Plutôt que de stigmatiser les jeunes se situant dans un processus de radicalisation, le centre s'efforce de les atteindre par le biais du projet "Ancrage", en les considérant et en les approchant comme des jeunes en recherche d'idéaux, en analogie à l'étude menée par Van San, et al.

Les jeunes sont accompagnés individuellement (public pris en charge jusqu'à 21 ans). Tout d'abord, l'accompagnateur individuel s'immergera dans le mode de pensée du jeune grâce à des questions et des contacts directs avec le jeune et son environnement. Ensuite, le jeune est invité à exprimer et à expliquer les valeurs qui sont les siennes, et à explorer dans quelle mesure il compte se comporter en fonction de ces valeurs.

Les besoins du jeune, qui s'expriment à travers une vision radicale, devront être compris afin de le guider et de rechercher des alternatives. Ces alternatives sont explorées et testées avec l'aide de l'accompagnateur. Des modèles positifs pour le jeune seront envisagés au cours de ce suivi.

Les parents sont également intégrés dans ce projet, cette approche a pour but de les conforter dans leur rôle parental, par l'apprentissage de moyens de défense et d'éducation adaptés, pour faire face aux idées/comportements problématiques du jeune, tout en restant suffisamment présents dans la vie de leur enfant, en veillant sur lui et en surveillant ses discours et ses comportements. Un réseau de soutien parental sera mis en place dans ce cadre. Les parents sont également invités à présenter d'autres points de vue. Si nécessaire, ces points de vue

seront explorés dans le cadre de ce réseau de soutien parental (voir "Nouvelle autorité").

Nous encourageons la participation à une offre de groupe destinée aux mères et aux pères, de manière séparée, en ce qui concerne l'attention et la résistance pacifique.

Description du projet :

Comme précisé dans la philosophie du projet, ce projet consiste en un accompagnement : pour le jeune et pour son réseau parental.

Au niveau du travail effectué avec les jeunes, un accompagnateur commence le projet après que le jeune ait marqué son accord pour le travail de suivi. Le travailleur psychosocial s'efforce de construire une relation professionnelle et personnelle avec le jeune, en adhérant tout d'abord à ce que le jeune considère lui-même comme important. Lors de ces contacts, il s'intéresse empathiquement au mode de pensée du jeune et au contexte dans lequel ses pensées émergent.

Les connaissances sur l'Islam sont mobilisées, et parallèlement, le jeune est invité à exprimer et à expliquer les valeurs qui sont les siennes, et à explorer dans quelle mesure il compte se comporter en fonction de ces valeurs. L'accompagnateur tente de comprendre les besoins que le jeune exprime au travers de comportements extrémistes, afin de l'accompagner dans sa recherche de sens. Certaines alternatives sont pensées et testées avec l'aide de l'accompagnateur. Des modèles positifs pour le fonctionnement du jeune sont envisagés (voir annexe plus loin, ACT).

Le professionnel travaillant avec le jeune et celui travaillant avec les parents, se concertent au moins une fois par semaine afin d'échanger les informations pertinentes en fonction de l'approche privilégiée. Si cela s'avère nécessaire, ils organisent également des discussions conjointes avec le jeune et sa famille.

En plus de ce travail avec les jeunes et leur réseau parental, chaque cas sera étudié afin de savoir dans quelle mesure le milieu de l'école doit être impliqué dans l'accompagnement. Cette enquête a pour but de mettre en place une approche individualisée et adaptée.

L'école qui constate des signaux inquiétants chez le jeune, est observée par notre service, pour identifier comment l'école gère ces situations, auprès du jeune et de ces parents. Cette analyse a pour but de mettre en place une approche adaptée.

Enfin, est également analysé le rôle et l'influence d'internet sur le processus de radicalisation du jeune afin d'en réduire son emprise.

L'accompagnement dure au maximum 6 mois et se met en place par étapes :

- Le premier mois, la construction d'une relation professionnelle de confiance est centrale et un plan d'actions est mis en place avec le jeune et les parents, séparément. Ce plan reprend les objectifs concrets visés par le travail de suivi, et des actions connexes.
- Dans la phase suivante (du deuxième au cinquième mois), nous nous efforçons de provoquer un changement de comportement chez le jeune. Les parents, tout comme le jeune, sont soutenus dans la réalisation d'étapes concrètes qui contribueront à réaliser ces objectifs. Dans ce contexte, nous examinons quels services, ou personnes, peuvent être impliqués aussi bien auprès du jeune, qu'auprès de ses parents, pour les soutenir pendant le suivi.

- Lors du dernier mois de suivi, l'accent est mis sur la généralisation. À la fin de l'accompagnement, le plan d'action est évalué par le jeune et les parents en présence des deux accompagnateurs et du gestionnaire du dossier. Sur la base de cette évaluation, des dispositions claires sont prises avec le jeune, les parents et le réseau de soutien, en ce qui concerne le suivi. Il est possible que le jeune et sa famille soient réorientés vers une offre d'assistance plus adaptée. Un accompagnement peut être exceptionnellement prolongé si la situation l'exige.

Public cible :

Le projet « Ancrage » propose un travail de suivi aux jeunes âgés de maximum 21 ans chez qui des comportements ou propos inquiétants peuvent s'inscrire dans un processus de radicalisation violente.

Objectif(s) :

Accompagner les jeunes se situant dans un processus de radicalisation, afin de recréer du lien social et sociétal.

Partenaire(s) :

En partenariat avec la ville d'Anvers : 2014 - 2015 - 2016 - 2017.

En partenariat avec la ville d'Anvers & l'autorité flamande (Agence pour le bien-être des jeunes) : 2018

Evaluation :

Les accompagnements sont évalués sur la base des plans d'actions qui sont conçus avec le jeune et les parents.

Au niveau du jeune, nous examinons avec lui dans quelle mesure les objectifs fixés au début du suivi ont été atteints à la fin du projet. Le rapport d'évaluation signé pour accord par les différentes parties, reprend les conclusions du suivi. Au delà de l'évaluation qualitative, nous pensons qu'il est essentiel de développer des outils qui expriment quantitativement l'ampleur des changements, afin de pouvoir établir une comparaison aussi objective que possible.

Au niveau des parents, nous utilisons un instrument mis au point dans le cadre d'un précédent projet avec la ville, dans le cadre de l'offre de groupe pour les parents sur la Nouvelle Autorité. À l'aide de 7 questions sous forme d'échelle, nous déterminons dans quelle mesure les parents se sentent confortés dans leur rôle de parents. L'instrument indique une baisse au début et à la fin de l'accompagnement. Chaque année, dans l'évaluation finale, ces deux baisses sont constatées pour chaque accompagnement de parents.

En général, tous les parents se sentent (à nouveau) plus en confiance grâce à l'accompagnement. Certains ont même engrangé des progrès spectaculaires.

En ce qui concerne les jeunes, l'outil Radix (voir fiche projet Radix Tool) offre certaines possibilités, mais sa mise en oeuvre aux fins de l'évaluation d'objectifs spécifiques n'est pas encore totalement au point. Cet instrument a déjà été testé, mais les accompagnateurs ont l'impression qu'il laisse encore trop de place à la subjectivité. Cet aspect fait encore l'objet d'une étude plus approfondie.

Budget approximatif :

Annuellement : 117.000€

Difficultés rencontrées :

1. Gérer les données liées au genre

Le promoteur du projet recommande une certaine souplesse dans l'approche des accompagnateurs, qui tient compte des données liées au genre.

2. Profil des accompagnateurs de jeunes

La pratique a très clairement démontré que les connaissances, les comportements et les compétences liés à l'aide psycho-sociale sont nécessaires pour éviter de réaliser des interventions qui ne sont pas, ou peu adaptées, à la dynamique psychologique et relationnelle des familles et des jeunes. Il a également été recommandé de poser une réflexion pertinente sur le choix de l'engagement exclusif de conseillers islamiques, surtout lorsqu'il s'agit de jeunes et de familles fragilisées.

3. Collaboration avec le secteur psychiatrique

En 2017, de graves problèmes psychiatriques ont été identifiés chez certains jeunes, ces jeunes fragilisés sur le plan psychiatrique étaient tout particulièrement réceptifs à certaines influences. De tels cas se sont déjà présentés par le passé. Accompagner ces jeunes vers une aide qui leur est adaptée n'est pas une tâche aisée, surtout lorsqu'ils refusent d'admettre le problème, le minimisent ou lui attribuent d'autres causes. Il est donc nécessaire de mettre en place, à l'avenir, une collaboration avec un psychiatre/une unité psychiatrique qui propose des soins adaptés, sous forme d'approche culturelle. La création d'un réseau de psychologues/psychiatres pour concrétiser cette aide est donc à envisager.

4. Concertations structurées

Il a été décidé, d'un commun accord, d'organiser mensuellement une concertation structurée entre les gestionnaires de dossier et les membres du projet « Ancrage ». Cette concertation permettrait une répartition des tâches, une bonne coordination en matière d'attentes et d'approche, un forum où les inquiétudes pourraient être partagées en tenant compte du secret professionnel, etc. En bref, cette concertation est très importante pour assurer la qualité de l'offre.

5. Durée de l'accompagnement

Il convient de souligner la prolongation de l'accompagnement pour quelques jeunes qui le souhaitent et qui en ont reçu l'autorisation. Ces prolongations ont pu être réalisées grâce à la diminution de nouvelles demandes. Ces prolongations étaient indispensables, malgré la durée initiale du suivi, qui était de 6 mois. Nous restons sceptiques quant à la courte durée de l'accompagnement officiellement prévue, compte tenu de la thématique et de sa complexité.

6. Secret professionnel & partage d'informations

L'échange d'informations concernant les cas individuels, entre différents partenaires qui sont tenus au secret professionnel, reste une difficulté évidente, en termes de déontologie.

Avis local :

Après trois ans de projet (2014-2016), la ville a envisagé d'intégrer ce projet dans une collaboration avec les autorités flamandes. Les négociations avec les autorités flamandes n'ont pu être clôturées avant 2017. Par conséquent, ce projet a continué à être financé par la politique d'impulsion des autorités fédérales en 2017. En 2018, des accompagnements intensifs complémentaires sont prévus en collaboration avec les autorités flamandes.

Plateforme Ressources

Commune : Evere

Organisme : Administration communale

Région : Bruxelles-Capitale

Domaine : Plateforme de concertation

Prévention : Tertiaire

Personne de contact : mduseuwoir@evere.brussels

Contexte dans lequel le projet a été développé :

Une première expérience a été mise en place sur Evere il y a des années, dans le cadre de l'approche de la BU 1140, avec la création du Centre de compétences qui assurait un suivi intensif des jeunes en travaillant sur **les facteurs de protection**, c'est-à-dire les motifs qui les encouragent à ne pas/plus s'impliquer dans des faits criminels avec comme objectif de changer le parcours personnel des jeunes. S'est développé par la suite une plateforme réunissant des partenaires everois de la prévention afin d'évoquer des situations de jeunes ou de leur entourage rencontrant un problème.

Philosophie du projet :

Ce dispositif a pour vocation d'être un service de première ligne travaillant en collaboration avec un réseau de partenaires associatifs répondant à des problématiques diverses (C.P.A.S., écoles, etc.). On part de la personne, de ses besoins et de sa situation de vie. Une interaction dynamique est établie avec le bénéficiaire dans l'objectif d'améliorer sa situation, ses rapports avec l'environnement et les autorités, voire de les transformer. De cette manière, la personne se sent écoutée et soutenue dans ses démarches, là où souvent elle perçoit les institutions comme contrôlantes.

Description du projet :

La Plateforme assure un accueil de première ligne pour le citoyen, peu importe son âge, qui a une demande d'aide ponctuelle ou sur du long terme et qui rencontre des problèmes vis-à-vis du fonctionnement de la société ou de ses relations avec l'autorité publique. Des réunions bimensuelles de la plateforme sont prévues.

Public cible :

Le travail de la Plateforme vise toute personne ayant une attache avec la commune d'Evere et une demande spécifique d'accompagnement ou d'information.

Objectif(s) :

La **Plateforme Ressources** est un système de veille et d'échanges avec nos partenaires. Il s'agit d'organiser au mieux les interactions entre les services communaux et nos partenaires externes afin d'élaborer un projet de vie correspondant réellement à la demande du bénéficiaire et d'assurer un suivi de ce projet en général mais également en vue d'éviter un sentiment de marginalisation et un repli communautaire, voire, dans des cas extrêmes, une adhésion à des idées radicales.

Partenaire(s) :

Tous les partenaires associatifs, qui pourraient être impliqués en fonction de la situation traitée.

Evaluation :

Via le public concerné par le travail de notre Plateforme Ressources nous touchons à **diverses thématiques de désinsertion** sociale telles que la défiance de l'autorité parentale, la précarité, le décrochage voire l'absentéisme scolaire, etc. Ce sont des facteurs criminogènes qui, une fois pris en charge par la Plateforme, permettent à notre public de ne pas se marginaliser mais aussi d'avoir une meilleure compréhension de la société civile et de ses normes. Permettre au public de mieux appréhender les démarches administratives et améliorer le contact avec la société, que ce soit via un relais vers une école, la police, le monde du travail ou autres, a pour effet de **(re)créer un lien avec la société** et de déjouer ce sentiment de dévalorisation face au reste de la population.

L'action de cette plateforme, intervient donc, en jouant sur les facteurs criminogènes et de désinsertion sociale, indirectement sur la thématique du processus de radicalisation, et sur sa prévention.

Budget approximatif :

Pas de budget spécifique nécessaire hormis les frais du personnel.

Difficultés rencontrées :

Les problématiques observées sont l'augmentation du nombre de dossiers à gérer et la difficulté pour le coordinateur de suivre les dossiers sur le long terme vu le relais vers d'autres services externes comme, par exemple, le CPAS.

Avis local :

La plateforme Ressources permet de renforcer les facteurs de protection via l'insertion dans la société, ce qui évite aux personnes de rompre le lien social et de tomber dans un éventuel processus de radicalisation. Ce projet nous semble très pertinent même si un suivi intensif et sur le long terme est parfois difficile à assurer.

Projet « PsyRad »

Commune : Liège

Organismes : ULG ; Service de prévention de la ville de Liège

Province : Liège

Domaine : Intervention psychosociale/Support familial

Prévention : Tertiaire

Personnes de contact : manuel.comeron@liege.be ; Fabienne.Glowacz@ulg.ac.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

La lutte contre le radicalisme violent et le terrorisme constitue une priorité gouvernementale en Belgique. Dès 2013 des mesures ont été initiées en matière de prévention par le gouvernement national (suite au départ de jeunes belges vers des zones de combat en Syrie), en 2014 la Ville de Liège a élaboré une stratégie de prévention locale. La menace directe provient des « Foreign fighters » et « Returnees » identifiés par les autorités sur le territoire de la commune, ainsi que d'individus fichés par le service sûreté pour risque/menace de terrorisme. Le risque émane aussi de nombreux jeunes « vulnérables » qui sont attirés par le radicalisme religieux.

Par ailleurs, les attaques et les attentats ont généré un climat de peur, suspicion, voire de rejet au niveau d'une partie de la population à l'encontre d'une communauté, malgré le fait que Liège possède une dimension interculturelle et de cohabitation pacifique dans une longue tradition de tolérance.

Philosophie du projet :

L'action pilote « accompagnement psychosocial » est intégrée dans l'action globale dont elle constitue un des trois axes d'intervention à côté de la prévention primaire (actions pédagogiques vers les jeunes et activités de sensibilisation) et la prévention secondaire (soutien à la détection et procédure d'information).

Description du projet :

Recherche d'une méthode d'accompagnement psychosocial pour tenter de sortir les jeunes de la radicalisation et de soutenir les familles.

Public cible :

Jeunes radicalisés ou leurs familles.

Objectif(s) :

Développer un instrument pour l'accompagnement des jeunes radicalisés qui puisse également être utilisé ailleurs (projet pilote).

Partenaire(s) :

La mise en œuvre se réalise en partenariat avec l'Université (Psychologie : F.Glowacz) en concertation avec la Police et le secteur Jeunesse/Action sociale. Le suivi global est assurée par le Référent radicalisme de la Ville.

Evaluation :

En cours.

Budget approximatif :

Financement d'impulsion par le SPF Intérieur (1ere année).

Difficultés rencontrées :

- Absence d'une méthodologie de référence ayant fait ses preuves et démontré son efficacité en matière d'accompagnement psychosocial du radicalisme (d'où le développement d'une action pilote à dimension expérimentale « PsyRad ») ;
- Ressources financières pour financer des intervenants qualifiés sur le moyen terme (psychologues et intervenants spécialisés) ;
- Nature du public : les individus radicalisés sont rarement demandeurs de façon volontaire. Quant à l'aide contrainte elle passe par un mandat judiciaire (nécessite un cadre institutionnel pour l'intervenant) ;
- Nature de la problématique (terrorisme) : sécurité de l'intervenant, secret professionnel, etc.

CSIL - Concertation Intersectorielle de prévention

Commune : Liège

Organisme : Service de prévention de la ville de Liège

Province : Liège

Domaine : Plateforme de concertation

Prévention : Tertiaire

Personne de contact : manuel.comeron@liege.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Création d'une concertation de prévention sous coordination de la Ville et la direction du Bourgmestre dès le démarrage de l'activité en radicalisme. Adaptation en CSIL (à double niveau) suite à la circulaire ministérielle ad hoc.

Philosophie du projet :

Concertation Locale Intersectorielle pour mutualiser les ressources et ajuster les acteurs préventifs et répressifs, ainsi qu'assurer le partage des informations.

Description du projet :

La CSIL vise l'échange d'informations entre les services sociaux et de prévention, la Task Force Locale et les autorités administratives. Le Bourgmestre chapeaute cette cellule avec le Chef de Corps, le Référent Radicalisme de la Ville de Liège et la personne de contact au sein de la TFL Opérationnelle de Liège. La CSIL se compose de 2 groupes de travail:

La **Concertation intersectorielle locale**, qui a pour objectif de mettre en place des **mécanismes de prévention** du phénomène dans un contexte intégré. Le partenariat vise l'échange de connaissances, de pratiques et la mise en lien des opérateurs locaux dans un groupe de travail pluridisciplinaire.

Les différents partenaires sont les suivants : Police locale de Liège : Renseignements généraux, Plan Zonal de Sécurité, Aide à la Jeunesse (CAJ), Aide en Milieu Ouvert : AMO Droit des Jeunes, AMO Service d'Actions Sociales (St Leonard/ Herstal), Service d'Aide à la Jeunesse (SAJ), Instruction publique Ville de Liège, Enseignement libre (catholique), Centre Régional d'Intégration des Personnes étrangères (CRIPEL), CPAS, Université de Liège (Fac Psychologie), Province de Liège (Openado/Antenne Psychosociale), Cabinet du Bourgmestre, Direction Jeunesse/ Proximité/ Affaires sociales, Fonctionnaire de prévention Pôle stratégique « Développement Social des Quartiers » du Plan de prévention, Plan de Cohésion Sociale Région Wallonne, Coupole d'Analyse en Sécurité Urbaine et

Référent « Radicalisme violent » du Plan de prévention, Service Social de la Ville de Seraing,
Cofinancé par l'Union européenne.

La **Cellule « Informations sensibles »** (détection / renseignements) qui a pour objectif l'optimisation des échanges d'informations contextuelles ou individuelles. Pour les informations contextuelles, il s'agit de proposer des processus de communication avec des secteurs particuliers (TEC, Hôpitaux, Ecoles, etc.), et leur donner un point de contact Police. Les informations à caractère individuel, font l'objet d'un processus d'information spécifique (RIR, PV, Rapports, etc.), en fonction des données obtenues (Police locale, fédérale, Sûreté de l'Etat, etc.). Ce groupe de travail assure le lien direct avec la TFL Opérationnelle.

Public cible :

Les organismes ou institutions concernés au niveau local par la prévention du radicalisme violent.

Partenaire(s) :

- Police locale de Liège : Renseignements généraux, Plan Zonal de Sécurité, Aide à la Jeunesse (CARJ) ;
- TFL ;
- Aide en Milieu Ouvert : AMO Droit des Jeunes, AMO Service d'Actions Sociales (St Leonard/ Herstal) ;
- Service d'Aide à la Jeunesse (SAJ) ;
- Instruction publique Ville de Liège ;
- Enseignement libre (catholique) ;
- Centre Régional d'Intégration des Personnes étrangères (CRIPEL) ;
- CPAS ;
- Université de Liège (Fac Psychologie) ;
- Province de Liège (Openado/Antenne Psychosociale) ;
- Cabinet du Bourgmestre ;
- Direction Jeunesse/ Proximité/ Affaires sociales ;
- Fonctionnaire de prévention Pôle stratégique « Développement Social des Quartiers » du Plan de prévention ;
- Plan de Cohésion Sociale RW ;
- Coupole d'Analyse en Sécurité Urbaine ;
- Référent « Radicalisme violent » du Plan de prévention, Service Social de la Ville de Seraing.

Budget approximatif :

Pas de coût spécifique (mise à disposition des locaux, gestion administrative et animation des réunions par la Ville).

Difficultés rencontrées :

Assurer une régularité des réunions.

NB : difficulté compensée par la régularité des contacts bilatéraux ou la rencontre entre partenaires lors de projets transversaux.

Avis local :

Intervention psychosociale/accompagnement des familles

Commune : Molenbeek-Saint-Jean

Organisme : Service de prévention de la ville de Molenbeek-Saint-Jean

Région : Bruxelles-Capitale

Domaine : Intervention psychosociale/Support familial

Prévention : Tertiaire

Personne de contact : OVanderhaeghen@molenbeek.irisnet.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Dès le début de la réflexion sur l'approche de la radicalisation violente, il est apparu évident que les familles constituaient la porte d'entrée principale dans le phénomène. Dès l'année 2014, de nombreuses familles, mamans en particulier, se sont manifestées afin de dénoncer le départ de certains jeunes vers des zones de combat ou afin d'obtenir de l'aide face à un enfant inséré dans un processus de radicalisation. Le Service a donc pu rapidement mettre en place un dispositif de prise en charge des familles, renforcés en 2015 et 2016.

Philosophie du projet :

L'objectif de l'offre de service ciblé sur les familles est multiple :

- Offrir un espace d'écoute où tout parent puisse se confier en toute confidentialité au sujet de difficultés rencontrées en lien avec la radicalisation violente ;
- Informer les familles sur le processus de radicalisation, les symptômes et indicateurs de changement de comportement à analyser ;
- Accompagner les familles dans leurs démarches administratives et juridiques ;
- Mobiliser les ressources des familles afin de reconstruire la communication et le dialogue avec les individus radicalisés ;
- Apporter un soutien psychosocial aux familles concernées par le phénomène de la radicalisation violente ;
- Travailler la résilience des familles d'enfants partis vers des zones de combat.

Description du projet :

Le projet vise l'accompagnement individuel des familles et se décline sous forme de suivis individuels et personnalisés selon la méthodologie de base d'accompagnement en travail social.

Public cible :

Toutes les familles qui sont confrontées directement ou indirectement au phénomène de la radicalisation violente.

Objectif(s) :

Cette approche vise à mobiliser les ressources disponibles au sein des familles, à fournir un cadre d'analyse des relations enfants-parents, à déterminer les facteurs de risque d'entrée dans un processus de radicalisation, à libérer la parole et briser les tabous par rapport à un phénomène complexe, etc.

Partenaire(s) :

Les services concernés par l'approche :

- La cellule de prévention du radicalisme violent ;
- Le service communal d'aide aux victimes ;
- Le service famille-jeunesse et Service d'aide aux victimes de la Police ;
- La cellule radicalisme de la Police.

Evaluation :

L'évaluation du projet depuis fin 2014 a mis en lumière les points suivants :

- +-60 familles touchées par la cellule ;
- Difficulté à libérer la parole dans certains contextes culturels spécifiques ;
- Intersectionnalité des difficultés et problématiques familiales rencontrées ;
- Mise en lumière des processus sous-tendant la radicalisation violente ;
- Développement d'une grille d'analyse des processus de radicalisation ;
- Développement d'une liste d'indicateurs spécifiques à la radicalisation violente.

Budget approximatif :

1 temps plein du 1/10/2014 au 1/09/2017 + 1 temps plein complémentaire du 1/07/2016 au 30/06/2017 - soit un montant de +- 230.000€

Difficulté(s) rencontrée(s) :

- Difficulté à libérer la parole et centrer l'analyse sur le contexte familial ;
- Difficulté des parents à prendre du recul pour développer leurs capacités de résilience ;
- Difficulté des familles à sortir de leur position de victime pour adopter une posture d'acteur dans le reconsolidation du lien avec l'individu radicalisé.

Projets de valorisation de l'identité positive

Commune : Molenbeek-Saint-Jean

Organisme : Service de prévention de la ville de Molenbeek-Saint-Jean

Région : Bruxelles-Capitale

Domaine : Projets/Outils éducatifs-pédagogiques

Prévention : Tertiaire

Personne de contact : OVanderhaeghen@molenbeek.irisnet.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Le projet s'est développé durant l'année 2015 lorsque le service prévention a été confronté à des demandes de prise en charge d'individus « radicalisés ». A partir de la question des familles, le service a dû se positionner dans un débat plus large relatif aux méthodes de prise en charge lié à la radicalisation violente : désengagement, déradicalisation,...

Philosophie du projet :

Le projet vise à partir des besoins de l'individu, de son histoire, de ses attentes, de ses ressources, ... soit de la situation de l'individu avec ce qu'il veut bien en dire, ce qu'il veut y investir, etc.

Description du projet :

Le projet consiste en une approche pluridisciplinaire basée sur la construction identitaire. La méthodologie cible les leviers défaillants de la construction identitaire, soit :

- La reconnaissance affective : (re)créer du lien entre l'individu et sa famille, analyser les fractures affectives passées, aider à verbaliser les émotions, aider à tisser un réseau social positif etc.
- La reconnaissance juridique : travailler l'appartenance à des groupes positifs, créer ou renforcer le sentiment d'être citoyen bénéficiant des mêmes droits que les autres, déconstruire la socialisation négative à travers la perception et la compréhension par l'individu de ses propres vecteurs de socialisation.
- La reconnaissance sociale : soit renforcer le sentiment d'utilité sociale, définir un projet professionnel, ouvrir sur ses propres compétences, assurer la rencontre avec des rôles modèles, etc.

Ces trois formes de reconnaissance doivent idéalement permettre d'actionner les leviers nécessaires pour assurer une construction identitaire positive.

Public cible :

Jeunes/Individus dits ou étiquetés comme radicalisés entre 13 et 35 ans.

Objectif(s) :

L'objectif est de permettre de :

- Sortir un jeune d'un processus de radicalisation ou de socialisation négative.
- Développer les compétences relationnelles des individus.
- Renouer le lien avec les familles.
- Cibler l'engagement personnel des jeunes dans la société.
- Mobiliser les ressources des individus afin qu'ils développent leur propre solution.

Partenaire(s) :

- Service Prévention
- Police (service famille jeunesse, cellule radicalisation)
- Caprev, IPPJ, Prison...

Budget approximatif :

Trois temps pleins soit 150.000€/an.

Difficulté(s) rencontrée(s) :

Les deux principaux obstacles :

- Offrir un cadre serein d'accompagnement à l'individu où les conditions de son investissement seront assurées.
- Actionner les leviers nécessaires afin que l'individu puisse quitter des réseaux nocifs pour lui-même.

Cartographie des extrêmes et des domiciliations

Commune : Saint-Gilles

Organisme : Service de prévention

Région : Bruxelles-Capitale

Domaine : Diagnostic de la situation

Prévention : Tertiaire

Personnes de contact : pbellis@stgilles.irisnet.be ; ahaouari@stgilles.irisnet.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

La commune de Saint-Gilles se situe au sud de la Région bruxelloise et jouxte les communes de Bruxelles-Ville, Anderlecht, Ixelles et Forest. Sa superficie de 2,52 km² en fait l'une des communes de la Région la plus réduite en superficie. Elle compte plus de 50.000 habitants régulièrement inscrits. Sa densité de population la situe en seconde position (au sein de la Région bruxelloise) après Saint-Josse-ten-Noode. Le revenu moyen par habitant de Saint-Gilles se situe en dessous de la moyenne régionale. La commune figure parmi les communes les plus pauvres de la Région. Sa population est diversifiée en ce qui concerne la nationalité puisqu'elle compte plus de 140 nationalités différentes sur son territoire.

À l'instar d'autres communes, Saint-Gilles est impactée par le phénomène du radicalisme et de la polarisation. Elle s'est engagée dans la lutte contre le radicalisme dès 2013 et bénéficie d'un financement Impulse (SPF Intérieur) depuis le deuxième trimestre 2016 afin de permettre l'engagement d'un chargé de projet radicalisme. Une fois ce subside « one shoot » achevé (septembre 2017), le chargé de projet a été financé dans le cadre du plan local de prévention et de proximité (subside régional). Il rapporte à la directrice du Département Prévention et Qualité de vie (département qui chapeaute notamment les matières liées à la police et à la prévention) qui est la « single point of contact » (SPOC) en matière de radicalisme.

Philosophie du projet :

L'approche saint-gilloise des phénomènes d'insécurité et de délinquance repose sur la philosophie de travail UNEUS.

UNEUS est une méthode de travail qui se caractérise notamment par les éléments suivants :

- Il s'agit d'un dispositif communal, piloté par le Bourgmestre ;
- caractérisé par un partenariat associant au minimum quatre parties : la commune de Saint-Gilles (à travers ses différents services), la zone de police Midi, le parquet de Bruxelles et la direction coordination de la police fédérale de Bruxelles ;

- reposant sur une « approche intégrale (s'attaquer à tous les aspects de la problématique rencontrée) et intégrée (mettre tout en œuvre pour la résoudre avec l'ensemble des partenaires concernés par la problématique en question) » ;
- reposant sur une transversalité ainsi qu'une collaboration entre les différents acteurs.

Cette philosophie implique une relation de confiance et une bonne coordination entre partenaires et plus de transversalité dans la réalisation des différentes actions entreprises. Cette méthode implique que la communication entre parties soit continue et complète.

La cartographie des extrêmes et des domiciliations constitue la concrétisation pratique de ces principes au domaine de la lutte contre le radicalisme et la polarisation.

Description du projet :

Le chargé de projet radicalisme a élaboré une carte reprenant les FTF ainsi que les personnes radicalisées, sur base des catégories déterminées par l'OCAM. Cette cartographie rentre dans la démarche plus générale d'un diagnostic de la situation communale en matière de radicalisme et de polarisation (voir fiche projet concernant le diagnostic partagé).

Public cible :

Les FTF et les personnes radicalisées, sur base des catégories déterminées par l'OCAM.

Objectif(s) :

- Disposer d'une représentation cartographique des situations entrant dans le cadre des phénomènes de radicalisme et de polarisation ;
- Mieux comprendre ces deux phénomènes ;
- Analyser le suivi administratif des FTF et des personnes radicalisées et analyser les fiches administratives individuelles.

Partenaire(s) :

La direction du département démographie et la cellule domiciliation existant au sein de celui-ci sont des partenaires privilégiés. Cette cellule assure la traçabilité administrative des personnes radicalisées (domiciliation en cours, historique des domiciles, enquêtes, etc.). Ces données sont implémentées dans des fiches transmises aux services de police afin d'être communiquées à l'OCAM en vue d'alimenter la base de données dynamique.

Evaluation :

L'évaluation peut se baser sur les indicateurs suivants :

- Analyse du suivi administratif des FTF et des personnes radicalisées et analyse des fiches administratives individuelles ;
- Nombre de personne radicalisée sur la commune ;
- Nombre de suivi administratif d'un FTF ;
- Nombre de fiche administrative individuelle ;
- Qualité des enquêtes spécifiques (domiciliation).

Budget approximatif :

Les frais de personnel liés à l'engagement d'un responsable de projet radicalisme.

Difficulté(s) rencontrée(s) :

Une difficulté est le fait que la commune compte sur son territoire une prison et qu'il est plus difficile d'accéder aux données relatives aux personnes radicalisées en prison.

Avis local :

Une cartographie est un outil indispensable au niveau de la représentation du phénomène du radicalisme et de la polarisation.

Cellule de sécurité intégrale et locale (CSIL)

Commune : Saint-Gilles

Organisme : Service de prévention de la commune de Saint-Gilles

Région : Bruxelles-Capitale

Domaine : Plateforme de concertation

Prévention : Tertiaire

Personnes de contact : pbellis@stgilles.irisnet.be ; ahaouari@stgilles.irisnet.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

La commune de Saint-Gilles se situe au sud de la Région bruxelloise et jouxte les communes de Bruxelles-Ville, Anderlecht, Ixelles et Forest. Sa superficie de 2,52 km² en fait l'une des communes de la Région la plus réduite en superficie. Elle compte plus de 50.000 habitants régulièrement inscrits. Sa densité de population la situe en seconde position (au sein de la Région bruxelloise) après Saint-Josse-ten-Noode. Le revenu moyen par habitant de Saint-Gilles se situe en dessous de la moyenne régionale. La commune figure parmi les communes les plus pauvres de la région. Sa population est diversifiée en ce qui concerne la nationalité puisqu'elle compte plus de 140 nationalités différentes sur son territoire.

À l'instar d'autres communes, Saint-Gilles est impactée par le phénomène du radicalisme et de la polarisation. Elle s'est engagée dans la lutte contre le radicalisme dès 2013 et bénéficie d'un financement Impulse (SPF Intérieur) depuis le deuxième trimestre 2016 afin de permettre l'engagement d'un chargé de projet radicalisme. Depuis septembre 2017, le chargé de projet est financé dans le cadre du plan local de prévention et de proximité (subside régional). Il rapporte à la directrice du Département Prévention et Qualité de vie (département qui chapeaute notamment les matières liées à la police et à la prévention) qui est la « single point of contact » (SPOC) en matière de radicalisme.

Philosophie du projet :

L'approche saint-gilloise des phénomènes d'insécurité et de délinquance repose sur la philosophie de travail UNEUS.

UNEUS est une méthode de travail qui se caractérise notamment par les éléments suivants :

- Il s'agit d'un dispositif communal, piloté par le Bourgmestre ;
- caractérisé par un partenariat associant au minimum quatre parties : la commune de Saint-Gilles (à travers ses différents services), la zone de police Midi, le parquet de Bruxelles et la direction coordination de la police fédérale de Bruxelles ;

- reposant sur une « approche intégrale (s'attaquer à tous les aspects de la problématique rencontrée) et intégrée (mettre tout en œuvre pour la résoudre avec l'ensemble des partenaires concernés par la problématique en question) » ;
- reposant sur une transversalité ainsi qu'une collaboration entre les différents acteurs.

Cette philosophie implique une relation de confiance et une bonne coordination entre partenaires et plus de transversalité dans la réalisation des différentes actions entreprises. Cette méthode implique que la communication entre parties soit continue et complète.

La CSIL constitue la concrétisation pratique de ces principes au domaine de la lutte contre le radicalisme et la polarisation.

Description du projet :

Depuis 2014, la cellule UNEUS participe aux réunions de la Task Force Locale (TFL) auprès du Directeur Coordinateur Administratif de la police fédérale (DirCo Bruxelles).

Ces réunions ont été le cadre d'échanges, de traitement et de transmission d'informations entre les services qui y participent. Les toutes premières listes FTF ont été remises à la cellule UNEUS dès la participation de la cellule UNEUS à la première TFL.

C'est en séance du 4 février 2015¹ que le Collège des Bourgmestre et Echevins décida de créer une CSIL, formalisant ainsi la Task Force Communale existante. Un référent communal a également été désigné par le Collège en la personne de la Directrice du Département Prévention et Qualité de Vie pour gérer la problématique du radicalisme. Elle est secondée par un chargé de projet radicalisme.

Deux types de CSIL sont organisées sur la commune de Saint-Gilles.

Les CSIL stratégiques ont lieu deux fois par an. Elles sont présidées par le Bourgmestre ou son représentant et associent le DirCo (police fédérale), le Parquet, le Chef de zone, la sûreté de l'Etat, la responsable du Département Prévention et Qualité de vie, le chargé communal radicalisme et la Coordinatrice régionale polarisation-radicalisation. C'est au sein de cette CSIL que sont décidées l'orientation stratégique et les priorités de la politique de lutte contre le radicalisme et la polarisation.

Les CSIL opérationnelles, dont la fréquence dépend de l'actualité (elles ont lieu au moins tous les mois mais peuvent se tenir jusqu'à une fois par semaine si l'actualité le nécessite), se déroulent en comité plus restreint et en présence de spécialistes opérationnels (dont le chargé communal radicalisme), conviés en fonction de la situation à traiter.

La première CSIL opérationnelle s'est tenue le 24 février 2016. Elle permet notamment de suivre au niveau administratif les cas individuels. Grâce à la liste OCAM et aux fiches individuelles, la commune est en mesure d'avoir un aperçu de l'étendue du phénomène.

¹ Soit quelques mois avant la parution de la circulaire du 25 août 2015 invitant les Bourgmestres à créer des CSIL au sein de leur commune

La CSIL peut avoir pour objet une situation pratique ou un dossier concernant une personne ou un suivi opérationnel administratif. Elle sert de base à la mise en place d'actions multidisciplinaires visant tant la problématique de l'islamisme que celles de l'extrême droite et de l'extrême gauche.

Public cible :

Les personnes radicalisées ou en voie de radicalisation ainsi que les personnes qui diffusent des discours pouvant faire naître et/ou augmenter la polarisation.

Une attention particulière doit être accordée aux adolescents, jeunes adultes et parents vivant dans une situation de monoparentalité.

En attachant une grande importance à la prévention, la commune entend détecter les différents facteurs qui fragilisent les adolescents et jeunes adultes et y donner les réponses opérationnelles qui s'imposent.

Dans cette optique, la commune a mis en place une plate-forme, appelée « groupe de travail jeunesse », regroupant les services communaux et les associations. Un autre groupe de travail, s'occupant plus spécifiquement des jeunes en grandes difficultés et en contact avec la justice, a également été créé.

Objectif(s) :

L'objectif de la CSIL stratégique est de déterminer l'orientation stratégique et les priorités de la politique de lutte contre le radicalisme et la polarisation sur la commune.

Les objectifs de la CSIL opérationnelle sont notamment :

- Déceler les cas de radicalisation ou de polarisation ;
- Procéder à des échanges d'information sur l'état des lieux relatif à différentes « situations-problème », notamment par l'intermédiaire de briefings hebdomadaires ;
- Établir et actualiser des fiches administratives pour les cas de personnes radicalisées ;
- Etablir un plan de formation.

Partenaire(s) :

- Les services et départements communaux, dont le service de prévention, le département démographie, le département de l'Enseignement, le département de l'Urbanisme, etc. ;
- La police locale et la police fédérale ;
- La plateforme régionale ;
- Le SPF Intérieur (Equipe mobile) ;
- Le CPAS ;
- Le secteur associatif.

Evaluation :

Une évaluation du processus est menée au fur et à mesure de la mise en place et du développement des différentes CSIL. Cette évaluation se construit notamment sur base d'indicateurs tels que : nombre de CSIL stratégiques et opérationnelles tenues chaque année ; satisfaction des participants aux différentes CSIL ; qualité de la mise à jour du listing de FTF, etc.

Budget approximatif :

Les frais de personnel liés à l'engagement d'un responsable de projet radicalisme ainsi que le temps de travail des personnes participant aux CSIL.

Difficulté(s) rencontrée(s) :

- Pour le volet islamisme, pas de demande d'accompagnement formulée par les familles concernées.
- Difficulté d'accès aux données relatives aux personnes radicalisées en prison.

Avis local :

Les deux CSIL constituent des piliers de la lutte contre le radicalisme et la polarisation.

Organisation de « Mothers School »

Commune : Schaerbeek

Organisme : Service de prévention de la ville de Schaerbeek

Région : Bruxelles-Capitale

Domaine : Intervention psychosociale/Support familial

Prévention : Tertiaire

Personnes de contact : preventionradicalisation@schaerbeek.irisnet.be ; benalisaliha@gmail.com

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Les familles inquiètes ou confrontées au phénomène de la « radicalisation » se sentent souvent seules et démunies. Elles ont besoin d'échanger et de s'outiller pour lutter contre le phénomène de radicalisation violente. Or, peu d'initiatives visant à leur offrir un espace de parole, un soutien ainsi que des outils existent.

Philosophie du projet :

Selon les conclusions de l'étude réalisée par Femmes Sans Frontières, « Mothers for Change ! », les mères sont celles qui ont le plus grand potentiel en matière de sécurité dans la lutte contre l'extrémisme violent au niveau de la communauté. De par leur proximité et leur relation émotionnelle avec leurs enfants, elles sont les mieux placées pour anticiper et réagir face aux signes de radicalisation bien avant qu'ils se développent. Toutefois, afin d'être plus efficaces dans ce rôle, elles ont besoin de soutien dans la construction de leur confiance et de perfectionner leurs compétences d'intervention.

Description du projet :

Mise en œuvre par les partenaires communautaires de confiance, la Mothers school se compose de dix modules qui comprennent des exercices spécifiques qui facilitent le dialogue, l'échange d'informations, et la réflexion critique en utilisant des techniques basées sur le contexte applicable à la vie quotidienne des participants. Ce modèle crée un espace formalisé où les mères améliorent leurs connaissances des signes d'alerte précoce et élaborent des stratégies pour être des barrières efficaces aux influences radicales.

Le Curriculum :

I. Démanteler les barrières culturelles, sociales et personnelles à la lutte contre la radicalisation

Module 1 : C'est moi. Qui êtes-vous?

Module 2 : Moi dans ma communauté

Module 3 : Doute de soi et l'estime de soi

Module 4 : Les femmes et la sécurité

II. Accroître les connaissances et la réflexion de la dynamique parent-enfant et répondre aux besoins des enfants

Module 5 : Développement de l'enfant

Module 6 : La violence politique et la radicalisation

Module 7 : Parler aux adolescents

III. Intégrer une nouvelle confiance et une base de connaissances dans les stratégies de sécurité spécifiques

Module 8 : Reconnaître et Réagir aux premiers signes d'alerte

Module 9 : Impliquer les Pères

Module 10 : La paix commence à la maison

Chaque groupe est composé d'environ 12 mamans, d'un formateur et d'une secrétaire.

Deux Mothers school ont été mises en place à Schaerbeek. La première au sein d'une école et la seconde dans une maison de quartier.

Public cible :

Le projet s'adresse aux mamans concernées ou inquiètes par le phénomène de radicalisation violente.

Objectif(s) :

Offrir un soutien pour favoriser la confiance des mères et perfectionner les compétences d'intervention.

Partenaire(s) :

ASBL SAVE BELGIUM (Organisateur).

Evaluation :

Les mamans se sont dites très satisfaites ; elles ont beaucoup appris, notamment sur la façon d'interagir avec leur enfant, sur le développement de celui-ci et à avoir davantage confiance en elles. Elles ont par ailleurs mieux cerné ce qui pourrait rendre leur enfant vulnérable aux influences radicales et savent ce qui peut le protéger face à celles-ci.

Budget approximatif :

10.000€ environ par Mothers School.

Difficultés rencontrées :

Créer un groupe de mamans et maintenir celui-ci complet tout au long des 10 modules.

REMARQUE : L'Asbl SAVE BELGIUM n'organise aujourd'hui plus de Mothers School, mais bien des Ateliers de parentalité destinés tant aux mamans qu'aux papas. L'objectif est de soutenir les parents de jeunes en danger de radicalisation dans leur rôle parental. Il s'agit d'une série de 8 ateliers.

Diagnostic local

Commune : Verviers

Organisme : SAFER

Province : Liège

Domaine : Diagnostic de la situation

Prévention : Tertiaire

Personne de contact : sophie.albert@verviers.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Appel à projets visant à maîtriser la radicalisation violente et à lutter contre le radicalisme dans le cadre d'une politique d'impulsion du SPF Intérieur.

Il était nécessaire pour la ville de Verviers, de partir d'un diagnostic local pour développer des actions en matière de prévention des radicalismes, en adéquation avec les réalités du terrain. Dans cette optique, la Ville de Verviers a confié à DiverCity et Tellus une étude sur les problèmes de la radicalisation à Verviers, au mois de septembre 2016.

Philosophie du projet :

Disposer d'une vue générale sur les lieux de cultes - Etat des lieux du problème du radicalisme à Verviers (écoles, entreprises, associations, etc.) - Impact de la situation actuelle sur les discours, les actes haineux etc.

Description du projet :

Au mois de septembre 2016, la Ville de Verviers a donc confié à DiverCity et Tellus cette étude sur les problèmes de la radicalisation à Verviers. Le 29 décembre 2016, un premier rapport a été transmis et en mars 2017, des remarques et des corrections ont été apportées au rapport initial. Le rapport final a été transmis au début du mois de mai 2017.

Cette recherche-action comporte plusieurs axes. Le premier consiste en un exercice de recensement et de prospection territoriale des lieux de culte musulmans (officiels, reconnus ou officieux) sur le territoire de la Ville. Pour ce faire, plusieurs bases de données ont été croisées (en ce compris celles du service urbanisme) avec nos propres connaissances de terrain ainsi qu'une stratégie de vérification in-situ (ethnographie urbaine). Conformément à l'offre finale remise en septembre 2016, sept entretiens avec des gestionnaires de mosquée ont été réalisés par rapport à la partie cartographique de la recherche.

Enfin, en conclusion, ont été proposées un certain nombre de recommandations afin d'affiner et de soutenir l'action de la Ville de Verviers sur ces enjeux.

Document rapport : https://f.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/2725/files/2017/08/verviers_belgique.pdf

Public cible :

Etude destinée à l'administration (SAFER) et tout service en charge de problèmes liés au radicalisme.

Objectif(s) :

L'objectif de cette cartographie est double :

- Il s'agit d'abord d'appuyer une meilleure connaissance de l'associatif musulman et ensuite de rompre avec certains préjugés exprimés à ce sujet.
Réaliser une cartographie permet donc d'avoir une image plus nette du nombre de lieux de culte présents à Verviers sans toutefois valider l'idée que le processus de radicalisation s'opère forcément dans ces lieux. Ainsi, cet état des lieux de la problématique permettrait de proposer des actions en adéquation avec les réalités du terrain.
- Les trois autres axes de ce rapport sont qualitatifs (regroupés dans la section 2) et entendent investiguer l'impact de la médiatisation des faits de radicalisation et de terrorisme sur le vivre-ensemble à Verviers. Plus précisément, l'équipe menant l'étude a cherché à comprendre si ces événements ont mené à des changements d'attitude, de représentations et de fonctionnement des institutions (écoles, administration, tissu associatif, commerces, etc.). Elle a aussi analysé quel était leur impact en termes de polarisation (sentiment d'insécurité, islamophobie¹, etc.) et comment le tissu associatif verviétois se positionnait par rapport à ces questions.

Partenaire(s) :

Etude réalisée via SPRL Divercity.

Evaluation :

Résultats décevants - Peu de nouvelles pistes d'actions ont été envisagées suite au contenu du rapport.

Budget approximatif :

30.000€

Difficulté(s) rencontrée(s) :

Choix du partenaire, stigmatisation des mosquées, diffusion des résultats.

Avis local :

Cartographie intéressante, cependant, étude peu approfondie, manque de contenu et peu de choses à exploiter.

Service d'accompagnement des familles et de l'entourage en matière de radicalisme (SAFER)

Commune : Verviers

Organisme : SAFER

Province : Liège

Domaine : Intervention psychosociale/Support familial

Prévention : Tertiaire

Personne de contact : sophie.albert@verviers.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Appel à projets visant à maîtriser la radicalisation violente et à lutter contre le radicalisme dans le cadre d'une politique d'impulsion du SPF Intérieur.

Philosophie du projet:

Création d'un service d'accompagnement des familles, des jeunes, des écoles, touchés par les problèmes de radicalisme.

Description du projet :

Les missions du service :

- Travail de terrain : à la rencontre des imams, des responsables des différentes mosquées et du tissu associatif qui est très dense à Verviers.
- Prise en charge du suivi psychosocial de familles et de jeunes touchés par cette problématique, rencontre avec les directeurs des écoles et coordination des formations à destination des professionnels avec la police fédérale, etc.

Le Service d'Accompagnement des Familles et de l'Entourage en matière de Radicalisme (SAFER) est un point de contact - 0484 714 004 - destiné à écouter et à accompagner toute personne inquiète ou en questionnement, concernée directement ou indirectement par le phénomène du « radicalisme ». Le service propose une écoute neutre et confidentielle, ainsi que des conseils avisés. Il propose un suivi intensif des familles touchées par la radicalisation d'un proche.

Parmi les différentes missions du SAFER, le travail de terrain est indispensable. Il consiste à prendre contact avec tous les partenaires potentiels de la lutte contre le radicalisme, associatifs à vocation sociale, culturelle et/ou culturelle, services communaux, judiciaires, mais également scolaires, académiques, etc., et ce afin d'établir un cadre de coopération constructif entre ces partenaires et le service SAFER.

Toute personne touchée par le radicalisme peut faire appel au service pour avoir un suivi psychosocial, une écoute ou juste une information.

Public cible :

Familles inquiètes, professeurs, éducateurs, mais aussi jeunes envoyés par le juge de la Jeunesse etc.

Objectif(s) :

- Créer un lieu d'écoute, d'analyse et de suivi des situations ;
- Travail en collaboration avec les familles mais aussi les juges, la police et les imams.

Partenaire(s) :

Imams, police, juge, délégués du SPJ, etc.

Evaluation :

Plus de 20 jeunes et/ou familles ont été ou sont suivis.

Budget approximatif :

Frais de personnel.

Difficulté(s) rencontrée(s) :

Sensibilité du sujet, communication.

Projet pilote visant des personnes majeures « à risque »

Commune : Vilvorde

Organisme : Ville de Vilvorde

Province : Brabant flamand

Domaine : Intervention psychosociale/Support familial

Prévention : Tertiaire

Personne de contact : jessika.soors@vilvoorde.be

Contexte dans lequel le projet s'est développé :

Il existait déjà à Vilvorde un projet qui visait les demandeurs d'emploi se trouvant dans une situation de vulnérabilité sociale et/ou économique. Le point de départ du travail réalisé dans ce projet était le lieu.

Il s'est avéré que certaines personnes ciblées par ce projet, étaient également des personnes concernées par la problématique de la radicalisation.

Au moment de la politique d'impulsion du SPF intérieur, les subsides liés à ce projet venaient de prendre fin. Le choix a été fait de continuer et de réinscrire ce projet dans le cadre de la politique locale de prévention de la radicalisation et de l'affiner selon les besoins du public cible.

Philosophie du projet :

Le processus de radicalisation est un phénomène complexe qui peut s'expliquer par un ensemble de causes diverses. Ce projet a donc été pensé en fonction de différents domaines qui peuvent influencer ce processus de radicalisation: idéologie, logement, administration, perspective éducative/professionnelle, santé, situation financière, image de soi, identité, stigmatisation, etc.

Ce projet vise l'ensemble de ces domaines, qui s'articulent dans la vie d'une personne, afin de minimiser l'impact des éléments qui peuvent empêcher le sentiment positif d'appartenance d'une personne à la société.

Nous savons par expérience à Vilvorde que certains endroits sont connus comme problématiques, où certains groupes se rencontrent : certains parcs, cafés, etc. L'accompagnateur va donc travailler de manière globale et en fonction de ces lieux, afin d'atteindre le public cible, là où il se trouve.

Enfin, le contexte est un facteur important. Malgré le fait que ce projet s'adresse aux individus vulnérables, on tente autant que possible de construire des connexions avec l'environnement proche des personnes accompagnées : parents ou membres de la famille proches, amis proches, etc.

Description du projet :

Le projet se déroule en trois phases « find, bind, mind » : trouver, établir et parcourir le trajet et le suivi de l'individu.

Le cadre structurel du projet est la table de partenariat de la ville de Vilvorde où les dossiers sont discutés de manière individuelle (si nécessaire, ce point est adapté).

En fonction des besoins dans le dossier, il se peut que d'autres partenaires soient impliqués (VDAB, assistance sociale, CPAS, Police, etc.). Ces discussions se déroulent sous forme de tables de partenariat.

Public cible :

Les personnes majeures en situation de vulnérabilité, qu'on suspecte de se situer dans un processus de radicalisation. D'autres majeurs vulnérables qui n'appartiennent pas à ce public cible, sont réorientés vers d'autres secteurs/acteurs.

Objectif(s) :

Gérer en profondeur les différentes variables qui peuvent jouer un rôle dans la problématique du processus de radicalisation d'une personne et éliminer ainsi les éléments qui créent de la rupture et qui peuvent empêcher un sentiment d'appartenance positif à la société.

Partenaire(s) :

La ville a consacré les subsides de la politique d'impulsion afin d'obtenir une prestation annuelle de la part de l'organisation

« Groupe Intro » et ainsi rédiger une convention pour ce projet (membres à la base du projet initial).

Évaluation :

L'évaluation jusqu'ici est positive.

Non seulement par les partenaires sociaux, mais tout au long du projet, nous avons constaté que la police adoptait le réflexe de renvoyer aux membres de l'équipe travaillant sur ce projet, toutes les personnes qui n'entraient pas dans le cadre des compétences policières.

La ville a décidé de prolonger ce projet avec ses propres moyens lors de l'arrêt des moyens de la politique d'impulsion.

Budget approximatif :

70.000€ (prestation annuelle du collaborateur + petite partie des frais de fonctionnement).

Difficultés rencontrées :

- Ce projet n'est pas suffisant pour travailler concrètement sur le désengagement et sur la « déradicalisation », même si il s'avère réellement positif. A ce sujet, il existe un besoin de réseautage entre tous les autres acteurs qui peuvent également jouer un rôle dans cette matière spécifique.
- Les détenus (retournees ou condamnés pour infractions terroristes) qui formulent un besoin d'accompagnement sont un des publics cibles de la ville de Vilvorde. Ce projet pourrait dès lors être adapté pour répondre à cette demande. Lors de la prolongation du projet, les premières démarches exploratoires ont été entreprises à cet effet. Ce point doit encore être examiné.
- Les suivis de personnes qui ne font pas partie directement du public cible ne se déroulent pas toujours de

manière fluide.

- La difficulté entre la position de confiance de l'intervenant et la sécurité individuelle. Nous avons en partie résolu cette situation en initiant des collaborations entre différents partenaires qui œuvrent à la sensibilisation et qui, par conséquent, travaillent ensemble dans la rue, et en concluant certains accords concernant le briefing des lieux.
- La police comme partenaire est très précieuse, mais sa position est également très délicate si cela concerne la relation de confiance du travailleur de terrain avec les individus. Il était très important d'envisager, pour chaque dossier, comment le rôle de la police pouvait être déterminé, a fortiori dans les dossiers qui ont été réorientés par la police, afin que le travailleur de terrain ne soit pas identifié comme le prolongement du rôle de la police.
- Un public cible qui n'est pas encore souvent atteint est celui des personnes avec des problèmes mentaux et/ou psychiques.
- Ce projet et toute sa structuration requièrent un ensemble de moyens et du personnel. Les résultats positifs sont là mais la plus grande menace est le fait de dépendre des subsides et le délai court dans lequel ils sont alloués.

Avis local :

- Nécessité de construire un réseau où certains projets peuvent avoir leur place ;
- Veillez à ce que les partenaires aient l'habitude de collaborer, connaître le fonctionnement de chacun d'entre eux et se faire confiance ;
- Ne pas attendre des personnes une demande d'aide volontaire, certainement pas dans le cadre de la problématique de la radicalisation ;
- Penser à des stratégies pour identifier et arriver à atteindre des groupes cibles difficilement atteignables ;
- Penser au bien-être individuel des collaborateurs, effectuer un tel travail de terrain et être confrontés à des situations difficiles peut avoir des conséquences négatives sur la vie privée des professionnels.